

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTÈRE DE LA DÉCENTRALISATION ET DU
DÉVELOPPEMENT LOCAL

REGION DU CENTRE

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SANAGA

COMMUNE DE LEMBE-YEZOUM



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF DECENTRALIZATION AND
LOCAL DEVELOPMENT

CENTRE REGION

UPPER SANAGA DIVISION

LEMBE-YEZOUM COUNCIL

PLAN COMMUNAL DE DÉVELOPPEMENT (PCD) DE LEMBE YEZOUM



REALISE AVEC :



L'ACCOMPAGNEMENT DE L'OAL



Réseau d'Appui pour le
Développement en Afrique

Siège social : Sis Cabinet CEMA– Route École Publique
Bastos – Entrée
Ambassade de Chine
B.P. 35462 Yaoundé – Tél. (237) 78 70 68 23 / 90 40 70
23 / 22 80 67 14

L'APPUI TECHNIQUE ET FINANCIER DU



Programme National de Développement
Participatif
Coordination Régionale du Centre
B.P610 Yaoundé, e-mail :
Tél (237) 22 201390/222

NOVEMBRE 2018

Sommaire

FICHE SIGNALÉTIQUE DE PRESENTATION DE LA COMMUNE	7
LISTE DES ABRÉVIATIONS	9
LISTE DES TABLEAUX	11
LISTE DES FIGURES	13
LISTE DES CARTES	15
LISTE DES ANNEXES	16
I INTRODUCTION	17
1.2. Objectifs du PCD	18
1.3. Structure du document	19
II.MÉTHODOLOGIE	21
2.1. La préparation	22
2.2. L'élaboration du DIC	23
2.3. Élaboration du DEUC	24
2.4. Elaboration du DPNV	25
2.5. Consolidation des Données du Diagnostic et Cartographie	26
2.6. Atelier de Planification, de Mobilisation des Ressources et de Programmation	26
2.6. Mise en Place du Mécanisme de Suivi Évaluation Participatif	27
III. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE	28
3.1. Localisation de la Commune	29
3.2. Milieu biophysique	29
3.2.1. Le climat	29
3.2.2. Les sols	29
3.2.3. Relief	29
3.2.4. Hydrographie	29
3.2.5. Végétation et flore	30
3.2.6. Faune	30
3.3. Milieu humain	31
3.3.1. La démographie	31
3.3.2. Aperçu historique	32
3.3.3. Organisation sociale	33
3.4. MILIEU SOCIO-ÉCONOMIQUE	53
IV. RÉSULTATS DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF	56
4.1. SYNTHÈSE DU DIC	57
4.2. PRINCIPAUX SERVICES DE L'ESPACE COMMUNAL	53
4.2.1. Synthèse sur les forages et les puits	53
4.2.2. Synthèse sur la situation scolaire	56
4.2.3 : synthèse sur la santé	59
4.2.4 : Synthèse des données sur l'électrification	63
4.3. PRINCIPALES POTENTIALITES (RESSOURCES) DE LA COMMUNE	65
4.4. SYNTHÈSE DES DONNÉES SUR LA PETITE ENFANCE	66
4.5 .Synthèse des données sur les populations réfugiées	68

4.6. Synthèse des données sur les populations autochtones et couches vulnérables (Pygmées, Mbororo, Handicapés, orphelins, etc.)	68
4.7. Synthèse des données sur les PSV (Personnes Socialement Vulnérables)	68
4.8. Synthèse du profil genre de la Commune	68
4.9. Synthèse des données sur le VIH/SIDA	69
4.10. ÉCONOMIE LOCALE	70
4.11. SYNTHÈSE DES DONNÉES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	72
4.12. SYNTHÈSE DES DONNÉES SUR L'ENVIRONNEMENT	75
4.13. PRINCIPAUX PROBLÈMES, BESOINS IDENTIFIÉS ET CONSOLIDÉS PAR SECTEUR ET MICROPROJETS PRIORITAIRES	75
4.13.1. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur	75
4.13.2. Synthèse des 8 microprojets prioritaires	97
4.14. PRINCIPAUX ÉLÉMENTS EN RAPPORT AVEC LA RÉSILIENCE	103
4.15. ESQUISSE DU PLAN D'UTILISATION ET DE GESTION DES TERRES DE L'ESPACE COMMUNAL	104
4.16. CADRE LOGIQUES PAR SECTEURS	105
4.17. COUT ESTIMATIF DU PCD	147
V. PLANIFICATION	148
5.1. VISION ET OBJECTIFS DU PCD	149
5.1.1 Objectifs du PCD	149
5.2.1. CADRAGE BUDGETAIRE	152
5.2.2. RANKING/ORDRE DE FINANCEMENT DES VILLAGES	153
5.2.3. RESSOURCES MOBILISABLES ET ÉCHEANCES	158
5.3. PLANIFICATION STRATÉGIQUE	158
5.3.1. Elaboration des programmes techniques (sur 05 ans)	159
5.4. Analyse évaluative des programmes par rapport à l'atteinte des ODD	194
Cas du programme amélioration des services sociaux de base	195
5.5. PLANIFICATION OPERATIONNELLE	206
5.5.1. Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires	206
5.5.2. Plan d'investissement annuel (PIA)	221
5.5.3. Populations vulnérables	225
5.5.4. CADRE SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONNEMENTAL DU PIA	228
5.5.5. PLAN DE PASSATION DES MARCHES DU PIA	229
VI. MÉCANISME DE SUIVI-ÉVALUATION	231
6.1. Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD	232
6.1.1. Eligibilité et Composition du comité de suivi-évaluation	232
6.1.2 Attributions du comité communal de suivi-évaluation du PCD	232
6.2. INDICATEURS DE SUIVI ET D'ÉVALUATION DU PIA	233
6.3. DISPOSITIFS, OUTILS ET FREQUENCES DU REPORTING	233
6.4. MÉCANISME DE PRÉPARATION DU PIA ET DE RÉVISION DU PCD	235

VII. PLAN DE COMMUNICATION	237
CONCLUSION	241
BIBLIOGRAPHIE	244
Tableau 59 : Références bibliographie.	244
ANNEXES	245
ANNEXE 2 : Arrêté constatant la composition du Comité de suivi	247

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Résolument déterminée à se déployer dans le processus d'émergence défini et orienté par l'Etat du Cameroun à l'horizon 2035, la Commune de Lembe-Yezoum s'active sereinement dans la recherche des stratégies de développement pour assurer le bien-être de ses populations. Pour y arriver, elle s'appuie sur son plan Communal de Développement (PCD), ce dernier élaboré en 2011 fait état d'une actualisation après cinq années d'expérimentation, pour prendre en compte de nouvelles orientations des partenaires au développement et pour s'arrimer à l'évolution des politiques de développement. Ce plan constitue un outil stratégique qui engage la Commune et ses populations dans un processus continu d'amélioration substantielle de leurs conditions de vie. L'actualisation de ce plan de développement obéit à un souci de la prise en compte d'un certain nombre d'innovations tant les enjeux et défis de développement qui s'imposent actuellement sont immenses. En effet, les thématiques relatives à la prise en compte des Objectifs de Développement Durable (ODD) selon l'approche du Bureau International du Travail (BIT), les aspects liés à la petite enfance selon l'approche de l'Organisation des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), les questions relatives au genre selon l'Organisation des Nations-Unies pour les Femmes (ONU-FEMMES), les aspects sociaux environnementaux, la planification sur la base du budget programme, l'élaboration d'un Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) et d'un Plan d'Investissement Annuel (PIA) constituent l'essentiel des innovations qu'il faut désormais prendre en compte dans le PCD.

Dans cette optique le PCD, document stratégique a pour objectif global de doter la Commune d'une vision de développement élaborée à l'issue d'un processus participatif. Pour atteindre cette synergie d'actions, l'actualisation du PCD s'appuie désormais sur une méthodologie méticuleuse articulée autour de sept (07) grandes phases. :

- *La préparation*
- *Le diagnostic participatif*
- *La planification*
- *La mobilisation des ressources*
- *La programmation*
- *La mise en œuvre*
- *Le suivi évaluation*

La Commune étant considérée comme une entité structurée autour de trois grands ensembles à savoir : l'Institution communale, l'espace urbain communal et les communautés, il a été judicieux, dans le souci d'implication, d'intégration et de participation de toutes les catégories sociales, d'élaborer dans chaque entité sociologique un diagnostic approprié. C'est ainsi que dans 32 secteurs d'activités y compris l'institution communale, le VIH/SIDA et l'économie locale, en groupes socioprofessionnels, le diagnostic institutionnel communal (DIC), le diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC) et le diagnostic participatif niveau village (DPNV) ont été élaborés.

Une fois les besoins identifiés, analysés et consolidés par secteur d'activité à l'échelle communale, puis traduits en projets, il a été possible d'aborder sereinement la phase de planification. En effet, à travers les cadres logiques (32) y compris ceux de l'institution communale, du VIH /SIDA et de l'économie locale, l'institution Communale a pu formuler sa vision de développement dans une perspective (2019- 2027) qui s'articule comme suit :

« A l'horizon 2027, la Commune de Lembe-Yezoum est économiquement stable et est dotée des infrastructures sanitaires, scolaires, énergétiques, hydrauliques et routières de qualité dans le but de promouvoir le développement socio-économique de ses populations dans le long terme »

Cette vision de développement se décline dans plusieurs secteurs d'activités qui constituent les véritables défis qui engagent la Commune dans les années à venir. A cet effet, nous avons :

Les secteurs des infrastructures dont le coût s'évalue à **10 239.765.000**, inclut les secteurs porteurs tels que les travaux publics en tête avec 1 765.000.000 F CFA, ensuite l'eau dont le montant s'élève à 3 350.000.000, l'énergie qui s'élève à 5 631.000.000 F CFA, les postes et télé communications avec 500.000 000F CFA, l'habitat et le développement urbain avec un montant de 180.000.000 F CFA, et les domaines, cadastres et affaires foncières qui s'élève à 43.000.000F CFA, Transports 64 000 000 FCFA, Communication 470 000 000 FCFA.

Le secteur rural dont le coût s'évalue à **1.758.650.000F CFA**, compte l'agriculture dont le montant s'élève à 1.075.000.000 F CFA, l'élevage qui suit : 451.300.000 FC FA, la forêt et la faune : 40.000.000 F CFA et l'environnement : 192.350.000F CFA.

Le secteur des industries et services dont le coût s'évalue à **3.441.000.000F CFA**, compte les industries, les mines et le développement technologique : 341.000.000 F CFA, les petites et moyennes entreprises : 165.000.000F CFA, le commerce : 2. 040.000.000 F CFA et le tourisme : 895.000.000F CFA.

Le secteur de l'éducation dont le coût s'évalue à **1.617.950.000 F CFA.** L'éducation de base : 632.750.000 F CFA, les enseignements secondaires : 828.000.000 F CFA, les enseignements supérieurs : 15.200.000 et la recherche scientifique : 142.000.000.F CFA, emploi et formation professionnelle : 130 000 000 FCFA.

Dans le secteur social dont le coût s'évalue à **2.046.744.000. F CFA** comprend la jeunesse avec 96.744.000, les sports et éducation physique : 178.000.000 F CFA, le travail et la sécurité sociale : 201.000.000 F CFA, les affaires sociales avec 80.000.000 F CFA, la promotion de la femme et de la famille : 186.000.000 F CFA, Arts et culture : 1 305 000 000 FCFA.

Le secteur Gouvernance locale s'évalue à **202 604 568 FCFA**, il est représenté ici par le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MINATD) **99 000 000** FCFA, et l'institution communale qui s'élève à **103.604.568 F CFA** et l'économie locale.

Les besoins du secteur santé s'évaluent à **1 198.500.000F CFA.**

En synergie avec la politique publique de l'état, cette vision s'est appuyée sur le budget-programme d'où sa déclinaison en 04 programmes techniques à savoir : **le programme amélioration de l'offre des services sociaux de base, le programme promotion du développement économique et protection de l'environnement, le programme promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse, le programme gouvernance et administration locale.** Ces programmes techniques se traduisent en 13 actions à savoir : Eau, éducation, santé, habitat et développement urbain, affaires sociales, Commerce, agriculture, culture, jeunesse, travaux publics, énergie, institution communale, maturation des projets.

S'appuyant sur les ressources propres disponibles et les ressources certaines, un cadrage budgétaire a été élaboré. Sur la base des projets prioritaires identifiés par village y compris l'espace urbain et s'appuyant sur le ranking des villages notamment l'ordre de financement, l'élaboration des programmes techniques sur 05 ans a pu être possible.

Le coût global du PCD en l'occurrence le coût de l'ensemble des cadres logiques sectoriels (32) a été évalué à **22.398.948.568F CFA.**

Sur la base des ressources mobilisables tant internes qu'externes et sur la base des programmes et actions sus évoqués, la Commune a pu amorcer l'élaboration d'un CDMT et d'un plan d'investissement annuel (PIA), dont les coûts respectifs s'élèvent à **788 955 234F CFA et 588 079 646 FCFA.** Afin d'assurer la dynamique qu'impulse et impose la mise en œuvre du PCD, le comité de pilotage préalablement mis en place pour veiller au bon déroulement des travaux d'actualisation du plan de développement, a automatiquement été remplacé par un comité communal de suivi-évaluation (CCSE) à l'issue un arrêté communal.

Aussi, dans le souci d'assurer un bon marketing du PCD, il a été élaboré un plan de communication qui prévoit notamment la création d'un site Web pour la Commune. C'est dans ce contexte qu'a été approuvé et validé le PCD de la Commune.

Il ressort clairement que la mise en œuvre du PCD de la Commune de Lembe-Yezoum est principalement articulée autour des secteurs économique et social. Dans le secteur de l'économie, la Commune devra s'atteler à : la formation et l'encadrement des agriculteurs, l'amélioration de l'accès à l'énergie électrique sur environ 75 km, l'aménagement d'environ 400 km de route en milieu rural le social avec l'amélioration de l'accès à l'éducation de 50 %, l'amélioration de 50% de l'accès à l'eau potable, et enfin l'amélioration de l'accès aux TIC aux télécommunications et à la communication où l'on enregistre encore une multitude des zones d'ombre. Enfin sur la gouvernance locale, la Commune doit améliorer son système de recouvrement et créer des projets porteurs afin de relever le niveau de ses recettes propres dont la moyenne annuelle s'élève actuellement à environ **44.000 000FCFA** seulement.

FICHE SIGNALÉTIQUE DE PRESENTATION DE LA COMMUNE

ELEMENTS	COMPOSITIONS
Date de création de la commune	Décret n°95/082 du 24 avril 1995
Superficie	2800 Km ²
Population	20 892 ¹ habitants (dernier recensement ECAM) 2005
Principales Ethnies	Yezoum
Nombre de villages	26 villages et 03 quartiers de l'espace urbain
Activités économiques	Agriculture (principales cultures : Cacao, café, banane-plantain, manioc, macabo, maïs, patate douce, Concombre etc.), Petit commerce, élevage traditionnel (volaille, porc, etc.), pêche artisanale
Infrastructures sociales	<p><u>Infrastructures scolaires</u> <i>Enseignement primaire</i> 29 écoles primaires publiques, 01 école primaire confessionnelle (Nkol-Selle) <i>Enseignement secondaire</i> 02 CETIC, 02 CES, 02 lycées d'enseignement général</p> <p><u>Infrastructures sanitaires</u> 05 CSI, 01 CMA, 01 dispensaire privé</p> <p><u>Infrastructures d'eau et énergie</u> 25 forages et 6 puits, 3 centrales photovoltaïques en construction à Lembe Centre, au village Nguinda et au village Nkobiba</p> <p><u>Autres infrastructures</u> 01 centre de jeunesse (CMPJ)</p>
Conseillers municipaux	25 dont 16 hommes et 09 femmes
Personnel communal	16 (09 permanents, 07 temporaires)
Patrimoine communal	01 hôtel de ville, 01 tribune des fêtes, 01 moto AG, 01 motocyclette JIALING (en panne), 01 motocyclette MACAT MCT (en panne), 01 motocyclette MACAT CARTER (en panne), 09 tables de bureau, 04 fauteuils en cuir, 02 classeurs en bois, 01 coffre-fort, 200 chaises en plastique, 03 ordinateurs, 01 imprimante HP en couleur, 05 chaises de bureau, 05 chaises en cuir, 01 GPS, 01 groupe électrogène, 01 pic up, etc.
Réseau de relation	PNDP, FEICOM, MINEPAT, CVUC
Principales forces	<ul style="list-style-type: none"> -Construction de 03 centrales photovoltaïques Fort potentiel agricole (savane et forêt) - Vastes étendues de terres, fort potentiel en essences forestières et en espèces fauniques -Fort potentiel touristique (la grotte de Mfoula au village Bana, la grotte de Zoa au village Zoa II, la Colline « Nkol » Ebolboumou au village Ebolboumou) -Présence des espèces protégées (Gorilles, Chimpanzé)
Principales faiblesses	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance d'infrastructures sociales -Faible couverture de la Commune en réseau électrique et téléphonique -Faible taux de scolarisation, -Inexistence des infrastructures d'accueil pour le personnel affecté -Faible développement des activités économiques -Inexistence d'un marché au centre urbain

¹ Cette population est obtenue à partir du chiffre du dernier recensement RGPH qui était de 15000, à ce chiffre, nous avons appliqué le taux de croissance de la population de 2.8

	-Inexistence d'un patrimoine foncier pour la Commune -Non respect des délais d'adoption des comptes administratifs et de gestion, etc.
Opportunités	-Vastes étendues de terres, fort potentiel en essences forestières et en espèces fauniques -Fort potentiel touristique (la grotte de Mfoula au village Bana la grotte de Zoa au village Zoa II, la Colline « Nkol » Ebolboumou au village Ebolboumou)
Obstacles	<ul style="list-style-type: none"> - Fort enclavement de la Commune - Insuffisance des ressources financières pour la Commune - Insuffisance de ressources propres pour la Commune

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AEP	:	Adduction d'Eau Potable
AER	:	Agence d'Electrification Rurale
AGR	:	Activités Génératrices de Revenus
BIP	:	Budget d'Investissement Public
CA	:	Comptes administratifs
CAC	:	Centimes Additionnels Communaux
CAMTEL	:	Cameroon's Telecommunications
CC	:	Comité De Concertation
CCC	:	Cadre Charge des Communes
CCD	:	Cadre Communal de Développement
CCF	:	Cadre Communal Financier
CDMT	:	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CEAC	:	Centre d'Education et d'Animation Communautaire
CEP	:	Certificat d'Etudes Primaires
CES	:	Collège d'Enseignement Secondaire
CETIC	:	Collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial
CG	:	Comité de Gestion
CMA	:	Centre Médical d'Arrondissement
CMPJ	:	Centre Multifonctionnel de Promotion des Jeunes
CNPS	:	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
COFIL	:	Comité de Pilotage
CRTV	:	Cameroon Radio and Télévision
CSI	:	Centre de Santé Intégré
CTD	:	Collectivité Territoriale Décentralisée
CVUC	:	Communes et Villes Unies du Cameroun
DAADER	:	Délégué de l'Agriculture et Développement Rural
DAJEC	:	Délégué d'Arrondissement de Jeunesse et éducation Civique
DASEP	:	Délégué d'Arrondissement des Sports et Education Physique
DD	:	Délégué Départemental
DEUC	:	Diagnostic de l'Espace Urbain Communal
DIC	:	Diagnostic Institutionnel Communal
DPNV	:	Diagnostic Participatif Niveau Village
District de Santé	:	DS
DSCE	:	Document de Stratégies pour la Croissance et l'Emploi
ECAM	:	Enquête Camerounaise Ménages
EDS	:	Enquête Démographique et Sociale
ENIEG	:	Ecole Normale des Instituteurs de l'Enseignement Général
EOV	:	Enfants et Orphelins Vulnérables
EP	:	Ecole Publique
EPC	:	Eglise Presbytérienne Camerounaise
ESF	:	Economie Sociale et Familiale
FEICOM	:	Fonds d'Equipeement et d'Intervention Intercommunale
FNE	:	Fonds National de l'Emploi
GIC	:	Groupement d'Initiative Commune
HIMO	:	Haute Intensité de Main d'œuvre
IAEB	:	Inspection d'Arrondissement de l'Education de Base
INS	:	Institut National de la Statistique
IRAD	:	Institut de Recherche Agronomique pour le Développement
IST	:	Infection Sexuellement Transmissible
MINAC	:	Ministère des Arts et Culture
MINADER	:	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS	:	Ministère des affaires sociales
MINATD	:	Ministère de l'Administration Territorial et Décentralisation
MINAT	:	Ministère de la Communication
MINCOM	:	Ministère de l'Administration Territoriale
MINCOMMERCE	:	Ministère du Commerce
MINDCAF	:	Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires foncières
MINDDEVEL	:	Ministère de la Décentralisation et du Développement Local

MINEDUB	:	Ministère de l'Education de Base
MINEFOP	:	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINEE	:	Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINEPDED	:	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
MINEPIA	:	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINESEC	:	Ministère de l'Enseignement Secondaire
MINESUP	:	Ministère de l'Enseignement Secondaire
MINFOF	:	Ministère des Forêts et de la Faune
MINHDU	:	Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
MINMIDT	:	Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique
MINJEC	:	Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique
MINPMEESA	:	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat
MINPOSTEL	:	Ministère des Postes et Télécommunications
MINPROFF	:	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINRESI	:	Ministère de la recherche Scientifique et l'Innovation
MINSANTE	:	Ministère de la Santé
MINSEP	:	Ministère des sports et de l'Education Physique
MINTOUL	:	Ministère du Tourisme et des Loisirs
MINTP	:	Ministère des Travaux Publics
MINTRANSPORTS	:	Ministère des Transports
MINTSS	:	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
MTN	:	Mobile Télécommunications Network
OAL	:	Organisme d'Appui Local
ODD	:	Objectifs de Développement Durable
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale
OP	:	Organisations de Producteurs
PCD	:	Plan Communal de Développement
PFNL	:	Produits Forestiers Non Ligneux
PIA	:	Plan d'Investissement Annuel
PME	:	Petite et Moyenne Entreprise
PMH	:	Pompe à Motricité Humaine
PNDP	:	Programme National de Développement Participatif
RADA	:	Réseau d'Appui pour le Développement en Afrique
PUGT	:	Plan d'Utilisation et de Gestion des Terres
PV	:	Procès-Verbal
SAR/SM	:	Section Artisanale Rurale/Section Ménagère
TDR	:	Termes de Référence
TIC	:	Technologies de l'Information et de la Communication
UFA	:	Unité Forestière Aménagée
VIH/SIDA	:	Virus de l'Immunodéficience Humaine/Syndrome de l'Immunodéficience Acquise

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Récapitulatif du processus de préparation	22
Tableau 2 : Récapitulatif élaboration du DIC	23
Tableau 3 : Récapitulatif élaboration du DEUC	24
Tableau 4 : Récapitulatif élaboration du DPNV	25
Tableau 5 : Récapitulatif Consolidation des Données du Diagnostic et Cartographie	26
Tableau 6 : Récapitulatif planification	26
Tableau 7 : Espèces Ligneuses et forestières	30
Tableau 8 : Quelques Espèces fauniques.....	30
Tableau 9 : Situation de la production par type de spéculation agricole	53
Tableau 10 : Tableau des activités sociales et artisanales	54
Tableau 11 : Etat des lieux du personnel de la Commune selon la qualification	58
Tableau 12 : Forces, faiblesses de la Commune, atouts et axes de renforcement sur le plan des ressources humaines	53
Tableau 13 : Etat des lieux des ressources propres de la Commune sur les trois derniers exercices	53
Tableau 14 : Forces et faibles de la Commune, atouts/potentialités et axes de renforcement de la gestion des ressources financières	53
Tableau 15: Faiblesses et forces de la Commune, atouts/potentialités et axes de renforcement de la gestion du patrimoine.....	53
Tableau 16: Faiblesses et force de la Commune, atouts/potentialités et axes de renforcement de la gestion des relations.....	54
Tableau 17 : Etat de fonctionnement des points d'eau selon leur nature dans la Commune	53
Tableau 18 : Etat de fonctionnement des points d'eau dans la Commune de LEMBE YEZOUM selon le milieu de résidence.....	53
Tableau 19 : Répartition des écoles dans la Commune.....	56
Tableau 20 : Tableau : Effectif des élèves dans les écoles de la Commune	56
Tableau 21 : Encadrement et équipement des établissements de la Commune.....	57
Tableau 22 : Etat général des bâtiments scolaires.....	57
Tableau 23 : Situation de l'aménagement des établissements scolaires de la Commune.....	57
Tableau 24 : Infrastructures sanitaires de la Commune.....	59
Tableau 25 : Répartition du personnel sanitaire dans la Commune	59
Tableau 26 : Situation des équipements sanitaires dans la Commune.....	60
Tableau 27 : Situation de l'aménagement des formations sanitaires dans la Commune	60
Tableau 28 : Tableau: Etat des bâtiments des formations sanitaires de la Commune.....	61
Tableau 29 : Matrice diagnostic des ressources naturelles.....	65
Tableau 30 : Synthèse des données sur la petite enfance	66

Tableau 31 : Situation des personnes vulnérables dans la Commune.....	68
Tableau 32 : Economie locale.....	71
Tableau 33 : Matrice de captage de la gravité des problèmes, contraintes et identification des mesures d'adaptation aux changements climatiques	72
Tableau 34 : Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur	75
Tableau 35 : Esquisse de plan d'utilisation des terres.....	104
Tableau36 : Coût estimatif du PCD	147
Tableau 37 : Evaluation de la capacité d'investissement de la Commune de Lembe-Yezoum.....	152
Tableau 38 : Projection des investissements sur 05 ans.....	152
Tableau 39 : Ranking/ordre de financement des villages.....	153
Tableau 40 : Ranking multisectoriel.....	154
Tableau 41 : Ressources mobilisables	158
Tableau 42 : Elaboration des programmes techniques (sur 05 ans)	159
Tableau 43 : Synthétique des programmes et actions.....	166
Tableau 44 : Détermination du niveau d'accès aux services sociaux de base	193
Tableau 45 : Prise en compte de la dimension sociale par le programme.....	195
Tableau 46 : Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) 2019-2021.....	206
Tableau 47 : Cadre sommaire de gestion environnemental	209
Tableau 48 : Cadre sommaire de gestion sociale.....	215
Tableau 49 : plan sommaire de gestion environnementale et sociale du CDMT.....	217
Tableau 50 : plan d'investissement annuel 2019	222
Tableau 51 : plan opérationnel en faveur des personnes vulnérables 2019.....	225
Tableau 52 : coût estimatif du PIA	227
Tableau 53 : Plan de passation des marchés du PIA 2019.....	229
Tableau 54 : Indicateurs de suivi et d'évaluation du PIA	233
Tableau 55 : Dispositif du reporting	233
Tableau 56 : Modèle de tableau de suivi des réunions	234
Tableau 57 : Plan de communication à court terme.....	239

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Récapitulatif des proportions de tranches d'âge (de 0 à 35 ans)	32
Figure 2 : Organigramme actuel de la Commune de Lembe-Yezoum	57
Figure 3 : Répartition du personnel de la Commune selon le niveau d'études.....	58
Figure 4 : Ressources propres de la Commune sur les trois derniers exercices.....	53
Figure 5 : poids des programmes techniques dans la planification quinquennale	167
Figure 6 : Répartition du poids des actions du programme amélioration des services sociaux de bases	175
Figure 7 : Répartition des actions du programme promotion du développement économique et protection de l'environnement	181
Figure 8 : Répartition du poids des actions dans le programme promotion du développement économique et protection de l'environnement	186
Figure 9 : Poids des actions dans le programme gouvernance te administration locale	193

LISTE DES PHOTOS

Photo 1 : Entretien de l'équipe de l'OAL avec le Maire	23
Photo 2 : Conduite de l'ISS au quartier LEMBE II.....	25
Photo 4 : Forage mal entretenu dans un village	54

LISTE DES CARTES

Carte 1 : CARTE LOCALISATION DE LA COMMUNE DE LEMBE YEZOUM	34
Carte 2 : INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES DE LA COMMUNE.....	55
Carte 3 : INFRASTRUCTURES SCOLAIRE DE LA COMMUNE	58
Carte 4 : INFRASTRUCTURES SANITAIRES DE LA COMMUNE	62
Carte 5 : CARTE D'ELECTRIFICATION	64

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Arrêté de mise en place du Comité de Pilotage	246
ANNEXE 2 : Arrêté constatant la composition du Comité de suivi	247
ANNEXE 3 : Délibération municipale approuvant le PCD	248

I INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

Après les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) élaborés dans les années 2000 pour une durée de 15 ans, en septembre 2015, un nouvel ensemble d'objectifs mondiaux pour éradiquer la pauvreté, protéger et garantir la prospérité pour tous, a été adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies dans le cadre d'un nouveau programme de développement Durable. Malgré cette avancée, il reste toujours d'importants défis pour l'opérationnalisation de ces objectifs à l'échelle des pays. On identifie, entre autres, la difficulté de tenir compte des interactions entre des objectifs quelquefois divergents, la gouvernance nationale du développement durable et les modes de mesure et de reddition de comptes nécessaires pour effectuer le suivi de ces ODD. Ainsi sur les 169 cibles des 17 ODD, seulement 90 cibles ont été contextualisés, soit 84% des 107 conceptualisables. L'Etat du Cameroun comme beaucoup d'autres Etats dans le monde doit s'arrimer à ces objectifs s'agissant de la mise en œuvre des 18 cibles des ODD, le Cameroun a suivi 17, il s'agit notamment de la cible 1c visant à réduire de moitié entre 1990 et 2015 la proportion de la population qui souffre de la faim et de la cible 6a qui a stoppé depuis 2015 la propagation du VIH/SIDA et commence à inverser la tendance.

L'atteinte des ODD par notre pays se fait en accord avec la vision prospective du pays à l'horizon 2035 qui s'énonce telle que suit : « **LE CAMEROUN : UN PAYS EMERGENT, DEMOCRATIQUE ET UNI DANS SA DIVERSITE** ».

Pour y parvenir, le gouvernement a produit le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) qui s'appuie sur les résultats des études rétrospectives, le recensement des besoins et aspirations des populations et les ambitions des politiques.

La mise en œuvre du DSCE va désormais s'appuyer sur le processus de décentralisation qui est progressivement mis en œuvre. Ce dernier est sous-tendu par un cadre institutionnel et juridique constituant l'essentiel du nouveau dispositif législatif portant orientation de la décentralisation et celui fixant les règles applicables aux Communes. Il s'agit respectivement des lois **N°2004/017 et N°2004/018 du 22 Juillet 2004**. Ces lois définissent la décentralisation comme un transfert par l'État aux collectivités territoriales décentralisées, des compétences particulières et de moyens appropriés pour leur autodétermination. La décentralisation constitue donc l'axe fondamental de promotion du développement, de la démocratie et de la bonne gouvernance au niveau local.

C'est dans ce contexte que le PNDP dans sa mission d'appui aux Communes en matière de décentralisation et de développement local, arrivé à sa troisième phase dite phase de consolidation, met l'accent sur l'actualisation des PCD. C'est dans cette dynamique et novatrice que la Commune de LEMBE-YEZOUUM a été éligible en 2017 par le PNDP en vue de l'actualisation de son plan communal de développement réalisé 05 ans auparavant.

1.2. Objectifs du PCD

Objectif global

Doter la Commune d'une vision de développement élaborée à l'issue d'un processus participatif.

Objectifs spécifiques

- Réaliser la monographie de la Commune
- Mener un diagnostic participatif

- Élaborer une planification stratégique
- Présenter les ressources mobilisables par la Commune
- Élaborer les programmes techniques sur cinq ans
- Programmer les investissements
- Elaborer le cadre socio-environnemental sommaire des investissements du CDMT et du PIA
- Mettre en place un dispositif de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PCD et un mécanisme de promotion du PCD

1.3. Structure du document

Le présent document s'articule autour des points suivants :

➤ **Le Résumé**

De façon succincte, cette partie présente les différentes articulations du PCD. On peut y retrouver le coût du PCD, du CDMT ET du PIA.

➤ **L'introduction**

Elle présente ici le contexte de développement qui prévaut dans l'actualisation du PCD notamment l'arrimage de celui-ci aux DSCE, et aux ODD.

➤ **La méthodologie**

Elle présente les 07 différentes étapes du processus de planification communale qui ont prévalu dans l'actualisation du PCD de LEMBE-YEZOOM.

➤ **Les Résultats du Diagnostic**

Cette partie présente le DIC, le DEUC et le DPNV qui ont été menés dans une approche participative dans 28 secteurs d'activités

➤ **La Planification**

Elle présente la projection de développement de la Commune dans différents secteurs d'activités à travers les cadres logiques

✓ **Le cadrage budgétaire**

Cette phase, à travers l'examen des 03 derniers comptes administratifs a consisté à la recherche des sources de financement des projets sur ressources propres de la Commune afin de procéder à une planification quinquennale des projets prioritaires sur la base du Ranking

✓ **La Liste des projets prioritaires**

Lors des diagnostics participatifs, les populations sur une base participative c'est-à-dire de par un consensus ou un croisement des besoins de groupes socio-professionnels hommes femmes et jeunes ; ont identifiés dans chaque village y compris l'espace urbain 08 projets prioritaires dont 05 sociaux et 03 économiques.

✓ **Le Ranking des villages**

Dans un souci d'équité et de justice de la part de l'exécutif, il s'est agi pour planifier les projets sur la base d'un classement des villages, des moins nantis à ceux qui bénéficient déjà d'une situation préférentielle.

✓ **Les ressources mobilisables**

Il s'est agi ici pour l'exécutif de présenter les différentes sources de financement de la commune qui serviront de base financière en termes de planification opérationnelle.

✓ **La planification stratégique**

Il est question dans cette partie d'organiser une planification quinquennale sur ressources propres de la Commune et sur la base du ranking et des projets prioritaires des villages. Ce qui nous a conduit à l'élaboration des différents programmes techniques (programme amélioration de l'offre des services sociaux de base, le programme promotion du développement économique et protection de la nature, le programme promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse, le programme gouvernance et administration locale).

✓ **La Planification opérationnelle**

Elle a consisté à une élaboration du CDMT et du PIA tant à usage communal élaboré sur la base des ressources propres de la Commune et la dotation du MINDDEVEL et un CDMT à l'usage des sectoriels et des autres partenaires, du plan de passation des marchés (PPM), du Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables et du Cadre Sommaire de Gestion Socio-environnementale).

➤ **Le Mécanisme de suivi-évaluation**

Afin d'impulser la dynamique qu'impose la mise en œuvre du PCD, cette partie présente le comité de suivi-évaluation et les tâches qui lui incombent dans le cadre de cette activité.

➤ **Le Plan de communication**

Cette partie présente les stratégies que la Commune doit mettre en œuvre pour faire le marketing de son PCD en vue de la recherche de partenariat.

➤ **La Conclusion**

➤ **Les Annexes**

II.MÉTHODOLOGIE

L'actualisation du PCD de Lembe-Yezoum a obéi à une approche méthodologique participative. À cet effet, les travaux ont été conduits par des équipes de facilitateurs pluridisciplinaires de l'OAL RADA. Des outils de travail se sont inspirés du manuel du praticien au processus d'élaboration des PCD mis à la disposition de l'OAL par le PNDP.

Ainsi, suivant ce guide, les différentes étapes du déroulement du processus d'actualisation du PCD ont été observées de façon scrupuleuse et méticuleuse. Il s'est agi des 07 étapes ci-après :

- *La préparation*
- *Le diagnostic participatif DIC, DEUC, DPNV et restitution à la Commune*
- *La consolidation des données des diagnostics DIC, DEUC, DPNV et restitution à la Commune*
- *La mobilisation des fonds*
- *La planification*
- *La programmation*
- *Le suivi- évaluation*

2.1. La préparation

Cette étape se justifie par la nécessité d'une sensibilisation, d'une responsabilisation et d'une synergie d'actions des acteurs impliqués dans le processus.

Tableau 1 : Récapitulatif du processus de préparation

Séquences	Activités	tâches	Dates	Outils	Résultats	Acteurs impliqués
Préparation administrative	Prise de contact avec l'exécutif communal et l'examen du cahier de charge de l'OAL	Prise de contact avec l'exécutif communal et l'examen du cahier de charge de l'OAL négociation de la date de l'atelier de lancement des activités	Août 2017	Rencontre entre l'OAL et l'exécutif	Accord sur le cahier de charge et contrat signé du	Coordonnateur OAL, chef de mission le Maire
	Atelier de lancement du processus d'actualisation du PCD	présentation du cahier de charge de l'OAL présentation processus d'actualisation présentation de l'équipe de l'OAL présentation la mise en place du comité de pilotage	29 Septembre 2017	Guide méthodologique de planification/PNDP	Tous les acteurs impliqués sont sensibilisés sur la méthodologie de travail et les différentes phases	préfet du département de la HAUTE SANAGA exécutif communal chefs religieux et traditionnels populations PNDP OALRADA SECTORIELS MINEPAT
préparation pédagogique	Renforcement des capacités du personnel de l'OAL	Restitution aux planificateurs de la formation en planification communale tenue à MBALMAYO du 02 au 12 avril 2017	Août2017	Dossier de formation du PNDP	Capacités du personnel de l'OAL renforcées chefs d'équipes identifiés	Chef de mission, chefs d'équipes coordonnateur de l'OAL
	Renforcement des capacités du personnel de l'OAL	Restitution de la formation en planification communale au COPIL	Août 2017	Dossier de formation du PNDP	Capacités du COPIL renforcées	Chef de mission, COPIL coordonnateur de l'OAL

2.2. L'élaboration du DIC

Tableau 2 : Récapitulatif élaboration du DIC

Séquences	Activités	Tâches	Dates	Outils	Résultats	Acteurs impliqués
Préparation administrative	L'élaboration d'un chronogramme d'activités soumis à l'appréciation des responsables communaux	La prise de contact avec l'exécutif communal et l'examen du cahier de charge de l'OAL négociation de la date de l'atelier de lancement des activités	Août 2017	rencontre entre l'OAL et l'exécutif	accord sur le cahier de charge et contrat signé du	coordonnateur OAL, chef de mission le Maire
Préparation pédagogique	L'identification et la constitution de l'échantillon/cibles/personnes ressource	préparation de lettres d'information aux sectoriels chronogramme de travail avec le personnel communal	Août 2017		capacités du personnel de l'OAL renforcées chefs d'équipes identifiés	chef de mission, chefs d'équipes coordonnateur de l'OAL
	identification au sein de l'OAL, des chefs d'équipe	préparation des fiches de collectes des données mise à disposition de la logistique aux équipes (papier kraft, markers, bics, blocs note, rames de papier etc.)	Août 2017		chefs d'équipes identifiés équipes constituées	chef de mission chefs d'équipes sectoriels exécutif et personnel communal
Diagnostic institutionnel communal (DIC)	déploiement sur le terrain	répartition des tâches collectes des données	30 Septembre 2017 06 Octobre 2017	fiches de collectes des données ISS	données ressources humaines, financières, collectées informations sectorielles collectées	chef de mission chefs d'équipes sectoriels exécutif et personnel communal
	rédaction du DIC	constitution des équipes de rédaction répartition selon les parties du document	Octobre 2017	canevas rédaction du DIC	rapport du DIC rédigé	chef de mission, chef d'équipes
	restitution du DIC	présentation des résultats du DIC	octobre 2017		résultats du DIC amendés	OAL COFIL PNDP



Photo 1 : Entretien de l'équipe de l'OAL avec le Maire

2.3. Élaboration du DEUC

Tableau 3 : Récapitulatif élaboration du DEUC

Séquences	Activités	Tâches	Dates	Outils	Résultats	Acteurs impliqués
Préparation administrative	Elaboration d'un chronogramme d'activités soumis à l'appréciation des responsables communaux	Prise de contact avec l'exécutif communal et l'examen du programme de travail	Août 2017	Rencontre entre l'OAL et l'exécutif	Accord sur le programme de travail	Coordonnateur OAL, chef de mission le Maire
préparation pédagogique	Identification et la constitution de l'échantillon/cibles/personnes ressource	préparation de lettres d'information aux chefs de quartiers identification des corps de métiers	Août 2017	-	Corps de métiers identifiés chefs de quartiers informés	Chef de mission, chefs d'équipes
	Identification au sein de l'OAL, des chefs d'équipe	Préparation des fiches de collectes des données mise à disposition de la logistique aux équipes (papier kraft, markers, bics, blocs note, rames de papier etc.)	Juin 2017	-	chefs d'équipes identifiés équipes constituées	Chef de mission chefs d'équipes
Diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC)	Déploiement sur le terrain	Répartition des tâches collectes des données	du 30 Septembre au 07 Octobre 2017	Fiches de collectes des données ISS	problèmes et besoins corps de métiers identifiés comités de quartiers installés	Chef de mission chefs d'équipes corps de métiers chefs de quartiers
	rédaction du DEUC	Constitution des équipes de rédaction répartition selon les parties du document	Octobre 2017	canevas rédaction du DEUC	Rapport du DIC rédigé	Chef de mission, chef d'équipes
	Restitution du DEUC	Présentation des résultats du DEUC	octobre 2017		Résultats du DEUC amendés	OAL COFIL PNDP corps de métiers chefs de quartiers

A l'issue du processus de planification dans les quartiers, un Comité de Quartier (CDQ) a été mis en place dans chacun des trois quartiers. Ce comité est une instance au niveau du quartier qui est chargée du développement de ce dernier, de la mise en œuvre des solutions endogènes identifiées, du suivi de ces solutions endogènes et du suivi de toutes autres actions de développement dans ce quartier. Les membres de ce comité ont été élus par les populations elles-mêmes selon le niveau d'engagement de chacun d'eux aux initiatives communautaires du quartier.



Photo 2 : Conduite de l'ISS au quartier Lembe II

2.4. Elaboration du DPNV

Déroulée pendant 01 mois, cette étape de diagnostic a concerné 26 villages de la Commune étant donné que les 03 autres ont été considérés comme faisant partie de l'espace urbain. L'OAL a constituées 05 équipes de 04 planificateurs avec à la tête de chacune un chef d'équipe. Chacune d'elle qui avait à sa charge 05 villages et devait passer 04 jours par village afin de dérouler de façon exhaustive tous les outils du diagnostic participatif. Le tableau ci-dessous fait l'économie de tout ce processus.

Tableau 4 : Récapitulatif élaboration du DPNV

Séquences	Activités	Tâches	Dates	Outils	Résultats	Acteurs impliqués
préparation administrative	Elaboration d'un chronogramme d'activités soumis à l'appréciation de la commune	Constitution des axes de diagnostic	Nov 2017	Rencontre entre l'OAL et l'exécutif	Accord sur programme de travail	Coordonnateur OAL, chef de mission le Maire
préparation pédagogique	Identification et la constitution de l'échantillon/cibles/ personnes ressource	Préparation de lettres d'information aux chefs de villages	Novembre 2017	/	Chefs de villages informés	Chef de mission, chefs d'équipes
	Identification au sein de l'OAL, des chefs d'équipe	préparation des fiches de collectes des données mise à disposition de la logistique aux équipes (papier kraft, markers, bics, blocs note, rames de papier etc.)	Novembre 2017	-	Chefs d'équipes identifiés équipes constituées	Chef de mission chefs d'équipes coordonnateur
Diagnostic participatif niveau village (DPNV)	Déploiement sur le terrain	Répartition des taches collectes des données	du 1^{er} au 21 Décembre 2107	Fiches de collectes des données profil historique carte participatives ISS transect	Problèmes et besoins identifiés par secteurs liste des 08 microprojets prioritaires élaborée CC mis en place	Chef de mission Chefs d'équipes Chef de villages

				diagramme de Venn arbres à problèmes planification des solutions endogènes	
--	--	--	--	---	--

2.5. Consolidation des Données du Diagnostic et Cartographie

Cette phase a été sanctionnée par la triangulation des informations des différents diagnostics. A l'échelle communale et par secteurs, les données collectées ont été harmonisées et les résultats obtenus de cette consolidation ont été restitués au cours d'un atelier tenu à la Commune où ont pris part : les membres du Comité de pilotage, les sectoriels, l'exécutif municipal, les conseillers municipaux. Au cours de cet atelier, les données de trois diagnostics ont été exprimées et consolidées dans les cadres logiques, chacun représentant un secteur d'activité conformément aux exigences méthodologiques. Ce document de consolidation des données des diagnostics a été validé par l'ensemble des participants à l'atelier, donnant ainsi le quitus pour la tenue de l'atelier de PCD.

Tableau 5 : Récapitulatif Consolidation des Données du Diagnostic et Cartographie

Séquences	Activités	Tâches	Dates	Outils	Résultats	Acteurs impliqués
Consolidations des données	Rédaction du rapport consolidé des données DIC, DEUC, DPNV	Identification de l'équipe de planification Répartition des tâches	Mars 2018	Canevas de rédaction du rapport consolidé	Rapport consolidé rédigé	COPIL, OAL PNDP
Restitution du rapport consolidé	Présentation des données à l'échelle communale	Présentations des cartes thématiques Présentation des problèmes et besoins consolidés par secteurs	30 Octobre 2018	Canevas de rédaction du rapport consolidé Fiches de collectes des données ISS consolidées GPS	Rapport consolidé restitué et amendé	COPIL, OAL PNDP

2.6. Atelier de Planification, de Mobilisation des Ressources et de Programmation

C'est au cours d'un atelier tenu à LEMBE YEZOOM du 20 au 21 Novembre 2018 que se sont effectuées les activités liées : à la mobilisation des ressources, la planification et la programmation.

Tableau 6 : Récapitulatif planification

Séquences	Activités	Tâches	Dates	Outils	Résultats	Acteurs impliqués
Consolidations des données	Rédaction du rapport consolidé des données DIC, DEUC, DPNV	Identification de l'équipe de planification Répartition des tâches	MARS 2018	Canevas de rédaction du rapport consolidé	Rapport consolidé rédigé	OAL
Atelier de validation des données consolidées du diagnostic	Préparation de l'atelier Restitution des résultats du diagnostic et amendement des résultats du diagnostic	Animation	30 Octobre 2018	/	Lettre d'invitation préparées et ventilées	OAL

Préparation administrative	Elaboration d'un programme de 03 jours	Constitution des lettres d'invitations préparation de lettres d'information aux sectoriels chefs de villages, président CC, préfet	Novembre 2018	Rencontre entre l'OAL et l'exécutif	Accord sur programme de travail	le Préfet, le Maire coordonnateur OAL, sectoriels chefs de villages et CC
Préparation pédagogique	Identification et la constitution De l'équipe d'animation de l'atelier	Distribution des tâches	Novembre 2018	/	l'équipe d'animation constituée	chef de mission coordonnateur
	préparation du matériel de travail	préparation de la logistique (papier kraft, markers, stylo, blocs note, rames de papier, vidéo projecteur, ordinateur etc.)	Novembre 2018	/	chefs d'équipes identifiées équipes constituées	chef de mission coordonnateur
Atelier de planification et de mobilisation des ressources	animation de l'atelier	validation des cadres logiques planification opérationnelle CDMT PIA CGSE du CDMT	du 15 au 18 Novembre 2018	cadrage budgétaire ranking villages microprojets	cadres logiques valides CDMT PIA, CGSE du CDMT, PPM du PIA, Plan communication élaborés	Préfet maire MINEPAT sectoriels conseillers OAL chef de villages président CC
Conseil municipal élargi aux sectoriels	Animation de l'atelier	Validation des cadres logiques Validation du PCD	22 Novembre 2018			

2.6. Mise en Place du Mécanisme de Suivi Évaluation Participatif

La mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation du CCSE, se justifie par le souci de sensibiliser la population sur la nécessité d'un suivi continu de la mise en œuvre du PCD. Le comité est élargi aux Communautés à la base, aux élus locaux et aux élites.

III. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

3.1. Localisation de la Commune

La Commune de Lembe-Yezoum a été créée par décret n°95/082 du 24 avril 1995. Située à 180 Km de Yaoundé dans la Région du Centre, département de la Haute-Sanaga, elle couvre une superficie de 2800 km².

Elle est limitrophe :

- ❑ *Au Nord par la Commune de Nkoteng ;*
- ❑ *Au Nord-Est par la Commune de Nanga-Eboko ;*
- ❑ *A l'Est par la Commune d'Akonolinga ;*
- ❑ *Au Sud par la Commune d'Olanguina ;*
- ❑ *Au Sud-Ouest par la Commune d'Afanloum ;*
- ❑ *A l'Ouest par la Commune de Mbandjock.*

La Commune de Lembe-Yezoum compte 26 villages (**AKOMO, ATOLO I, BANA, EBOLBOUMOU, EKANG, ENDOUM, ENGONG, KOKOA, LEMBE III, MBANG, MEBANG, MELEN, MELO, MENGUEME, MESSESA, MEYETE, MEZA'A, MVEBEKONE, NGUINDA I, NGUINDA II, NKOBIKA, NLONG, NSAMBA, SIMBANE, ZOA I, ZOA II, ...**) et 03 quartiers de l'espace urbain (**LEMBE I, LEMBE II, MEVONG**).

3.2. Milieu biophysique

3.2.1. Le climat

Le climat de la Commune de Lembe-Yezoum est équatorial de type guinéen à quatre saisons. La grande saison des pluies s'étend de septembre à Novembre tandis que la grande saison sèche s'étend de décembre à Mars. La petite saison de pluie quant à elle s'étend d'Avril à Juin et la petite saison sèche de Juillet à Août. Octobre est le mois le plus pluvieux avec comme hauteur moyenne annuelle des précipitations de 2000mm, la température moyenne annuelle quant à elle est de 25°C.

3.2.2. Les sols

Les sols sont de texture jaunâtre, ferrallitique et acide. Ils sont grandement lessivés par des précipitations de plus en plus importantes ; ces sols sont sablonneux mais très fertiles.

3.2.3. Relief

La Commune de Lembe-Yezoum appartient au plateau Sud Camerounais qui se présente comme une vaste pénéplaine mollement ondulée. Les interfluvies ont des altitudes comprises entre 500 et 700 mètres. Les principaux se retrouvent à Meza'a, Messessa, Ebolboumou et Zoa. Ils laissent apparaître les vallées qui constituent des zones où on rencontre des sources et des points d'eau nécessaires à l'alimentation en eau des ménages.

3.2.4. Hydrographie

La Commune est arrosée par de nombreux cours d'eau dont les plus importants à régime régulier sont la rivière Nyia et la rivière Selle. On y trouve d'autres cours d'eau à régime irrégulier tels que : Ndomo, Metsole, Moboga'a, Minle, Angweblata, une source naturelle aménagée à Lembe I, et de nombreuses sources non aménagées. Il faut noter que l'ensemble de ces cours d'eau fait partie du bassin de la Sanaga.

3.2.5. Végétation et flore

La forêt de la Commune de Lembe-Yezoum est une forêt dense équatoriale. La savane herbacée et la forêt sont les principaux éléments de la flore de la Commune. La savane est exploitée par les populations pour les cultures vivrières et par la SOSUCAM. La forêt quant à elle est exploitée pour les cultures vivrières et de rente telles que le cacao, le palmier à huile, l'exploitation du bois de chauffage et du bois d'œuvre. La forêt est secondaire car elle connaît une forte activité humaine, néanmoins, celle-ci regorge encore des espèces ligneuses telles que : le **Moabi**, l'**Iroko**, l'**Acajou**, l'**Ebène**, l'**Azobé** et des espèces non ligneuses telles que l'**Okok**, le **Ndjanssang**, etc.

Tableau 7 : Espèces Ligneuses et forestières

N°	ESPECES	NOM LOCAL	NOM SCIENTIFIQUE	USAGE
Produit forestier ligneux				
1	L'Iroko	(Abang)	(<i>Miliciaexceisa</i>)	Pharmacopée, Bois de chauffage
2	Le Frake	Akom	(<i>Terminaliasuperba</i>)	Bois de service, Pharmacopée
3	Le Sapelli	(Essié)	(<i>Entandrophragmacylindricum</i>)	Menuiserie, Pharmacopée
4	Le Bubinga	(EESigan)	(<i>Nauclea diderrichii</i>)	Bois d'œuvre, Pharmacopée
5	L'Ebénier	(Iben)	(<i>Diopyroscassiflora</i>)	/
6	L'ayous	(Adjos)	(<i>Triplohytonsceroxylon</i>)	Bois de service
7	Le Moabi	(Adjap)	(<i>Baillonellatoxisperma</i>)	Pharmacopée, Bois d'œuvre
8	Le kosipo	(Akongo)	(<i>Entandrophragmacandoli</i>)	/
9	Le Sipo	/	(<i>Entandrophragma utile</i>)	Pharmacopée
10	Le framiré	Akom Ntangni	(<i>Terminaliaivorensis</i>)	/
11	L'Eyong	Calabos ou Edzong	(<i>SterculiaOblonga</i>)	/
12	Le Movinqui	(Akom)	(<i>Distemonanthus Benthamianus</i>)	Pharmacopée
Produit forestier non ligneux				
13	Le manguier sauvage	(Ndo'o)	(<i>Irvingiagabonensis</i>)	Alimentaire
14	Le Noisetier	/	(<i>Kola acuminata</i>)	Alimentaire
15	Le Bitter cola	(Nyiè)	(<i>Garcinia cola</i>)	Alimentaire
16	Le Djanssang	Isesang	(<i>Ricinodendronheudolettii</i>)	Alimentaire

Source : DEUC et DPNV 2018

3.2.6. Faune

La faune est assez importante et variée malgré la pratique de la chasse par les populations. On y rencontre les espèces fauniques les plus récurrentes en zone de forêt tropicale dense humide telles que les céphalophes et les athérures (**Chimpanzés**, les **Gorilles**, les **Buffles**, les **Antilopes**, etc.). On note également dans la savane et aux alentours des plantations, la présence de quelques espèces de rongeurs tels que les **rats palmistes**, les **porcs-épics** et les **hérissons**. La faune domestique n'est pas assez rencontrée à cause de la faible pratique de l'élevage par les populations, l'élevage est traditionnel et comporte : **la volaille**, les **porcs**, les **moutons**.

Tableau 8 : Quelques Espèces fauniques

No	NOMS COMMUNS	NOM LOCAL	NOMS SCIENTIFIQUES	CLASSE DE PROTECTION
Mammifères				
1	Gazelle	(Nkok)	<i>Gazelle rufufrons</i>	A
2	Anomalure de Beecrof	/	<i>Anomalurusbeecrofti</i>	A
3	Elans de derby	/	<i>Tragelaphusderbianus gigas</i>	B
4	Céphalophe à bande dorsale noire	/	<i>Cephalophusdorsalis</i>	B
5	Civette	/	<i>Vivera civetta</i>	B
6	Nandinie	/	<i>Nandiniabinotata</i>	C
7	Céphalophe bleu	/	<i>Cephalophusmonticola</i>	C
8	Aulacode commun	(Mvep)	<i>Thryonomisswinderianus</i>	C
9	Rat de gambie	(Koessi)	<i>Cricetomysgabianus</i>	C

No	NOMS COMMUNS	NOM LOCAL	NOMS SCIENTIFIQUES	CLASSE DE PROTECTION
10	Pangolin à longue queue	(Kai)	<i>Manistetradactyla</i>	C
11	Pangolin à écailles Tricuspidés	(Kai)	<i>Manistricuspis</i>	C
12	Ecureuil à pattes rouges	(Mbog)	<i>Funisciunuspyrrhopus</i>	C
13	Ecureuil à quatre raies	(Mbog)	<i>Funisciunusisabella</i>	C
14	Athérure	(Woa)	<i>Athrunrusafricana</i>	C
15	Hocheur	/	<i>Cercopithecusnictitans</i>	C
Reptiles				
16	Varan du Nil	(Nkaga)	<i>Varanusniloticus</i>	B
17	Python	(Mboam)	<i>Python sebae</i>	B
18	Tortue terrestre	(Koula)	<i>Kinixisspp</i>	C
19	Vipère	(Péi)	<i>Bitisgabonensis</i>	C
20	Couleuvre	(Aple)	<i>Thamnophiesirtalis</i>	
Oiseaux				
21	Perroquet vert	koss	<i>Poicephaluscrassus</i>	A
22	Perroquet rouge	koss	<i>Poicephalusgahem</i>	A
23	Pintades		<i>Numidasp.</i>	C
24	Pigeons	obeng		C

Source DEUC et DPNV 2018

3.3. Milieu humain

3.3.1. La démographie

La population de la Commune de Lembe-Yezoum évaluée en 2005 à 15000 habitants d'après le recensement général de la population et de l'habitat (RGPH), est estimée aujourd'hui (2017) à 20892 habitants. Elle est composée des autochtones répartis en trois groupements (Lembe, Zoa et Simbane) et des allogènes. Les populations autochtones sont composées de la grande famille Yézoum et les allogènes sont composés des maliens, des Bamilékés, des bétis et autres venus pour des raisons de commerce, de mariage et des raisons professionnelles. Cette population est dirigée sur le plan traditionnel par une (01) chefferie de premier degré avec à sa tête le chef supérieur des Yézoum en la personne de M. SOUMBOU ANGOULA, trois (03) chefferies de deuxième degré, vingt-neuf (29) chefferies de troisième degré.

La population est plus nombreuse dans les villages que dans l'espace urbain. Le faible développement de l'espace urbain et par ricochet le manque des structures d'accueil peuvent justifier ce faible peuplement de l'espace urbain.

Récapitulatif de la population

- De 0 à 35 mois
- de 0 à 59 mois
- de 4 à 5 ans
- de 6-14 ans
- de 12 à 19 ans
- de 15 à 35 ans

Figure 1 : Récapitulatif des proportions de tranches d'âge (de 0 à 35 ans)

3.3.2. Aperçu historique

3.3.2.1. Histoire de la Commune

L'ancêtre SII MEKOA fondateur de Lembe était guerrier. Il s'installe à Lembe en provenance du Sud Soudan avec une troupe de personnes prises de part et d'autre en cours de chemin. Cette installation a eu lieu à la période allemande. Etant un guerrier, il s'installe sur ce lieu grâce à sa situation géographique. Le site étant constitué d'un plateau pour avoir une large visibilité et surveiller les autres combattants (ses adversaires) d'où le nom Lembe c'est-à-dire "guetter" dans langue locale et la création du village Lembe. Il faut noter que le village était parsemé de savane facilitant la fluctuation d'animaux sauvages dont se servaient les populations pour leur alimentation, ce qui a motivé leur installation sur ce site. SII MEKOA fut alors le premier chef du village Lembe entre la fin du 15^{ème} et le début du 20^{ème} siècle. A sa mort, il fut succédé par MOUGOU SII. Pendant cette période allemande, les populations furent soumises aux travaux forcés pour la construction du chemin de fer et des ponts. La première route du village (Ouassa-Lembe) fut créée à la main par les populations.

MOUGOU SII à son tour fut succédé par le 3^{ème} chef du village ANGOULA SOLO. Ce dernier décède en 1920 et est succédé par ANGOULA ABATA 4^{ème} chef. Le chef ANGOULA ABATA décède vers 1927 et le 5^{ème} chef lui succède en 1934 en la personne de SOUMBOU ANGOULA l'actuel chef supérieur des Yezoums. De 1927 en 1934 il y eut vacance parce que le chef désigné SOUMBOU ANGOULA se trouvait en Europe pour ses études. Le village Lembe connut une grande épidémie de maladie se manifestant par l'apparition sur la peau des blessures inguérissables dénommée "Epiang" faisant de nombreuses victimes. En 1983, le village connut une grande sécheresse qui détruisit de nombreuses plantations et cultures et causa l'assèchement des cours d'eau entraînant de nombreuses maladies et la famine. En 1995, Lembe devient un district car avant cette date, Lembe a appartenu d'abord à Nanga Eboko, ensuite Nkoteng. Les Yezoums s'étant révoltés parce que ne voulant plus être sous le règne des Baboutés, le chef de l'Etat réagit à leur doléance et Lembe est érigé en district. Après la création des dernières unités administratives, Lembe-yezoum devient Commune. Depuis cette date, trois (03) magistrats se sont déjà succédé à sa tête:

- 1996-2002: M. MBIANA ASSIZOA Dominique
- 2002-2007: M NKOTO ANGOULA Joël
- 2007-2013: M. NKODO Albert
- De 2013 à cette date: M. NKODO Albert

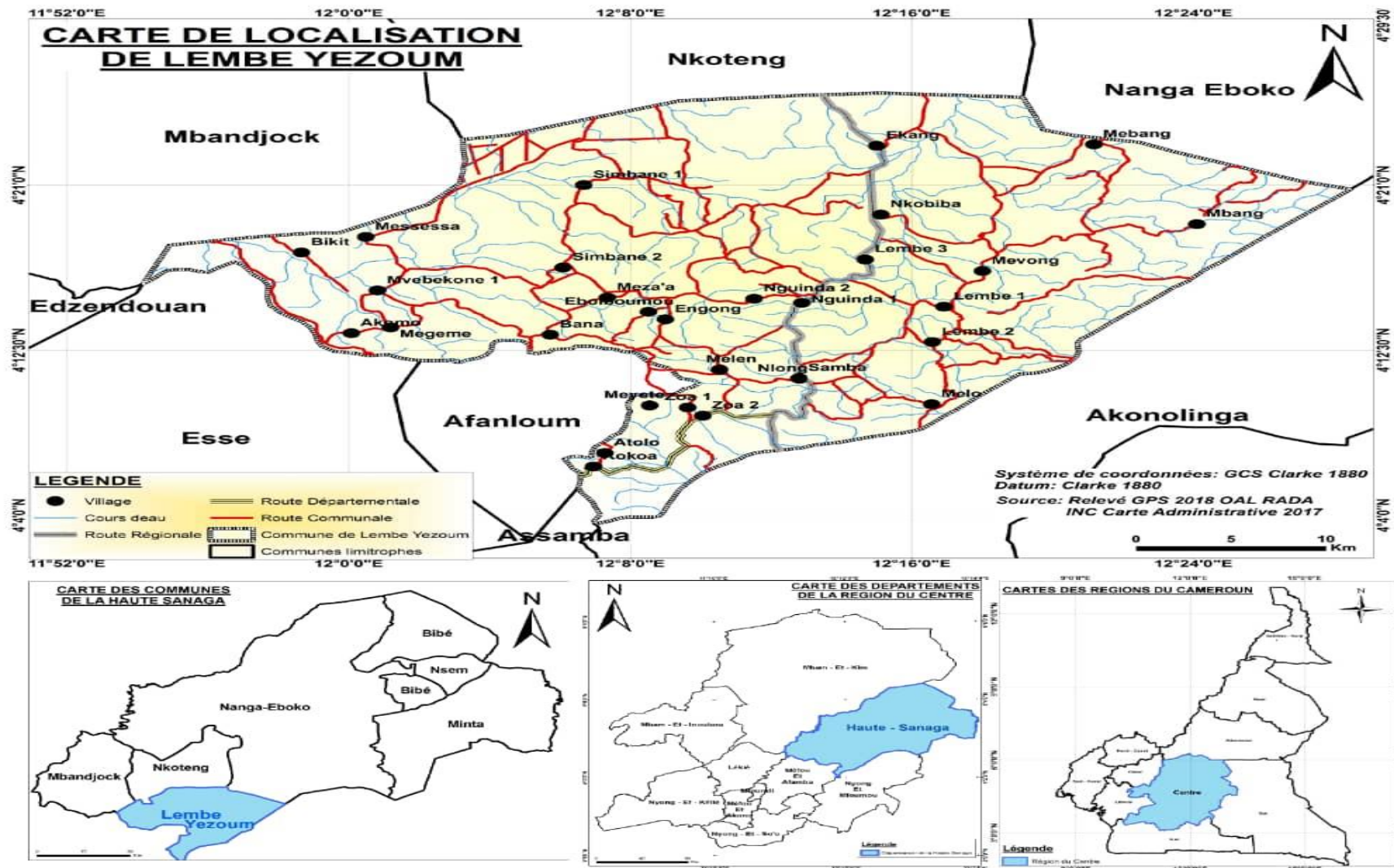
3.3.3. Organisation sociale

La Commune de Lembe-Yezoum comme toute unité administrative est organisée autour des regroupements de personne sous forme d'association, de GIC ou de coopérative. C'est ainsi que l'on peut retrouver dans la Commune de Lembe-Yezoum des associations féminines, des associations des jeunes, des associations des planteurs, des associations des retraités, des associations mixtes, des GIC et une ou deux coopératives. Le constat qui est fait est que très peu des associations qui existent sont légalisées ce qui témoigne la situation de précarité de ces associations.

3.3.4. La religion

Citée laïque par excellence, Lembe-Yezoum est une Commune où la liberté de culte est de mise. Ainsi, en toute harmonie et dans le respect total de la différence, se développent des religions telles que : le Catholicisme (majoritaire), le Protestantisme, et le Pentecôtisme.

Carte 1 : CARTE LOCALISATION DE LA COMMUNE DE LEMBE YEZOUUM



3.4. MILIEU SOCIO-ÉCONOMIQUE

L'activité économique dans la Commune de Lembe-Yezoum est structurée autour de la pratique de l'agriculture, de l'élevage, du commerce, etc.

L'agriculture

L'agriculture occupe une place prépondérante dans l'économie locale dans la mesure où à elle seule, participe de 45% des revenus économiques de la Commune et engage environ 90% de la population active. Le principal bastion de production reste les communautés où vivent 70% de la population.

Les cultures vivrières dont le bananier plantain, le manioc avec 04 Tonnes/ha, le macabo avec 04 Tonnes /ha, la patate avec 07 Tonnes /ha, le maïs avec 03Tonnes /ha, l'arachide avec 01t /ha.

Mais l'activité agricole ne se pratique pas non sans difficultés. En effet, l'enclavement des zones de production, l'utilisation des outils archaïques et rudimentaires, la difficulté de ravitaillement en semences améliorées et en produits phytosanitaires, l'ignorance des nouvelles techniques de production, la faible organisation des agriculteurs, sont autant de causes fondamentales qui justifient la faible productivité agricole. Par conséquent, l'on n'y observe pas de vastes plantations au contraire se sont des petites et moyennes exploitations se limitant parfois à la subsistance

Tableau 9 : Situation de la production par type de spéculiation agricole

SECTEURS	SPÉCULATION	RENDEMENT MOYEN	ATOUTS/POTENTIALITÉS
CULTURE VIVRIERE	Manioc	1493/an-60fiets/ha	Sol fertile, disponibilité des terres
	Banane plantain	25t/an- 250régims /ha	Sol fertile, disponibilité des terres
	Banane douce	-	Sol fertile, disponibilité des terres
	Macabo	37t/an-500kg/ha	Sol fertile, disponibilité des terres
	Patate	-	Sol fertile, disponibilité des terres
	Maïs	90t/an -250kg/ha	Sol fertile, disponibilité des terres
	Arachides	565t/an-20t/ha	Sol fertile, disponibilité des terres
	Concombre	1000kg/ha	Sol fertile, disponibilité des terres
	Igname	2000tan-70fiets/ha	Sol fertile, disponibilité des terres
CULTURES MARAICHES	Gombo	-	Sol fertile,
	Piment	-	Disponibilité des espaces propice à la culture maraichère
	Tomate	-	
CULTURES PERENNES	Palmier à huile	-	-
	Cacao	-	-

L'élevage

C'est un élevage traditionnel et non organisé dans la mesure où on n'y observe pas de grandes fermes. Les espèces produites sont entre autres la volaille les ovins, les caprins, les porcins, les canins qui sont destinés à 60% à la consommation des ménages. Le manque d'encadrement technique, le manque d'espèces améliorées, la non maîtrise des techniques nouvelles et le manque d'enclos pour bêtes sont autant de points faibles/obstacles qui empêchent le développement de cette activité.

La pêche

Elle reste une activité assez marginale au sein de la Commune à cause du manque du matériel de pêche. Cependant il n'en demeure pas moins vrai que la pêche contribue au développement de la Commune même si son impact est jusqu'ici mineur. Cette activité qui est pratiquée ici dans les cours d'eau tels que : Nyia, Selle, Ndomo, Metsole, Moboga'a, Minle, Angweblata etc. reste encore artisanale d'où la nécessité d'un appui dans le secteur. Les produits de cette pêche sont destinés à la consommation domestique et constituent de ce fait une source de revenus pour ceux qui la pratiquent. Les espèces retrouvées sont : les carpes, le Tilapia, etc.,

L'artisanat

La fabrication des petits objets : les hôtes, les nasses, les mortiers et l'extraction de sable dans la moindre mesure, constituent l'essentiel de l'activité artisanale dans la Commune. A cela on peut ajouter la vannerie, la fabrication des balafons et la sculpture. Le tableau ci-après illustre la situation de ce secteur d'activité.

Tableau 10 : Tableau des activités sociales et artisanales

Secteur	O.E.S	Domaine d'activité	Produits	Matière première
Economie sociale	- Coopérative - GIC - Association	- Agriculture - Pisciculture - élevage	-Bâtons de manioc -Couscous	Tubercules de manioc
Artisanat	- Coopérative - GIC - Association - Individuelle	- Vannerie - Poterie - Divers	- Article de décoration ; - Objet à usage domestique	- Rotin - Bambou de chine - Raphia

Le transport

Il est assuré par quelques voitures qui effectuent la navette entre Yaoundé et Lembe. Mais dans les villages, cette activité est essentiellement assurée par les motos, l'activité est beaucoup pratiquée par les jeunes qui à travers les villages transportent à 95% tous les produits agricoles, et facilitent aussi les déplacements des personnes. La prédominance des motos taximen se justifie par le mauvais état des routes et des pistes de collectes.

Le commerce

L'activité commerciale est structurée autour de l'informel avec pour particularité la vente des produits agricoles, des produits de chasse, des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL), du vin de palme, de la pêche, de la restauration, de la revente des produits de première nécessité dans les échoppes etc. Cette activité est portée par des corps de métiers spécifiques : restaurateurs boutiquiers, vendeurs et revendeurs de vivres, sauveteurs etc. La plupart des produits sont acheminés à 80% dans les grands marchés des villes environnantes (etc.), car les points de ventes locaux sont peu fournis, moins structurés et donc pas véritablement dynamiques, affichent un manque criard de clientèle importante.

En termes de ravitaillement en produits de première nécessité (savon, riz, huiles, oignons, pain, etc.), les matériaux de construction et même l'outillage agricole il s'effectue à Yaoundé. Ceux des produits disponibles sur place coutent assez chers. Au-delà de cette difficulté, s'ajoutent la très faible fourniture de l'énergie électrique dans la Commune qui ne permet pas la bonne conservation des produits d'où la difficulté à faire fonctionner les poissonneries même

l'absence de chambre froide. Par ailleurs la forte dégradation du réseau routier ne facilite pas l'acheminement, l'écoulement et le ravitaillement des villages en produits et matériaux divers.

Dans le centre urbain, l'activité commerciale est organisée autour du centre commercial qui est en quelque sorte le poumon de ladite activité. Ce dernier n'est pas construit mais regroupe quelques échoppes parsemées. Cependant, un projet de construction d'un hangar de marché en partenariat avec le PNDP a été initié en 2017, pour booster davantage ce secteur d'activité est en cours, les activités d'identification du site ont été réalisés.

IV. RÉSULTATS DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF

4.1. SYNTHÈSE DU DIC

Il s'agira ici de présenter de manière synthétique la situation de l'institution communale suivant les quatre axes d'analyse que sont : la gestion des ressources humaines, la gestion des ressources financières, la gestion du patrimoine communal et la gestion des relations. L'analyse de ces axes aboutit à l'identification des forces et des faiblesses de la Commune et de proposer les axes de renforcement dans le but d'améliorer la compétitivité de la Commune.

D'emblée, le DIC nous permet d'analyser la situation structurelle et organisationnelle de l'institution communale ce qui fait référence à un organigramme fonctionnel. Pour ce qui est de la Commune de Lembe-Yezoum, cette dernière ne dispose pas d'un organigramme. Néanmoins, sur la base des informations recueillies lors des entretiens dans la conduite du DIC, l'organigramme actuel de la Commune de Lembe-Yezoum pourrait être présenté ainsi qu'il suit :

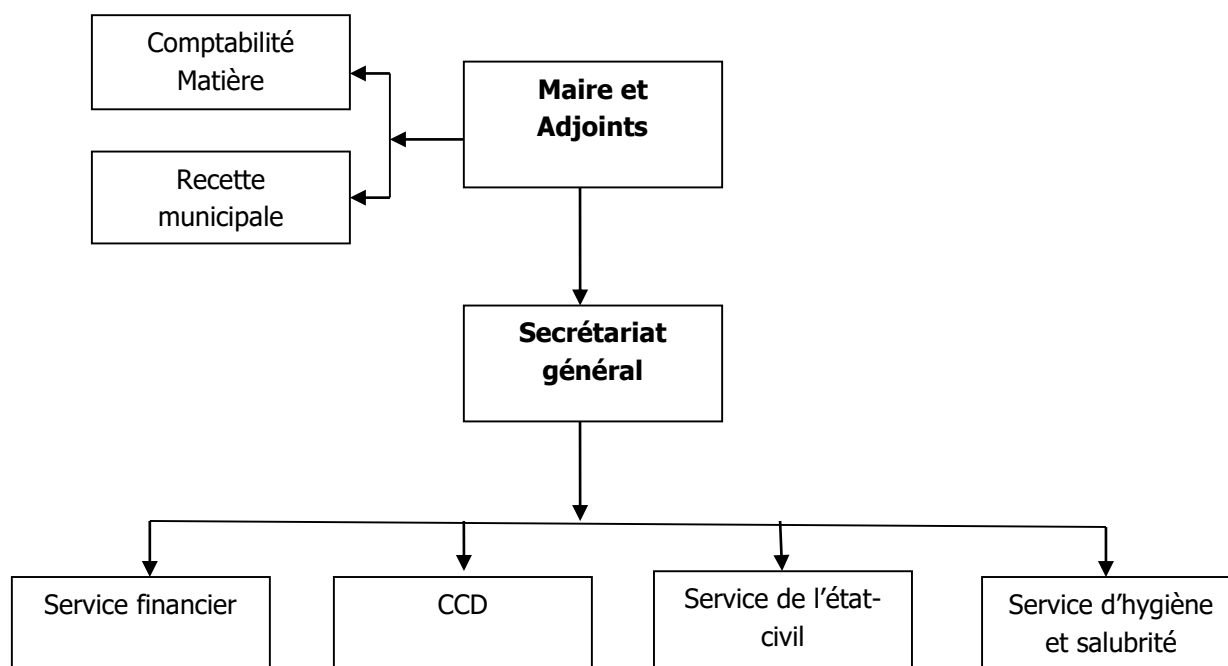


Figure 2 : Organigramme actuel de la Commune de Lembe-Yezoum

Le premier constat que nous pouvons faire ici est que cette représentation schématique des services fonctionnels de la Commune de Lembe-Yezoum n'est pas conforme au tableau types d'emplois communaux du MINATD suivant **l'arrêté n° 00136 du 24 Août 2009**. Sur les cinq services proposés par le MINATD, seulement deux sont pris en compte dans la Commune. Par ailleurs, certains bureaux ont été mis en place par la Commune alors que les services auxquels sont rattachés ces bureaux n'existent pas, c'est le cas du bureau de l'état-civil qui est rattaché au service des affaires générales et du CCD qui est rattaché au service technique. Ceci pose un problème d'organisation et d'administration des services communaux.

L'état de la gestion des ressources humaines pose un problème fondamental qui est celui de l'insuffisance du personnel qualifié à la Commune. Le tableau ci-dessus illustre de manière précise l'état des lieux synthétique de la Commune sur le plan des ressources humaines.

Tableau 11 : Etat des lieux du personnel de la Commune selon la qualification

CATEGORIES	Maîtrise	BTS	Probatoire	Classe de première	Classe de seconde	Classe de 3ème	Classe de CM2	TOTAL
EFFECTIFS	1	1	1	1	1	3	1	9

Source : Etat du personnel de la Commune

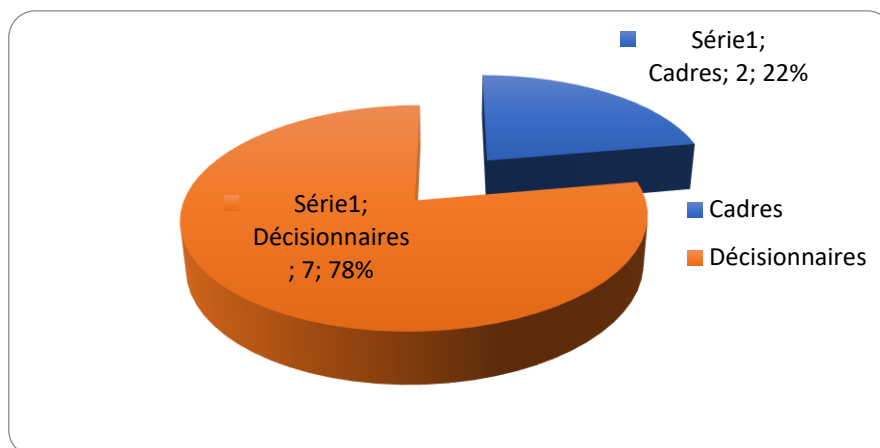


Figure 3 : Répartition du personnel de la Commune selon le niveau d'études

Nous constatons au regard du Camembert que les cadres ne représentent que 22% du personnel communal tandis que les décideurs représentent 78%. Les cadres sont constitués du personnel recruté par le PNDP pour venir en appui aux Communes dans le cadre de l'amélioration de leurs ressources propres. Il s'agit notamment du CCD et du CCF. Le personnel décisionnaire quant à lui est considéré comme non qualifié non seulement à cause de son niveau d'étude, mais davantage parce qu'il n'a pas bénéficié d'une formation dans le domaine de la gestion communale, seuls 2 ou 3 d'entre eux ont eu à bénéficier d'une formation en informatique. D'où les axes de renforcement ayant trait à l'élaboration d'un plan de formation du personnel et au recrutement du personnel qualifié.

Ces insuffisances relevées parmi tant d'autres ont abouti à la formulation des axes de renforcement suivant les quatre axes d'analyse ci-dessus mentionnés. Le tableau ci-après fait état de la situation de la Commune suivant cet axe en mettant en exergue les forces et les faiblesses de la Commune et les axes de renforcement.

Tableau 12 : Forces, faiblesses de la Commune, atouts et axes de renforcement sur le plan des ressources humaines

AXES D'ANALYSE	FORCES	FAIBLESSES	ATOUPS/POTENTIALITES	AXES DE RENFORCEMENT
Gestion des ressources Humaines	<ul style="list-style-type: none"> - Recrutement des cadres à la Commune (le CCD, le CCF); -Dynamisme du Maire 	<ul style="list-style-type: none"> - Inexistence d'un organigramme à la Commune ; -Insuffisance du personnel qualifié à la Commune ; -Indisponibilité du Maire et de ses adjoints à la Commune ; - Non effectivité de la répartition des tâches entre le Maire et ses adjoints ; -Irrégularité des salaires ; -Non reversement des retenues sur salaire -Inexistence d'un système d'évaluation du personnel - Inexistence d'un plan de formation du personnel ; -Inexistence d'une politique de motivation du personnel -Irrégularité des réunions de personnel ; - Insuffisance du matériel et fournitures de bureau ; - Inexistence de formation pour les conseillers municipaux -Inexistence d'un cadre de concertation de l'exécutif municipal avec le Conseil municipal 	-/	<ul style="list-style-type: none"> • Recrutement du personnel qualifié à la Commune • Elaboration d'un plan de formation du personnel ayant pour objectif le renforcement des capacités <ul style="list-style-type: none"> • Elaboration d'un organigramme conformément à l'arrêté n° 00136/A/MINATD/DCT du 24 août 2009 rendant exécutoire les tableaux-types des emplois communaux • Organisation et formalisation des réunions du personnel • Renforcement des capacités des conseillers communaux en matière communale • Renforcement des capacités de l'exécutif municipal dans le processus de décentralisation, la gestion communale, le management • Responsabilisation effective des adjoints au Maire • Réinstauration d'un cadre de concertation des conseillers municipaux • Instauration d'un système d'évaluation du personnel Instauration d'une politique de motivation du personnel

Le tableau ci-dessus démontre à suffisance que la Commune de Lembe-Yezoum connaît un problème de management de par ses faiblesses et a grand besoin d'un accompagnement sur ce point. Les axes de renforcement identifiés pourront contribuer à améliorer la situation si seulement l'exécutif municipal en prend conscience et s'y engage.

D'après les analyses faites sur la base des trois derniers comptes administratifs validés par le conseil municipal et approuvés par la tutelle, les ressources financières de la Commune sont faibles notamment pour ce qui est des ressources propres. Le tableau ci-après fait état des ressources propres de la Commune mobilisées au courant des trois derniers exercices.

Tableau 13 : Etat des lieux des ressources propres de la Commune sur les trois derniers exercices

ANNEES	2013	2014	2015
Réalisations	74 583 015	20 643 552	22 091 967

Source : Comptes administratifs de la Commune

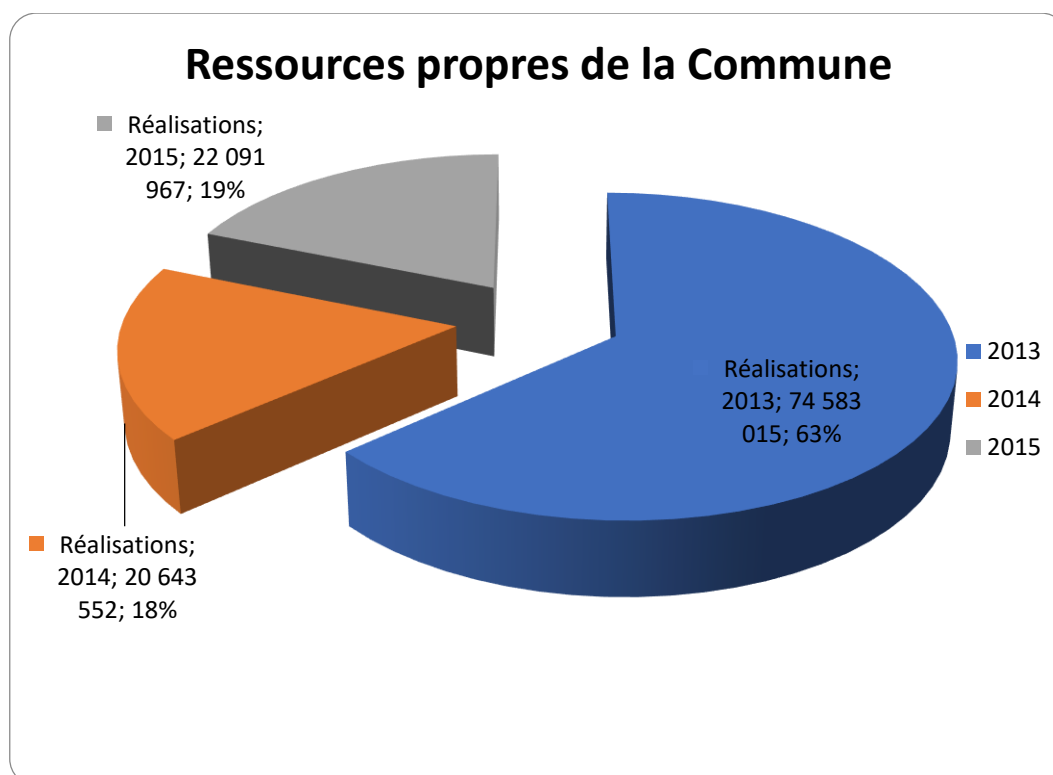


Figure 4 : Ressources propres de la Commune sur les trois derniers exercices

La figure ci-dessous témoigne de l'insuffisance des ressources propres de la Commune. L'on observe une baisse remarquable de ces ressources au courant des deux derniers exercices. Cet état des choses n'est pas de nature à favoriser le développement de la Commune. L'une des raisons qui peuvent expliquer ce faible volume des ressources propres de la Commune est la faible mobilisation de ces ressources par la Commune.

Le tableau ci-après fait état de la situation de la Commune suivant cet axe en mettant en exergue les forces et les faiblesses de la Commune et les axes de renforcement.

Tableau 14 : Forces et faibles de la Commune, atouts/potentialités et axes de renforcement de la gestion des ressources financières

AXES D'ANALYSE	FORCES	FAIBLESSES	ATOUS/POTENTIALITES	AXES DE RENFORCEMENT
Gestion des ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> - Production annuelle des comptes de la Commune (compte administratif et compte de gestion) - Tenue régulière des documents comptable dans le logiciel Sim-Ba; Disponibilité d'un fichier des contribuables 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance du personnel à la recette municipale ; -Non organisation de la recette municipale ; -Inexistence d'un bureau d'assiette fiscale à la Commune ; - Non-respect des délais d'adoption du compte administratif et du compte de gestion ; - Non-respect des délais de vote du budget prescrits par la réglementation en vigueur ; -Faible volume des ressources propres -Inexistence de moyens logistiques pour la collecte des recettes -Inexistence d'un marché au centre urbain -Non émission des ordres de recette pour le recouvrement -Délivrance d'une quittance globale pour les recettes recouvrées -Le CCF n'est pas formé à l'utilisation du Progiciel Sim-ba -Faible potentiel économique de la Commune 	<ul style="list-style-type: none"> • Présence de quelques exploitations forestières (reversement des redevances à la Commune) ; • Location du terrain par la SOSUCAM pour la réalisation des champs de canne à sucre contre paiement de la taxe foncière 	<ul style="list-style-type: none"> •Organisation de la recette municipale •Mise à jour du fichier des contribuables •Identification des nouvelles ressources propres au sein de la commune •Amélioration des mécanismes de collecte des recettes propres de la commune •Création de nouvelles sources de revenus pour la Commune •Respect des délais de production et de validation des documents comptables (budget, comptes administratifs et de gestion Production mensuelle des documents comptables

L'analyse faite sur la gestion du patrimoine nous a relevé une mauvaise gestion du patrimoine communal. Dans un premier temps, il n'existe pas dans la Commune un fichier du patrimoine, cela induit que le patrimoine de la Commune n'est pas recensé. Dans un second temps, nous il ressort que la Commune n'a pas un patrimoine assez fourni. Par ailleurs, la Commune ne dispose pas d'un patrimoine foncier. Le tableau ci-après présente de manière détaillé les manquements relevés dans ce secteur.

Tableau 15: Faiblesses et forces de la Commune, atouts/potentialités et axes de renforcement de la gestion du patrimoine

AXE D'ANALYSE	FORCES	FAIBLESSES	ATOUS/POTENTIALITES	AXES DE RENFORCEMENT
Gestion du patrimoine	<ul style="list-style-type: none"> -Existence d'un comptable matière dans la Commune ; -Existence d'un hôtel de ville flambant neuf classé premier joyau architectural sur le plan régional et troisième sur le plan national 	<ul style="list-style-type: none"> -Inexistence d'un état du patrimoine ; -Non production du compte matières de la Commune ; - Faible connaissance du patrimoine de la Commune par le comptable matières ; - Mauvaise gestion du patrimoine de la Commune (les chaises par exemple) ; -Inexistence d'un patrimoine foncier pour la Commune ; -Patrimoine pas assez fourni (notamment pour ce qui est des bâtiments). 	/	<ul style="list-style-type: none"> • Procéder à un recensement du patrimoine communal • Elaborer un état du patrimoine communal par typologie • Se doter d'un nouveau patrimoine • Mettre sur pied un service ou comité pour l'entretien • Production du compte matières

Pour ce qui est des relations, les manquements relevés ont trait à l'absence d'un cadre de concertation entre la Commune et les acteurs externes, la Commune n'entretient pas des relations dans le cadre de la coopération décentralisée avec d'autres Communes. Ces manquements sont détaillés dans le tableau ci-après :

Tableau 16: Faiblesses et force de la Commune, atouts/potentialités et axes de renforcement de la gestion des relations

AXE D'ANALYSE	FORCES	FAIBLESSES	ATOUS/POTENTIALITES	AXES DE RENFORCEMENT
Gestion des relations	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un réseau de relations (PNDP, FEICOM, CVUC, tutelle, etc.) ; - Bonne relation avec la tutelle -Le Maire est trésorier au bureau départemental des CVUC ; -Actions initiées dans le cadre de la coopération décentralisée avec les sociétés étrangères (LIMAGRAM et RONCALI). 	<ul style="list-style-type: none"> - Relations mitigées entre l'Exécutif municipal et les sectoriels - Faible communication de l'exécutif municipal - Absence de jumelage avec les Commune étrangères - L'absence d'un syndicat des communes du département de la Haute Sanaga. 	<ul style="list-style-type: none"> -Forte élite locale 	<ul style="list-style-type: none"> •Améliorer les relations avec les services techniques de l'Etat •Développer un porte feuille important de partenaires au développement •Plaidoyer pour la création d'un syndicat des Communes de la Haute Sanaga Développer la coopération décentralisée avec les Communes étrangères

Pour être conforme à la méthodologie du PNDP dont la nécessité est le suivi de la mise en œuvre des solutions endogènes tant au niveau de l'institution communale qu'à l'échelle communale, la Commune n'ayant un personnel qualifié à cet effet, a sollicité le recrutement d'un cadre chargé des communautés selon les procédures de recrutement du PNDP.

4.2. PRINCIPAUX SERVICES DE L'ESPACE COMMUNAL

4.2.1. Synthèse sur les forages et les puits

L'on dénombre au total 42 points d'eau potable dans la Commune de Lembe-Yezoum à savoir : 35 forages équipés de PMH et 7 puits équipés de PMH et 01 source aménagée. Malgré la présence de tous ces points d'eau, le problème d'accès à l'eau potable se pose avec acuité dans la Commune. Plusieurs raisons expliquent cela, premièrement sur 35 forages existants, 24 sont non fonctionnels et sur 7 puits, 01 est non fonctionnel. Deuxièmement la Commune de Lembe est très vaste et plusieurs villages sont denses si bien que 01 ou 02 points d'eau ne suffisent pas pour alimenter le village et certains villages n'en disposent pas. La source aménagée quant à elle se trouve dans l'espace urbain, bien que cette eau soit encore consommée par les populations riveraines, l'on dénote une dégradation très avancée de cette dernière qui nécessite par conséquent de l'aménagement. Par ailleurs, la qualité de l'eau de nombreux points d'eau est douteuse et cette eau ne sert qu'aux besoins domestiques. Le tableau ci-dessous fait référence de l'état de synthèse de la qualité des forages et puits dans la Commune de Lembe-Yezoum.

Tableau 17 : Etat de fonctionnement des points d'eau selon leur nature dans la Commune

Type d'ouvrage	Etat de fonctionnement			total
	Bon	Endommagé	A réhabiliter	
forage	24	5	6	35
puits	06	1	0	07
sources	00	00	00	00
Adduction d'eau	00	00	00	00
TOTAL	30	6	6	42

Source RADA (DEUC ET DPNV)

Tableau 18 : Etat de fonctionnement des points d'eau dans la Commune de LEMBE YEZOUM selon le milieu de résidence

Milieu de résidence	Effectif de la population	Etat de fonctionnement			Total
		Bon	Endommagé	A réhabiliter	
FORAGES					
Urbain		3	0	2	5
Rural		22	5	3	30
Total		25	5	5	35
PUITS					
Urbain		1	1	0	2
Rural		5	0	0	5
Total		6	1	0	7

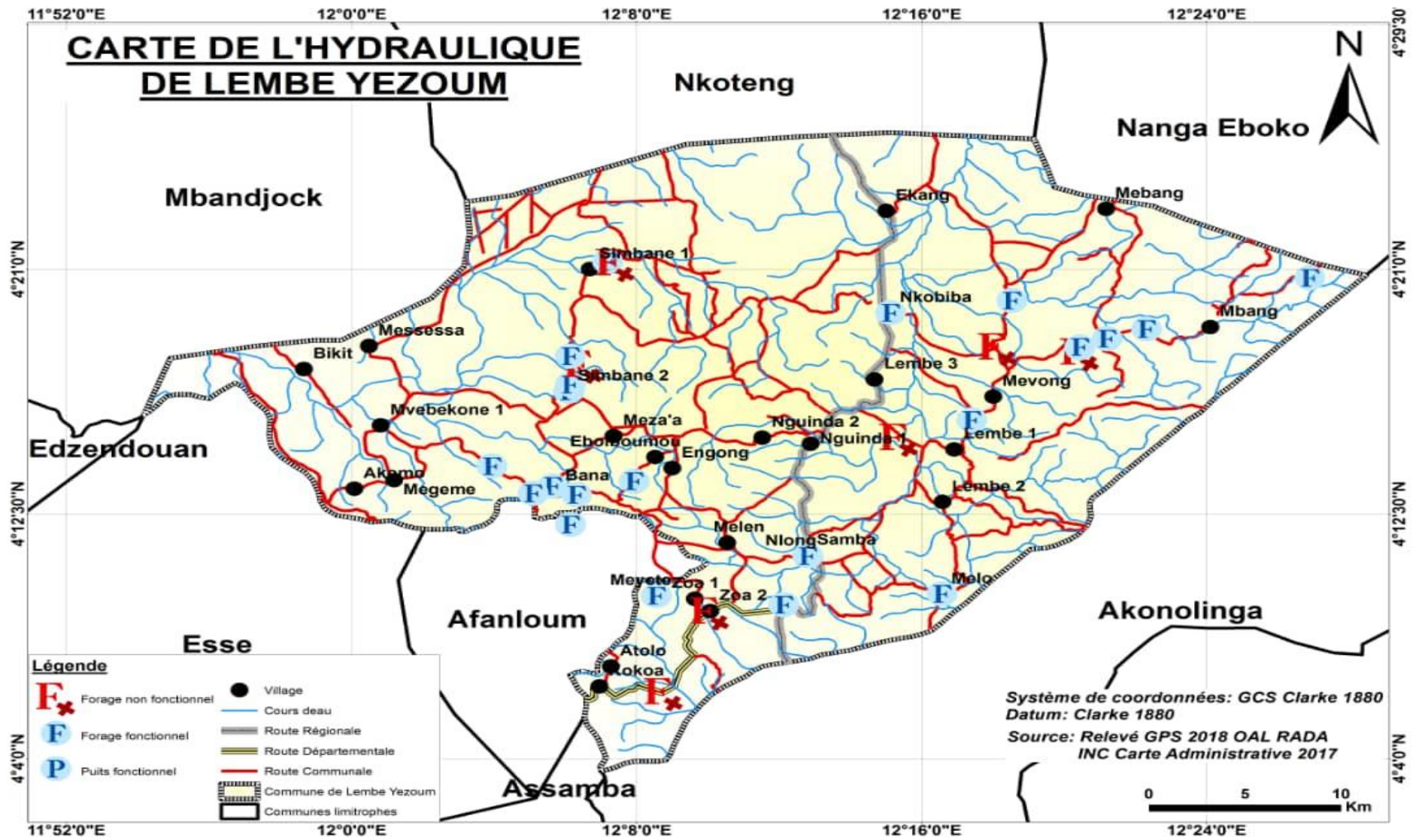
Source RADA (DEUC et DPNV)

Au regard du tableau faisant état de fonctionnement des points d'eaux de la Commune il est clair qu'un besoin pressant s'impose sur la construction de nouveaux points d'eaux prioritairement dans le milieu rural. L'espace urbain quant à lui, bien qu'ayant déjà quelque point d'eau fonctionnel à encore un besoin réel en eau d'autant plus que la qualité de l'eau de tous ces points d'eau n'est pas bonne.



Photo 3 : Forage mal entretenu dans un village

Carte 2 : INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES DE LA COMMUNE



4.2.2. Synthèse sur la situation scolaire

L'accès à l'éducation de base en milieu urbain est favorisé par l'existence 01 école maternelle publique et de quatre (03) écoles primaires francophones à cycle complet.

Pour ce qui est de l'enseignement secondaire, l'on dénombre au niveau de l'espace urbain un Lycée d'enseignement général et un CETIC. La formation professionnelle quant à elle n'est pas représentée.

L'éducation de base en milieu rural est assurée par 02 écoles maternelles et 19 écoles primaires.

Pour ce qui est de l'enseignement secondaire en milieu rural, l'on dénombre 02 CES et 01 Lycée d'enseignement général.

Malgré la présence de ces structures d'encadrement scolaires et préscolaires, il n'en demeure pas moins que ce secteur présente dans l'ensemble de nombreux problèmes. Il s'agit entre autres de : l'insuffisance du personnel enseignant, l'insuffisance d'équipements scolaires (tables bancs, tableaux, matériel didactique, bureaux pour enseignants), l'insuffisance du paquet minimum, le manque de latrines, de points d'eau potable, de clôture, d'aires de jeux aménagées, de logement d'astreinte. Outre cela, il faut ajouter la vétusté des bâtiments (toitures arrachées et murs fissurés et/ou écroulés).

La conséquence de cet état de chose est que le taux de scolarisation reste faible, bien que le nombre d'enfants en âge scolaire soit important dans plusieurs villages. Ce taux faible de scolarisation pourrait se justifier par l'absence totale d'école dans certains villages, mais aussi par l'éloignement de l'école et l'absence des enseignants dans certaines écoles.

Tableau 19 : Répartition des écoles dans la Commune

Type d'écoles	Urbain	Rural	Total	Observations
Ecole Maternelle	01	02	03	/
Ecole primaire	02	17	19	/
CES/ CETIC	1	03	04	/
Lycée	1	1	02	/
Total	05	23	28	/

Source : IAEB/RADA (DEUC et DPNV)

Tableau 20 : Tableau : Effectif des élèves dans les écoles de la Commune

Type d'écoles	Filles	Garçons	Total élèves
Ecole Maternelle	19	16	35
Ecole primaire	355	368	723
CES/CETIC	17	12	29
Lycée	49	51	100
Total	440	447	887

Source : IAEB/RADA (DEUC et DPNV)

Tableau 21 : Encadrement et équipement des établissements de la Commune

Type d'écoles	Effectif élèves	Nombre d'enseignants	Nombre de salles de classe	Nombre de tables bancs	Ratio Elèves/Enseignant	Ratio Elève/Salles de classe	Ratio Elèves/place assise
Ecole Maternelle	35	3	4	0	11.66	8.75	
Ecole primaire	723	33	62	716	21.90	11.66	1.009
CES/CETIC	29	11	12	222	2.63	2.41	0.130
Lycée	100	25	15	230	4	6.66	0.434
Total	887	69	93	1168	12.85	9.53	0.75

Source : IAEB/DDES/RADA (DEUC et DPNV)

Tableau 22 : Etat général des bâtiments scolaires

Type d'écoles	Bon	Passable	Mauvais	Total
Ecole Maternelle	0	4	0	4
Ecole primaire	35	8	12	55
CES/ CETIC	13	3	0	16
Lycée	5	4	2	11
Total	53	19	14	86

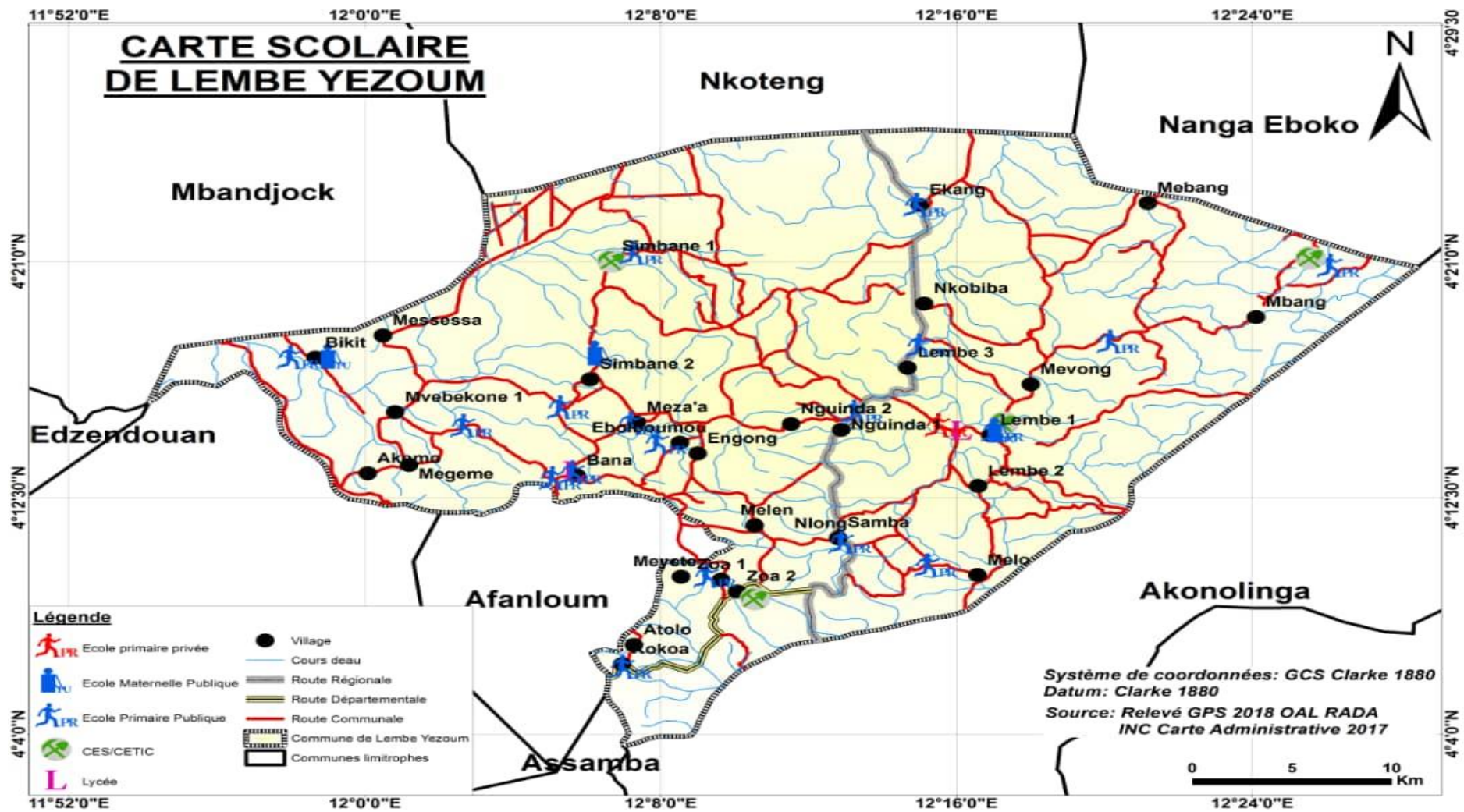
Source : IAEB RADA (DEUC et DPNV)

Tableau 23 : Situation de l'aménagement des établissements scolaires de la Commune

Type d'écoles	Nombre d'écoles				
	Disposant d'un point d'eau	Disposant de latrine	Ayant de bacs ordures à	Muni d'une clôture	Ayant bénéficié d'un reboisement
Ecole Maternelle	0	0	0	0	0
Ecole primaire	0	0	0	0	0
CES/CETIC	0	1	0	0	0
Lycée	2	2	0	0	0
Total	2	3	0	0	0

Source : IAEB/RADA (DEUC et DPNV)

Carte 3 : INFRASTRUCTURES SCOLAIRE DE LA COMMUNE



4.2.3 : synthèse sur la santé

La couverture sanitaire est assurée dans la Commune par 07 formations sanitaires à savoir : 06 centres de santé intégrés dont 01 privé et 01 CMA. Le taux moyen de fréquentation des centres de santé est de 30% dont 15% pour l'Hôpital confessionnel et 45% pour le CSI.

L'insuffisance du personnel médical, l'absence du matériel de première nécessité, l'absence d'énergie électrique, le manque de points d'eau potable, la faible fourniture en médicament dans les pharmacies, l'insuffisance du personnel qualifié, la non fourniture du plateau technique, l'insuffisance des latrines et le délabrement avancé de certains équipements notamment les lits de malade, le matériel d'accouchement et l'incinérateur et le mode de traitement des déchets sont autant de difficultés qui contribuent à l'accès difficile aux soins de santé dans la Commune. Les conséquences sont ainsi nombreuses. On note à cet effet le faible taux de fréquentation de ces centres de santé, le recours à l'automédication avec ses risques, la récurrence de certaines maladies à l'instar du paludisme, des parasitoses, de la typhoïde, du rhumatisme et des IST. Le taux de couverture vaccinale autrefois faible, a grandement augmenté grâce aux programmes de vaccination initiée par l'HD réduisant ainsi le taux élevé de mortalité infantile.

En ce qui concerne les questions liées au VIH/SIDA le dépistage du se fait à la demande ou sur autorisation du patient. Les préservatifs sont disponibles, mais la population ne les sollicite pas beaucoup.

Tableau 24 : Infrastructures sanitaires de la Commune

Type de formations sanitaires	Urbain	Rural	Total
CMA	1	0	1
Centre de Santé Intégré	1	5	06
Total	2	5	07

Source : DS/RADA (DEUC et DPNV)

L'observation que l'on peut faire ici a trait à l'état du bâtiment qui abrite le CMA et ses infrastructures. Ce bâtiment est en piteux état, les infrastructures sont vétustes et insuffisantes, la capacité d'accueil est insuffisante d'où la nécessité de doter le CMA d'un nouveau bâtiment suffisant grand et de nouvelles infrastructures pour une meilleure prise en charge des malades.

Tableau 25 : Répartition du personnel sanitaire dans la Commune

Aire de santé	Effectif de la population	Médecin	IDE	IB	AS	Matrone	Commis
ENDOUM	650	0	1	0	0	0	0
EDOUNDANE	100	0	0	1	0	0	0
MVEBEKONE	/	0	0	0	0	0	0
ZOA	2100	0	1	0	0	0	0
AKOMO(MEBOLO)	100	0	1	0	0	0	0
LEMBE-1 CMA	0	0	2	0	1	0	0
LEMBE-1(ST RITA)	2000	0	0	1	0	0	0
Total		3	4	2	1	0	0

Source : IAEB/RADA (DEUC et DPNV)

D'après le tableau ci-dessus présenté nous pouvons aisément constater que la Commune de Lembe-Yezoum souffre d'une insuffisance de personnel soignant dans les formations sanitaires. Un plaidoyer auprès du MINSANTE s'impose pour l'affectation d'un personnel soignant dans les formations sanitaires de la Commune. En outre, il est également important que la Commune prenne des dispositions pour la formation des agents communautaires de santé dans les villages pour une prise en charge de proximité des populations.

Tableau 26 : Situation des équipements sanitaires dans la Commune

Formation sanitaire	Lit	Labo	Maternité	Pharmacie	Réfrigérateur
ENDOUM	0	N	N	N	N
EDOUNDANE	6	N	O	O	N
MVEBEKONE	5	N	N	O	N
ZOA	0	N	N	N	N
AKOMO(MEBOLO)	6	N	O	O	O
LEMBE-1 CMA	4	N	N	O	O
LEMBE-1(ST RITA)	2	N	N	O	N
Total	23				

Source : DS/enquête RADA

Tableau 27 : Situation de l'aménagement des formations sanitaires dans la Commune

Formation sanitaire	Existence de points d'eau	Dispose de latrines	Existence d'une clôture	Existence d'un dispositif de traitement des déchets	Existence d'un logement d'astreinte	Reboisement effectué dans le site
ENDOUM	O	O	N	B	N	N
EDOUNDANE	N	N	N	B	N	N
MVEBEKONE	N	N	N	B	N	N
ZOA	N	N	N	B	N	N
AKOMO(MEBOLO)	N	N	N	F	N	N
LEMBE-1 CMA	O	O	N	F	N	N
LEMBE-1(ST RITA)	N	O	N	F	N	N

Source : DS/RADA (DEUC et DPNV)

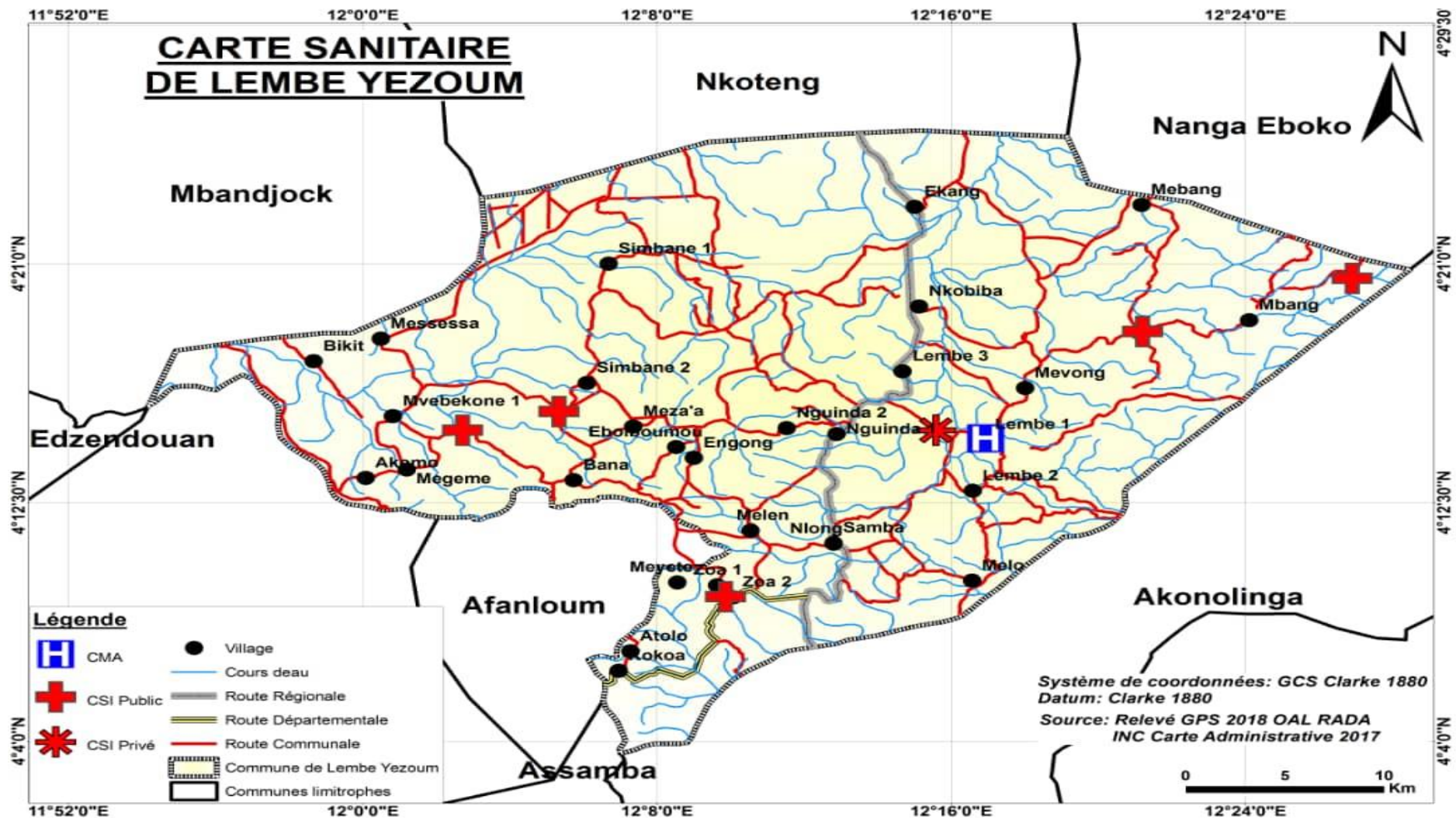
Le tableau ci-dessus présente l'état d'aménagement des formations sanitaires de la Commune. Nous constatons que sur 7 formations sanitaires, deux disposent d'un point d'eau et trois seulement disposent des latrines, etc. Ceci souligne la question de l'hygiène et salubrité dans les formations sanitaires qui influence fortement l'offre de services de santé.

Tableau 28 : Tableau: Etat des bâtiments des formations sanitaires de la Commune

Formation sanitaire	Nombre total de bâtiments	Nombre de bâtiments		
		Bon	Passable	Mauvais
ENDOUM	1	1	0	0
EDOUNDANE	1	1	0	0
MVEBEKONE	1	0	1	0
ZOA	1	1	0	0
AKOMO(MEBOLO)	1	1	0	0
LEMBE-1 CMA	3	0	0	1
LEMBE-1(ST RITA)	1	0	0	0
Total	9	4	1	2

Source : DS/ RADA (DEUC et DPNV)

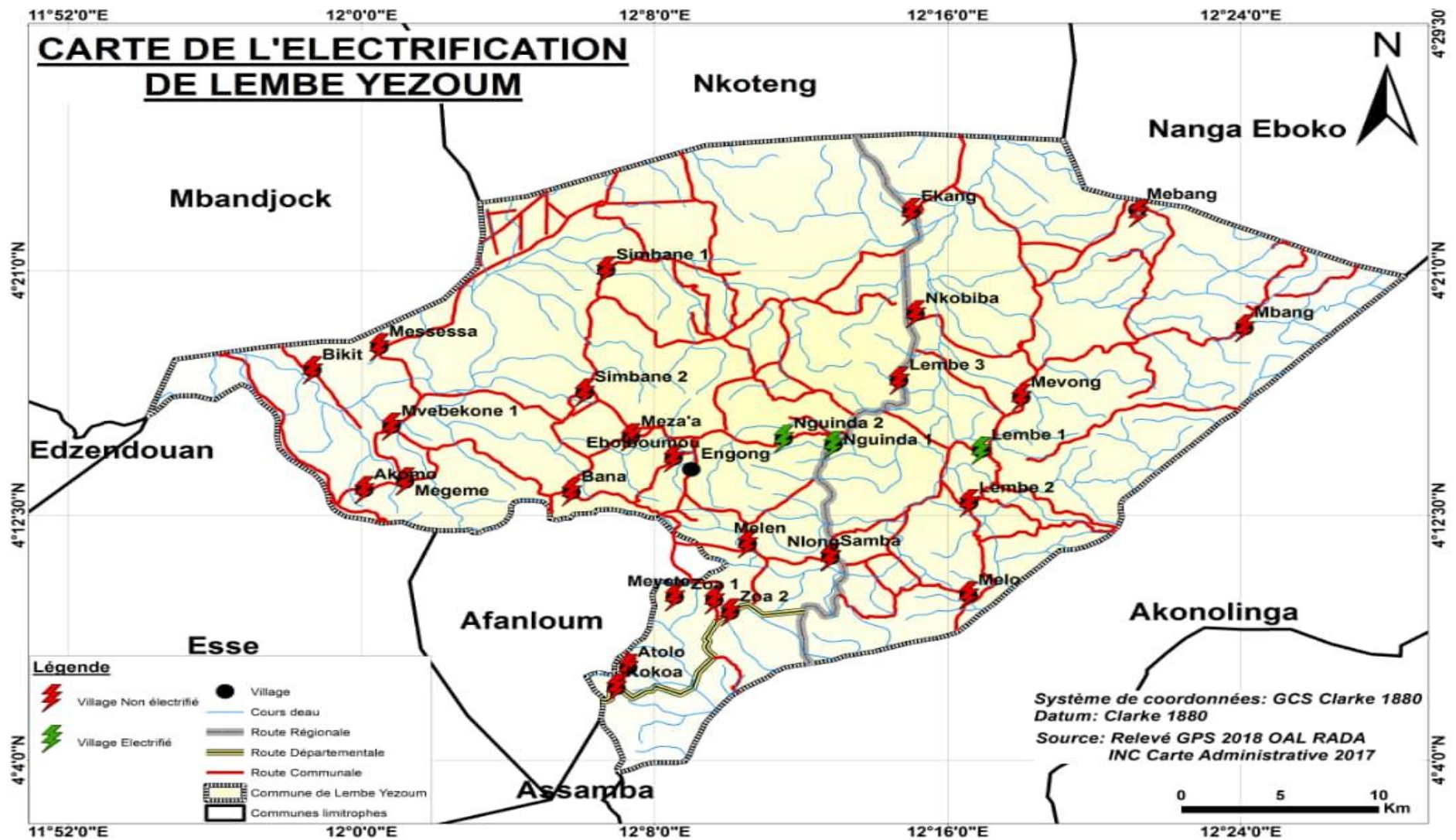
Carte 4 : INFRASTRUCTURES SANITAIRES DE LA COMMUNE



4.2.4 : Synthèse des données sur l'électrification

La Commune de Lembe-Yezoum n'est couverte par le réseau électrique ENEO. Seul trois localités ont bénéficié de la construction d'une centrale solaire dans le cadre du projet gouvernemental d'électrification de 1000 villages au Cameroun en partenariat avec la société internationale WUAWEI, de la construction de trois (03) centrales à énergie solaire (Centre urbain, villages Nguinda et Nkobiba). Ce projet présente une lueur d'espoir pour les populations de Lembe qui aspirent au développement de leur localité. Malheureusement ce projet est très limité car la zone de couverture de chaque centrale n'excède pas deux (02) km en raison de la provision budgétaire allouée à chacune d'elle, seul un quartier de l'espace urbain est alimenté par cette centrale les deux autres ne le sont pas. Par ailleurs, la centrale du village Nguinda I a été construite mais les installations n'ont jamais été faites pour permettre à la population d'en bénéficier. Cet état des choses constitue l'un des obstacles majeurs au développement de la Commune de par la difficulté d'exercer les activités économiques. Le service public n'est pas en reste, il est quasiment paralysé par ce manque d'énergie.

Carte 5 : CARTE D'ELECTRIFICATION



4.3. PRINCIPALES POTENTIALITES (RESSOURCES) DE LA COMMUNE

Tableau 29 : Matrice diagnostic des ressources naturelles

Ressources naturelles	Localisation	Potentiel	Accès contrôle	Utilisation	Tendance	Problèmes/contraintes	Actions à entreprendre
Forêts	Dans les bas-fonds de chaque village	Riche en faune, flore, essence, pharmacopée traditionnelle et Produits forestiers non ligneux	Etat, population, conseillers municipaux, Commune.	MINFOF, MINEPDED, population chercheurs, GIC et associations	Dégradation de la faune, de la flore.	Abus des éco gardes sur les populations, braconnage Enclavement, manque de matériel adéquat d'exploitation, faible expansion de la menuiserie	Sensibilisation sur les dangers de l'agriculture itinérante sur brulis, le braconnage, les feux de brousse, la coupe abusive du bois, promotion du reboisement
Rochers	Dans la forêt, les bas-fonds, les lits des cours d'eau	Important	Etat, Commune	Exploitation minime en carrière, gravillonnage du plateau administratif	Inexploitation	Manque de matériel adéquat, enclavement, faible demande	Etude de faisabilité pour leur exploitation dans la conduite des chantiers de travaux publics actuels et futurs
Sable	Dans la quasi-totalité des rivières et cours d'eau	Assez important	Population, Commune	Population, entreprise de BTP	Faible exploitation non réglementation de l'exploitation	Marécage, absence de route, relief accidenté	Institution d'une réglementation communale et aménagement des voies d'accès vers les carrières
chutes d'eau		Débit important. Pente très importante	Etat, chef et population	Non exploitation	Zone peuplée par les poissons	Enclavement, monopole accordé à la société en charge de l'électricité	Etudes de faisabilité d'une exploitation en vue
Marécage	Dans tous les villages de LEMBE YEZOUM	Vaste et presque autour des principales rivières	Etat	Faible exploitation pour les cultures maraîchères	Forte présence des plantes médicinales, reptiles, PFNL	Enclavement Faible exploitation	Formation des populations aux cultures maraîchères et facilitation accès
Cours d'eau	Dans tous les villages de LEMBE YEZOUM	Poisson, bambous, rapides, sable, animaux aquatiques	Aucun contrôle	Pêche, extraction du sable, boisson	Forte activité de pêche	Menace de la disparition des poissons, baisse de débit des cours d'eaux en saison sèche	Sensibiliser sur la nécessité d'une pêche durable et responsable
Latérites	Dans tous les villages de LEMBE YEZOUM	Plusieurs milliers de camions	Population, Commune	Population, entreprise de BTP et entretien routiers	Faible exploitation. non réglementation de l'exploitation	Accès difficiles, relief accidenté	Institution d'une réglementation communale et aménagement des voies d'accès vers les carrières

Source : DPNV 2017, PCD 2011

4.4. SYNTHÈSE DES DONNÉES SUR LA PETITE ENFANCE

Selon la Convention relative aux Droits de l'Enfant de la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant, l'enfant est l'être humain âgé de 0 à 18 ans. Pour l'UNICEF, c'est la catégorie sociale âgée de 0 à 14 ans, et c'est cette dernière conception qui va nous intéresser dans le cadre de cette section. Sur la base du diagnostic participatif, les questions liées à la petite enfance se sont focalisées sur la tranche d'âge de 0 à 14 pour les aspects liés à l'établissement des actes de naissances, de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, du paludisme, et de la nutrition. Les tranches d'âge de 0 à 4 ans se sont intéressées sur l'éducation préscolaire, et enfin les tranches d'âges allant de 6 à 14 ans se sont intéressé l'éducation scolaire. De toutes ces rubriques, il apparait que la question de l'obtention des actes de naissances reste problématique dans la mesure où environ 60% des enfants de 0 à 14 ans n'ont pas d'actes de naissances. Le tableau ci-dessous nous fait globalement l'économie de cette question.

Tableau 30 : Synthèse des données sur la petite enfance

TRANCHE D'ÂGE	BESOIN	DIAGNOSTIC (ETAT DES LIEUX)			Acteurs en place	ANALYSE Justification des écarts	Objectifs généraux	PLANIFICATION	
		Nombre d'enfants total	Nombre d'enfants couverts	Ecart				Principales activités à mener	Responsables Partenaires d'exécution
0-11 mois	Vaccination	320	293	27 (8,43%)	<ul style="list-style-type: none"> ➢ DASP de LEMBE ➢ CSI ➢ Parents 	<ul style="list-style-type: none"> ➢ Irrégularité des campagnes de vaccination ➢ Eloignement de certains CSI ➢ Négligence de certains parents 	Assurer à la circonscription communale une meilleure couverture vaccinale et réduire la mortalité infantile	<ul style="list-style-type: none"> ➢ Organisation des campagnes de vaccination de proximité ➢ Sensibilisation des parents Négligents sur l'importance de la vaccination 	<ul style="list-style-type: none"> ➢ MINSANTE ➢ CSI
1an - 59mois	Vaccination	815	753	62 (7,60%)					
4-5ans	Education préscolaire	754	585	169 (22,41%)	<ul style="list-style-type: none"> ➢ Parents ➢ IAEB LEMBE ➢ DAAS DE LEMBE 	<ul style="list-style-type: none"> ➢ Insuffisance des écoles maternelles ➢ Eloignement des écoles maternelles existantes 	Améliorer l'offre de l'éducation préscolaire et scolaire au sein de l'espace communale	<ul style="list-style-type: none"> ➢ Sensibilisation des parents sur l'importance de l'éducation préscolaire ➢ Création et construction des écoles maternelles 	<ul style="list-style-type: none"> ➢ MINEDUB ➢ UNESCO ➢ UNICEF ➢ MINAS
6-14ans	Education scolaire	4618	4273	345 (7,47%)					
0-14ans	Actes de naissance	6027	3586	2441 (40,50%)	<ul style="list-style-type: none"> ➢ Centre d'état civil ; ➢ Mairie ➢ PARENTS ➢ IAEB LEMBE 	<ul style="list-style-type: none"> ➢ Négligence de certains parents ; ➢ Eloignements des centres d'états civils ➢ Faible déclaration des naissances 	Etablir la citoyenneté des enfants et améliorer les conditions de leur scolarisation	Sensibilisation des parents sur la nécessité d'établir les actes de naissance aux enfants	<ul style="list-style-type: none"> ➢ MINATD ➢ Mairie ➢ Centres d'état civil

	Nutrition		5893	134 (2,22%)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ DASP LEMBE YEZOU ➤ LEMBE YEZOU ➤ CSI ➤ PARENTS 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Faible variation de l'alimentation des enfants ➤ Insuffisance des moyens financiers 	Améliorer la nutrition de l'enfant à travers l'accès à une nourriture variée, de quantité et de qualité suffisante	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sensibilisation de toutes les mamans sur la nécessité d'allaiter leurs enfants au lait maternel ➤ Formation des mamans sur la composition des bouillies pour les enfants et la variation de l'alimentation ➤ Améliorer l'activité agricole 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ MINSANTE ➤ UNICEF ➤ UNESCO
	Protection contre le paludisme		5100	927 (15,38%)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ DASP LEMBE YEZOU ➤ CSI ➤ PARENTS 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Négligence des parents à utiliser les MILDA ➤ Irrégularité des campagnes de distribution des MILDA 	Réduire la charge palustre parmi les enfants dans la commune	<ul style="list-style-type: none"> ➤ organisation des campagnes régulières de distribution des MILDA ➤ sensibilisation des populations à l'utilisation des MILDA 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ MINSANTE ➤ UNICEF ➤ UNESCO
	Protection contre le VIH/SIDA		//	//	<ul style="list-style-type: none"> ➤ DASP LEMBE YEZOU ➤ CSI ➤ PARENTS 	Absence de données statistiques	Assurer la protection des enfants contre le VIH/SIDA et la prise en charge globale ou partielle des OEV	<ul style="list-style-type: none"> ➤ organisation des campagnes de sensibilisation et de dépistage gratuit 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ MINSANTE ➤ UNICEF ➤ UNESCO ➤ MINAS
	Eau, hygiène et assainissement		3316	2711 (44,98%)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mairie ➤ PARENTS 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Insuffisance des points d'eau potable et des latrines dans les villages et les établissements scolaires ➤ Faible maîtrise des techniques de potabilisation d'eau 	Créer un environnement social salubre, avec des infrastructures d'approvisionnement en eau	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Construction des points d'eau dans les villages et établissements scolaires ➤ Encadrement des populations sur les techniques de potabilisation d'eau ➤ Construction des latrines dans les établissements scolaires 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ MINEE ➤ MAIRIE ➤ MINSANTE

4.5 .Synthèse des données sur les populations réfugiées

Au moment de la conduite des diagnostics, nos équipes sur le terrain n'ont pas identifié les populations réfugiées au sein de la Commune. Par conséquent, nous n'avons pas d'informations concernant cette couche de la population.

4.6. Synthèse des données sur les populations autochtones et couches vulnérables (Pygmées, Mbororo, Handicapés, orphelins, etc.)

Ne disposant pas d'assez d'éléments sur les informations demandées car n'ayant pas été collectées sur le terrain lors du diagnostic, nous sommes dans l'incapacité de pouvoir produire les éléments demandés.

4.7. Synthèse des données sur les PSV (Personnes Socialement Vulnérables)

Il faut préciser ici que les actions en faveur des personnes vulnérables dans la Commune de Lembe-Yezoum sont réduites à la dotation du MINAS, cette dotation est généralement mise à la disposition des bénéficiaires lors de la célébration de la journée qui leur est dédiée sous forme d'appareillage. Le MINAS et la Commune constituent ainsi les seuls acteurs qui interviennent au sein de la Commune. Le tableau ci-après illustre la synthèse des données sur les PSV.

Tableau 31 : Situation des personnes vulnérables dans la Commune

Acteurs	Domaine d'intervention	Cibles	Espace d'intervention	Financement engagé
MINAS	Appui en appareillages	handicapés moteurs de la commune	Commune	3 000 000

4.8. Synthèse du profil genre de la Commune

Le genre est la construction sociale de la différence des sexes. Il s'incarne dans des comportements, des statuts différenciés, une distribution inégale des ressources et des espaces sociaux ; des stéréotypes associés aux hommes et aux femmes. Il renvoie également aux identités socialement construites des femmes et des hommes, aux questions d'égalité et d'équité des droits (pouvoirs, responsabilités et charges), à la division du travail (à tous les niveaux), à l'accès et au contrôle des ressources. Une prise en compte objective du genre dans les initiatives de développement comporte une double vertu à savoir l'augmentation des effets positifs de l'action et la réduction significative des effets négatifs de l'action.

L'analyse du profil genre de la Commune de Lembe-Yezoum permet de regarder de près toutes les formes d'inégalité, mais aussi de tenir compte de toutes les catégories sociales, notamment les femmes dans des modèles d'organisation sociale où celles-ci sont presque ignorées, laquelle ignorance conduit à la négation des potentialités énormes de la femme dans son contexte individuel et sa marginalisation dans le processus de développement durable.

Institution communale

Pour examiner le profil genre de la Commune de Lembe-Yezoum, nous trouvons opportun de nous pencher d'abord sur l'institution communale à travers son organe délibérant qui est au centre de la prise de décisions au sein de la Commune et à travers le personnel communal. Pour ce qui du conseil municipal, il compte en son sein 09 femmes sur les 25 conseillers municipaux avec une femme membre de l'exécutif municipal (le premier adjoint). Nous pouvons ainsi constater que le profil genre est pris en compte au sein de l'exécutif municipal même si les proportions sont encore inégales.

Pour ce qui est du personnel communal à l'issue du diagnostic, il nous a été donné de constater que le personnel de sexe féminin représente 57% du personnel de la Commune tandis que le personnel masculin représente 43%. Ceci nous démontre que l'approche genre est réellement prise en compte à la Commune de Lembe-Yezoum, l'exécutif municipal met à contribution la participation des femmes au développement de la localité. Certains postes de responsabilité sont d'ailleurs occupés par les femmes c'est le cas du SG de la Commune, du Cadre Communal Financier.

Éducation

Les informations recueillies dans le secteur de l'éducation de base démontrent à suffisance que les filles sont suffisamment scolarisées les proportions sont de (390 soit 51 %) contre (374 soit 49 %) pour ce qui est des garçons. Cela traduit l'implication des autorités et des parents à promouvoir la scolarisation des filles au même titre que les garçons.

Cependant, il se trouve que ces actions sont encore limitées et n'ont pas une portée majeure au sein de la Commune. Toutefois, nous interpellons la Commune et ses partenaires, dans la mise en œuvre de ce document, à donner un sens de plus en plus significatif à cette thématique dans la Commune de Lembe-Yezoum, en menant des actions de sensibilisation et d'accompagnement des femmes sur le terrain ceci dans toutes les couches sociales. Il est important que les femmes elles-mêmes prennent conscience de leur rôle dans la société et des opportunités qui s'offrent à elles.

4.9. Synthèse des données sur le VIH/SIDA

La question liée au VIH/SIDA a été abordée dans la Commune lors des principaux diagnostics avec les populations dans le cadre de la santé. Ceci avait pour objectif d'amener les populations à prendre conscience que le VIH/SIDA est une maladie et par conséquent n'est pas un mythe comme le considère la majeure partie des populations dans nos villages. Les populations devaient également prendre conscience de la nécessité de connaître son statut sérologique.

Pour parvenir à avoir une bonne maîtrise de la situation du VIH/SIDA dans la Commune, et être en cohérence avec la stratégie du Plan Stratégique National de lutte contre le VIH/SIDA, cette question a été résumée en une évaluation à travers la notion « **des trois 90** ». Cette évaluation a pour objectif de définir les activités à mener au niveau familial, communautaire et communal. A savoir :

- ✓ 90 % de la population connaît son statut sérologique;
- ✓ 90 % de la population dépisté positive ont accès aux ARV ;

- ✓ 90 % de ceux qui sont sous traitement parviennent à avoir une charge virale indétectable.)

4.10. ÉCONOMIE LOCALE

L'économie locale est constituée des secteurs d'activité qui constituent un potentiel pour la Commune sur lesquels cette dernière peut se baser pour impulser son développement. Pour ce qui est de la Commune de Lembe-Yezoum, les secteurs porteurs de la Commune en ce moment sont : l'agriculture, l'élevage, le tourisme, l'artisanat, le commerce, mines, industrie et développement ethnologique. Le tableau ci-après présente quintessence de ses secteurs dans la Commune et les actions à mener.

Tableau 32 : Economie locale

secteur	potentialités/atouts,	activités génératrices de revenus,	difficultés	Actions à entreprendre	attente	Acteurs
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> Vastes étendus de terre arables soit plus de 5000 ha Sols fertiles Variétés de cultures (vivrières, de rentes, maraichères) Climat de type équatorial Forte population active soit 90% Existence de 02 postes agricoles. 	<ul style="list-style-type: none"> extraction d'huile de palme 20%des revenus vente du cacao soit 25% des revenus vente des vivres soit 50% des revenus 	<ul style="list-style-type: none"> Difficultés d'écoulement (mauvais état des routes communautaires) Faible encadrement des agriculteurs par des chefs de postes 	<ul style="list-style-type: none"> Encadrement technique des agriculteurs par les chefs de postes Implication effective de la commune dans les activités agricoles Création des champs semenciers dans différentes localités 	<ul style="list-style-type: none"> La création des vastes plantations communales favoriserait la création de l'emploi, l'augmentation des revenus par habitant et des recettes de la Commune 	DA/DD MINADERHAUTE SANAGA COMMUNE IRAD ANAFOR
Elevage	<ul style="list-style-type: none"> Disponibilité du pâturage 	<ul style="list-style-type: none"> Elevage des caprins, ovins soit 1%des revenus 	<ul style="list-style-type: none"> Faible connaissance des techniques Manque de moyens financiers pour projets d'élevage 	<ul style="list-style-type: none"> Formation des populations en techniques d'élevage moderne et productif Regroupement des éleveurs par filière Appui financier des éleveurs par filière Création des fermes avicoles et porcines 	<ul style="list-style-type: none"> La création des fermes avicoles et porcines, des étangs piscicoles contribuerait à faciliter l'accès aux protéines animales aux populations et à l'augmentation des revenus 	DA/DD MINEPIA HAUTE SANAGA COMMUNE
Artisanat	<ul style="list-style-type: none"> Existence des PFNL Présence du sable Et de la roche 	<ul style="list-style-type: none"> Extraction de sable Concassage des pierres Fabrication des objets d'art : hôte, calebasses, paniers, mortiers pilons chaises Fabrication des pirogues 	<ul style="list-style-type: none"> Faible valorisation et promotion de l'artisanat local 	<ul style="list-style-type: none"> Organisation des foires artisanales dans la Commune 	<ul style="list-style-type: none"> Les foires artisanales permettraient de développer le tourisme 	COMMUNE
Commerce	<ul style="list-style-type: none"> 	<ul style="list-style-type: none"> vente des produits de base dans les échoppes Vente des produits agricoles Vente des produits de pêche Vente des produits artisanaux 	<ul style="list-style-type: none"> Faible organisation Centre commercial non aménagé Centre urbain non disséminé Faible fonctionnement des marchés construits 	<ul style="list-style-type: none"> Susciter la dynamisation des marchés locaux Organisation de ventes groupées 	<ul style="list-style-type: none"> L'activité commerciale contribuerait à augmenter le fichier des contribuables de la commune 	COMMUNE PARTENAIRES INVESTISEURS
Tourisme	<ul style="list-style-type: none"> Plusieurs sites touristiques potentiels La grotte de Zoa, la grotte de Mfoula à Bana, la colline « nkol » Ebolbomou à Ebolbomou 	<ul style="list-style-type: none"> Aucuns (sites non valorisés) 	<ul style="list-style-type: none"> Faible organisation des responsables communaux Absence de fichier ou de carte touristique No aménagement des sites touristiques 	<ul style="list-style-type: none"> Elaboration d'une carte touristique Aménagement et viabilisation les sites répertoriés La construction des cases touristiques La construction d'un restaurant communal 	<ul style="list-style-type: none"> L'identification et l'aménagement des sites touristiques peuvent susciter une ruée des touristes dans la commune permettant ainsi le développement de l'économie locale 	COMMUNE DD MINTOURL HAUTE SANAGA

Mines, industries et développement technologique	<ul style="list-style-type: none"> Plusieurs sites de sable et de pierre potentiels Bonne Variété du sable 	<ul style="list-style-type: none"> Concassage traditionnel des pierres extraction traditionnelle du sable 	<ul style="list-style-type: none"> Faible implication de la commune dans le secteur Absence d'exploration des sites miniers 	<ul style="list-style-type: none"> Identification des sites de sables et de pierre Aménagement des carrières de sables et de pierre 	<ul style="list-style-type: none"> L'aménagement des carrières sable et de pierre peut augmenter substantiellement les recettes de la commune Trouver des emplois aux jeunes Faciliter la construction des habitations à moindre cout 	COMMUNE DD MINMIDT HAUTE SANAGA
--	--	---	---	---	--	---------------------------------

4.11. SYNTHÈSE DES DONNÉES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Les perturbations climatiques dans la Commune de Lembe-Yezoum se manifestent par des tendances alliant la hausse des températures, la hausse de la pluviométrie et les vents violents qui entraînent plusieurs contraintes dans divers secteurs socioéconomiques dont l'agriculture, l'élevage/pêche, eau, la forêt et la santé. Le tableau ci-dessous en fait l'économie.

Tableau 33 : Matrice de captage de la gravité des problèmes, contraintes et identification des mesures d'adaptation aux changements climatiques

N°	Secteur	Tendances	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Niveau de risque	Potentiel local pour résoudre/capacité d'adaptation	Solutions envisagées	Localisation
1	Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> Hausse de la température Vents violents Hausse de la moyenne des précipitations 	<ul style="list-style-type: none"> Perturbation du calendrier agricole Longue saison sèche Assèchement des sols, des plantes et des cours d'eau Erosion hydrique et éolienne Lessivage des sols Augmentation des maladies des plantes Recrudescence des feux de brousse Mauvais état des pistes agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> Baisse de la production Baisse des rendements agricoles Baisse du revenu des ménages Découragement des agriculteurs Recours à une agriculture de subsistance Pauvreté 	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> Tentative de pratique des cultures de contre saison Pratique de la jachère Pratique de l'agriculture dans les bas-fonds Utilisation des produits phytosanitaires 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer l'encadrement des populations sur les techniques culturales moderne Octroi des semences améliorées et produits phytosanitaires Aménagement des pistes agricoles Valorisation des marécages Organisation des populations en coopératives 	Toute la commune

2	Élevage, pêche et industries animales	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Hausse des températures ❖ Hausse de la moyenne des précipitations ❖ Vents violents 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Présence des maladies des bêtes ❖ Assèchement des cours d'eau en saison sèche ❖ Appauvrissement des cours d'eau en ressources halieutiques ❖ Destruction des enclos par les vents et la forte pluviométrie ❖ Faible claustration des bêtes 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Diminution de la taille des cheptels ❖ Rareté des ressources halieutiques ❖ Baisse de la production animale ❖ Baisse du revenu des ménages ❖ Découragement des populations ❖ pauvreté 	Élevé	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Recours à l'élevage non conventionnel ❖ Recours à une pêche non conventionnel 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Construction des étangs piscicoles dans les villages ❖ Renforcer l'encadrement technique des éleveurs ❖ Construction des fermes porcines et avicoles dans les villages ❖ Construction d'un centre vétérinaire à bonalea ❖ Organisation des populations en GIC 	Toute la commune
3	Santé	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Baisse de la pluviométrie ❖ Hausse des températures ❖ Vents violents ❖ Hausse de la pluviométrie 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Inondation des sources d'eau ❖ Présence des marres d'eau ❖ Prolifération des moustiques ❖ Abondance de poussière en saison sèche ❖ Assèchement de certains points d'eau ❖ Dégradation des centres de santé du à l'érosion 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Prolifération des maladies hydriques ❖ Prolifération du paludisme ❖ Faible suivi des malades ❖ Recours à l'automédication ❖ Complication des maladies ❖ Réduction de l'espérance de vie ❖ Baisse de la main d'œuvre ❖ Baisse des revenus ❖ pauvreté 	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> ❖ recours à la médecine traditionnelle ❖ aménagement des sources ❖ utilisation des moustiquaires 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Encadrement de la population sur diverse thématiques liées à la santé ❖ respecter le calendrier vaccinal ❖ Aménager les points d'eau et les alentours des maisons ❖ réhabilitation et équipement des centres de santé existant 	Toute la Commune
4	Foret et faune	<ul style="list-style-type: none"> ❖ hausse de la température ❖ vents violents 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ pratique de l'agriculture sur brulis ❖ déforestation ❖ éloignement des espèces fauniques ❖ présence des feux de brousse ❖ chute d'arbres du aux vents violents 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ recul du couvert végétal ❖ pollution atmosphérique ❖ Rareté des produits floristiques et fauniques ❖ réchauffement du sol ❖ disparition de certaines espèces fauniques et florale 	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> ❖ tentative de reboisement 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Protéger les espèces en voies de disparition (création des forêts communautaires) ❖ promouvoir l'utilisation des foyers améliorés ❖ pratique du reboisement 	Toute la Commune
5	Travaux Publics	<ul style="list-style-type: none"> ❖ hausse de la pluviométrie ❖ vents violents 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ érosion hydrique et éolienne ❖ Présence des bourbiers et nids de poules ❖ chute d'arbres sur la route du aux vents violents 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Recrudescence des accidents de circulation ❖ Coûts élevés des transports ❖ Rareté des moyens de transports ❖ Faible circulation des biens et des personnes ❖ Faible échanges économiques 	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Entretien périodique des routes par la population ❖ Cantonnages des pistes 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Octroi du matériel d'entretien routier ❖ Ouverture des pistes agricoles ❖ Reprofilage régulier des axes principaux et secondaires ❖ 	Toute la Commune

6	Environnement et protection de la nature	❖ Hausse de la température	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Assèchement des cours d'eau et de la nappe phréatique ❖ Assèchement des sols ❖ Appauvrissement des sols ❖ Pratique de l'agriculture sur brûlis ❖ Poussière abondante en saison sèche ❖ Pollution atmosphérique 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Vulnérabilité des organismes humains ❖ Faible pratique des activités agricoles 	Moyen	❖ Utilisation des engrais biologique	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Construction des fausses à compost ❖ Construction des latrines ❖ Création des clubs des amis de la nature dans les établissements ❖ Sensibilisation des populations sur l'importance de la protection de la nature 	
7	Développement urbain et habitat	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Hausse de la pluviométrie ❖ Vents violents 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Dégradation des habitations en saison pluvieuse ❖ Destruction des habitations par les vents violents 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Augmentation des familles vulnérables ❖ Précarité des conditions de logement ❖ 	Moyen	Faible	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Construction des habitations en matériaux définitifs ❖ Construction des clôtures autour des habitations ❖ Octroi du matériel de construction 	Toute la Commune
8	Energie	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Vents violents ❖ Forte pluviométrie 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Chute d'arbre sur les installations électriques 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Coupure intempestive du courant électrique ❖ Coûts élevés des hydrocarbures ❖ Ralentissement des activités économiques ❖ Baisse du revenu des ménages ❖ Pauvreté 	Moyen	Utilisation des sources d'énergies alternatives (lampes solaires, groupes électrogènes, gaz domestique...)	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Maintenance régulière du réseau électrique ❖ Construction des centrales solaires 	Toute la Commune

4.12. SYNTHÈSE DES DONNÉES SUR L'ENVIRONNEMENT

Bien que la Commune de Lembe-Yezoum regorge un grand potentiel en termes de ressources forestières, nous avons constaté avec regret qu'aucune intervention sur l'environnement n'est faite sur le terrain. Les ressources forestières sont exploitées de manière illégale et abusive et la part qui est reversée à la Commune est insignifiante. L'exécutif municipal a d'ailleurs dénoncé des abus observés dans l'exploitation de ressources de la Commune, des agréments sont accordés aux exploitants par la hiérarchie ce qui conduit la Commune dans l'incapacité de pouvoir agir et même de bénéficier de cette exploitation. Pour pallier à cette exploitation abusive qui entraîne la disparition progressive de la forêt et des ressources fauniques, aucune action de reboisement n'est envisagée dans la Commune. Par ailleurs, il n'existe pas de parc ni de réserves forestières dans la Commune.

4.13. PRINCIPAUX PROBLÈMES, BESOINS IDENTIFIÉS ET CONSOLIDÉS PAR SECTEUR ET MICROPROJETS PRIORITAIRES

4.13.1. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

Tableau 34 : Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

SECTEUR 1 : AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL

PROBLÈME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDÉES DE PROJETS IDENTIFIÉS	VILLAGES CONCERNÉS
Difficulté d'accès à une agriculture compétitive et rentable	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés d'accès aux bassins de production • Mauvais état des pistes agricole • Utilisation d'un outillage rudimentaire • Insuffisance des moyens financiers pour la pratique d'une agriculture rentable • Faible organisation des agriculteurs • Pratique de l'agriculture de subsistance • Non maîtrise des techniques culturales modernes • Faible encadrement des agriculteurs • Non fonctionnalité du poste agricole • Abandon du poste agricole par le chef du poste • Eloignement des services de la délégation du MINADER par rapport à la plupart des villages • Pourrissement des semis • présence des insectes et animaux rongeurs • Difficulté d'accès aux produits phytosanitaires • Faible utilisation des produits phytosanitaires • Baisse de la production agricole • Faible utilisation des semences améliorées • Eloignement des points de vente des produits phytosanitaires et des semences améliorées • Difficulté de commercialisation des produits agricoles • Faible commercialisation des produits agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> • Pénibilité des travaux champêtres • Baisse de la production agricole • Braderie des produits agricoles • Faible rendement des produits agricoles • Baisse des revenus des agriculteurs • Faible pouvoir d'achat des agriculteurs • Pauvreté 	• Dotation des semences améliorées (maïs et cacao)	• Tous les villages
			• Prise de contact avec le DAADER en vue de la programmation des activités d'encadrement	• Tous les villages
			• Encadrement des agriculteurs sur les techniques modernes d'agriculture	• Tous les villages
			• Affectation d'un AVZ	• ATOLO, KOKOA, MEYETTE
			• Distribution du matériel agricole par village : 20 pulvérisateurs, 300 paires de gangs, 50 brouettes, 100 bâches de séchage, 500 machettes, 500 houes)	• Tous les villages
			• Dotation des intrants agricoles (fongicides et engrais foliaire)	• NGUINDA I (Coopérative SOCOCAM SOCO)
			• Dotation de motopompes	• MVEBEKONE(03), MBANG, LEMBE III, MESSESSA
			• Dotation d'une égraineuse de maïs	• MEBANG, NKOBIBA, LEMBE III, EBOLBOUMOU, KOKOA, EKANG, KOKOA
			• Dotation de 08 séchoirs modernes de cacao	• MEBANG, NGUINDA II (02) ; MELEN , KOKOA (03), MEYETTE
• Création des champs semenciers communautaires (manioc, palmier à huile, cacao)	• MEZA'A, MVEBEKONE, MESSESSA,			

<ul style="list-style-type: none"> • Inexistence des marchés périodiques • Transformation traditionnelle des produits agricoles • Inexistence des unités de transformation des produits agricoles • Inexistence des magasins de stockage • Inexistence de la coopérative des agriculteurs • Inexistence de formation des agriculteurs aux techniques de transformation des produits agricoles • Insuffisance de la main d'œuvre • Existence d'une main d'œuvre vieillissante • Prolongement de la saison pluvieuse • Pourriture des tubercules • Pourriture des cultures • Perturbation du calendrier agricole 		<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une pépinière de cacao de 30 000 plants 	<ul style="list-style-type: none"> • NSAMBA (GIC)
		<ul style="list-style-type: none"> • Appui en 6 500 plants de cacao 	<ul style="list-style-type: none"> • AKOMO I
		<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un bâtiment équipé de deux moulins multifonctionnels à l'énergie solaire 	<ul style="list-style-type: none"> • EBOLBOUMOU, MELEN, ATOLO, KOKOA, MEYETTE, ZOA I
		<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une coopérative agricole par groupement 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages
		<ul style="list-style-type: none"> • Aménagement des pistes agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> • MVEBEKONE, NGUINDA II (AVA-MVOM 5km) ; EBOLBOUMOU (ONDEN avec 02 ponts sur 15km ; BISSONG- NGUINDA sur 15km) ; NSAMBA (chefferie 2km) ; NGUINDA I (MEBESSA 1km, MVOMBO 1km, NKOSSA 2km) ; AKOMO I (ZALOM 4km, NLAN NLAN 2km, NGOULMEBO 2km) ; MELEN (Nkolayop3km, NDJONG EBAMBA 3km) ;
		<ul style="list-style-type: none"> • Ouverture et réhabilitation de la piste agricole 	<ul style="list-style-type: none"> • LEMBE-MELO-MENGATTA
		<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un marché périodique 	<ul style="list-style-type: none"> • MVEBEKONE, NGUINDA II, EBOLBOUMOU, NSAMBA, ZOA I
		<ul style="list-style-type: none"> • Construction de 06 hangars de marché 	<ul style="list-style-type: none"> • MEZA'A, BANA, MVEBEKONE, NGUINDA I, ZOA II, ZOA I, ESPACE URBAIN
		<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des ventes groupée 	<ul style="list-style-type: none"> • MEZA'A, BANA, MVEBEKONE, NGUINDA II, AKOMO I, MELEN, ZOA II
		<ul style="list-style-type: none"> • Construction de 07 bâtiments équipés de deux moulins multifonctionnels à essence 	<ul style="list-style-type: none"> • MEZA'A, BANA, MVEBEKONE, MBANG, MBANG, LEMBE III, AKOMO I
		<ul style="list-style-type: none"> • Redynamisation du poste agricole 	<ul style="list-style-type: none"> • ZOA I, BANA
		<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration d'un fichier des agriculteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • tous les villages
		<ul style="list-style-type: none"> • Dotation des produits phytosanitaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages
		<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un champ communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> • MEZA'A, MVEBEKONE, MESSESSA, ZOA I
		<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un champ semencier de cacao 	<ul style="list-style-type: none"> • MESSESSA,
		<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un champ école de manioc et de maïs pour les démonstrations agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> • ATOLO
		<ul style="list-style-type: none"> • Aménagement de la route 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages
		<ul style="list-style-type: none"> • Construction et équipement d'une maison du paysan 	<ul style="list-style-type: none"> • MEZA'A, BANA, EBOLBOUMOU, ZOA I, ATOLO, MEYETE,
		<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer auprès du DAADER pour l'encadrement des agriculteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages
		<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un magasin de stockage 	<ul style="list-style-type: none"> • MEZA'A, BANA, MVEBEKONE, NGUINDA II, EBOLBOUMOU, NGUINDA I, AKOMO I, MESSESSA, MELEN, ZOA II, KOKOA, NSAMBA, ENDOUM
<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un CEAC 	<ul style="list-style-type: none"> • KOKOA 		
<ul style="list-style-type: none"> • Redynamisation des GIC 	<ul style="list-style-type: none"> • MEZA'A(GICAMEZ) ; BANA (SOPLABO, LA JOIE DU PAYSAN, BATONCAN, 		

				FEDIBA), MVEBEKONE(FADAC), MESSESSA (AGRICOL),
			<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation des populations sur l'utilisation des produits phytosanitaires 	• MVEBEKONE,
			<ul style="list-style-type: none"> • Recensement des agriculteurs par spéculation et par superficie cultivés 	• Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Mise sur pieds d'une pépinière agricole pour la production du matériel végétal amélioré (cacao, banane plantain, 	• MVEBEKONE, ATOLO, KOKOA, MEYETTE,ZOA I,

SECTEUR 2 : ELEVAGE, PECHE, ET INDUSTRIES ANIMALES

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES
Difficulté d'accès à une bonne production animale et halieutique	<ul style="list-style-type: none"> • Eloignement du centre zootechnique de LEMBE-YEZOOM par rapport à la plupart des villages • Faible pratique de l'élevage • Désintéressement des populations pour la pratique de l'élevage • Insuffisance des moyens financiers pour la pratique de l'élevage • Faible encadrement des éleveurs • Faible connaissance des techniques modernes d'élevage • Manque de formation des éleveurs • Inexistence d'un poste vétérinaire • Non vaccination des animaux • Inexistence d'une coopérative des éleveurs • Insuffisance des enclos • Divagation des bêtes • Mauvaise organisation des populations • Inexistence d'étang piscicole • Non maîtrise des techniques piscicoles • Faible utilisation des intrants améliorés pour l'élevage • Difficulté d'accès aux intrants • Divagation des bêtes • Pratique de l'élevage conventionnel • Eloignement des centres vétérinaires (NKOTENG, NANGA) • pratique de la pêche traditionnelle • Non maîtrise des techniques de pêche 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible pratique de l'élevage • Faible production animale • Découragement des éleveurs • Abandon de l'élevage • Faible revenu des ménages • Pauvreté des ménages • Faible production halieutique • présence des maladies des animaux • Abandon des activités de pêche • Conflit agropastoraux • Baisse du pouvoir d'achat • Augmentation de dépense • Recours aux poissonneries de NANGA et NKOTENG (30 km) • Faible rendement des activités pastorales • Indisponibilité des produits halieutiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction des enclos 	• MEZA'A, BANA, MVEBEKONE, MEBANG, MBANG, NKOBIBA, LEMBE III, ZOA II
			<ul style="list-style-type: none"> • Formation des éleveurs sur les nouvelles techniques d'élevage et de pêche 	• Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Prise de contact avec le délégué d'arrondissement de la pêche, de l'élevage et de l'industrie animal en vue de la programmation des activités d'encadrement 	• Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des séances de vaccination des bêtes 	• NGUINDA I
			<ul style="list-style-type: none"> • Mise sur pied d'un comité pour le règlement des conflits agropastoraux 	• MVEBEKONE,
			<ul style="list-style-type: none"> • Aménagement d'un étang piscicole de 500 m² 	• MEZA'A, MVEBEKONE, EBOLBOUMOU, NGUINDA I,
			<ul style="list-style-type: none"> • Recensement des éleveurs par type d'élevage, par taille du cheptel et des besoins 	• Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Construction de 04fermes avicoles de 2000 sujets : 	• MEZA'A, BANA, NGUINDA II, MBANG, MESSESSA, MELEN, KOKOA
			<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'une ferme porcine communale de 1000 sujets 	• ESPACE URBAIN
			<ul style="list-style-type: none"> • Construction de 01 ferme avicole de 1000 sujets : 	• AKOMO I, MEYETTE
			<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'une ferme communautaire de distribution de poussin d'un jour 	• EBOLBOUMOU, NSAMBA, NKOBIBA, ATOLO, ZOA I (1000)
			<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une coopérative des éleveurs 	• Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Recensement de tous les éleveurs 	• Tous les villages

	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté à pratiquer la pêche • Faible dynamisme des populations • Faible couverture de la Commune en cours d'eau 		<ul style="list-style-type: none"> • Identification des ambitions des éleveurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages ;
			<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'une ferme porcine 	<ul style="list-style-type: none"> • BANA, NGUINDA II, MBANG, LEMBE III, MELEN, KOKOA
			<ul style="list-style-type: none"> • Recensement des besoins des éleveurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une coopérative des éleveurs 	<ul style="list-style-type: none"> • MVEBEKONE,
			<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un étang piscicole de 500 m2 	<ul style="list-style-type: none"> • MVEBEKONE

SECTEUR 3 : SANTE PUBLIQUE

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES
Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Indisponibilité du personnel soignant du CSI de ZOA I • Faible prise en charge des malades par le personnel du CSI de ZOA I • Faible fréquentation des CSI par les populations • Eloignement des centres de santé fréquentés • Longue distance à parcourir • Recrudescence des maladies hydriques et saisonnières • Consommation des eaux souillées par les populations • Inexistence d'une pharmacie dans la Commune • Insuffisance du personnel soignant dans les formations sanitaires • Insuffisance d'équipement dans les formations sanitaires • Vétusté des équipements existants • Faible équipement des centres de santé • Mauvais état du bâtiment abritant le CMA • Insuffisance de médicaments dans les formations sanitaires • Automédication • Absence de campagne de sensibilisation et de prévention sur le VIH/SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> • Mauvaise qualité des soins de santé • Faible couverture sanitaire • Risque des décès élevés • Recours à la médecine traditionnelle • Récurrence des maladies • Prolifération des maladies tropicales • Recours à la pharmacopée traditionnelle • Dépenses liées aux soins de santé élevées • Baisse du pouvoir d'achat 	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer pour l'affectation du personnel dans les centres de santé 	<ul style="list-style-type: none"> • MVEBEKONE (CSIEffogo) • AKOMO I (CSI de MEBOLO) • ZOA II, MEYETTE, ZOA I
			<ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation du CMA 	<ul style="list-style-type: none"> • Espace urbain
			<ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation du CSI 	<ul style="list-style-type: none"> • MVEBEKONE
			<ul style="list-style-type: none"> • Equipement du plateau technique : (CSI Effogo : laboratoire, salle d'accouchement...) 	<ul style="list-style-type: none"> • ZOA I, Espace urbain (CMA LEMBE)
			<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un forage au centre de santé 	<ul style="list-style-type: none"> • ZOA I, AKOMO I (CSI de MEBOLO)
			<ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation du forage du CSI 	<ul style="list-style-type: none"> • ZOA II
			<ul style="list-style-type: none"> • Création, construction et équipement de 12 centres de santé 	<ul style="list-style-type: none"> • BANA, NGUINDA II, EBOLBOUMOU, MBANG, NKOBIKA, MESSESSA, KOKOA, NSAMBA, NGUINDA I, EKANG, NLONG, MELO
			<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des causeries éducatives sur les thèmes liés à la santé 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des campagnes de dépistages et de distribution des MILDA 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer auprès du MINSANTE pour l'équipement des pharmacies des centres de santé existant 	<ul style="list-style-type: none"> • Toutes les formations sanitaires
			<ul style="list-style-type: none"> • Construction et équipement d'une propharmacie communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> • MEZA'A, MVEBEKONE, EBOLBOUMOU, MBANG, LEMBE III, AKOMO I, MESSESSA, ATOLO, MEYETTE
			<ul style="list-style-type: none"> • Dotation d'un kit de pharmacie 	<ul style="list-style-type: none"> • MEZA'A, MELEN
			<ul style="list-style-type: none"> • Finition des travaux de construction et équipement de la case de santé 	<ul style="list-style-type: none"> • MEBANG

	<ul style="list-style-type: none"> • Inexistence des logements d'astreinte • Absence de clôture dans les CSI existants dans la Commune • Absence de point d'eau dans les centres de santé • Faible aménagement des latrines dans les formations sanitaires 		<ul style="list-style-type: none"> • Formation de 02 relais de santé communautaire dans chaque village • Formation des populations sur les techniques de potabilisation de l'eau • Construction et équipement du CMA de LEMBE • Construction des logements d'astreinte pour le personnel soignant • Construction des latrines dans les centres de santé 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages • MVEBEKONE, MEYETTE • Espace urbain • ZOA I, LEMBE Centre, • ZOA I
VIH/SIDA	•	•	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des campagnes de sensibilisation des populations sur le VIH/SIDA (02 fois par an) • Organisation des campagnes de dépistage gratuite (02 fois par an) 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages • Tous les villages

SECTEUR 4: TRAVAUX PUBLICS

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES
Mauvais état du réseau routier	<ul style="list-style-type: none"> • Faible entretien du réseau routier de la Commune • Insuffisance du matériel adéquat pour l'entretien des routes • Insuffisance des moyens financiers de la Commune pour l'entretien des routes • Irrégularité des travaux d'entretien des routes • Inexistence des comités d'entretien des routes • Faible dynamisme des populations et de l'élite locale • Présence de bourbiers • Présence des nids de Paule • Dégradation des routes par des gros engins de sable, de charbon et des grumiers • Présence excessive de la poussière en saison sèche • Inexistence des barrières de pluie • Abondance des pluies entraînant l'érosion 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté de déplacement des biens et des personnes • Coût de transport élevé • Insécurité routière • Dégradation de la route • Risque d'accident • Difficulté d'accès au centre urbain • -Rareté des moyens de locomotion • Difficulté d'évacuation des produits agricole • Périssabilité des produits • Inaccessibilité du village en saison de pluie • Faible praticabilité de la route 	• Construction de barrière de pluies	• NGUINDA I, LEMBE III, ZOA II, KOKOA
			• Dotation du matériel d'entretien des routes	• MVEBEKONE,
			• Redynamisation des comités locaux d'entretien des routes	• Tous les villages
			• Création d'un comité de gestion des routes	• Tous les villages
			• Entretien régulière de la route	• Tous les villages
			• Cantonage des pistes agricoles	• Tous les villages
			• Ouverture de la route : carrefour NKOLESSONG-AKOA sur 3km, MESSAMBA- MEYETTE	• ATOLO, MEYETTE
• Aménagement de 375 Km de route en milieu rural : axe carrefour NFOULA – EBOLBOUMOU (3km) ; BISSONG-NFOULA (3km), carrefour BANA-MVEBEKONE (2km) ; BANA-NDO MBANJOCK passant par BIKIT (25km) ; LEMBE-NANGA EBOKO (55km) ; carrefour MESSAK-NGUINDA I (5km) ; BISSONG- NGUINDA sur (08km) ; MOLO-NSAMBA-NLONG sur (6km), NSAMBA-LEMBE sur (23km) ; LEMBE-ELAP sur (32km) ; MVEBEKONE-MESSESSA (6km),MENGOA-OSSAZEU(14km) avec deux ouvrages d'art sur les rivières OBEU et ASO'O ; ESSE- ZOA II (45km), ZOA II-LEMBE (40km) ; carrefour KOKOA-limite MEFOU AFAMBA passant par ATOLO (1km), EP ZOA I-MEGALA (5km) ; ESSE-LEMBE CENTRE (80km) ; MEYETTE-ZOA I (5km) ; ZOA I-MESSAMBA 3km, ZOA I-ENGONG 3km, ZOA I-MENGALA 6km, ZOA I-OBEK	• MEZA'A ; BANA, MVEBEKONE, MEBANG, NGUINDA II, EBOLBOUMOU, NSAMBA, NKOIBIBA, LEMBE III, MESSESSA, MELEN, ZOA II, ATOLO, KOKOA, MEYETTE, ZOA I			
• Réhabilitation de la route	• NGUINDA I, BANA			
• Axe LEME-MBANKOMBO				
• Axe carrefour NGUINDAI-Carrefour MFOULA				
• Construction d'un pont	• LEMBE III (pont sur la rivière SELE au quartier AKAMBA), AKOMO I (02			

				ponts) ; KOKOA (01 pont sur la rivière YEMBE) ;
--	--	--	--	---

SECTEUR 5: EDUCATION DE BASE

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES
Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance des écoles primaires • Insuffisance des écoles maternelles • Insuffisance des tables bancs dans les écoles • Insuffisance des points dans les écoles d'eau • Absence de bloc administratif • Inexistence d'air de jeu dans les écoles • Insuffisance du matériel didactique • Insuffisance du paquet minimum • Arrivée tardive du paquet minimum • Eloignement des écoles publiques • Eloignement des points de vente des fournitures scolaires • Enseignants peu qualifié • Insuffisance d'équipement dans les écoles publiques • salle de classe abandonnée • Mauvais état des latrines existantes • Insuffisance de latrines dans les établissements scolaires • Inexistence des logements pour enseignant 	<ul style="list-style-type: none"> • Déperdition scolaire • Délinquance juvénile • Découragement des élèves • Exode rural • Exode scolaire • Augmentation des dépenses • Faible crédibilité des écoles • Absentéisme des enseignants • Découragement des enseignants • Faible taux de réussite • Faible rendement • faible couverture des programmes • Faible suivi scolaire • Déperdition scolaire • Difficulté d'apprentissage • Difficulté à dispenser les leçons 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un bloc administratif a école publique 	<ul style="list-style-type: none"> • MVEBEKONE(EP Effogo 01, EP BIKIT 01), NGUINDA I (ep 05),
			<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer en vue de l'affectation du personnel enseignant 	<ul style="list-style-type: none"> • MEZA'A(02) ;MVEBEKONE(EP Effogo 01, EP BIKIT 01), NGUINDA I, NKOBIABA (01), AKOMO I (EP MEBOLO)
			<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer en vue de la création, construction et équipement de 04 écoles primaires 	<ul style="list-style-type: none"> • MEBANG, MBANG, ZOA II, AKOMO I
			<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer en vue de la création de 08 écoles maternelles 	<ul style="list-style-type: none"> • AKOMO I, BANA, ZOA II, ATOLO, KOKOA, MEYETTE, ZOA I, NKOBIABA
			<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un bloc de 02 salles à l'EP 	<ul style="list-style-type: none"> • MEZA'A, EBOLBOUMOU, MELO, NKOBIABA, AKOMO I, ZOA I, ENDOUM, SIMBANE, EKANG, NLONG, ZOA II.
			<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un bloc de 03 salles de classe 	<ul style="list-style-type: none"> • MBANG, MEBANG
			<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'une clôture dans les EP 	<ul style="list-style-type: none"> • NGUINDA I, ZOA I, ENDOUM,
			<ul style="list-style-type: none"> • Construction et équipement d'une salle informatique 	<ul style="list-style-type: none"> • EP ZOA I
			<ul style="list-style-type: none"> • Dotation du paquet minimum à temps 	<ul style="list-style-type: none"> • Toutes les écoles de la Commune
			<ul style="list-style-type: none"> • Finalisation des travaux de construction d'un bloc de 02 salles de classe 	<ul style="list-style-type: none"> • EP BANA, EP KOKOA
<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un forage à l'école publique 	<ul style="list-style-type: none"> • MEZA'A, MVEBEKONE (EP Effogo 01, EP BIKIT 01), EBOLBOUMOU, NKOBIABA, NGUINDA I, AKOMO I, ZOA I, ENDOUM 			
<ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation des bâtiments de l'école publique 	<ul style="list-style-type: none"> • KOKOA (02 salles de classe), 			

			<ul style="list-style-type: none"> • Aménagement d'un air de jeu • Construction d'une école maternelle • Organisation d'une caravane de vente des manuels et fourniture scolaires • construction d'un bloc de 02 salles de classe pour l'école maternelle • Redynamisation de l'association des parents d'élève • Construction des logements d'astreinte • Identification et sécurisation du site pour la construction d'une école maternelle • Plaidoyer en vue de la construction d'une école maternelle • Construction de nouvelles écoles maternelles : • Construction des latrines • Dotation des tables bancs • Recensement des enfants scolarisés sans actes de naissance 	<ul style="list-style-type: none"> • Dans toutes les écoles • BANA • MVEBEKONE • MVEBEKONE, ZOA I, MESSESSA • BANA • EBOLBOUMOU, NGUINDA I • MVEBEKONE • MVEBEKONE • NGUINDA II, NKOBIKA, NGUINDA I ; MELEN, ZOA II • EP EBOLBOUMOU ; EP MELO ; EP NLONG, EP NKOBIKA, ENDOUM • NGUINDA I, ZOA I(100) • Tous les villages
--	--	--	--	--

SECTEUR 6 : ARTS ET CULTURE

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES
Difficulté à promouvoir la culture locale	<ul style="list-style-type: none"> • Inexistence d'association culturelle • Exode rurale • Faible organisation culturelle du village • Effet du modernisme sur la société • Inexistence de foyer culturel • Inexistence de festival culturel • Faible implication culturelle du village • Inexistence des espaces de diffusion culturelle • Inexistence de musée et bibliothèque • Faible transmission de la culture aux jeunes générations 	<ul style="list-style-type: none"> • perte du patrimoine culturel • Faible sauvegarde des valeurs culturelles • faible transmission des valeurs culturelles • Acculturation progressive des jeunes • Faible valorisation de la culture locale • acculturation • Dépravation des mœurs • perte progressive des valeurs culturelles • faible pérennisation de la culture 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction et équipement d'une bibliothèque municipale 	<ul style="list-style-type: none"> • ESPACE URBAIN
			<ul style="list-style-type: none"> • Construction 10 foyers communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> • AKOMO I, EBOLBOUMOU, MESSESSA, NGUIDA II, ZOA I, MENGUEME, MVEBEKONE, MELEN, NLONG, ENDOUM
			<ul style="list-style-type: none"> • Approfondissement du profil historique 	<ul style="list-style-type: none"> • TOUS LES VILLAGES
			<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une association culturelle 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Mise sur pied d'un comité pour la transmission de la culture locale 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Organisation d'un festival culturel annuel 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Mise sur pied d'une monographie culturelle 	

	<ul style="list-style-type: none"> • Inexistence d'initiative des populations 		<ul style="list-style-type: none"> • Mise sur pied d'un calendrier culturelle • Sensibilisation sur l'importance de la culture 	
--	--	--	--	--

SECTEUR 7 : PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES
Difficulté d'épanouissement de la femme et de la famille	<ul style="list-style-type: none"> Faible encadrement de la femme Inexistence dans la Commune d'un centre de promotion de la femme et de la famille Forte présence des jeunes filles mères dans la Commune Faible taux de scolarisation des filles-mères Faible dynamisme des femmes Insuffisance des moyens financiers pour le développement des AGR Faible encadrement des familles vulnérables Prédominance des unions libres Faible développement des initiatives communes de la part des femmes Insuffisance des centres d'état-civil dans la Commune faible organisation des femmes en association Inexistence des formations aux AGR 	<ul style="list-style-type: none"> Faible autonomisation de la femme Prolifération des grossesses indésirées Faible épanouissement de la femme faible insertion sociale abandon des femmes à elles-mêmes 	<ul style="list-style-type: none"> Organisation collective des mariages 	<ul style="list-style-type: none"> KOKOA, MEYETTE
			<ul style="list-style-type: none"> Organisation des séminaires de formation des femmes et des jeunes filles sur la création des AGR 	<ul style="list-style-type: none"> TOUS LES VILLAGES
			<ul style="list-style-type: none"> Création, construction et équipement d'une délégation d'arrondissement de la femme et de la famille 	<ul style="list-style-type: none"> ESPACE URBAIN
			<ul style="list-style-type: none"> Construction et équipement d'un centre de promotion de la femme et de la famille 	<ul style="list-style-type: none"> CENTRE URBAIN
			<ul style="list-style-type: none"> Construction d'un centre d'écoute des femmes 	<ul style="list-style-type: none"> KOKOA
			<ul style="list-style-type: none"> Recensement des filles mères non scolarise 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> Organisation des causeries éducatives sur les thèmes liés aux femmes 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> Recensement des couples vivant en union libre désirant célébrer leur mariage 	<ul style="list-style-type: none"> BANA
			<ul style="list-style-type: none"> Recensement de tous les enfants sans actes de naissances 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> Organisation des audiences foraines pour l'établissement des actes de naissance 	<ul style="list-style-type: none"> MEBANG
			<ul style="list-style-type: none"> Financement des projets institués par les femmes 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> Création d'un centre d'état civil 	<ul style="list-style-type: none"> Zoa I
<ul style="list-style-type: none"> Création d'une association des femmes 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les villages 			

SECTEUR 8 : AFFAIRES SOCIALES

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES
Difficulté d'épanouissement des personnes socialement vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'un répertoire de personnes socialement vulnérables • Inexistence des associations des personnes socialement vulnérables • Faible organisation des personnes vulnérables • Non maîtrise des procédures d'Access aux services sociaux • Faible encadrement des personnes socialement vulnérables • Faible prise en charge des personnes socialement vulnérables par le MINAS • Insuffisance des moyens financiers des personnes socialement vulnérables • Inexistence des cartes d'invalidité pour les personnes socialement vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible prise en charge psychosocial et médicale des personnes socialement vulnérables • Faible appui aux personnes socialement vulnérables • Faible épanouissement des personnes socialement vulnérables • Faibles prise en charge des personnes socialement vulnérable par le sectoriel • Sentiment d'abandon • frustration • Oisiveté 	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une association des personnes socialement vulnérables par type de vulnérabilité 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration des cartes d'invalidité 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Encadrement psychosocial des personnes socialement vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Formation des personnes socialement vulnérables sur les AGR adapté à leur type d'handicape 	Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Appuis permanent aux personnes socialement vulnérables en appareillage 	Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Identification de toutes les personnes socialement vulnérables et élaboration d'un fichier 	Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation de la population sur les droits des personnes socialement vulnérables 	Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Identification des besoins des personnes socialement vulnérables 	Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement psychosocial et médical des personnes socialement vulnérables 	Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Appui financier aux personnes socialement vulnérables 	Tous les villages
<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration d'un plaidoyer auprès des autorités compétentes pour un appui en appareillages et en équipements aux personnes vulnérables 	Tous les villages			
<ul style="list-style-type: none"> • Construction et équipement d'un centre psychosocial 	ESPACE URBAIN			

SECTEUR 9 : EAU

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES
Difficulté d'accès à l'eau potable	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance des points d'eau dans la Commune • Mauvaise qualité de certains points d'eau • Non fonctionnalité de certains points d'eau • Faible approvisionnement des populations en eau potables • Non maîtrise des techniques de potabilisation des eaux • Inexistence des comités de gestion des points d'eaux • Augmentation régulière de la température • Assèchement des cours d'eau en saison sèche • ASSAIGNISSEMENT • Utilisation des latrines traditionnelles • Faible aménagement des latrines • Mauvaise gestion des eaux usées • Absence des rigoles • Manque de volonté des populations a créé des latrines modernes • Absences de fosses sceptiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Consommation des eaux des rivières • Consommation des eaux souillées • Prolifération des maladies hydriques • Fragilisation de la santé des populations • dépense supplémentaire dans les ménages • Colère et frustration des populations • Mauvaise hygiène des populations • Agglutination autours des points d'eau • Dispute 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction de 53 nouveaux forages • Construction d'un système de captage d'eau pour alimenter l'espace urbain 	<ul style="list-style-type: none"> • ESPACE URBAIN • MEZA'A 02 (MBAMA 01, chefferie 01), BANA 01 (carrefour BANA) , NGUINDA II (03), EBOLBOUMOU (04), NSAMBA 04 (MOKOLO 01, NSAMBA plateau 01, EBEBENG 02), NKOBIBA 02 (01 EP, 01 chefferie) , NGUINDA I 02 (01 NKOSSA, 01 BIWONG), LEMBE III 03 (01 YEBE, 01 AKAMBA, 01 NKOMESSE), MESSESSA (03) ; MELEN (03), ATOLO 03 (01 chefferie, 01 hameau AKOA ,01 hameau MEGALA), KOKOA (01), MEYETTE (01), ZOA I 05 (01 EKOUMDOUMA, 01ZOA CENTRE, 01 MOUMA, 01 METO, 01 MEKO), MENGUEME (03), AKOMO I (03), MELO (01), MVEBEKONE (01), SIMBANE (03), NLONG (02), ZOA II (02), EKANG (02), MEBANG 02 (01 BABALASSE, 01 EDANG),
			<ul style="list-style-type: none"> • Construction de 05 puits à PMH 	<ul style="list-style-type: none"> • MBANG 03 (NKOL-AKOM 01, MBANG I CHEFFERIE 01, EKOUUM-EBA 01)
			<ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation d'un puits 	<ul style="list-style-type: none"> • MEBENG
			<ul style="list-style-type: none"> • Aménagement des sources naturelles 	<ul style="list-style-type: none"> • EBOLBOUMOU (OTODJOGO, ATOUTOU, OTONG, MEKOTO'O), NKOBIBA, ZOA II (05 : NSO'O, OKOMOKO, MBALA, BISSONO, OTOUTOUBOU, AFANGUE)
			<ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation de 05 forages 	<ul style="list-style-type: none"> • BANA (EKOUMDOUMA 01), MEBANG (02 KOMBO) ; ZOA II (01 CSI)
			<ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation d'un puits 	<ul style="list-style-type: none"> • ZOA I
			<ul style="list-style-type: none"> • Redynamisation /Création des comités de gestion des points d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation des populations à construire des latrines modernes 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation des populations sur la nécessité d'assainir les points d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Formation des populations sur les techniques de potabilisation des eaux 	<ul style="list-style-type: none"> • TOUS LES VILLAGES
<ul style="list-style-type: none"> • Identification des sites pour la construction des forages 	<ul style="list-style-type: none"> • BANA 			
<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une caisse de maintenance des points d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> • TOUS LES VILLAGES 			

SECTEUR 10 : ENERGIE

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES
Difficulté d'accès à l'énergie	<ul style="list-style-type: none"> Absence d'énergie électrique Éloignement des points de vente des produits pétroliers Coût élevé des produits pétroliers au niveau du village Zone de couverture des centrales photovoltaïques existantes très limitées 	<ul style="list-style-type: none"> Faible développement des activités économiques Difficultés à conserver les denrées alimentaires Difficulté pour les élèves à réviser les leçons Difficulté d'accès à l'information Sous information des populations 	<ul style="list-style-type: none"> Construction de 16 centrales photovoltaïques 	<ul style="list-style-type: none"> MEZA'A, BANA, MEBANG, NGUINDA II, EBOLBOUMOU, NSAMBA, MELEN, ZOA II, ATOLO, MESSESSA, EKANG, NLONG, SIMBANE, MVEBEKONE, LEMBE III, MENGUEME.
			<ul style="list-style-type: none"> Electrification du village 	<ul style="list-style-type: none"> MEZA'A, BANA, NGUINDA II, MBANG
			<ul style="list-style-type: none"> Électrification des villages 	<ul style="list-style-type: none"> MEZA'A, BANA, MESSESSA (sur 30km à partir de NKOTENG), ATOLO, KOKOA (9km), MEYETTE (YEMBE-BISSONO 03km, YEMBE -MESSAMBA 04km), NGUINDA II (à partir de NKOTENG sur 47 km)
			<ul style="list-style-type: none"> Extension du réseau électrique 	<ul style="list-style-type: none"> NSAMBA (ESSE-NSAMBA 60km), MBANG (LEMBE- MBANG sur 22km), LEMBE III (central solaire de NGUINDA I à LEMBE III sur 2km), ZOA II (ESSE- ZOA II sur 45km),
			<ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation des populations pour l'utilisation des énergies renouvelables 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les villages

SECTEUR 11 : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES
Difficulté d'accès à l'enseignement secondaire de qualité	<ul style="list-style-type: none"> Insuffisance des établissements d'enseignement secondaire Eloignement des établissements secondaire Coût élevé des frais de scolarité Insuffisance des moyens financiers insuffisance des infrastructures dans l'établissement secondaire Insuffisance des salles de classe dans les établissements scolaires Inexistence des salles d'informatique Insuffisance du personnel enseignant 	<ul style="list-style-type: none"> Faible suivi des élèves Déperdition scolaire Faible taux de scolarisation dans les établissements existants Exode rurale Délinquance juvénile Découragement des élevés et des parents Faible accès aux TIC pour les élèves Faible connaissance des TIC par les élèves 	<ul style="list-style-type: none"> Création, construction et équipement de 6 nouveaux établissements d'enseignement secondaire (CES) 	<ul style="list-style-type: none"> MEBANG, NSAMBA, MBANG, NKOBIBA, MESSESSA, KOKOA
			<ul style="list-style-type: none"> Réhabilitation de 02 bâtiment au CES 	<ul style="list-style-type: none"> ZOA II
			<ul style="list-style-type: none"> Appui des établissements scolaires en tables bancs 	<ul style="list-style-type: none"> CES de ZOA II (100), Lycée de LEMBE (60), CETIC de LEMBE (100)
			<ul style="list-style-type: none"> Construction d'un bloc administratif dans les établissements scolaires 	<ul style="list-style-type: none"> CES de ZOA II, Lycée de LEMBE, CETIC de LEMBE
			<ul style="list-style-type: none"> Identification de tous les enfants en âges scolaires 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> Identification et sécurisation des sites pour la construction des CES 	<ul style="list-style-type: none"> MEBANG, NSAMBA, MBANG
			<ul style="list-style-type: none"> Construction et équipement d'une salle informatique 	<ul style="list-style-type: none"> CES de ZOA I, Lycée de LEMBE, CETIC de LEMBE
			<ul style="list-style-type: none"> Construction et équipement d'une bibliothèque 	<ul style="list-style-type: none"> Lycée de LEMBE
<ul style="list-style-type: none"> Construction et équipement des logements d'astreinte 	<ul style="list-style-type: none"> BANA, ZOA II, Lycée de LEMBE, CETIC de LEMBE 			

			<ul style="list-style-type: none"> • Construction du CETIC de LEMBE 	<ul style="list-style-type: none"> • LEMBE Centre
			<ul style="list-style-type: none"> • Construction des ateliers 	<ul style="list-style-type: none"> • CETIC de LEMBE
			<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un bloc latrine au CES 	<ul style="list-style-type: none"> • ZOA II
			<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un forage au CES 	<ul style="list-style-type: none"> • ZOA II
			<ul style="list-style-type: none"> • Electrification des établissements scolaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les établissements scolaires
			<ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation du forage du lycée 	<ul style="list-style-type: none"> • LEMBE CENTRE
			<ul style="list-style-type: none"> • Affectation des enseignants 	<ul style="list-style-type: none"> • BANA (lycée : 01 français, 01allemand, 01 EPS, 01 philosophie), Lycée de LEMBE : 12 (soit 2 par filières : Français, anglais, mathématiques, histoire, géographie, Allemand et Espagnol)
			<ul style="list-style-type: none"> • Aménagement des aires de jeu 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les établissements scolaires
			<ul style="list-style-type: none"> • Appui de 02 motos pour le transport des élèves tous les matins 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages

SECTEUR 12 : EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES
Difficulté d'accès à un emploi décent et à une formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance des structures d'emploi • Faible équipement des SAR/SM de la Commune • Eloignement des écoles de formation professionnelle • Insuffisance de moyens financiers pour la formation professionnelle • Faible promotion des petits métiers (vannerie, pisciculture, élevage) • Faible vulgarisation des opportunités du MINFOP • Faible disponibilité d'une main d'œuvre qualifiée • Faible promotion de l'emploi • Inexistence des emplois dans les Secteurs formels • Difficulté d'accès au crédit pour la création des AGR • Faible maîtrise des techniques de montage de projets et de recherche des financements pour la promotion de l'auto-emploi 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible qualification des populations • Faible opportunités d'emploi • Faible insertion professionnelle Augmentation du taux de chômage • Difficulté d'accès à un emploi • Découragement • Exode rural • Oisiveté • Tabagisme • Alcoolisme • Délinquance 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise sur pied des projets structurants pour promouvoir l'emploi • Construction d'un centre de formation professionnelle pluridisciplinaire des métiers agropastoraux, maçonnerie, couture, menuiserie ; • Professionnalisation et formation sur les petits métiers • Organisation d'une campagne de vulgarisation des projets et programmes du MINEFOP ; • Formation des populations sur la création des AGR ; • Organisation des séminaires de formation sur montage des projets et la recherche des financements • Vulgarisation des activités du FNE • Financement des initiatives des jeunes dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Création, construction et équipement d'une SAR/SM 	<ul style="list-style-type: none"> • MEBANG, MBANG, MEYETTE
			<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'une menuiserie municipale 	<ul style="list-style-type: none"> • Espace urbain

SECTEUR 13 : TRAVAIL ET SECURITE SOCIAL

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES
Difficulté d'accès à une sécurité sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Ignorance des procédures d'immatriculation volontaire • Inexistence des mutuelles de santé • Faible vulgarisation des services de la CNPS • Faible affiliation des travailleurs à la CNPS • Inexistence des syndicats des travailleurs • Taux élevé des risques d'accident au travail • Inexistence des équipements pour les travailleurs • Mauvaises conditions de travail des populations • Faible encadrement des travailleurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Très faible prise en charge des travailleurs • Insécurité des travailleurs • Faible taux des travailleurs affiliés à la CNPS ; • difficulté d'accès à la pension retraite • Vulnérabilité des retraités ; • Faible prise en charge des travailleurs ; • Coût élevé des dépenses liées aux soins de santé ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation des populations sur les procédures d'immatriculation volontaire à la CNPS 	tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Regroupement des travailleurs en syndicat 	tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Affiliation des travailleurs à la CNPS 	tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des conditions de travail des producteurs 	tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Mise sur pied d'un service d'encadrement des travailleurs 	tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement des populations dans la création d'une mutuelle de santé 	tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Organisation d'une campagne d'incitation des travailleurs à l'immatriculation volontaire 	<ul style="list-style-type: none"> • tous les villages

	<ul style="list-style-type: none"> Faible maîtrise de la sécurité sociale Inexistence d'une association des retraités 		<ul style="list-style-type: none"> création d'une mutuelle de santé 	<ul style="list-style-type: none"> MEZA'A, NGUINDA II, EBOLBOUMOU, ATOLO, ZOA I, KOKOA
			<ul style="list-style-type: none"> Appui des travailleurs en équipement (Bottes, casques, gans, chasubles pour les motos taximen, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les villages

SECTEUR 14: TOURISME ET LOISIRS

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES
Difficulté à promouvoir le tourisme	<ul style="list-style-type: none"> Inexistences des sites touristiques aménagés Faible potentiel touristique ; absence d'un système local de promotion du tourisme ; Mauvais état des routes ; Inexistence d'un fichier de sites et potentiels touristique ; Inexistence des infrastructures d'accueil Non vulgarisation du tourisme écologique 	<ul style="list-style-type: none"> Faible promotion du tourisme Inaccessibilité des potentiels sites touristiques Manque à gagner pour la Commune Faible promotion de la Commune Faible connaissance de la Commune Faible diversité du tissu économique 	<ul style="list-style-type: none"> Mise sur pied d'un fichier communal des sites et potentialités touristiques 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un circuit touristique pour la promotion de l'éco-tourisme 	<ul style="list-style-type: none"> MEYETTE, ZOA I, ATOLO
			<ul style="list-style-type: none"> Construction d'un hôtel municipal de 50 chambres assorti d'un bar restaurant et 5 suites 	<ul style="list-style-type: none"> Espace urbain
			<ul style="list-style-type: none"> Aménagement de 6 sites touristique 	<ul style="list-style-type: none"> MEZA'A (NKOL MEZA'A), MEBANG (chute d'eau de la rivière IGNI), EBOLBOUMOU (grotte), MBANG (chute d'eau de la rivière EKOMENA), KOKOA (zone rocheuse de KOKOA), ZOA II (la grotte).
			<ul style="list-style-type: none"> construction d'une case de passage 	<ul style="list-style-type: none"> tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> Subventionner les activités touristiques 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les villages

SECTEUR 15: FORET ET FAUNE

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES
Difficulté à protéger la faune et la flore	<ul style="list-style-type: none"> Coupe anarchique du bois Faible déploiement des postes de contrôle forestier Inexistence des forêts communautaires Inexistence d'un comité local de gestion des ressources forestières Disparition des produits forestiers non ligneux pratique anarchique et abusive de la chasse 	<ul style="list-style-type: none"> Déforestation Aggravation de l'effet de serre Disparition des espèces fauniques Disparition des essences forestières perte des plantes médicinales Eloignement des animaux Diminution de l'action photosynthétique Forte dégradation du couvert végétal ; Perte de la biodiversité Frustration des populations changement climatique Faible sécurisation des forêts Recul du couvert végétal 	<ul style="list-style-type: none"> Création d'une forêt communale 	<ul style="list-style-type: none"> Toute la Commune
			<ul style="list-style-type: none"> Construction et équipement du poste de contrôle forestier et de chasse de LEMBE-YEZOOM 	<ul style="list-style-type: none"> Espace urbain
			<ul style="list-style-type: none"> Création d'une pépinière forestière 	<ul style="list-style-type: none"> tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> Création d'un comité de vigilance local 	<ul style="list-style-type: none"> tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> Création et construction d'un poste de contrôle forestier à proximité des villages 	<ul style="list-style-type: none"> tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'une politique de reboisement 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les villages

<ul style="list-style-type: none"> • Défoliation et déracinement des arbres par les vents violents • Déboisement • Faible suivi et contrôle des ressources forestières et fauniques • Inexistence des plantations et pépinières forestières • Inexistence d'un comité de vigilance 		<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une forêt communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> • tous les villages
		<ul style="list-style-type: none"> • Dotation du poste de contrôle forestier de LEMBE du matériel roulant 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages
		<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des campagnes de sensibilisation des populations sur la préservation de la forêt et de la faune 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages
		<ul style="list-style-type: none"> • Régularisation de la coupe de bois des exploitants forestiers 	<ul style="list-style-type: none"> • NGUINDA I

SECTEUR 16 : ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES
Faible protection de l'environnement et de la nature	<ul style="list-style-type: none"> • Inexistence des activités liées à la protection de l'environnement • Inexistence d'espaces verts aménagés • Inexistence des clubs des amis de la nature dans les établissements scolaires • Faible promotion des foyers améliorés • Inexistence des toilettes publiques • Insuffisance des latrines bien construites dans les ménages • Inexistence des services d'encadrement • Utilisation de la matière plastique comme combustible • Mauvaise gestion des ordures domestiques • Défécation dans la nature 	<ul style="list-style-type: none"> • Pollution • Déforestation • Érosion • Prolifération des maladies • Baisse de l'Infertilité des sols • Déversement des ordures dans la nature • Réchauffement climatique • Prolifération des déchets plastiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des séminaires des formations des populations sur les techniques de protection de la nature • Organisation des séminaires de formation des populations sur les techniques de recyclage des déchets plastique et ménagers • Formation des populations sur la fabrication du compost à base des déchets ménagers • Sensibilisation des populations à l'utilisation des foyers améliorés 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Création des clubs amis de la nature 	<ul style="list-style-type: none"> • Dans tous les établissements primaires et secondaires de la Commune
			<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'une fosse à compost 	<ul style="list-style-type: none"> • ATOLO, KOKOA, MEYETTE
			<ul style="list-style-type: none"> • Mise sur pied des services d'assainissement et de collectes des déchets 	<ul style="list-style-type: none"> • Espace urbain
			<ul style="list-style-type: none"> • Mise sur pied de l'opération : « un ménage=une latrine aménagée» 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Création des espaces verts 	<ul style="list-style-type: none"> • Espace urbain
			<ul style="list-style-type: none"> • Initiation d'une journée mensuelle de propreté 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages

SECTEUR 17 : URBANISME ET HABITAT

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES	
Difficulté d'accès à un habitat décent et à une bonne gestion et de maîtrise de l'occupation de l'espace urbain	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté d'accès aux matériaux de construction • Insuffisance des moyens financiers • Coût élevé des matériaux de construction • Enclavement des gisements de sable • Inexistence d'un plan d'urbanisation • Inexistence d'un point d'approvisionnement en matériaux définitifs de construction • Inexistence d'un plan d'occupation des sols 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction anarchique des maisons • Prédominance des habitations en matériaux provisoires • Précarité de l'habitat • Risque permanent de sinistres • Promiscuité • Désordre urbain 	• Aménagement des voies d'accès aux gisements de sable	• Tous les villages	
			• Promotion de l'utilisation des briques de terre		
			• Construction d'un point de vente des matériaux de construction dans la Commune		
			• Formation des populations sur le traitement et la valorisation des matériaux locaux	<ul style="list-style-type: none"> • MEZA'A, MEBANG, NGUINDA II, NKOBIBA, NGUINDA I, MEYETTE 	
			• Prise de contact avec un commerçant en vue d'organiser l'achat groupé des matériaux de construction		
			• Elaboration d'un plan d'urbanisation		• Espace urbain
			• Identification des besoins des populations en matériaux de construction		• Tous les villages

SECTEUR 18 : DOMAINES, CADATRE ET AFFAIRES FONCIERES

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES
Difficulté d'accès à la propriété foncière	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance des moyens financiers • Cout élevé des procédures d'immatriculation • Tracasseries administratives • Ignorance des procédures • Longueur et complexité des procédures • Transaction immobilière sous seing privé • Inexistence d'un plan cadastrale 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible immatriculation des terres • Faible détention des titres fonciers • Arnaque • Existence des litiges fonciers • Disputes • Occupation anarchique des sols • Faible disponibilité des terres d'utilité publique 	• Simplification de la procédure d'immatriculation des terres	• Tous les villages
			• Mise sur pied d'un plan cadastral	
			• Sensibilisation des populations à faire transactions immobilières par devant r	
			• Sensibilisation des populations à l'acquisition des titres fonciers	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages
			• Acquisition des titres fonciers	
			• Mise sur pied d'un système de vente de terrain fiable	
	•	•	• Elaboration d'un plan d'occupation des sols	• Espace urbain
			• Acquisition du patrimoine foncier	• Commune

SECTEUR 19: RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES
Difficulté à promouvoir la recherche scientifique	<ul style="list-style-type: none"> • Inexistence d'initiatives de recherche locales • Inexistence de structure de recherche • Inexistence d'encadrement dans les thématiques liées à la recherche • Faible vulgarisation des résultats de la recherche • Faible valorisation des plantes médicinales 	<ul style="list-style-type: none"> • Médecine traditionnelle en cours de disparition • Faible accès aux semences améliorées • Méconnaissance des résultats de la recherche • Faible utilisation des produits de la recherche • Non maîtrise des techniques d'amélioration de la fertilité des sols • Non utilisation des foyers améliorés 	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une structure/centre de recherche 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des séminaires de formation des populations sur les techniques d'amélioration de la fertilité des sols et de lutte contre l'érosion 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des séminaires formation des populations sur les techniques de transformation et de conservation des produits agricoles 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des campagnes de vulgarisation des résultats de la recherche 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Formation des populations dans la fabrication des foyers améliorés 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Promotion des semences améliorées 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une pépinière des plantes médicinales 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Valorisation de la pharmacopée traditionnelle 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un centre de recherche en production 	

SECTEUR 20 : COMMERCE

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES
Difficulté de commercialisation des produits agricoles	<ul style="list-style-type: none"> • Inexistence d'un marché périodique • Inexistence d'associations des commerçants • Eloignement des points de vente/marché • Eloignement des marchés • Coût élevé du transport • Route impraticable en saison pluvieuse • Inexistence des ventes groupées • Faible organisation des commerçants • Inexistence des infrastructures marchandes 	<ul style="list-style-type: none"> • Dépérissement des produits agricoles • Longues distances à parcourir pour vendre • Coût élevé des frais de transport • Braderie des produits agricoles • Baisse des revenus • Faible pouvoir d'achat • Faible commercialisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un hangar de 10 boutiques, 32 comptoirs, un forage équipé de PMH, Un bloc latrine de 4 compartiments 	<ul style="list-style-type: none"> • ESPACE URBAIN
			<ul style="list-style-type: none"> • Prise de contact avec la MIRAP en vue de l'organisation des ventes promotionnelles des denrées alimentaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des ventes groupées des produits de première nécessité 	<ul style="list-style-type: none"> • TOUS LES VILLAGES
			<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un hangar pour un marché périodique 	<ul style="list-style-type: none"> • MEZA'A, BANA, MEBANG, NGUINDA II, EBOLBOUMOU, MBANG, NKOBIBA, NGUINDA I, LEMBE centre, ZOA II, ATOLO, MEYETTE, MEZA'A, ZOA I, MELO, MENGUEME, LEMBE III, NLONG, ENDOUM
			<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des ventes groupées 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Création d'associations pour les commerçants du village 	<ul style="list-style-type: none"> • TOUS LES VILLAGES

			<ul style="list-style-type: none"> • Identification des commerçants du village 	<ul style="list-style-type: none"> • TOUS LES VILLAGES
			<ul style="list-style-type: none"> • Aménagement des pistes agricoles pour faciliter l'écoulement des produits agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Aménagement des routes communales 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages

SECTEUR 21 : JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES
Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> • Faible organisation des jeunes • Méconnaissance par certains jeunes des programmes et projets gouvernementaux en faveur des jeunes (PAJER-U, PIFMAS) • Insuffisance des structures de divertissement pour les jeunes • Difficulté d'accès aux stages de vacance à la Commune 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance d'encadrement • Faible insertion socioprofessionnelle des jeunes • Faible épanouissement des jeunes • Chômage • Délinquance • Alcoolisme • Exode rural 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction et équipement de la délégation d'arrondissement de la jeunesse et de l'éducation civique 	<ul style="list-style-type: none"> • Espace urbain
			<ul style="list-style-type: none"> • Equipement du centre multi fonctionnel de promotion des jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Affectation d'un personnel supplémentaire au CMPJ 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Appui à la création des associations des jeunes 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation et encadrement des jeunes sur les projets et programmes gouvernementaux en leur (PAJER-U, PIFMAS...) 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Création des structures d'épanouissement/centres d'animation des jeunes 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Facilitation de l'accès aux stages de vacance à la Commune 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Encadrement des jeunes sur le montage des projets et la recherche des financements 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Construction et équipement d'un foyer culturel pour les jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> • MEZA'A, MEYETTE,
			<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des colonies de vacances 	<ul style="list-style-type: none"> • NGUINDA II

SECTEUR 22 : SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES	
Difficulté à mener les activités sportives	<ul style="list-style-type: none"> • Inexistence d'aires de jeux aménagés • Inexistence d'équipements sportifs • Insuffisance d'encadrement technique • Inexistence d'un centre de formation en disciplines sportives • Faible sponsoring des activités sportives 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible organisation des activités sportives • Potentialités sportives non valorisées • Découragement • Risque élevé des maladies cardiovasculaires due à la non pratique du sport • Faible épanouissement des jeunes • Prolifération des maladies cardiovasculaires • Oisiveté des jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction et équipement de la délégation d'arrondissement du sport et de l'éducation physique 	<ul style="list-style-type: none"> • Espace urbain 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Affectation du personnel supplémentaire à la délégation d'arrondissement 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation des populations sur l'importance du sport 		
			<ul style="list-style-type: none"> • Aménagement des aires de jeu dans les villages 		<ul style="list-style-type: none"> • MEBANG, MBANG, NKOBIKA, LEMBE III, ATOLO, MEYETTE, MVEBEKONE.
			<ul style="list-style-type: none"> • Création des associations sportives dans le village 		<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages

			<ul style="list-style-type: none"> • Sponsoring des activités sportives 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un centre de formation en disciplines sportives dans l'arrondissement 	<ul style="list-style-type: none"> • Espace urbain
			<ul style="list-style-type: none"> • Encadrement technique des équipes de football 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages

SECTEUR 23 : PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ÉCONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES
Difficulté à promouvoir les PME, l'économie sociale et l'artisanat	<ul style="list-style-type: none"> • Inexistence d'appui technique • Inexistence de marché pour l'artisanat • Absence de centre de formation en artisanat • Faible organisation des artisans • Insuffisance d'expertise • Utilisation du matériel artisanal archaïque • Inexistence d'appui financier à l'artisanat • Faible couverture des villages en réseau électrique • Inexistence de financement pour l'auto emploi • Inexistence des foires d'exposition • Difficulté d'accès aux matières première 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible développement économique des villages • Baisse de la production artisanale • Désintéressement des populations • Découragement • Faible rendement • Faibles revenus des populations 	<ul style="list-style-type: none"> • Formation des populations au métier de l'artisanat 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Promotion de l'entrepreneuriat 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un marché pour l'artisanat 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Appui financier et technique aux artisans 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des artisans en GIC, coopération 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Mise sur pied d'une structure de crédit et d'encadrement des artisans 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Formation des populations à la création des PME 	

SECTEUR 24 : INDUSTRIE, MINES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES
Difficulté à promouvoir l'exploitation minière	<ul style="list-style-type: none"> • Méconnaissance du potentiel minier • Difficulté d'accès aux ressources minières • Inexistence des voies d'accès au gisement de sable • enclavement des carrières ; • faible organisation des exploitants de sable ; • faible encadrement des acteurs du secteur minier ; outillage en matériel rudimentaires ; • conditions rudes de travail ; • inexploitation du potentiel minier ; • non aménagement des carrières 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible valorisation du potentiel minier • Risque de certaines maladies (hernie...) ; • Risques d'accidents de travail ; • Sous-exploitation des minerais ; • Habitats précaires ; • Difficulté d'accès aux carrières ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Aménagement des voies d'accès aux gisements de sable 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration d'une étude de prospection en vue de l'identification des sites touristiques 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration d'une carte minière de l'arrondissement 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Acquisition du matériel de travail aux exploitants de sable (pelle, pioche, brouette) ; 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Création des carrières de sable : 	<ul style="list-style-type: none"> • MEBANG, NKOBI, LEMBE III

SECTEUR 25 : TRANSPORTS

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES
Difficulté de circulation des personnes et des biens	<ul style="list-style-type: none"> Dégradation avancée des routes Insuffisance des moyens de transports Enclavement des villages Insuffisance des ouvrages d'affranchissements Manque d'entretiens du réseau routier Impraticabilité des routes en saison pluvieuse faible organisation du secteur des transports insuffisances des aires de stationnement rareté des moyens de transports cherté du carburant présence des points critique sur la route bitumée impraticabilité en saison de pluie 	<ul style="list-style-type: none"> Faible rentabilité du secteur transport Enclavement Risque d'accident Difficulté d'écouler les produits agricoles Difficulté de s'approvisionner en produits de première nécessité et matériaux de construction 	<ul style="list-style-type: none"> Construction d'un stationnement public des moyens de transports 	<ul style="list-style-type: none"> tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> Création d'une association des transporteurs du village 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> Aménagement de la route 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> Aménagement régulier du réseau routier 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> Mise sur pied d'un moyen de transport en commun 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> Construction d'une gare routière 	Espace urbain
			<ul style="list-style-type: none"> Mise sur pied d'une convention entre les municipalités et les prestataires 	Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> Facilitation de l'obtention des permis de conduire aux transporteurs de la Commune 	Tous les villages

SECTEUR 26 : POSTES ET TELECOMMUNICATION

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES
Difficulté d'accès au service de poste et télécommunication	<ul style="list-style-type: none"> Inexistence d'un bureau de poste Faible couverture du réseau téléphonique dans certains villages Faible développement des calls box Eloignement des bureaux de postes Inexistence d'un télécentre communautaire Inexistence du courant électrique dans la Commune Eloignement des antennes relais 	<ul style="list-style-type: none"> Faible utilisation des services de la poste Sous information perte des opportunités (emploi...) Faible fréquentation de bureaux de postes faible accès à l'internet Difficulté à communiquer Perte d'informations utilisation des méthodes traditionnelle Faible accès aux TIC 	<ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation des populations sur l'importance des TIC 	<ul style="list-style-type: none"> tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> Faciliter l'accès aux services de la poste 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> Construction d'une antenne de relais à proximité en vue de l'amélioration des réseaux de téléphonie mobil 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> Construction et équipement d'un télé centre-communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> BANA; espace urbain
			<ul style="list-style-type: none"> Création et construction d'un bureau de poste au niveau communal 	<ul style="list-style-type: none"> Espace urbain

SECTEUR 27 : COMMUNICATION

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES
Difficulté d'accès à l'information	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de radio communautaire • Absence de point de vente de la presse écrite • Disparition des moyens de communication traditionnelle • Coupures intempestive du courant électrique • Utilisation des téléviseurs a tubes cathodiques • Absence de radio communautaire • Absence de point de vente de la presse écrite • Disparition des moyens de communication traditionnelle • Coupures intempestive du courant électrique • Utilisation des téléviseurs a tubes cathodiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté d'accès à l'information • Perte des opportunités (d'emploi...) • Sous information • Difficulté de captage du signal audio-visuel • Mauvaise qualité d'information • Difficulté d'accès à l'information • Perte des opportunités (d'emploi...) • Sous information • Difficulté de captage du signal audio-visuel • Mauvaise qualité d'information 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise sur pied d'un point de vente de presse écrite 	<ul style="list-style-type: none"> • Centre urbain
			<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation sur l'utilisation des téléviseurs numériques 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'une radio communautaire au niveau de l'arrondissement 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du signal audiovisuel : CRTV 	
<ul style="list-style-type: none"> • Construction et équipement d'un centre multimédia 				

SECTEUR 28 : ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES
Insécurité et difficulté d'établissement des actes d'état civil	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'un centre d'état civil • Absence de descentes des postes de sécurité publique • Présence des zones d'insécurité • Eloignement des postes de sécurité publique • Vacance de la chefferie de 3e degré • Instabilité des chefs de village • Cumul de fonction administrative • Instabilité des chefs de centre d'état civil • Faible implication de l'autorité compétant • Inexistence des plaques de signalisation des chefferies 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible organisation administrative • Présence enfants sans actes de naissances • Insécurité des populations • Présence des personnes sans CNI • Présence des conflits • Incivisme des populations • Difficulté d'établissement des actes • Désordre administratif • Difficulté de localisation des chefferies 	<ul style="list-style-type: none"> • Création et construction d'un centre d'état civil 	<ul style="list-style-type: none"> • MEZA'A ; EBOLBOUMOU, MELO, KOKOA
			<ul style="list-style-type: none"> • Mise sur pied d'un comité de vigilance du village 	<ul style="list-style-type: none"> • BANA
			<ul style="list-style-type: none"> • Création et construction d'un poste de police 	<ul style="list-style-type: none"> • ZOA I
			<ul style="list-style-type: none"> • Construction des plaques de signalisation des chefferies 	<ul style="list-style-type: none"> • tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> • Augmenter les descentes des forces de maintien de l'ordre dans les villages 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des mariages collectifs 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Prise de contact avec le commissariat de LEMBE et l'élaboration groupé des CNI des populations rurales 	
			<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des audiences foraines d'établissement des actes de naissances par la mairie de LEMBE YEZOOM 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages

SECTEUR 29 : ENSEIGNEMENTS SUPERIEUR

PROBLEME	CAUSES	EFFETS	BESOINS / IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	VILLAGES CONCERNES
Difficulté d'accès à l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> Inexistence d'un établissement supérieur dans la Commune Eloignement des établissements supérieurs fréquentés Inexistence d'association des étudiants Insuffisance des moyens financiers pour la poursuite des études supérieurs Inexistence d'appui aux étudiants des villages 	<ul style="list-style-type: none"> Exode scolaire Abandon des études Coût élevé des établissements supérieur oisiveté perte de l'élite intellectuelle Délinquance juvénile Débrouillardise des jeunes bacheliers Arrêt précoce des études 	<ul style="list-style-type: none"> Recensement des bacheliers et étudiants du village 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> Création d'une association des étudiants 	<ul style="list-style-type: none"> MEBANG
			<ul style="list-style-type: none"> Octroi des bourses aux bacheliers et étudiants 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> Elaboration d'un fichier des bacheliers (scolarisé et non scolarisé) 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les villages
			<ul style="list-style-type: none"> Mise sur pied d'un fond d'appui aux bacheliers 	<ul style="list-style-type: none"> tous les villages

4.13.2. Synthèse des 8 microprojets prioritaires

Synthèse des projets prioritaires par village									
	Projets sociaux					Projets économiques			Priorité des priorités
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
ESPACE URBAIN (y compris les projets structurants)	Construction d'un système de captage d'eau pour alimenter l'espace urbain	Construction et équipement du CMA	Construction des salles de classe au CETIC de LEMBE	Elaboration d'un plan d'occupation des sols	Construction d'un complexe sportif	Construction d'un marché : équipé des hangars de marché de 32 comptoirs, d'un bloc de 10 boutiques, d'un bloc latrine avec 04 cabines et un forage PMH	Construction et équipement d'une cité municipale	Construction et équipement d'un cercle municipal	Construction d'un marché : équipé des hangars de marché de 32 comptoirs, d'un bloc de 10 boutiques, d'un bloc latrine avec 04 cabines et un forage PMH
Coûts :	50 000 000	100 000 000	50 000 000	5 000 000	100 000 000	86 104 568	100 000 000	100 000 000	
ESPACE URBAIN (y compris projets structurants)	Construction et équipement d'une bibliothèque municipale	Construction d'un forage équipé de PMH à LEMBE II	Construction d'un forage équipé de PMH à LEMBE II	Construction d'un forage équipé de PMH à LEMBE II	Construction d'un forage équipé de PMH à LEMBE II	Construction et équipement d'une menuiserie municipale	Création d'une forêt communale	Construction et équipement d'une ferme porcine communale	Construction d'un forage équipé de PMH à LEMBE II
Coûts	50 000 000	8 500 000	8 500 000	8 500 000	8 500 000	100 000 000	5 000 000	5 000 000	8 500 000
AKOMO	Construction d'un forage équipé de PMH à AKAMA	Construction d'un forage équipé de PMH à EDOUTOU	Construction et équipement d'un foyer communautaire à AKOMO chefferie	Construction d'un forage équipé de PMH à NDANGA	Aménagement d'un terrain de football au village	Aménagement de la route : AKOMO-MEBOLO 14 km passant par NDANGA Ouverture de la route du carrefour AKOMO à AKAMA au niveau du pont : 1 km	Construction d'une unité de transformation de manioc à AKOMO	Appui en 6500 plants de cacao	Aménagement de la route : AKOMO-MEBOLO 14 km passant par NDANGA Ouverture de la route du carrefour AKOMO à AKAMA au niveau du pont : 1 km
Coûts :	8 500 000	8 500 000	30 000 000	8 500 000	5 000 000	50 000 000	5 000 000	4 000 000	50 000 000

Synthèse des projets prioritaires par village									
	Projets sociaux					Projets économiques			Priorité des priorités
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
ATOLO	Construction d'un forage équipé de PMH à ATOLO Chefferie	Construction d'un forage équipé de PMH dans le hameau d'AKOA	Construction d'un forage équipé de PMH dans le hameau de MENGALA	Construction et équipement d'un foyer communautaire	Aménagement d'un terrain de football	Ouverture de la route carrefour NKOL ESSONG-AKOA sur 03 km	Electrification du village sur une distance de 2.5 km	Dotation d'un moulin multifonctionnel pour la transformation locale des produits agricoles (manioc, maïs)	Construction d'un forage équipé de PMH
Coûts	8 500 000	8 500 000	8 500 000	30 000 000	5 000 000	10 000 000	8 000 000	5 000 000	8 500 000
BANA	Construction d'un forage équipé de PMH au carrefour NFOULA BANA	Construction et équipement d'un bloc administratif au lycée de BANA	Construction d'un forage équipé de PMH au carrefour BANA	Construction et équipement d'un stade de football avec tribune	Construction d'un forage équipé de PMH à l'ancienne chefferie	Construction d'une centrale solaire	Construction d'un hangar de marché de 30 comptoirs	Construction et équipement d'une ferme avicole de 1000 sujets (pondeuses)	Construction d'une centrale solaire
Coûts :	8 500 000	40 000 000	50 000 000	50 000 000	8 500 000	100 000 000	40 000 000	5 000 000	100 000 000
EBOLBOUMOU	Construction d'un forage équipé de PMH à MEKA'A	Construction d'un forage équipé de PMH à NGON	Construction d'un forage équipé de PMH à BIYEBE	Construction d'un forage équipé de PMH à l'EP	Construction et équipement d'un foyer culturel à NGON	Aménagement de la route : BISSON-NGUINDA : 8 km	Construction d'une centrale solaire	Construction d'un hangar de marché de 25 comptoirs	Construction d'un forage équipé de PMH à MEKA'A
Coûts :	8 500 000	8 500 000	8 500 000	8 500 000	30 000 000	24 000 000	100 000 000	40 000 000	8 500 000
MESSESSA	Construction d'un forage équipé de PMH à MINDI ASSI	Construction d'un forage à AVA'A MVOAN	Construction et équipement d'un foyer communautaire	Construction et équipement d'un bloc de 02 salles de classe pour l'école maternelle	Réhabilitation du forage du quartier Nkol à yop	Construction d'une centrale solaire	Ouverture de la route : MESSESSA-MVEBEKONE Chefferie en passant par MELEN MABANDA : 12 km	Construction et équipement d'un magasin de stockage des produits agricoles (cacao et autres)	Construction d'une centrale solaire
Coûts :	8 500 000	8 500 000	30 000 000	20 000 000	2 000 000	100 000 000	40 000 000	25 000 000	100 000 000
MEZA'A	Construction d'un forage équipé de PMH à NGUEM	Construction et équipement de deux blocs de salles de classe à l'EP	Construction d'un forage équipé de PMH à MBAMA	Construction d'un forage équipé de PMH à l'EP	Dotation d'un kit de pharmacie	Construction d'une centrale photovoltaïque	Aménagement de la route de NFOULA-EBOLBOUMOU (MEKA'A) sur 08 km	Construction d'un hangar de marché de 30 comptoirs	Construction d'un forage équipé de PMH à NGUEM
Coûts :	8 500 000	35 000 000	8 500 000	100 000 000	5 000 000	100 000 000	24 000 000	40 000 000	8 500 000
KOKOA	Construction d'un forage équipé de PMH à ALANGUENA	Construction et équipement d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP	Réhabilitation de la toiture d'une salle de classe	Construction d'un forage équipé de PMH au lieu-dit Limite NKOL ESSONG	Formation des femmes aux montages des AGR (fabrication du savon, teinture, etc.)	Electrification du village KOKOA sur 09 km	Aménagement de l'axe routier LEMBE Centre-ESSE par KOKOA : 80 km	Construction de 03 séchoirs améliorés	Electrification du village KOKOA sur 09 km
Coûts :	8 500 000	20 000 000	1 000 000	8 500 000	5 000 000	25 000 000	120 000 000	3 000 000	25 000 000

Synthèse des projets prioritaires par village									
	Projets sociaux					Projets économiques			Priorité des priorités
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
NSAMBA	Construction d'un forage équipé de PMH à NSAMBA Plateau	Construction d'un forage équipé de PMH à EBEHING	Construction d'un forage équipé de PMH à MOKOLO	Construction et équipement d'un foyer communautaire	Aménagement d'un terrain de football au village	Aménagement de la route : NLONG-NSAMBA-MELO : 6 km NSAMBA-LEMBE : 9 km	Construction d'une centrale solaire photovoltaïque	Construction d'un magasin de stockage à NSAMBA Plateau	Aménagement de la route : NLONG-NSAMBA-MELO : 6 km NSAMBA-LEMBE : 9 km
Coûts :	8 500 000	8 500 000	8 500 000	30 000 000	5 000 000	22 500 000	100 000 000	25 000 000	22 500 000
MEYETTE	Construction d'un forage équipé de PMH à MEYETTE Plateau	Construction d'un forage équipé de PMH à BISSONO	Construction d'un forage équipé de PMH à MBAKA'A	Construction d'un forage équipé de PMH à MESSAMBA	Construction et équipement d'un foyer communautaire à MEYETTE Plateau	Electrification du village sur une distance de 07 km	Aménagement de la route ZOA-MEYETTE : 05 km avec un pont sur 3m en matériaux provisoires	Aménagement de la route MEYETTE-MESSAMBA : 4 km	Electrification du village sur une distance de 07 km
Coûts :	8 500 000	8 500 000	8 500 000	8 500 000	30 000 000	25 000 000	18 000 000	12 000 000	25 000 000
NGUINDA I	Construction d'un forage équipé de PMH à l'école publique	Construction d'un forage équipé de PMH à BIWONG	Construction d'un forage équipé de PMH à NDELE	Construction de 03 blocs latrines à l'EP	Construction d'un forage équipé de PMH à NKOSSA	Construction d'un magasin de stockage à NGUINDA I CENTRE	Appui à la coopérative SOCOCAM SOCO en intrants agricoles (fongicides, capsides, engrais foliaire)	Appui de la coopérative SOCOCAM SOCO en outillage agricole (10 pulvérisateurs et 5 appareils symphociques)	Construction d'un forage équipé de PMH à l'école publique
Coûts :	8 500 000	8 500 000	8 500 000	8 000 000	8 500 000	25 000 000	4 000 000	5 000 000	8 500 000
NGUINDA II	Construction d'un forage équipé de PMH à la chefferie	Construction d'un forage équipé de PMH à MBETE	Construction d'un forage équipé de PMH	Construction et équipement d'un foyer communautaire à MENGOSSA	Aménagement d'un terrain de football au village	Aménagement de la route du Carrefour MESSAK-NKOLOYACK sur 7km	Extension du réseau photovoltaïque de NGUINDA1 à NGUINDA II sur 7 km	Construction d'un magasin de stockage à la chefferie	Aménagement de la route du Carrefour MESSAK-NKOLOYACK sur 7km
Coûts :	8 500 000	8 500 000	8 500 000	30 000 000	5 000 000	21 000 000	50 000 000	25 000 000	21 000 000
ZOA I	Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP de MOUMA	Construction d'un forage équipé de PMH à NTAN	Construction et équipement d'un foyer culturel	Construction d'un forage équipé de PMH à EKOUMDOUMA	Construction d'un forage équipé de PMH à METO	Construction d'un hangar de marché avec comptoirs à ZOA Centre	Electrification du village sur 43 km	Réhabilitation de la route Zoa I-Esse : 42 km	Construction d'un hangar de marché avec comptoirs à ZOA Centre
Coûts :	16 500 000	8 500 000	30 000 000	8 500 000	8 500 000	40 000 000	100 000 000	126 000 000	40 000 000
MELO	Construction et équipement d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP MELO	Construction d'un forage équipé de PMH à BIWONG	Construction et équipement d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP MELO	Construction d'un forage équipé de PMH à MELO 2	Construction d'un forage équipé de PMH à MEKA'A	Aménagement de la route du carrefour MENGATTA-LEMBE : 22 km	Construction d'une centrale photovoltaïque	Construction d'un hangar de marché à BIWONG	Aménagement de la route du carrefour MENGATTA-LEMBE : 22 km
Coûts :	20 000 000	8 500 000	20 000 000	8 500 000	8 500 000	66 000 000	100 000 000	40 000 000	66 000 000
MENGUEME									

Synthèse des projets prioritaires par village									
	Projets sociaux					Projets économiques			Priorité des priorités
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Construction d'un forage équipé de PMH à MBAKA	Construction et équipement d'un foyer communautaire	Construction d'un forage équipé de PMH à NKOLMELEN	Construction d'un forage équipé de PMH à AKOTOKO	Aménagement d'une aire de jeu (terrain de football)	Construction d'une centrale solaire photovoltaïque	Aménagement de la route : axe Nkolmelen-chefferie : 7 km Axe Adjomo-Mvebekone : 9 km Akomo-Adjomo : 6 km Akomo-Mvebekone : 4 km Mvebekone-Akotoko : 2.5 km	Construction d'un hangar de marché	Construction d'une centrale solaire photovoltaïque
Coûts :	8 500 000	30 000 000	8 500 000	8 500 000	5 000 000	100 000 000	85 500 000	40 000 000	100 000 000
MVEBEKONE	Construction d'un forage équipé de PMH entre l'école publique et le centre de santé	Construction d'un forage équipé de PMH à BIKIT	Construction d'un forage équipé de PMH à EVOVOE	Construction d'un forage équipé de PMH à AMAK	Aménagement d'une aire de jeu au village	Ouverture d'une piste agricole : AMAK 2-Coron (5 km)	Construction d'une centrale solaire à MVEBEKONE	Acquisition d'un moulin à écraser au quartier MVEBEKONE Nord	Construction d'un forage équipé de PMH entre l'école publique et le centre de santé
Coûts :	8 500 000	8 500 000	8 500 000	8 500 000	5 000 000	18 000 000	100 000 000	1 000 000	8 500 000
SIMBANE	Construction d'un forage équipé de PMH à NKOLABANDA	Construction d'un forage équipé de PMH à Nkolessang (Sion)	Construction d'un forage équipé de PMH à BISSO	Construction d'un forage équipé de PMH à NDANGA II	Construction et équipement d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP de SIMBANE	Construction d'une centrale solaire à NKOLESSANG pour desservir BISSO I et II, DANGA II	Ouverture de la route NKOLABANDA-DANGA II sur 04 km avec une buse sur la rivière Mekou	Construction et équipement d'une maison du paysan à BISSO pour le compte du GIC des agriculteurs de SIMBANE	Construction d'une centrale solaire à NKOLESSANG pour desservir BISSO I et II, DANGA II
Coûts :	8 500 000	8 500 000	8 500 000	8 500 000	20 000 000	100 000 000	12 000 000	25 000 000	100 000 000
MELEN	Construction d'un forage équipé de PMH à MELEN Centre	Construction d'un forage équipé de PMH à MENGGOA	Construction et équipement d'un foyer communautaire	Dotation d'un kit de propharmacie	Construction d'un forage équipé de PMH	Construction d'une centrale solaire	Aménagement de la route NLONG-ENGONG	Construction et équipement d'une maison du planteur	Construction d'un forage équipé de PMH à MELEN Centre
Coûts :	8 500 000	8 500 000	30 000 000	5 000 000	8 500 000	100 000 000	20 000 000	5 000 000	
ZOA II	Construction d'un forage équipé de PMH à Azong	Construction d'un forage équipé de PMH à Meko	Aménagement de la source Otoutoubou à Meko	Construction et équipement d'un bâtiment supplémentaire au CSI de ZOA II	Réhabilitation du forage du CSI	Construction d'une centrale solaire photovoltaïque	Aménagement et latérisation de la route : ZOA II-ESSE : 45 km ZOA II-LEMBE-YEZOOM : 40 km	Construction d'un hangar de marché au carrefour ZOA II	Construction d'une centrale solaire photovoltaïque
Coûts :	8 500 000	8 500 000	2 000 000	50 000 000	2 000 000	100 000 000	255 000 000	40 000 000	100 000 000
LEMBE III	Construction d'un forage équipé de PMH au quartier NKOMESSE	Construction d'un forage équipé de PMH au quartier AKAMBA	Aménagement du terrain de football du village aux normes internationales	Réhabilitation d'un puits au quartier Yebe	Construction et équipement d'un foyer communautaire	Construction d'une centrale solaire photovoltaïque	Ouverture de la piste agricole (cacaoyère) : AVEL-ZOCK-MEBANG	Construction d'un hangar de marché	Construction d'une centrale solaire photovoltaïque
Coûts :	8 500 000	8 500 000	5 000 000	2 000 000	30 000 000	100 000 000	5 000 000	40 000 000	100 000 000

Synthèse des projets prioritaires par village									
	Projets sociaux					Projets économiques			Priorité des priorités
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
MBANG	Construction d'un forage à PMH à la chefferie MBANG	Construction d'un puits à PMH à NKOLAKOU	Construction d'un puits à PMH à EKOUM-EBA	Création, construction et équipement d'un centre de santé intégré	Création, Construction d'une école primaire à MBANG	Dotation d'une machine de transformation du manioc à essence	Dotation du matériel agricole (01 moto pompes, 05 pulvérisateurs, 03 poussettes, 05 brouettes, 10 pelles, 10 pioches, etc.)	Dotation en semences améliorées (Cacao, maïs) et produits phytosanitaires (cacao, maïs, piment, pistache) et herbicides	Construction d'un FORAGE à PMH à la chefferie MBANG
Coûts :	8 500 000	5 000 000	5 000 000	50 000 000	30 000 000	500 000	5 000 000	5 000 000	8 500 000
MEBANG	Construction et équipement de 03 salles de classe à l'EP de MEBANG	Construction d'un forage équipé de PMH au quartier EBABALASSE	Construction et équipement d'un foyer communautaire	Réhabilitation du puits équipé de PMH de Kombo	Construction d'un forage équipé de PMH au quartier Abola	Réhabilitation de la route : Lembe-NangaEbogo : 55 km	Construction d'une centrale photovoltaïque	Appui d'une égraineuse pour le maïs dont la gestion sera assurée par le comité de gestion du village	Construction et équipement de 03 salles de classe à l'EP de MEBANG
Coûts :	35 000 000	8 500 000	30 000 000	2 000 000	8 500 000	165 000 000	100 000 000	5 000 000	35 000 000
EKANG	Construction de 02 blocs de 02 salles de classe à l'EP d'EKANG	Construction d'un forage équipé de PMH à la chefferie d'EKANG	Construction d'un forage équipé de PMH au quartier MEBE	Construction et Equipement D'un foyer communautaire	Création, construction et équipement d'un centre de santé intégré à EKANG	Construction d'une centrale photovoltaïque	Appui d'un moulin à écraser le manioc	Appui d'une égraineuse pour le maïs	Construction d'un forage équipé de PMH à la chefferie d'EKANG
Coûts	32 000 000	8 500 000	8 500 000	30 000 000	50 000 000	100 000 000	500 000	5 000 000	8 500 000
NLONG	Construction d'un forage équipé de PMH à NLONG-ASSI	Construction d'un forage équipé de PMH à MENGOSSA	Construction et équipement d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP	Construction et équipement d'un foyer communautaire à EKANG	Construction d'un forage équipé de PMH à l'école primaire publique	Construction et équipement d'un hangar de marché à EKANG	Construction d'une centrale photovoltaïque à NLONG	Création et équipement d'une pépinière de cacao pour le compte du GICPAN	Construction et équipement d'un hangar de marché à EKANG
Coûts :	8 500 000	8 500 000	20 000 000	30 000 000	8 500 000	40 000 000	100 000 000	5 000 000	40 000 000
NKOBIBA	Construction d'un forage équipé de PMH à l'EP d'Obo'o	Construction d'un bloc latrines à l'EP d'Obo'o	Construction d'un forage équipé de PMH à NKOBIBA	Construction d'un terrain de football à NKOBIBA	Création, construction et équipement d'une école maternelle à NKOBIBA	Construction d'un hangar de marché à NKOBIBA	Appui en une égraineuse de maïs	Appui en un moulin à écraser le maïs	Construction d'un forage équipé de PMH à l'EP d'Obo'o
Coûts :	8 500 000	8 000 000	8 500 000	5 000 000	20 000 000	40 000 000	5 000 000	1 000 000	8 500 000
ENGONG	Construction d'un forage équipé de PMH à ANDOM	Construction d'un forage équipé de PMH à ENGONG	Construction d'un forage équipé de PMH à MENG'O'O	Construction et équipement d'un foyer communautaire	Aménagement d'un terrain de football au village	Aménagement de la route principale du village sur 05 km	Construction d'une centrale solaire photovoltaïque à ANDOM	Réhabilitation de la piste agricole du quartier ANDOM sur 03 km	Construction d'un forage équipé de PMH à ANDOM
Coûts :	8 500 000	8 500 000	8 500 000	30 000 000	5 000 000	15 000 000	100 000 000	15 000 000	8 500 000

Synthèse des projets prioritaires par village									
	Projets sociaux					Projets économiques			Priorité des priorités
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
ENDOUM	Equipement du CSI d'ENDOUM	Construction d'un forage au bloc ESSOUM II	Construction d'un forage au bloc ENDOUM	Construction d'un forage au bloc MENGO'O	Réhabilitation du puits de l'école publique d'ENDOUM	Construction et équipement du poste agricole d'ENDOUM	Construction d'un hangar de marché	Réhabilitation du générateur électrique du village	Equipement du CSI d'ENDOUM
Coûts :	8 000 000	8 500 000	8 500 000	8 500 000	2 000 000	25 000 000	40 000 000	50 000 000	8 000 000

4.14. PRINCIPAUX ELEMENTS EN RAPPORT AVEC LA RESILIENCE

La résilience c'est la capacité d'un individu ou d'un groupe d'individus à faire face aux aléas ou aux chocs connus à un moment donné. Ces aléas peuvent être d'ordre naturel, social culturel et même environnemental. Dans le cadre de la prise en compte de la résilience dans le PCD, elle s'analyse à trois niveaux à savoir :

- ✓ L'absorption
- ✓ L'adaptation
- ✓ L'anticipation

Sur la base du diagnostic mené dans le cadre du DEUC notamment lors du déroulement de l'outil profil historique de la Commune, il nous a été révélé de en 1983 la Commune de Lembe-Yezoum a connu une grande période de sécheresse. Cette situation a eu pour conséquences : la destruction des écosystèmes locaux, la disparition des espèces végétales et animales, la perte des cultures et donc les risques de famine, d'exode rural. Les développements qui suivent nous permettent de savoir comment les populations ont géré cette situation suivant les niveaux d'analyse ci-dessus mentionnés.

L'absorption

Le niveau d'absorption est ici assez faible car le phénomène touche presque toute la population qui est essentiellement constituées d'agriculteurs. Selon les propos recueillis, la population a beaucoup plus subi cette situation qui selon elle était inexplicable, elle s'est donc trouvée impuissante face à la situation.

L'adaptation

Les mesures d'adaptation ici face à cette situation ont été la valorisation des marécages par la pratique des cultures maraîchères. Une autre mesure d'adaptation est celle intervenue à la fin de cette période par la création de nouvelles plantations. Que le niveau d'adaptation a été très faible car la population a beaucoup souffert des conséquences de cette sécheresse qui a entraîné la famine et le déplacement des populations.

L'anticipation

Ce phénomène n'étant pas récurrent, aucune mesure d'anticipation n'a été prise jusqu'ici pour prévenir une telle situation.

4.15. ESQUISSE DU PLAN D'UTILISATION ET DE GESTION DES TERRES DE L'ESPACE COMMUNAL

Tableau 35 : Esquisse de plan d'utilisation des terres

Unités de paysage	Caractéristiques	Potentialités	Utilisation	Accès/Contrôle	contraintes	Action à mener
FORET	Faible densité	essences exploitables abondante	agriculture	Communauté MINFOF, MINEPDED, population, chercheurs	, Chasse et coupe du bois non réglementées, déforestation, feux de brousse	Reboisement, Sensibilisation de la population sur la nécessité à préserver la forêt promotion du reboisement
	ombrophile	giboyeuse	chasse		Accès difficile	Création et aménagement des pistes de collecte
		Riche en PFNL et plantes médicinales	Consommation-fabrication des objets d'art –usage médicinal		faible exploitation	Valoriser les produits forestiers non ligneux
SAVANE	Vaste étendue	fertile	agriculture	communauté	Risque de désertification	Reboisement, et régénération
	Arbustive	giboyeuse	chasse Usage économique		Faible exploration du sous-sol	Investigation et recherche
JACHERE	vastes	Favorable à la culture de maïs	Culture de maïs	communauté	Appauvrissement du sol	Reboisement, Création des forêts communautaires
	Reserve culturelle	giboyeuse	chasse			Reboisement
	arbustive	fertile	Culture de maïs		Accès difficile	Création des pites de collectes
MARECAGES	vastes	bambous	Culture maraichère		Feux de brousse	Sensibilisation sur le danger des feux de brousse
	Présence des reptiles (boa)	raphia	Collecte de feuilles de raphia et de bambous		Accès difficile	Aménagement des berges pour faciliter l'accès
		reptiles	chasse		Usage du feu	sensibilisation
SABLE	Sable fin Bonne qualité	AGR	vente	communauté		Organisation de la filière
	abondante	Matériel construction	Construction de maison et d'ouvrages d'art		Sous exploité	Création des carrières
	Sable rivière					Déclarer les carrières auprès du MINMIDT
LATERITE	importante	Aménagement de la route	Entretien routier	communauté	Faible exploitation	Organiser et améliorer l'exploitation
	Bonne qualité					Recenser les différents sites
	Sous exploité					
ROCHERS	Qualité diverse	Economique et sociale	Construction d'habitat et ouvrages d'art	communauté	Difficulté d'exploiter	Faciliter l'exploitation

4.16. CADRE LOGIQUES PAR SECTEURS

Cadre logique N°1

AGRICULTURE

Problème : Difficultés à pratiquer une agriculture rentable et durable

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières agricoles	Part de la production agricole dans le PIB			Enquête INS, ECAM	
Objectif global	Améliorer la compétitivité agricole en qualité et en quantité.	Le rendement des surfaces cultivées			Rapports techniques du DD/MINADER Commune	Implication de la Commune
		La productivité agricole Augmentation de 50%				
Objectifs spécifiques	1. Assurer l'encadrement technique des agriculteurs	Le nombre de session de formation par an a augmenté de 50% Le nombre de visite sur le terrain des agents vulgarisateurs agricoles a augmenté de 80%			Rapports techniques du DD/MINADER Commune Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Les agriculteurs sont regroupés en coopératives Les types de formations sont clairement exprimés
	2. Faciliter l'approvisionnement en semences améliorées et en outillage moderne	Au moins 50% des semences utilisées sont améliorées			Rapports techniques du DD, DA MINADER Commune	Implication de la Commune
		Au moins 50% du matériel utilisé est moderne				
	3. faciliter la transformation et l'écoulement des produits agricoles	Au moins 70% des produits sont transformés			Rapports techniques du DD, DA MINADER Commune	Implication de la commune
		Au moins 60% des productions sont vendus				
	Résultats	1.1. les capacités techniques des agriculteurs sont renforcées	Les rapports de formations sont disponibles			Rapports techniques du DD, DA MINADER Commune Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD
2.2. L'approvisionnement en semences améliorées et en outillage agricole est assuré		Nombre de champs semenciers créés Quantité d'outils et de matériels agricoles distribués			Rapports techniques du DD, DA MINADER Commune Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Les agriculteurs sont regroupés en coopératives
3.3. La conservation, transformation et la commercialisation des produits sont assurés		Le nombre de vendeurs a été identifié, les produits agricoles sont transformés localement et la quantité des revenus a augmentées			Rapports techniques du DD, DA MINADER Commune Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Implication de la commune et du MINADER Les agriculteurs ont une association des commerçants
Activités	ressources/ intrants			Coûts (FCFA)	Conditions préalables	
		Humaines	matérielles	financières		

1.1.1. Organisation de 4 sessions par an de renforcement des capacités en nouvelles techniques culturelles et par filière	x	x	x	20.000 000	Bonne sensibilisation des populations et mobilisation des ressources
1.1.2. Réaménagement du poste agricole de ZOA I et de BANA et création de 03 postes agricole soit un par groupement	x	x	x	50 000 000	
1.1.3. Appui à la redynamisation des GICS et des coopératives agricoles	x	x	x	5 000 000	
1.1.4. Mise sur pieds d'une pépinière agricole pour la production du matériel végétal amélioré (cacao, banane plantain,) : MVEBEKONE, ATOLO, KOKOA, MEYETTE, ZOA I,	x	x	x	25 000 000	
1.1.4. organisation du concours du plus beau champ	x	x	x	5 000 000	
1.1.5. construction et équipement d'un CEAC par groupement (ZOA I, MVEBEKONE, NKOBIBA)	x	x	x	150 000 000	Pourvu que la Commune soit bien encadrée par la DD MINADER
2.2.1. Création de 07 champs semenciers communautaires au niveau communale : (Manioc et maïs de 6ha chacun) ;	x	x	x	42 000 000	Pourvu que la Commune soit bien encadrée par la DD MINADER
Mise sur pied de 02 champs communautaire à MEZA'A, (manioc 02ha et palmier à huile de 04ha)	x	x	x	6 000 000	
Mise sur pied de 02 champs communautaire à ZOA I (manioc 03ha)	x	x	x	3 000 000	
Mise sur pied de 02 champs communautaire à MESSESSA, (CACAO 05ha)	x	x	x	5 000 000	
Mise sur pied de 02 champs communautaire à (Banane plantain de 04 ha)	x	x	x	4 000 000	
Mise sur pied de 02 champs communautaire à MVEBEKONE, (cacao et palmier à huile 04ha chacun)	x	x	x	8 000 000	
Mise sur pied de 02 champs communautaire à MELO (01 palmier à huile et manioc 02ha chacun)	x	x	x	3 000 000	

	Mise sur pied de 02 champs communautaire à MEYETTE (palmier à huile et cacao de 100.000 plants chacune	x	x	x	3 000 000	
	2.2.2. Création, construction et équipement d'une unité communale d'approvisionnement en intrants agricoles (fongicides, herbicides, engrais) dans l'espace urbain	x	x	x	50.000.000	Pourvu que la Commune soit bien encadrée par la DD MINADER
	2.2.3. Distribution du matériel agricole par village : 20 pulvérisateurs, 300 paires de gangs, 50 brouettes, 100 bâches de séchage, 500 machettes, 500 houes)	x	x	x	10.000.000	
	2.2.4. Construction d'une maison du paysan : MEZA'A, BANA, EBOLBOUMOU, ZOA I, ATOLO, MEYETE,	x	x	x	30 000 000	
	3.3.1. Aménagement d'au moins 10 des pistes agricoles dans les villages : MVEBEKONE, NGUINDA II (AVA-MVOM 5km) ; EBOLBOUMOU (ONDEN avec 02 ponts sur 15km ; BISSONG-NGUINDA sur 15km) ; NSAMBA (chefferie 2km) ; NGUINDA I (MEBESSA 1km, MVOMBO 1km, NKOSSA 2km) ; AKOMO I (ZALOM 4km, NLAN NLAN 2km, NGOULMEBO 2km) ; MELEN (nkolayop 3km, NDJONG EBAMBA 3km) ;	x	x	x	1.500.000x10= 150 .000.000	Pourvu que la population soit bien organisée en GIC et coopératives
	3.3.2. Création d'au moins 11 magasins de stockage : MEZA'A, BANA, MVEBEKONE, NGUINDA II, EBOLBOUMOU, NGUINDA I, AKOMO I, MESSESSA, MELEN, ZOA II, KOKOA	x	x	x	275.000.000	Pourvu que la population soit bien organisée.
	3.3.3 Construction d'un bâtiment équipé de deux moulins multifonctionnels à l'énergie solaire : EBOLBOUMOU, MELEN, ATOLO, KOKOA, MEYETTE, ZOA I	x	x	x	10 000 000 x 6= 60 000 000	Pourvu que la population soit bien organisée en GIC et coopératives et les populations sensibilisées
	3.3.4. Construction de 07 bâtiments équipés de deux moulins multifonctionnels à essence : MEZA'A, BANA, MVEBEKONE, MBANG, MBANG, LEMBE III, AKOMO	x	x	x	10 000 000 x 7= 70 000 000	Pourvu que la population soit bien organisée en GIC et coopératives et les populations sensibilisées
	3.3.4 mise sur pied d'au moins une unité de transformation de manioc par groupement	x	x	x	90 000 000	Pourvu que la population soit bien organisée en GIC et coopératives et les populations sensibilisées

3.3.5. Dotation de 08 séchoirs moderne de cacao : MEBANG, NGUINDA II (02) ; MELEN, KOKOA (03), MEYETTE	x	x	x	8 000 000	Pourvu que la population soit bien organisée en GIC et coopératives et les populations sensibilisées
3.3.6. Dotation d'une machine à égrainé le maïs : MEBANG, NKOBIKA, LEMBE III	x	x	x	3 000 000	
TOTAL				1 075 000 000	

Cadre logique N°2

SECTEUR : ELEVAGE PECHE, ET INDUSTRIES ANIMALES

PROBLEME : Difficulté d'accès à une bonne production animale et halieutique

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières animales et halieutiques	- Part de la production animale dans le PIB - Part de la production halieutique dans le PIB		
Objectif global	Faire de la Commune un bastion de production de pêche et de l'élevage	abondance des produits d'élevage et de pêche dans les marchés locaux	Rapport MINEPIA Commune Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	
Objectifs spécifiques	1. Assurer l'encadrement technique des éleveurs et des pêcheurs	Nombre de sessions de formation et de renforcement des capacités des éleveurs	Rapport MINEPIA Commune	Bonne volonté politique
	2. Organiser les populations dans les filières	Existence des coopératives des éleveurs et des pisciculteurs dans la Commune	Rapport MINEPIA Commune Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	
		Existence d'un fichier d'éleveur et de pêcheurs		
	3. Favoriser le financement des projets de pêche et d'élevage	Présence de nombreux microprojets d'élevage et de pêche	Rapport MINEPIA Commune Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Implication de la population et de la Commune
4. Construire des infrastructures d'élevage et de piscicultures	Disponibilité des infrastructures de production	Commune		
Résultats	1.1 Les éleveurs sont encadrés et des techniques améliorées de pêche et d'élevage sont assimilées par les éleveurs et les pêcheurs	les éleveurs et pisciculteurs pratiquent un élevage et une pêche dans les enclos et les étangs piscicoles	Rapport MINEPIA Commune Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Les pêcheurs et les éleveurs manifestent de l'intérêt
	2.2. Des coopératives des éleveurs et des pêcheurs sont fonctionnelles dans la commune	Disponibilité des récépissés de déclaration des regroupements des éleveurs et des pisciculteurs Rapport d'activités des coopératives	Rapport MINEPIA Commune Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Implication de la Commune et des partenaires

	3.3. De nombreux microprojets d'élevage et de pêche sont réalisés	Pourcentage des projets financés			Rapport MINEPIA Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD commune	Bon renforcement des capacités des acteurs	
	4.4. Les éleveurs bénéficient de bonnes infrastructures d'élevage et du matériel moderne de pêche	Disponibilité des infrastructures améliorées de pêche et d'élevage			Rapport MINEPIA Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD Commune	Les pêcheurs et les éleveurs manifestent de l'intérêt	
Activités		Ressources / intrants			Coûts (FCFA)	Conditions préalables	
		Humaines	matérielles	financières			
		1.1. 1. Organisation des sessions de formation des éleveurs et des pisciculteurs : 04 sessions l'an	x	x	x	20 000 000	Pourvu que la Commune Manifeste l'intérêt
		1.1.2. création et construction d'un centre zootechnique et vétérinaire au centre urbain	x	x	x	100 000 000	
		1.1.3. Organisation des séances de vaccination des bêtes	x	x	x	1 000 000	
		2.2.1. Appui à la Création de 03 coopératives des éleveurs	x	x	x	300 000	Pourvu que la Commune mobilise les fonds auprès des partenaires
		2.2.2. Octroi du matériel animal amélioré et intrants aux coopératives des éleveurs	x	x	x	20 000 000	
		3.3.1. Construction d'02 fermes avicole municipale de production des poussins d'une capacité de 5.000 sujets dans l'espace urbain	x	x	x	50.000 000	Bonne capacité de la Commune à rechercher les financements
		3.3.2. Construction b de 07 fermes avicoles de 2000 sujets : MEZA'A, BANA, NGUINDA II, MBANG, MESSESSA, MELEN, KOKOA, SIMBANE.	x	x	x	60 000 000	
		3.3.3. Construction de 05 fermes de communautaire de distribution de poussin d'un jour : EBOLBOUMOU, NSAMBA, NKOBI, ATOLO, ZOA I	x	x	x	50.000.000	
		3.3.4.. Construction de 06 fermes porcines de 20 sujets : BANA, NGUINDA II, MBANG, LEMBE III, MELEN, KOKOA	x	x	x	25 000 000	
		3.3.5. Construction d'un marché pour bataille dans l'espace urbain	x	x	x	25 000 000	
		3.3.6. Construction d'01 ferme municipale de production porcine d'une capacité de 400 porcelets	x	x	x	45 000 000	
	4.4.1. Elaboration d'une carte agropastorale dans la commune	x	x	x	50.000.000		
	4.4.2. Appui à la construction des enclos	x	x	x	5 000 0000		
	TOTAL				451 300 000		

Cadre logique N°3

SECTEUR : SANTE

PROBLEME : Difficultés d'accès aux soins de sante

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur (DSCE)	Améliorer l'offre et garantir l'accès de la majorité aux services de santé	-Eradication des maladies épidémiques -Existence des structures sanitaires de qualité - Un personnel suffisant qualifié et bien formé			Rapport annuel MINSANTE	
Objectif global	Faciliter l'accès aux soins de qualité	95% de la population est à moins de 30 mn d'une structure sanitaire			Rapports techniques du MINSANTE , Rapports du CMA	Implication des pouvoirs publics Implication de la Commune
Objectifs spécifiques	1. Doter la Commune de nouvelles infrastructures sanitaires	nombre de centres de santé construits et fonctionnels			Rapports techniques du MINSANTE , Rapports du CMA Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Les structures à construire répondent aux normes sectorielles
	2. Améliorer la capacité d'accueil des infrastructures sanitaires	plateau technique fourni à plus de 50%			Rapports techniques du DD MINSANTE Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Implication des pouvoirs publics Implication de la Commune
	3. Améliorer la qualité des soins et de prise en charge des patients	taux de fréquentation des structures sanitaires en hausse augmentation du personnel sanitaire formé			Rapports techniques du CMA Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Implication des pouvoirs publics Implication de la Commune
Résultats	1.1. la Commune est dotée de nouvelles structures sanitaires	augmentation des structures sanitaires dans la Commune			Rapports techniques du DD MINSANTE Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Les structures sanitaires sont intégrées dans les CDMT
	2.2. les structures sanitaires existantes sont dotées de nouveaux équipements	50% d'augmentation des équipements des structures sanitaires			Rapports techniques du DD MINSANTE Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	les infrastructures sont de bonnes qualités
	3.3. Les structures sanitaires de la commune sont dotées d'un personnel qualifié	-50% d'augmentation du nombre de personnels dans les formations sanitaires			Rapports techniques du DD MINSANTE Comptes administratifs de la Commune Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Le personnel trouve un cadre agréable de travail
Activités		ressources/ intrants			Coûts f CFA	Conditions préalables
		Humaines	matérielles	financières		

1.1.1 Création et Construction de 05 centres de santé équipés et fournis : BANA, NGUINDA II, EBOLBOUMOU, MBANG, NKOBIBA, MESSESSA, KOKOA	X	X	X	700 000 000	Les centres de santé demandés sont créés par l'Etat
1.1.2. Réhabilitation et équipement du CMA de LEMBE	X	X	X	100 000 000	
1.1.3. Finition des travaux de construction et équipement de la case de santé de MEBANG	X	X	X	50 000 000	Implication de la Commune, des populations et du MINSANTE
1.1.4. Création, construction et équipement de 09 propharmacie communautaire : MEZA'A, MVEBEKONE, EBOLBOUMOU, MBANG, LEMBE III, AKOMO I, MESSESSA, ATOLO, MEYETTE	X	X	X	20 000 000	Implication de la Commune, des populations et du MINSANTE
2.2.1. Octroi de 10 lits, d'01 laboratoire équipé, d'01 boîte d'accouchement, d'01 microscope, d'01 pèse-bébé, d'01 machine à désherber, d'un groupe électrogène, d'01 réfrigérateur dans chaque centre de santé ; ESPACE URBAIN,	X	X	X	100 000 000	Implication de la Commune, des populations et du MINSANTE
2.2.2 construction de 01 point d'eau potable au CSI d'AKOMO I (CSI de MEBOLO), MVEBEKONE, EDOUNDANE	X	X	X	25 500 000	
2.2.3. Construction des logements pour le personnel soignant : médecin, IDE, dans les centres de santé existants : ESPACE URBAIN, ZOA I	X	X	X	90 000 000	
2.2.4 Construction d'un bloc de 04 latrines respectivement dans les formations sanitaires existantes :	X	X	X	10 000 000	
2.2.5. Acquisition d'01 dispositif de traitement de déchets médicaux (incinérateur) : dans formations sanitaires existantes, ESPACE URBAIN.	X	X	X	20. 000 000	
2.2.6. Approvisionnement de la pharmacie du CMA de LEMBE en médicaments	X	X	X	8 000 000	
3.3.1. Formation de 02 relais de santé communautaire dans chaque village	X	X	X	10 000 000	
3.3.2. Plaidoyer pour l'affectation d'un personnel médical qualifié : 01IDE, 01 IB, 01 laborantins, dans les CSI de la	X	X	X		

	commune MVEBEKONE (CSI effogo), MEBANG (case de santé), AKOMO I (CSI de MEBOLO), ZOA II, MEYETTE, ZOA I				
	TOTAL				1 133 500 000

Cadre logique N°04

SECTEUR : TRAVAUX PUBLICS

PROBLEME : Mauvais état du réseau routier

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur(DSCE)	-Assurer la pérennité du patrimoine infrastructurel de l'Etat	-Niveau de service (indicateur composite) par type d'infrastructures incluant ouvrages et services de gestion.			Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	
Objectif global	Améliorer la qualité et la quantité du réseau routier	Augmentation de 50% en quantité et en qualité du réseau routier			Rapport DD MINTP	
Objectifs spécifiques	1. assurer l'entretien permanent du réseau routier	Le nombre de kilomètres de routes /pistes entretenues			Rapport suivi PCD MINTP	Implication de la Commune et des populations
	2. aménager des pistes de desserte	Le nombre de kilomètres de routes /pistes aménagées			Rapport DA MINTP	Implication de la Commune et des populations
Résultats	1.1. plusieurs routes et pistes sont régulièrement entretenues	Le nombre de kilomètres de routes /pistes entretenues			Rapports suivi PCD DA MINTP	Implication de la Commune et des populations
	2.2 de nouvelles routes et pistes sont aménagées et les ouvrages sont réhabiliter et construits	Le nombre de kilomètres de routes /pistes aménagées			Rapport Commune DA MINTP	Implication de la Commune MINTP, populations
Activités		Ressources/intrants			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	financières		
	1.1.1. Formation de la population à l'entretien des routes par la méthode HIMO : 02 séances/an	x	x	x	5.000.000	Implication de la Commune DA MINTP, population
	1.1.2. Appui en matériel de travail aux comités d'entretien des routes par village : pelles, râteliers, machettes, gangs etc.	x	x	x	20.000.000.	
1.1.3. Reprofilage/aménagement de 215Km de route en milieu rural : axe carrefour NFOULA – EBOLBOUMOU (3km) ; BISSONG-NFOULA (3km), carrefour BANA-MVEBEKONE (2km) ; BANA-NDO MBANJOCK passant par BIKIT (25km) ; LEMBE-NANGA EBOKO (55km) ; carrefour MESSAK-NGUINDA I (5km) ; BISSONG-NGUINDA sur (08km) ; MOLO-NSAMBA-NLONG sur	x	x	x	50.000.000	Implication de la Commune DA MINTP, population Les études de faisabilités sont concluentes	

	(6km), NSAMBA-LEMBE sur (23km) ; LEMBE-ELAP sur (32km) ; MVEBEKONE-MESSESSA (6km),MENGOA-OSSAZEU(14km) avec deux ouvrages d'art sur les rivières OBEU et ASO'O ; ESSE- ZOA II (45km), ZOA II-LEMBE (40km) ; carrefour KOKOA-limite MEFOU AFAMBA passant par ATOLO (1km), EP ZOA I-MEGALA (5km) ; ESSE-LEMBE CENTRE (80km) ; MEYETTE-ZOA I (5km) ; ZOA I-MESSAMBA 3km, ZOA I-ENGONG 3km, ZOA I-MENGALA 6km, ZOA I-OBEK ; MVEBEKONE-BIKIT-MESSESSA (30km) ; LEMBE CENTRE-MELO-MEGATA (20km) ; EKOMBO-MEBANG (10km) ; NGUINDA I-CARREFOUR NFOULA (20km) ; LEMBE CENTRE-ENDOUM (12km) ;					
	2.2.1 Ouverture de la route : carrefour NKOLESSONG-AKOA sur 3km, MESSAMBA- MEYETTE sur 3km.	x	x	x	8 000 000	
	2.2.2. construction de 03 pont : LEMBE III (pont sur la rivière SELE au quartier AKAMBA), AKOMO I (02 ponts) ; KOKOA (01 pont sur la rivière YEMBE) ;	x	x	x	200 000 000	
	2.2.3. Création et construction des barrières de pluie : NGUINDA I, LEMBE III, ZOA II, KOKOA	x	x	x	1 000 000	
	TOTAL				284 000 000	

Cadre logique N°5

SECTEUR : EDUCATION DE BASE

PROBLEME : Difficultés d'accès à l'éducation de base de qualité

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur (DSCE)	-Améliorer l'accès et l'équité dans l'éducation de base	-Taux d'admission (au moins 50% d'augmentation) ; -Taux Brut de scolarisation (TBS) ; -Indice de parité (fille /garçon) au moins 5% d'augmentation) ; -Taux de couverture.	Enquête INS (EDS, ECAM	
Objectif global	Atteindre un taux de scolarisation et d'alphabétisation de 100% dans la commune	100% des enfants de 0 à 14 ans vont à l'école et savent lire et écrire	Rapports techniques de l'IAEB Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	
Objectifs spécifiques	1. Faciliter l'accès à l'éducation de base de qualité à tous les enfants de la commune	Les effectifs dans les établissements ont augmenté	Rapports techniques de l'IAEB Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Conditionnalités d'accès à l'école facilitées APE, frais d'inscriptions dans les écoles au rabais

	2. Améliorer la capacité d'accueil des écoles	Les ratios élèves /salles de classe, élèves/tables bancs adéquats aux normes sectorielles du MINEDUB 100% des élèves ont accès à l'eau potable et aux latrines moderne	Rapports techniques de l'IAEB Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Construction de nouvelles infrastructures		
	3. Améliorer la qualité de l'enseignement de base	Les taux de réussite aux examens ont augmenté	Rapports techniques de l'IAEB Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Implication des pouvoirs publics Implication de la commune		
	4. Faciliter l'accès aux TIC	tous les enfants scolarisés ont accès à l'informatique et savent utiliser l'outil informatique	Rapports techniques de l'IAEB Rapport études, statistiques			
Résultats	1.1. 100% des enfants de 0 à 14 ans sont régulièrement inscrits à l'école	Le nombre d'enfants inscrits a augmenté	Rapports techniques de l'IAEB Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Conditions d'intégration scolaire plus accessibles		
	2.2. les écoles sont dotées de nouvelles infrastructures	Augmentation du nombre d'infrastructures scolaires construites et opérationnelles	Rapports techniques de l'IAEB Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	les infrastructures sont de bonne qualité		
	3.3. Les conditions d'enseignement et de fréquentation dans les écoles sont durablement améliorées	- Au moins 95% des postes d'enseignants sont occupés par des instituteurs formés - Toutes les écoles disposent chaque année de matériel didactique suffisant	Rapports techniques de l'IAEB Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Les enseignants affectés dans les écoles accomplissent pleinement leurs tâches		
	4.4. Les écoles sont dotées d'au moins 01 ordinateur chacune	Présence dans chaque école d'une salle d'informatique				
Activités		ressources/ intrants			Coûts f CFA	Conditions préalables
		Humaines	matérielles	financières		
	1.1. 1. Création et Construction de 06 nouvelles écoles maternelles : NGUINDA II, NKOBIBA, NGUINDA I ; MELEN, ZOA II, BANA, MVEBEKONE,	x	x	x	16 500 000 X 6=99 000 000	Les écoles demandées sont créées par l'Etat Pourvu que les études de faisabilité soient concluantes
1.1.2. construction d'un bloc de 02 salles de classes : MEZA'A, EBOLBOUMOU, MELO, NKOBIBA, AKOMO I, ZOA I, EKANG, OBO, MEBOLO, MOUMA, NLONG,	x	x	x	16 500 000 X 11= 126500 000		

	2.2.1 Réhabilitation de 02 salles de classe : KOKOA (02 salles de classe),	x	x	x	5 000 000	
	2.2.2..Dotation de 100 tables bancs dans chaque école primaires	x	x	x	10 000 000	
	2.2.3. aménagement des aires de jeu dans les écoles de	x	x	x	10.000.000	
	2.2.4 Construction des logements d'astreintes dans toutes les écoles publiques:	x	x	x	60 000 000	
	3.3.1. Affectation des personnels enseignants suffisant dans les écoles primaires : MEZA'A(02) ; MVEBEKONE (EP effogo 01, EP BIKIT 01), NGUINDA I, NKOBIABA (01), AKOMO I (EP MEBOLO	x	x	x		Présences des structures d'accueil des enseignants
	3.3.2. Construction d'un point d'eau dans chaque école : MEZA'A, MVEBEKONE (EP effogo 01, EP BIKIT 01), EBOLBOUMOU, NKOBIABA, NGUINDA I, AKOMO I, ZOA I	x	x	x	8 500 000x9=76 500 000	Implication du sectoriel et de toutes les parties prenantes
	3.3.3 Construction des clôtures dans les écoles	x	x	x	3.000.000 x 3=9 000 000	
	3.3.4. Construction des latrines : EP EBOLBOUMOU ; EP MELO ; EP NLONG, EP NKOBIABA	x	x	x	1.000.000x4=4 000 000	
	4.4.1 dotation du matériel informatique de 02 ordinateurs et de 01 imprimante dans chaque école publique	x	x	x	250.000x43=10 750 000	
	TOTAL				410 750 000	

Cadre logique N°6

SECTEUR : CULTURE

PROBLEME : difficultés à promouvoir la culture locale

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur (DSCE)	-Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	Part du secteur dans le PIB	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Implication de la Commune et du MINAC
Objectif global	Revaloriser la culture locale			
Objectifs spécifiques	1. Organisation des rencontres culturelles	Nombre d'évènements culturels		
	2. Construire des infrastructures d'encadrement	Existence des infrastructures socioculturelles par village		
	3. Mener des actions dans le but de pérenniser et de transmettre la culture	La communauté éducative est formée aux valeurs culturelles		

		Les étudiants et les jeunes en général sont formés aux us et coutumes				
	4. Encadrer les associations culturelles existantes	Liste des associations culturelles ayant bénéficié d'un accompagnement				
Résultats	1.1. Les langues locales sont maîtrisées					
	2.1. Des infrastructures socioculturelles sont construites	Existence des infrastructures socioculturelles par village				
	3.1. Des formations sont organisées en faveur de la communauté éducative, des jeunes en général, des étudiants	Nombre de personnes formées				Implication de la Commune et du MINAC
	4.1. Les associations culturelles ont bénéficié d'un accompagnement dans le cadre de leurs activités	Liste des associations accompagnées				Implication de la Commune et du MINAC
Activités		Ressources/intrants			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	financières		
	1.1.1. Organisation régulière des festivals culturels 01 fois /an	x	x	x	10.000 000	Bonne volonté des populations
	2. 1. Construction et équipement de 26 foyers culturels :	x	x	x	30 000 000 x 26= 1 080 000 000	implication du MINAC et de la Commune
	2.2. Construction et équipement d'un musée local	x	x	x	50 000 000	
	2.3. Construction et équipement d'une bibliothèque municipale	x	x	x	50 000 000	
	2.4. Construction et équipement d'un complexe culturel à Lembe	x	x	x	100 000 000	
	3.1.1. Formation des populations aux métiers artistiques (vannerie, sculpture, poterie, danses traditionnelles, art culinaire, etc.)	x	x	x	5 000 000	
	3.1.2.1. Organisation d'un festival annuel pour la promotion de la culture locale	x	x	x	2 500 000	
	3.1.2.2. Formation des jeunes, étudiants, élèves aux us et coutumes (langues maternelles, culture nationale, etc.)	x	x	x	2 500 000	
4.1. Identification, appui et encadrement des associations culturelles promotrices de la culture	x	x	x	5 000 000		
TOTAL				1 305 000 000		

Cadre logique N°7

SECTEUR : PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE

Problème : difficultés d'émancipation de la femme et de la jeune fille

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur (DSCE)	Promouvoir l'épanouissement de la cellule familiale et la participation communautaire	- Nombre des familles ayant reçu une bonne éducation sociale. - Niveau de sensibilité genre dans l'éducation familiale			Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	
Objectif global	promouvoir l'intégration socio-économique de la femme et de la jeune fille	Les femmes et la jeune sont représentées dans plusieurs domaines d'activités au sein de la Commune			Rapports d'activités Commune, MINPROFF	
Objectifs spécifiques	1. promouvoir l'esprit associatif des femmes	Chaque femme est membre d'une association féminine			Rapports d'activités Commune, MINPROFF	Implication de la Commune Implication du MINPROFF
	2. promouvoir l'autonomie financière et économique de la femme et de la jeune fille	Plusieurs femmes et jeunes filles au sein de la Commune s'auto emploient			Rapports d'activités Commune, DA MINPROFF	
	3. Aménager des espaces sociaux d'échange et de dialogue	Existences des infrastructures d'accueil et des plates-formes d'échanges				
Résultats	.1.1. Les femmes sont intégrées dans plusieurs associations	Chaque femme est membre d'une association féminine			Rapports d'activités Commune, MINPROFF	
	2.2. L'accès à l'emploi de la femme et de la jeune fille est facilité	Plusieurs femmes bénéficient des programmes d'insertion sociale du MINPROFF			Commune MINPROFF	
	3.3. Des lieux de rencontres et d'échanges sont aménagés	De nombreuses séances de travail sont tenues				
Activités		Ressources/intrants)			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	financières		
	1.1.1 Création d'au moins 01 association féminine par village	x	x	x	2.000.000	
	1.1.2. Subvention d'au moins 01 projet économique à l'endroit des femmes par village	x	x	x	36.000.000	
	2.2.2. Organisation des séminaires de formation des femmes et des jeunes filles sur les techniques de montage des AGR pour la promotion de l'auto-emploi	x	x	x	20 000 000	Implication de la Commune, des élites locales, de la MINPROFF
	3.3.3 Construction d'un centre de promotion de la femme à LEMBE YEZOOM	x	x	x	200 000 000	Implication de la Commune, des élites locales, de la DA MINPROFF
	3.3.4 Organisation des causeries éducative sur les thèmes liés aux femmes dans tous les villages	x	x	x	36 000 000	Implication de la Commune, des élites locales, de la DA MINPROFF
	TOTAL				294 000 000	

Cadre logique N°8

SECTEUR : AFFAIRES SOCIALES

Problème : difficultés d'épanouissement des personnes socialement vulnérables

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur(DSCE)	-Promouvoir la solidarité nationale et résorber les décalages les plus flagrants entre les femmes et les hommes dans les groupes sociaux afin de préserver la paix sociale	-Taux d'implication et de réinsertion de chaque groupe de populations vulnérables ; -Indice de satisfaction de la réduction des discriminations envers certains groupes vulnérables,			Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	
Objectif global	Favoriser l'intégration socio-économique des personnes vulnérables au sein de la Commune	Les personnes vulnérables sont représentées dans plusieurs domaines d'activités au sein de la Commune			Rapports d'activités Commune, DD MINAS	
Objectifs spécifiques	Aménager des espaces sociaux d'échange et de dialogue	Existences des infrastructures d'accueil et des plates-formes d'échanges			Rapports d'activités Commune, DA MINAS	
	Promouvoir l'autonomie financière et économique des personnes vulnérables au sein de la Commune	Plusieurs personnes vulnérables au sein de la Commune s'auto emploient			Rapports d'activités Commune, DD MINAS	
	Assurer la prise en charge des personnes vulnérables					
Résultats	Des lieux de rencontre pour personnes vulnérables sont aménagés	De nombreuses séances de travail sont tenues			Rapports d'activités Commune, DD MINAS	Implication de la Commune Implication du MINAS
	1. Les personnes vulnérables de la Commune ont bénéficié d'un meilleur encadrement psychosocial	Plusieurs personnes vulnérables bénéficient des programmes de réinsertion sociale du MINAS			Commune DD MINAS	
	2. Les personnes vulnérables ont bénéficié d'un appui financier et logistique	Quantité de matériel logistique reçu				
Activités		Ressources/intrants)			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	Financières		
	1.1. Création et construction d'un centre social à la commune et affectation du personnel	x	x	x	25. 000 000	Pourvu que les études de faisabilité soient concluantes
	1.2. Renforcement des capacités des personnes vulnérables dans l'auto emploi, la création des AGR.et le montage des projets ; 02 séances/ an	x	x	x	20 000 000	Implication de la Commune, des élites locales, de la DA MINAS
	1.3. Prise en charge scolaire et sanitaire des enfants et orphelins vulnérables	x	x	x	10.000.000	
	2.1. Organisation des campagnes de sensibilisation (03/an) sur les maladies handicapantes	x	x	x	20.000.000	Implication de la Commune, des élites locales, de la DA MINAS
	2.2. Sensibilisation sur prise en considération de l'approche handicap dans la construction des édifices publics	x	x	x	5.000.000	
	TOTAL				80.000.000	

Cadre logique N°9

SECTEUR : EAU

PROBLEME : Difficultés d'accès à l'eau potable

logique d'intervention		indicateur objectivement vérifiable			moyens / sources de vérification	suppositions / hypothèse de réalisation
Objectif supérieur(DSCE)	Assurer le ravitaillement et l'accès à l'eau potable à tous les ménages	-% des ménages ayant accès à l'eau potable				
Objectif global	Faciliter l'accès à l'eau potable dans la Commune	95% de la population est à moins de 10 mn d'un point d'eau potable			D. D. MINEE Commune	
Objectifs spécifiques	Doter tous les villages des points d'eau potable	Chaque village bénéficie d'au moins 02 points d'eau potable Le taux de prévalence aux maladies hydriques est en baisse de 80%			D. D. MINEE Commune	Mise en œuvre effective du PCD
	Assurer l'entretien des points d'eau construits	Tous les points d'eaux de la Commune sont en bonne état.				
Résultats	1. Tous les villages et quartiers sont dotés des points d'eau potable	Existence des puits et des sources construits et aménagés			D. D. MINEE Commune	Implication de la commune
	2. Des infrastructures hydrauliques sont en bon état					
Activités		Ressources / intrants			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	Financières		
	1.1. Construction de 36 nouveaux puits/forages : MEZA'A (MBAMA (01), chefferie(01) ; BANA (carrefour BANA) ; NGUINDA II (03) ; EBOLBOUMOU (04) ; NSAMBA (MOKOLO 01, NSAMBA plateau 01, EBEBENG 02), NKOBIABA (01 EP, 01 chefferie) ; NGUINDA I (01 NKOSSA, 01 BIWONG) ; LEMBE III (01 YEBE, 01 AKAMBA, 01 NKOMESSE) ; MESSESSA (03) ; MELEN(03), ATOLO (01 chefferie, 01 hameau AKOA ,01 hameau MEGALA), KOKOA (01), MEYETTE (01) ; ZOA I (01 EKOUNDOUMA, 01ZOA CENTRE, 01 MOUMA, 01 METO, 01 MEKO)	x	x	x	8 500 000x37= 314 500 000	Pourvu que les études de faisabilité soient concluantes
	1.2. Construction de 06 puits à PMH : MEBANG (01 BABALASSE, 01 EDANG), MBANG (NKOL-AKOM 01, MBANG I CHEFFERIE 01, EKOUUM-EBA 01	x	x	x	8 500 000x 6=51 000 000	
	2.3. Réhabilitation de 04 forages : BANA (EKOUNDOUMA 01), MEBANG (02 KOMBO) ; ZOA II (01 CSI)	x	x	x	2 000 000x4= 8 000 000	Pourvu que les études de faisabilité soient concluantes
TOTAL				373 500 000		

Cadre logique N°10

SECTEUR : ENERGIE

PROBLEME : Difficulté d'accès à l'énergie

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur	Objectif Stratégique Supérieure (DSCE) : Développer les infrastructures énergétiques	Tous les ménages ont accès à l'énergie				
Objectif global	Faciliter l'accès à l'énergie dans la Commune	95% de la population de la commune est connectée à l'énergie			Rapport D.D. MINEE et Commune	
Objectifs spécifiques	1. Améliorer la couverture en énergie dans toute la Commune	Chaque ménage bénéficie d'un branchement électrique/solaire fonctionnel			Rapport D.D. MINEE et Commune	mise en œuvre effective du PCD
	2. Améliorer la qualité de l'offre en énergie électrique	existence des infrastructures électriques de qualité			Rapport D.D. MINEE et Commune	Bonne sensibilisation
Résultats	1.1. Tous les villages de la Commune sont électrifiés	Présence des infrastructures fonctionnelles dans toutes la commune			Rapport D.D. MINEE et Commune	Implication de la commune
	1.2. Les plaques solaires sont installées dans les villages	Présence des minis centraux solaires dans les villages			Rapport D.D. MINEE et Commune	Implication de la Commune et des pouvoirs publics Recherche de partenariat
	2.1. L'accès à une énergie électrique de qualité est assuré dans tous les ménages	augmentation de 25%des activités commerciales liées à l'énergie électrique. recettes communales en hausse			Rapport D.D. MINEE et Commune	Bonne sensibilisation de la population
						Conditions préalables
		Humaines	matérielles	financières		
	1.1.1. Electrification des villages sur environ : MEZA'A, BANA, MESSESSA (sur 30km depuis NKOTENG); ATOLO, KOKOA (9km), MEYETTE (YEMBE-BISSONO 03km, YEMBE -MESSAMBA 04km)	x	x	x	96.000.000	Pourvu que les études de faisabilité soient concluantes
	1.2.1. Installation de l'éclairage public dans le centre urbain	x	x	x	10 000 000	
	1.2.2. Construction de (03) mini - centrales solaires : MEZA'A, BANA, MEBANG, NGUINDA II, EBOLBOUMOU, NSAMBA, MELEN, ZOA II, ATOLO	x	x	x	15.000.000	Pourvu que les études de faisabilité soient concluantes
	2.1.1. étude de faisabilité en vue de l'électrification de tous les villages non électrifiés de la commune	x	x	x	25.000.000	
	TOTAL				146 000 000	

Cadre logique N°11

SECTEUR : ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

PROBLEME : Difficultés d'accès à l'enseignement secondaire de qualité

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur(DSCE)	-Améliorer l'accès et l'équité dans l'enseignement secondaire	-Taux d'admission (au moins 50% d'augmentation ; -Taux Brut de scolarisation (TBS); -Indice de parité (fille /garçon) au moins 5% d'augmentation) ; -Taux de couverture.			Enquête INS	
Objectif global	Faciliter l'accès à un enseignement secondaire de qualité au sein de la Commune	95% des enfants après le CEP ont accès à l'enseignement secondaire			D.D.ES	
Objectifs spécifiques	1. Augmenter la capacité d'accueil des structures d'encadrement	Ratio élèves /salles de classe, élèves/tables bancs respecte les normes sectorielles			Commune	Implication de la commune et du MINESEC
	2. Améliorer la qualité de l'encadrement des enseignements secondaires	Taux de réussite aux examens augmenté de 50%			Rapports annuels responsables établissements	Implication de la commune et du MINESEC
	3. Améliorer la prise en charge des élèves	Ratio élèves /enseignant respecte les normes sectorielles			Rapports annuels responsables établissements	Implication de la commune et du MINESEC
Résultats	1.1. De nouvelles infrastructures sont construites et opérationnelles	Présence des infrastructures d'encadrement			Rapports annuels responsables établissements	Implication de la commune et du MINESEC
	2.1. Les conditions de fréquentation et de dispensions des cours sont améliorées	Taux de réussite aux examens augmenté de 50%			rapports annuels responsables établissements	Implication de la commune et du MINESEC
	3.1. Un personnel d'encadrement qualifié est affecté 3.2.	Ratio élèves /enseignant respecte les normes sectorielles			Rapports annuels responsables établissements	Les conditions de travail du personnel sont améliorées
Activités		Ressources / intrants			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	Financières		
	Création et construction de nouveaux CES : MEBANG, NSAMBA, MBANG, NKOBIKA, MESSESSA, KOKOA	x	x	x	300. 000 000	Implication de la Commune et du MINESEC
	Construction d'un bloc administratif au CETIC de Lembe:	x	x	x	20.000.000	
	Construction et équipement d'une salle informatique au lycée et au CETIC de LEMBE	x	x	x	200 000 000	
Construction de logement d'astreinte pour enseignant dans les établissements d'enseignement secondaire de l'arrondissement	x	x	x	300 000 000		

	Construction d'un forage dans les établissements secondaire : CETIC de LEMBE	x	x	X	8 500 000	
	Affectation de nouveaux enseignants dans les	x	x	x		
	TOTAL				828 500 000	

Cadre logique N°12

SECTEUR : EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

PROBLEME : Difficultés d'accès à un emploi décent et à la formation professionnelle

logique d'intervention		indicateur objectivement vérifiable			moyens / sources de vérification	suppositions / hypothèse de réalisation
Objectif supérieur(DSCE)	Promouvoir des emplois décents durables et accroître l'employabilité de la population active par une formation professionnelle adaptée	-Nombre de structures de formation professionnelle créées et fonctionnelles sur l'ensemble du territoire ; -Nombre d'emplois créés ; -Taux de chômage.			Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	
Objectif global	Promouvoir la création d'emploi et la formation professionnelle au sein de la commune	Taux de personnes formées et employées en hausse de 50%			Rapport DD, DA MINEFOP	
Objectifs spécifiques	1. Créer et aménager des infrastructures de formation professionnelle	Plusieurs personnes sont inscrites et formées Les infrastructures sont créées et aménagées			Rapport suivi PCD	Implication de la Commune MINEFOP
	2. Favoriser la création d'emploi	De nombreux emplois sont créés			Rapport DD MINEFOP	Implication de la Commune MINEFOP
Résultats	1.1. Des infrastructures de formation professionnelle sont créées et aménagées	Des infrastructures sont bien aménagées et fonctionnelles			Rapports suivi PCD DD, MINEFOP	Implication de la Commune MINEFOP
	2.1. Des microprojets sont financés	Diminution du taux de sans-emploi de 50%			Rapport Commune	Implication de la Commune
Activités		Ressources/intrants			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	Financières		
	1.1.1. Construction d'un centre de formation professionnelle pluridisciplinaire des métiers agropastoraux, maçonnerie, couture, menuiserie ;	x	x	x	100.000.000	Implication de la Commune MINEFOP
	1.1.2. organisation des séminaires de formation sur les techniques de montage de projets et de recherche des financements	x	x	x	5.000.000	
	2.1.1. Financement de 100 microprojets des jeunes de 250 milles de F CFA / projet aux sans- emplois dans : Tous les villages	x	x	x	25.000 .000	
	TOTAL				130 000 000	

Cadre logique N°13

SECTEUR : TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

PROBLEME : Faible accès à la sécurité sociale

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur (DSCE)	Eradiquer les populations des risques sociaux et promouvoir la sécurité sociale	- d'augmentation du taux de couverture en matière de sécurité sociale ; -Taux d'accroissement de 50% de la sécurité sociale			Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	
Objectif global	Favoriser l'accès à une sécurité sociale de qualité	Chaque travailleur (euse) bénéficie des prestations sociales				
Objectifs spécifiques	1. Organiser et sensibiliser les travailleurs	Chaque travailleur est affilié à un syndicat/association				Bonne sensibilisation des populations Implication des responsables communaux et sectoriels
	2. Améliorer les conditions de travail et assurer la sécurité sociale	Chaque travailleur bénéficie des prestations sociales				
Résultats	1.1 Les travailleurs sont regroupés et organisés	Présences de nombreux syndicats				
	2.1. Les populations sont couvertes par la sécurité sociale	Population informé sur la sécurité sociale				
Activités		Ressources/intrants			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	Financières		
	1- Création d'un syndicat de travailleurs : tous les villages	x	x			Bonne sensibilisation des populations Implication des responsables communaux et sectoriels
	2- Organisation des campagnes de sensibilisation des populations en vue de leur immatriculation à la CNPS : tous les villages	x	x	x	1 000 000	
	3- Création d'une mutuelle de santé à LEMBE	x	x	x	200 000 000	
	4-Rapprochement des services de la CNPS à la commune : tous les villages	x	x	x		
	TOTAL				201 000 000	

Cadre logique N°14

SECTEUR : TOURISME ET LOISIRS

PROBLEME : Faible développement de l'activité touristique

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur (DSCE)	-Développer les produits touristiques camerounais pour faire du Cameroun une destination touristique	-Nombre de touristes internationaux par an (au moins 1000 000) ; -Nombre de touristes internes ; -Nombre de sites touristiques aménagés et normalisés ; -VA touristique / VA totale ;			Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	
Objectif global	Promouvoir le développement de l'activité touristique au sein de la commune	Augmentation des recettes touristiques de la Commune			Rapport DD, DA MINTOUL Comptes administratifs et financiers de la Commune	Implication de la Commune MINTOUL
Objectifs spécifiques	1. Élaborer une carte touristique de la Commune	La Commune est répertoriée comme destination touristique			Rapport DD, DA MINTOUL Commune	Implication de la Commune MINTOUL
	2. Aménager des infrastructures touristiques	Infrastructures touristiques fonctionnelles			Rapport suivi PCD	Implication de la Commune MINTOUL
	3. Rendre attractive la Commune	Nombreux événements organisés			Commune, Rapport DD, DA MINTOUL	
Résultats	1. La Commune est dotée d'une carte touristique	Carte touristique disponible à la Commune			Commune	Implication de la Commune MINTOUL
	2. Des infrastructures touristiques sont aménagées	Des structures d'accueil sont fonctionnelles			Rapport suivi PCD	Implication de la Commune
	3. Des structures de loisirs sont construites	La Commune accueille plusieurs visiteurs/touristes par an			Comptes administratifs et financiers de la Commune	Mise en œuvre effective du PCD
Activités		Ressources/intrants			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	Financières		
	1.1. Elaboration d'une carte touristique de la commune	x	x	x	20 000 000	Implication de la Commune MINTOUL Etudes de faisabilité concluante Respect de l'environnement
	2.1. Aménagement des sites touristique : MEZA'A (NKOL MEZA'A) ; MEBANG (chute d'eau de la rivière IGNI) ; EBOLBOUMOU (grotte) ; MBANG (chute d'eau de la rivière EKOMENA), KOKOA (zone rocheuse de KOKOA)	x	x	x	20 000 000	
	2.2. Construction d'un hôtel municipal de 50 chambres assorti d'un bar restaurant et 5 suites	x	x	x	500 000 000	Implication de la Commune
2.3. Aménagement de 02 espaces verts au centre-ville	x	x	x	5 000 000	Implication de la Commune et du MINTOUL	

	Construction d'un circuit touristique pour la promotion du tourisme écologique ; dans tous les villages	x	x	x	300 000 000	
	2.4. construction des logements sociaux	x	x	x	50 000 000	Implication de la Commune MINTOUL
	3.1. Organisation des camps de vacances pour jeunes 01 fois /an	x	x	x	5 000 000	Implication de la Commune MINTOUL
	TOTAL				895 000 000	

Cadre logique N°15

SECTEUR : FORET ET FAUNE

PROBLEME : Difficulté à préserver les ressources forestières et fauniques

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer une gestion durable des ressources forestières et fauniques	<ul style="list-style-type: none"> - Part de la production forestière dans le PIB - Proportion d'écosystèmes réhabilités - Niveau d'augmentation des surfaces reboisées 			Enquête INS	
Objectif global	Assurer la protection des essences et des espèces fauniques de la commune	L'abattage illicite et le braconnage ont diminué de 50%			Rapport DD MINEFOF	
Objectifs spécifiques	Sensibiliser la population sur l'importance à protéger la forêt et la faune	L'abattage illicite et le braconnage ont diminué de 50% Les pratiques agricoles se sont considérablement améliorées			Rapport suivi PCD	Implication de la Commune
	Aménager les zones propices et de contrôle de la flore et de la faune	Des structures sont bien aménagées et fonctionnelles			Rapport DD, MINEFOF	Implication de la Commune
	Promouvoir le reboisement des zones dégradées	<ul style="list-style-type: none"> - une pépinière municipale de 100 000 plants d'essences menacées existe ; - L'exploitation forestière est réglementée et contrôlée 			Rapport DD MINEFOF	Implication de la Commune
Résultats	Les populations sont sensibilisées sur l'intérêt à protéger la flore et la faune	Les pratiques agricoles se sont considérablement améliorées			Rapports suivi PCD DD, MINFOF	Implication de la Commune
	Des structures de gestion et de contrôle de la flore et de la faune sont mises sur pied	Des structures de gestion et de contrôle font leur travail Augmentation du nombre de saisie			Rapport commune	Implication de la Commune . MINFOF
	Maitrise des techniques de reboisement des zones dégradées					
Activités		Ressources/intrants)			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	financières		
	Formation des populations pour le contrôle de la forêt communale : Tous les villages	x	x	x	10 000 000	Implication de la Commune et de l'Etat
	Dotation du poste de contrôle forestier de LEMBE en matériel roulant	x	x	x	5 000 000	
	Vulgarisation des nouvelles techniques agricoles et Sensibilisation des populations sur le danger des feux de brousse : Tous les villages	x	x	x	25.000.000	
TOTAL				40.000.000		

Cadre logique N°16

SECTEUR : ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE LA NATURE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

PROBLEME : Faible préservation de la nature et de l'environnement

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer une gestion durable des ressources naturelles	Taux de couverture du monitoring environnemental (100%)			Enquête INS, ECAM	
Objectif global	Assurer la préservation de la nature et de l'environnement au sein de la Commune	Campagnes de sensibilisation			Rapport DD/DA MINEPDED, Commune	
Objectifs spécifiques	1. Sensibiliser les populations pour le respect de la nature et l'environnement	95 % de la population connaissent le bien-fondé de la protection de la nature et l'environnement			DD/DA MINEPDED	Implication de la Commune
	2. Créer un cadre propice à la préservation de l'environnement et la nature	des sessions de formation sur la protection de l'environnement sont organisées			Rapport DD, DA DD/DA MINEPDED	Implication de la Commune DD/DA MINEPDED
Résultats	1.1. Des structures et infrastructures promouvant la protection de l'environnement sont mises sur pied	des structures d'encadrement sont fonctionnelles			Rapports suivi PCD, DD/DA MINEPDED	Implication de la Commune DD/DA MINEPDED
	2.2 Les normes environnementales sont respectées dans les activités socioéconomiques des populations				Rapport suivi PCD	Implication de la Commune DD/DA MINEPDED
Activités		Ressources/intrants			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	financières		
	1.1. 1 organisation de 04 campagnes de sensibilisation,	x	x	x	10 000 000	Implication de la Commune DD/DA MINEPDED
	1.1.2 Construction d'un cimetière municipale	x	x	x	25 000 000	Implication de la Commune DD/DA MINEPDED
	2.2.2. Formation des populations sur la fabrication du compost à base des déchets ménagers	x	x	x	20.000.000	Implication de la Commune DD/DA MINEPDED
	2.2.3. Construction d'une décharge municipale	x	x	x	5 000 000	Implication de la Commune DD/DA MINEPDED
	2.3.3.2. Dotation des bacs à ordures aux établissements scolaires	x	x	x	1 000 000	
	2.2.4. construction d'un site de compostage	x	x	x	15 000 000	Implication de la Commune DD/DA MINEPDED
	2.2.5. Mise sur pied des services d'assainissement et de collectes des déchets (HYSACAM) : LEMBE YEZOUM	x	x	x	50 000 000	Implication de la Commune DD/DA MINEPDED
	2.2.6. Création de 03 espaces verts dans la ville	x	x	x	15.000.000	

	2.2.7. planting de 25 arbres dans tous les établissements existant soit de 450 arbres pour 18 établissements	x	x	x	1 350 000	Implication de la Commune DD/DA MINEPDED
	2.2.7. Mise sur pied de l'opération : « un ménage=une latrine aménagée	x	x	x	50 000 000	Implication de la Commune DD/DA MINEPDED
	TOTAL				192. 350 000	

Cadre logique N°17.

SECTEUR : HABITAT ET DEVELOPPEMENT URBAIN

PROBLEME : Difficulté d'accès à un habitat décent et au développement urbain

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur(DSCE)	-Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations	-Qualité de l'habitat ; degré de salubrité			Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	
Objectif global	Doter la commune d'une bonne politique de gestion durable des terres	Bonne organisation dans la gestion de l'espace			Commune DD, MINH DU	
Objectifs spécifiques	1. Promouvoir une utilisation d'un plan d'urbanisation	Existence d'un plan d'urbanisme			Commune DD, MINH DU	Implication de la Commune
	2. promouvoir la construction des logements décents	80% des logements sont en matériau local et sécurisants			Rapport DD, MINH DU Commune	Implication de la Commune MINH DU
Résultats	1.1. les infrastructures socio-économiques les services et les habitations sont rationnellement disposées	Facilités dans la mobilité des populations			Rapports DD, MINH DU Commune	Implication de la Commune MINH DU
	2.2 les logements sont construits en matériau définitif	80% des logements sont en matériaux définitif			Rapport suivi PCD	Implication de la Commune MINH DU
Activités		Ressources/intrants			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	financières		
	1.1.1. élaboration d'un Plan d'urbanisme et de lotissement	x	x	x	70 000 000	Implication de la Commune et du MINH DU
	1.1.2. Elaboration d'un plan d'occupation des sols	x	x	x	50 000 000	Implication de la Commune et du MINH DU
	2.2.1. Sensibilisation des populations à la construction des toilettes modernes dans les habitations (02 sessions/an)	x	x	-	-	Implication de la Commune
	2.2.2. promotion et financement de 5 % des projets de construction de l'habitat en matériaux locaux	x	x	x	10 000 000	Implication de la Commune
	2.2.3 : construction d'une auberge municipale	x	x	x	50 000 000	
	TOTAL				180 000 000	

Cadre logique N°18

SECTEUR : DOMAINE, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES

PROBLEME : difficultés d'accès à la propriété foncière

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur (DSCE)	Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	-% de la population sensibilisée sur la sécurité foncière -Nombre de demande de titre foncier initié			Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	
Objectif global	Promouvoir l'accès à la propriété foncière	Nombre de titres fonciers			Rapport DD MINDCAF Commune	
Objectifs spécifiques	1. Faciliter l'obtention des titres fonciers des terres	des sessions d'information et de sensibilisation sont organisées			Rapport DD MINDCAF, Commune	Implication de la Commune Autres partenaires techniques
	2. Elaborer un plan d'occupation des sols	La carte d'occupation des sols est disponible			Rapport DD MINDCAF	Implication de la Commune DD/ MINDCAF Autres partenaires techniques
Résultats	.1.1. 80% des terres de la Commune sont sécurisées	. pourcentage des terres immatriculées			Rapports suivi PCD, DD/ MINDCAF	Implication de la Commune DD/ MINDCAF Autres partenaires techniques
	2.2 Une carte d'occupation des terres est mise sur pieds	Un plan de gestion durable des terres est disponible			Rapport suivi PCD	Implication de la Commune DD/ MINDCAF Autres partenaires techniques
Activités		Ressources/intrants			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	financières		
	1.1. 1 Réalisation d'un Plan d'urbanisme et déclaration d'utilité publique	x	x	x	10 000 000	Implication de la Commune DD/ MINDCAF
	2.2.1. Octroi d'un titre foncier de l'espace urbain	x	x	x	25 000 000	Implication de la Commune
	2.2.2. Elaboration d'un plan d'occupation des terres	x	x	x	3 000 000	Implication de la Commune DD/ MINDCAF
	2.2.3. Organisation de campagne de sensibilisation des populations sur l'importance de la sécurisation des terres (01/an)	x	x	x	5 000 000	Implication de la Commune DD MINDCAF
	2.2.4. Elaboration d'un plan d'utilisation et de gestion durable des terres(PUGDT)	x	x	x		
TOTAL				43 000 000		

Cadre logique N°19

SECTEUR : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION

PROBLEME : Faible promotion de la recherche scientifique et de l'innovation

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur (DSCE)	Améliorer la recherche dans le secteur de l'industrie et des services	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'application des résultats de la recherche ; - Nombre d'entreprises innovantes créé - % des femmes développées en femmes et technologies innovantes aux d'amélioration de la productivité. 			Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	
Objectif global	Promouvoir la recherche scientifique au sein de la Commune	Utilisation des techniques modernes dans chaque activité				
Objectifs spécifiques	1. Faciliter l'accès aux résultats de la recherche scientifique	Utilisation des techniques modernes agricoles				Implication de la Commune, des élites et du MINRESI
	2. Créer un cadre propice à la promotion de la recherche	Nombres de foires organisées				Implication de la commune, des élites et du MINRESI
Résultats	1.1 Les populations utilisent les produits de la recherche scientifique	Augmentation de la productivité agricole, de l'élevage, de l'artisanat et de l'industrie				Implication de la Commune, des élites et du MINRESI
	2.2 Les initiatives de recherche scientifique sont valorisées				Implication de la Commune, des élites et du MINRESI	
Activités		Ressources/intrants			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	financières		
	2.1.1. Création d'un centre de recherche en production agropastorale dans les groupements	x	x	x	100 000 000	Implication de la Commune, des élites et du MINRESI
	2.1. Organisation des foires de recherche scientifique 01 fois/an	x	x	x	5 000 000	
	2.2.2. Formation des populations 02 fois l'an sur des thématiques spécifiques : -Multiplication des variétés, techniques de lutte contre l'érosion, -Amélioration de la fertilité des sols, -Analyses et conditionnement des produits agricoles et forestiers non ligneux) - la fabrication des foyers améliorés	x	x	x	5 000 000	Implication de la Commune, des élites et du MINRESI
2.2.3. Mettre sur pied un fichier local des tradipraticiens au sein de la Commune	x	x	x	1 000 000		

	2.2.4 Mise sur pied d'un répertoire de plantes médicinales.	x	x	x	1 000 000	
	2.2.5. Création de 03 champs expérimentaux (pépinière de plantes médicinales,...) : au sein de la Commune de LEMBE YEZOUM	x	x	x	5 000 000	
	TOTAL				117 000 000	

Cadre logique N°20

SECTEUR : COMMERCE

PROBLEME : Difficultés à développer des activités commerciales

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur(DSCE)	Assurer de manière compétitive la présence des produits camerounais sur les marchés	- Part des exportations dans le PIB - Déficit de la balance commerciale			Enquête INS, ECAM	
Objectif global	dynamiser l'activité commerciale au sein la Commune	Croissance économique Augmentation des revenus propre de la Commune			Commune Comptes administratifs	
Objectifs spécifiques	1. Organiser les ventes groupées des produits agricoles	Présence des marchés périodiques locaux fonctionnels			Commune	Disponibilité des fonds Suivi de la mise en œuvre du PCD
	2. Faciliter le ravitaillement en produits commerciaux	La population se ravitaille à 90% dans la Commune				Les routes et pistes sont accessibles en toute saison
Résultats	1.1. Des marchés périodiques sont construits dans plusieurs villages dans la Commune	Présence de plusieurs marchés locaux			Commune	Loyer des boutiques accessibles aux commerçants
	2.2. Les conditions de ravitaillement et de conservation des produits commerciaux sont améliorées	Diminution des tracasseries			Commune	Routes accessibles Transport moins couteux
Activités		Ressources/intrants)			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	financières		
	1.1.1. Construction d'un centre commercial communal équipé : clôture, toilettes, point d'eau, électricité et éclairage public	x	x	x	40 000 000	Pourvu que les études de faisabilité soient concluantes
	1.1.2. Construction des hangars de marché : MEZA'A, BANA, MEBANG, NGUINDA II, EBOLBOUMOU, MBANG, NKOBIKA, NGUINDA I, LEMBE III, ZOA II, ATOLO, MEYETTE.	x	x	x	15.000.000X 12= 180.000.000	Pourvu que les études de faisabilité soient concluantes
1.1.3. Construction d'un hangar de marché de 32 comptoirs, d'un bloc de 10 boutiques, d'un bloc	x	x	x	86 104 568	Pourvu que les études de faisabilité soient concluantes	

	latrine avec 04 compartiments et un forage PMH au marché					
	2.2.1. Construction de 10 magasins de stockage : dans les villages au sein de la commune	x	x	x	250.000.000	Pourvu que la productivité agricole augmente
	2.2.2. Ouverture des marchés périodique :	x	x			
	2.2.3. Acquisition de 23 unités de transformation des produits dans chaque village de la commune	x	x	x	230 000 000	
	2.2.3. Construction de 02 unités de transformation d'huile de palme	x	x	x	20 000 000	
	TOTAL				615 000 000	

Cadre logique N°21

SECTEUR : JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE

PROBLEME : difficultés d'épanouissement de la jeunesse

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur (DCSE)	Augmenter l'offre et la qualité de la formation et de l'encadrement des jeunes	-Nombre de jeunes formés et encadrés			Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	
Objectif global	Favoriser l'intégration socio-économique de la jeunesse au sein de la Commune	Les jeunes sont représentés dans plusieurs domaines d'activités			Rapports d'activités Commune, DA MINJEC	
Objectifs spécifiques	1. Aménager des espaces sociaux d'échange et de formation	Existences des infrastructures d'accueil et des plates-formes d'échanges et de formation			Rapports d'activités Commune, DA MINJEC	Bonne sensibilisation des jeunes
	2. Promouvoir les associations des jeunes	Plusieurs jeunes au sein de la Commune s'auto-emploient			Rapports d'activités Commune, DA MINJEC	Implication de la Commune Implication des jeunes
Résultats	1.1. Des lieux de rencontre et d'échange pour jeunes sont aménagés	De nombreuses séances de travail sont tenues Bilan des activités			Rapports d'activités Commune, DA MINJEC	MINJEC, Commune
	2.2. Les jeunes de la Commune sont formés dans l'auto-emploi au sein de leurs associations	Plusieurs jeunes bénéficient des programmes du PIASSI et du PAJERU			Commune MINJEC	
Activités		Ressources/intrants			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	financières		
	1.1. 1. Réhabilitation et équipement du centre multifonctionnel de promotion des jeunes de l'espace urbain	x	x	x	80.000.000	Implication de la Commune, des élites locales, De la DA MINJEC
	1.1.2. Appui et accompagnement des activités du CNJC	x	x	x	4.244.000	Implication de la Commune
	2.2.1. formation des jeunes dans, la création des AGR. le montage des projets et la recherche de financement	x	x	x	2.500.000	Implication de la Commune, des élites locales, De la DA MINJEC
	2.2.2. Organisation des campagnes d'éducation civique, d'intégration nationale et de volontariat dans la Commune (02 fois par an)	x	x	x	2.000.000	Implication de la Commune, des élites locales, De la DA MINJEC
	2.2.3. Appui financier aux microprojets des jeunes	x	x	x	8.000.000	Implication de la Commune, des élites locales, De la DA MINJEC
TOTAL					96.744.000	

Cadre logique N°22

SECTEUR : SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE

PROBLEME : Faible développement des activités sportives et de loisirs

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur (DSCE)	Promouvoir l'épanouissement physique et sportif des populations				-Développer les infrastructures de transport pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	
Objectif global	Développer les activités de sport et loisirs au sein de la commune	meilleurs résultats dans les compétitions locales, régionales, et nationales			Rapports DD, MINSEP commune	
Objectifs spécifiques	1. Doter les Communes des infrastructures sportives	Calendrier des manifestations sportives			Rapports DD, DA MINSEP	Volonté politique et intérêt de la population
	2. Faciliter l'organisation des manifestations à caractère sportif dans la Commune	Communiqué presse		Nombre de manifestations organisées dans la Commune	Commune Rapports DD/ DA MINSEP	Implication de la Commune et du MINSEP
Résultats	1.1. la Commune est dotée d'infrastructures sportives	De Nombreux évènements sportifs et organisés				
	2.2. Des manifestations sportives sont régulièrement organisées dans la Commune	Plusieurs réunions de sensibilisation sont organisées par an			commune Rapports DD/ DA MINSEP	Implication de la Commune et du MINSEP
Activités		Ressources/intrants)			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	financières		
	1.1. Construction des nouvelles aires de jeux et aménagement des aires existant : MEBANG, MBANG, NKOBIBA, LEMBE III, ATOLO, MEYETTE	x	x	x	10 000 000	des sites sont disponibles dans chaque village
	1.2. Construction et équipement d'un complexe sportif dans la commune	x	x	x	100 000 000	
	1.3. Initiation de la journée sportive à LEMBE YEZOOM	x	x	x	5 000 000	Sensibilisation de la population
	1.4. Plaidoyer pour l'affectation des cadres de sport et éducation physique dans les établissements	x	x			
2.1. Organisation des activités multi -sportives de vacance : tournoi de football, handball, volley Ball, basket Ball, marathon, etc.	x	x	x	5 000 000	Volonté politique des élus locaux, élites et d'autres partenaires	

	2.5. Appui à l'organisation des compétitions Fenasco A (écoles primaires) et B (lycées)	x	x	x	2 000 000	Implication de la Commune
	2.6. Recensement et appui aux associations sportives	x	x	x	3 000 000	Implication de la Commune et de la DASEP
	2.7. Construction et équipement d'un stade municipal avec tribune de 200 places	x	x	x	50 000 000	Implication de la Commune et du MINSEP
	2.8. Organisation des championnats de vacance	x	x	x	3 000 000	Implication de la Commune et de la DASEP
	TOTAL				178 000 000	

Cadre logique N°23

SECTEUR : PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT

PROBLEME : Difficultés de promotion des PME, de l'artisanat et des organisations de l'économie sociale

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur (DSCE)	-Améliorer l'environnement des affaires et la compétitivité des entreprises locales	-Niveau de compétitivité des entreprises locales			Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	
Objectif global	Faciliter la promotion et la création des PME de l'artisanat et des organisations de l'économie sociale	L'économie sociale en nette croissance			Rapport DD, DA MINPMEESA	
Objectifs spécifiques	1. recenser tous les artisans de la commune	Fichier artisan disponible			MINPMEESA	Implication de la Commune
	2. assurer le suivi et l'encadrement des artisans	Augmentation de 50 % des produits issus de l'artisanat			Rapport DD, DA MINPMEESA	Implication de la Commune MINPMEESA
Résultats	.1.1. plusieurs PME sont créées et fonctionnelles	nombre de PME créées			Rapports suivi PCD, DD, DA MINPMEESA	Implication de la Commune MINPMEESA
	2.2 des structures d'encadrement sont créées	des structures d'encadrement sont fonctionnelles			Rapport suivi PCD	Implication de la Commune MINPMEESA
Activités		Ressources/intrants			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	financières		
	1.1.1 Elaboration d'un fichier des artisans par secteur, filière, métier	x	x	x	5 .000. 000	Implication de la Commune MINPMEESA
	1.1.2 .Formation des populations aux métiers artisanaux (vannerie, poterie, sculpture, peinture)	x	x	x	25.000.000	Implication de la Commune MINPMEESA
	1.1.3 .Formation des populations au montage des projets et création de PME	x	x	x	20.000.000	Implication de la Commune MINPMEESA
1.1.4. Financement de 20 projets de création des PME	x	x	x	40.000.000	Implication de la Commune MINPMEESA	

	1.1.5. Renforcement des capacités managériales des artisans : 02 séances/an	x	x	x	10.000.000	
	2.2.1. création et construction d'un village artisanal	x	x	x	50. 000 000	Implication de la Commune
	2.2.2. Formation des populations aux métiers artisanaux (vannerie, poterie, sculpture, peinture objets d'art...)	x	x	x	10 000 000	Implication de la Commune MINPMEESA
	2.2.3. Organisation des foires artisanales : 02 fois l'an	x	x	x	5 000 000	Implication de la Commune MINPMEESA
	TOTAL				165. 000 000	

Cadre logique N°24

SECTEUR : INDUSTRIES, MINES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

PROBLEME : Difficultés à développer l'industrie minière

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur (DSCE) :	Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations	-Part du secteur dans le PIB			-Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	
Objectif global	Développer l'industrie minière	Existence d'une taxe minière			Commune	
Objectifs spécifiques	1. Identifier les potentiels sites miniers	Fichiers des sites miniers disponibles			Rapport DD MINMIDT, Commune	Implication de la Commune
	2. Aménager les sites miniers de la Commune	Exploitation effective des sites miniers			Rapport DD MINMIDT, Commune	Implication de la Commune DD MINDCAF
Résultats	1.1. Des carrières de sable et de pierres sont répertoriées	Nombre de carrières déclarées au MINMIDT			Rapport DD MINMIDT, Commune	Implication de la Commune DD MINDCAF
	2.2. Des carrières de pierre et sables sont aménagées	carrières de pierre et sables sont aménagées et fonctionnelles			Rapport suivi PCD	Implication de la Commune DD MINDCAF
Activités		Ressources/intrants			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	financières		
	1.1.1 Identification en collaboration avec le MINMIDT des sites de carrières potentielles et Déclaration de ces dernières	x	x	x	20.000 000	Implication de la Commune DD MINDCAF
	1.1.2. Recherche de partenariat pour l'exploitation du Sable et des roches de la commune	x	x	x	1 000 000	
	2.2.1. Aménagement des voies d'accès des carrières de sable et de pierre répertoriés et déclarées	x	x	x	20.000.000	Implication de la Commune
	2.2.2. Mise sur pied des carrières de sable : MEBANG, NKOBIBA, LEMBE III	x	x	x	300 000 000	
TOTAL				341 000 000		

Cadre logique N°25

SECTEUR : TRANSPORTS

PROBLEME : Difficultés de déplacement des personnes et d'évacuation des biens

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur	Faciliter le déplacement des personnes et des biens	Proportion de la population ayant un accès facile à leur localité			Les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD)	
Objectif global	Faciliter les déplacements des personnes et des biens au sein de la commune	Augmentation du fichier des transporteurs			Fichier des transporteurs de la Commune	
Objectifs spécifiques	1. aménager des infrastructures de transport	Présence des infrastructures bien aménagées			Rapport suivi PCD	Implication de la Commune
	2. assurer la sécurité dans le déplacement des personnes et des biens	Les transporteurs sont clairement répertoriés à la commune Les voitures et les motos sont à jour et en bon état			Fichier des transporteurs de la Commune et de la DA MINTRANSPORT	Implication de la Commune
	3. mettre sur pied une plate-forme d'échange entre transporteurs et pouvoirs publics locaux	Des séances de rencontres sont organisées			Commune	Implication de la Commune
Résultats	.1.1. des infrastructures de transport sont aménagées				Rapports d'activités Commune	Implication de la Commune
	2.2. le déplacement des personnes et des biens est facilité	Risque d'accident diminué de 50%			Rapport Commune DA MINTRANSPORT	Implication de la Commune Sensibilisation des transporteurs
	3.3. La plate-forme des associations de transporteurs est créée	Le secteur est désormais bien structuré et organisé			Rapport commune, représentants des transporteurs	Implication de la Commune Sensibilisation des transporteurs
Activités		Ressources/intrants			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	financières		
	1.1. 1.Construction de la gare routière de LEMBE équipée d'un bloc de 02 latrines	x	x	x	30 000 000	Pourvu que les études de faisabilité soient concluantes Mise à disposition d'un site non litigieux
	2.2.1. Dotation de 30 casques et 30 gilets aux motos taximen	x	x	x	5 000 000	
	2.2.2. création d'un fichier des transporteurs à la Commune	x	x	x	1.000.000	Implication de la Commune
	2.2.3. Aménagement des routes communales	x	x	x	27 000 000	
	.3.3.1 création d'une plate-forme d'associations des transporteurs	x	x	x	1.000.000	Implication de la Commune,
TOTAL				73 000 000		

Cadre logique N°26

SECTEUR : POSTES ET TELECOMMUNICATION

PROBLEME : Difficultés d'accès aux services de télécommunications

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur (DSCE)	-Développer les infrastructures de communication et de télécommunication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant accès à l'information et aux services postaux			-Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	
Objectif global	Faciliter l'accès aux services de télécommunications	90% de la population à accès aux services de télécommunications			Rapport DD, DA MINTECOM	
Objectifs spécifiques	1. Doter la Commune des outils modernes de télécommunication	Présence des structures et des infrastructures de communication			Rapport suivi PCD	Implication de la Commune
	2. Améliorer la qualité des outils de télécommunication existants	Bonne réception des signaux radio et TV Bonne réception des réseaux téléphoniques			Rapport DD, DA MINTECOM	Implication de la Commune
Résultats	1.1. La Commune est dotée des outils modernes de télécommunication	La population maîtrise l'utilisation de ces outils			Rapports suivi PCD, DD, DA MINTECOM	Implication de la Commune
	2.2 L'accès aux TIC est facilité	Maîtrise de l'outil informatique par la population			Rapport Commune	Implication de la Commune MINTECOM
Activités		Ressources/intrants			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	financières		
	1.1. 1 Construction de 05 télé centres communautaires :	x	x	x	400 000 000	Implication des services compétents (MINCOM, MINPOSTEL)
	1.1.2. Extension des réseaux téléphoniques Orange-MTN-CAMTEL, NEXTEL dans tous les villages de la commune					Implication de la Commune et des opérateurs
	2.2.1. Construction d'un centre multimédia à LEMBE YEZOUM	x	x	x	100. 000 000	Implication de la Commune
	TOTAL				500 000 000	

Cadre logique N°27

SECTEUR : COMMUNICATION

PROBLEME : Difficultés d'accès à l'information

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur (DCSE)	-Développer les infrastructures de communication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant l'accès facile à l'information			Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	
Objectif global	Faciliter l'accès à l'information à tous les habitants	90% de la population à accès à l'information de bonne qualité			Rapport DD, DA MINCOM	
Objectifs spécifiques	1. Doter la Commune des outils modernes de communication	Présence des structures et des infrastructures de communication performantes			Rapport suivi PCD	Implication de la Commune
	2. Améliorer la qualité des outils de communication existants	Bonne réception des signaux radio et TV			Rapport DD, DA MINCOM	Implication de la Commune
Résultats	.1.1. La Commune est dotée des outils modernes de communication	La population bénéficie des outils modernes de communication			Rapports suivi PCD, DD, DA MINCOM	Implication de la Commune
	2.2 l'accès à l'information est facilité	Existence des structures : internet ; fibre optique, câble			Rapport Commune D.D. COM	Implication des services compétents (MINCOM, MINPOSTEL)
Activités		Ressources/intrants			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	financières		
	1.1. 1 Création d'une (01) radio communautaire dans la ville et recrutement et formation du personnel de radio (10)	x	x	x	80. 000 000	Implication de la Commune
	1.1.2. Création et construction de 01 bureau de poste	x	x	x	20.000.000	implication Mairie, Elite, grands distributeurs
	1.1.3. Ouverture de (01) kiosques à journaux : Lembe-Yezoum	x	x	x	10. 000 000	
	1.1.4. Construction d'un centre multimédia à : Lembe-Yezoum	x	x	x	100 000 000	Implication de la Commune
	2.2.1. extension du signal CRTV dans toute la Commune	x	x	x	25.000.000	Implication de la Commune et des services compétents
TOTAL				235. 000 000		

Cadre logique N°28

SECTEUR : ADMINISTRATION TERRITORIALE DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE

PROBLEME : Insécurité et difficulté d'accès aux actes d'état civil

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur						
Objectif global	Assurer la sécurité dans tout l'espace communal	Vols agressions et vandalisme en baisse			Rapport Commune, brigade de gendarmerie	
Objectifs spécifiques	1. Renforcer les effectifs et la logistique des services de sécurité	Effectifs en augmentation			Rapport Commune	Circulation de l'information entre tous les acteurs
	2. Impliquer les populations dans le maintien de l'ordre	Existence des comités de vigilance			Rapport Commune	
	3. Renforcer l'accès à la citoyenneté des enfants	Présence des infrastructures			Rapport Commune	Implication de l'Etat et des partenaires
Résultats	1.1. Les forces de maintien de l'ordre se déploient plus facilement dans la Commune	Rapport des rencontres			Rapport Commune	
	2.1. La sécurité est assurée par les populations	Taux d'agressions et de vols en baisse de 50%			Rapport Commune	
	3.1. Les forces de l'ordre et les administrateurs ont bénéficié des bureaux adéquats	Bureaux construits et fonctionnels				
Activités		Ressources/intrants			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	financières		
	1.1.1. Création et construction d'un poste de police à ZOA I	x	x	x	45 000 000	Implication du MINATD, MINDEF
	1.1.2. Dotation de la brigade de gendarmerie de Lembe- Yezoum du matériel roulant (03)	x	x	x	1.000.000x3=3.000.000	
	1.1.3. Multiplication des patrouilles dans la ville et les villages	x	x	x	1.000.000/an	
	2.1. Création d'un comité de vigilance et d'auto défense par village	x	x	x	500.000x37=18 500 000	
	2.2. Renforcement des capacités des comités d'autodéfense et appui en matériel : torches, gilets, casques, etc.	x	x	x	1.500.000	
	3.1. Création et construction de 04 centres d'état civil :	x	x	x	5.000.000	
	3.2. Organisation des audiences foraines et 01 fois l'an	x	x	x	5.000.000	
	3.3. Installation des plaques de signalisation indiquant les limites des villages	x	x	x	15.000.000	
	3.4. Dotation des mâts et drapeaux à toutes les chefferies	x	x	x	5.000.000	
	TOTAL				99 000 000	

Cadre logique N°29

SECTEUR : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

PROBLEME : absence de politique de prise en charge des étudiants et jeunes bacheliers dans l'insertion académique et socioprofessionnelle

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur (DSCE)	-Améliorer l'accès et l'équité dans l'enseignement supérieure	-% des étudiants dans les Universités publiques ; -Nombre de nouveau de nouveaux établissements universitaires privés créé ; -Indice de parité (fille /garçon) ;			Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	
Objectif global	Favoriser l'insertion académique et socioprofessionnelle des étudiants	Augmentation du nombre d'étudiants/bacheliers inscrits dans une structure supérieure de formation			Rapports des associations d'élèves et étudiants	
Objectifs spécifiques	1. Maitriser le fichier des étudiants /bacheliers de la commune				-rapports des sectoriels	Motivation des élèves pour les études supérieures
	2. Appui technique et financier des étudiants /bacheliers de la commune	Types d'aide octroyée			Rapports des associations d'élèves et étudiants	Motivation des élèves pour les études supérieures
Résultats	1.1 Tous les des étudiants /bacheliers de la commune sont répertoriés et connus	Fichier disponible			-Rapports des sectoriels	Motivation des élèves pour les études supérieures
	2.2. plusieurs étudiants ont bénéficié des aides et subventions	Nombres d'étudiants bénéficiaires			Rapports des associations d'élèves et étudiants	Motivation des élèves pour les études supérieures
Activités		Ressources/intrants			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	financières		
	1.1.1. identifier par village les étudiants /bacheliers	x	x	x	200.000	Implication de la Commune Motivation des élèves pour les études supérieures
	2.2.1. Formation des étudiants /bacheliers au montage des projets et à l'auto emploi	x	x	x	5.000.000	
	2.2.2 Octroi des bourses aux meilleurs bacheliers locaux de la Commune	x	x	x	10 000 000	
TOTAL				15.200.000		

Cadre logique N°30

SECTEUR : VIH/SIDA

PROBLEME : MENACE DES IST ET DU VIH SIDA

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur						
Objectif global	Diminuer de 90% le taux de prévalence et de morbidité des IST et du VIH SIDA	Taux de prévalence et de morbidité e baisse de 50%			Rapport CSI	
Objectifs spécifiques	1. Renforcer la sensibilisation des populations	Nombre de campagnes tenues par an			Rapport CSI	
	2. Assurer la prise en charge des personnes contaminées	Nombres de personnes contaminées prises en charge			Rapport CSI	
	3. Assurer la protection des nouveaux nés	Nombre de femmes enceintes prises en charge			Rapport CSI	
Résultats	1.1.90% des personnes vivant avec le VIH/SIDA connaissent leur séropositivité	Nombre de campagnes tenues par an			Rapport, CSI	
	2.1. 90% des personnes conscientes de leur séropositivité au VIH/SIDA soient sous traitement antirétroviral	Nombres de personnes prises en charge			Rapport CSI/District de santé	
	3.1. 90% des personnes sous traitement aient une charge virale indétectable	Nombres d'enfants contaminés en baisse de 90%				
Activités		Ressources/intrants			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	financières		
	1.1. Organisation de 04 campagnes de sensibilisation lors des évènements spéciaux par une équipe de 10 personnes	x	x	x	2 10 000	
	1.1. Organisation d'une campagne de dépistage (équipe de 10 personnes)	x	x	x	15 000 000	
	1.3. Organisation d'une campagne de sensibilisation en direction des garçons et filles des lycées, CES et CETIC de la Commune sur les IST/VIH pendant la semaine de la jeunesse (équipe de 4 personnes)	x	x	x	217 000	
	1.4. Organisation d'une campagne ciblée de dépistage du VIH/SIDA avec les unités mobiles médicalisées et distribution des préservatifs masculins et féminins	x	x	x	140 000	
	2.1. Mise en place des structures de prise en charge des personnes vivant avec le VIH/SIDA	x	x	x	25 000 000	
	2.1.2 Dotation des ARV dans toutes les formations sanitaires de la Commune	x	x	X	10 000 000	
	3.1.1. Mise en place d'un système de prise en charge des femmes enceintes	x	x	x	10.000.000	
TOTAL				65.000.000		

Cadre logique N°31

SECTEUR 29 : INSTITUTION COMMUNALE

PROBLEME : Faible compétitivité de la Commune

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur (Voir DSCE)	Rendre compétitive la Commune		Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	
Objectif global	Assurer la compétitivité de la Commune en termes de ressources humaines, ressources financières, la gestion du patrimoine et la gestion des relations	La Commune a amélioré sa compétitivité	Rapport Commune	
Objectifs spécifiques	1. Améliorer les ressources humaines de la Commune	Nombre de Personnes recruté	Rapport Commune	
	2. Améliorer la structure organisationnelle de la Commune	Organigramme formel disponible	Rapport Commune	
	3. Améliorer la capacité financière de la Commune	3 personnels sont recrutés à la recette municipale La Recette Municipale dispose des moyens logistiques Un fichier des contribuables actualisé est disponible dans la Commune	Rapport Commune	Implication du conseil municipal Implication de la tutelle Amélioration de la capacité financière de la Commune
	4. Améliorer la gestion du patrimoine communal	Le patrimoine de la Commune est amélioré en qualité et en quantité	Rapport Commune	Un personnel chargé de l'entretien et de la gestion du patrimoine est recruté
	5. Développer un partenariat actif au sein de la Commune	Nombre de sessions de réunion organisées dans la Commune PV des réunions Actes de collaboration avec d'autres Communes	Rapport Commune	Recherche de partenariat Instauration d'un cadre de concertation avec tous les acteurs de la Commune
Résultats	1.1. Le personnel est recruté à la recette municipale	PV	Rapport Commune	Implication de la Commune
	1.2. Un organigramme formel est élaboré dans la Commune	Exemplaire de l'organigramme	Rapport Commune	
	1.3. Un plan de formation du personnel est élaboré	Exemplaire du plan de formation	Rapport Commune	
	1.4. les conseillers municipaux sont formés sur leur rôle et sur la décentralisation	Modules de formation Feuilles de présence	Rapport Commune	
	2.1. Un fichier de contribuables régulièrement actualisé est élaboré	Fichier des contribuables disponible	Rapport Commune	Implication de la Commune
	2.2. De nouvelles sources de revenus sont identifiées et valorisées	Liste des sources de revenus Fichier des contribuables	Rapport Commune	
	2.3. La recette municipale dispose d'une moto pour un meilleur recouvrement des ressources propres	PV de réception	Rapport Commune	Implication du conseil municipal
	3.1. Le patrimoine de la Commune est recensé et évalué	Etat du patrimoine	Rapport Commune	Implication de la Commune Implication du comptable matières
	3.2. Un agent technique qualifié est recruté pour l'entretien et la gestion du patrimoine	Contrat de travail	Rapport Commune	Amélioration de la capacité financière de la Commune Volonté de l'exécutif municipal
	3.3. Un marché est construit et équipé au centre urbain	PV de réception	Rapport Commune	Disponibilité des ressources financières
3.4. Une cité municipale est construite et équipé	PV de réception	Rapport Commune	Disponibilité des ressources financières	

	3.5. Le compte matière de la Commune est régulièrement produit	Compte matières	Rapport Commune	Implication du comptable matières
	4.1. Un cadre de concertation trimestriel avec les contribuables est organisé	PV des réunions	Rapport Commune	Volonté de l'exécutif municipal
	4.2. Un cadre de concertation trimestriel avec les services techniques de l'Etat est organisé	Acte de création	Rapport Commune	Volonté de l'exécutif municipal
	4.3. Un syndicat des Communes de la Haute Sanaga est créé	Acte de création	Rapport Commune	Plaidoyer auprès des acteurs concernés
	4.4. Un Comité communal de suivi de l'investissement public est créé	Acte de création Composition du comité	Rapport Commune	Plaidoyer auprès de la tutelle
	4.5. Le jumelage avec d'autres Communes est effectif	Actes de collaboration Liste des Communes	Rapport Commune	Recherche de partenariats Disponibilité des ressources financières
		Moyens (intrants)	Coûts (FCFA)	Conditions préalables
Activités	1.1. Recrutement de 03 personnels à la recette municipale	Main-d'œuvre		Implication de la Commune Implication de la tutelle Implication du conseil municipal
	1.2. Elaboration d'un organigramme formel à la Commune	Main-d'œuvre		Implication de la Commune
	1.3.1. Elaboration d'un plan de formation du personnel	Main-d'œuvre		Implication de la Commune
	1.3.2. Organisation des séminaires annuels de renforcement des capacités du personnel communal	Main d'œuvre	1 000 000	Implication de la Commune
	1.4. Organisation des séminaires annuels de renforcement des capacités des conseillers dans leur rôle et sur la décentralisation	Main d'œuvre	1 000 000	Implication de la Commune Implication de la tutelle
	2.1. Elaboration du fichier des contribuables actualisé	Main-d'œuvre et matériel	2 000 000	Implication de la Commune
	2.2. Identification, recensement et valorisation de nouvelles sources de recettes pour l'amélioration de la capacité financière de la Commune	Etudes de faisabilité	1 000 000	Implication de la Commune Implication de la tutelle Implication des autorités traditionnelles
		Main-d'œuvre et matériel		
	2.3. Acquisition d'une moto pour la recette municipale pour faciliter le recouvrement des recettes	Main-d'œuvre et matériel	500 000	Implication de la Commune Implication du conseil municipal
	3.1. Elaboration d'un état du patrimoine	Main-d'œuvre et matériel	1 000 000	Implication de la Commune
	3.2. Recrutement d'un agent technique qualifié chargé de l'entretien et de la gestion du patrimoine	Main-d'œuvre		Implication de la Commune
	3.3. Construction et équipement d'un marché au centre urbain	Etudes de faisabilité	86 104 568	Disponibilité des ressources financières
		Main-d'œuvre et matériel		
	3.4. Construction et équipement d'une cité municipale	Etudes de faisabilité	1 000 000	Recherche de partenaires financiers
		Main-d'œuvre et matériel		
	3.5. Elaboration du compte matières de la Commune	Main-d'œuvre et matériel	1 000 000	
4.1. Instauration d'un cadre de concertation trimestriel avec les contribuables	Main d'œuvre		Implication de la Commune Implication de l'autorité administrative	
4.2. Instauration d'un cadre de concertation trimestriel avec les services techniques de l'Etat	Main-d'œuvre		Implication de la Commune Implication de l'autorité administrative	
4.3. Plaidoyer pour la création d'un syndicat des Communes de la Haute Sanaga	Main-d'œuvre		Implication de la Commune Implication de l'autorité administrative	

	4.4. Plaidoyer pour la création d'un comité départemental du suivi de l'investissement public	Main-d'œuvre et matériel		Implication de la Commune Implication de l'autorité administrative
	4.5. Instauration d'un jumelage avec les Communes étrangères pour le développement des partenariats	Main-d'œuvre	10 000 000	Implication de la Commune Implication du conseil municipal Disponibilité des ressources financières pour effectuer les voyages
	TOTAL		103 604 568	

Cadre logique n° 32

SECTEUR : ECONOMIE LOCALE

PROBLEME : Faible productivité de l'économie locale

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur	Améliorer l'environnement des affaires et la compétitivité des entreprises locales	Niveau de compétitivité des entreprises locales	Compte administratif de la Commune	
Objectif global	Assurer la compétitivité de l'économie locale	Les infrastructures commerciales sont construites la Commune a signé des partenariats avec des investisseurs étrangers Les ressources propres de la Commune ont augmenté	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Dynamisme de l'exécutif municipal
Objectifs spécifiques	1. Mettre sur pied des infrastructures économiques de qualité	Infrastructures économiques fonctionnelles	RAPPORT COMMUNE, MINEPAT	Recherche de partenariats
	2. Promouvoir l'entrepreneuriat local	nombre de PME créées Nombre de structures existantes appuyées	comptes administratifs	Implication des pouvoirs publics
	3. Améliorer la production locale par la création d'emploi	Nombres d'emplois créés, comptes administratif, recette annuelle par habitant	RAPPORT COMMUNE, MINEPAT	Partenariat public-privé
Résultats	1.1. Les infrastructures économiques de qualité sont construites et équipées	infrastructures économiques fonctionnelles	RAPPORT COMMUNE, MINEPAT,	Disponibilité des ressources financières
	2.1. La compétitivité des entreprises locales est assurée	Augmentation de l'assiette fiscale de 50%	comptes administratifs	Implication des pouvoirs publics
	3.1. La production locale a augmenté de 25.% et de nombreux emplois sont créés	Fichier de sans emploi en baisse de 50%	RAPPORT COMMUNE, MINEPAT	

	Ressources/intrants			Coûts (FCFA)	Conditions préalables	
	Humaines	Matérielles	financières			
Activités	1.1. Construction d'un hangar de marché à : MEZA'A, BANA, MEBANG, NGUINDA II, NGUINDA I, EBOLBOUMOU, MBANG, NKOIBIBA, NGUINDA I, LEMBE II, ZOA II, ATOLO, MEYETTE, Centre urbain.	x	x	x	PM	Détermination des responsables communaux
	1. 2. Construction de 11 magasins de stockage MEZA'A, BANA, MVEBEKONE, NGUINDA II, EBOLBOUMOU, NGUINDA I, AKOMO I, MESSESSA, MELEN, ZOA II, KOKOA.	x	x	x	PM	
	1. 3. Construction et équipement d'un centre commercial au centre urbain	x	x	x	PM	
	1. 4. Construction de 02 fermes avicoles municipales de production des poussins d'une capacité de 5000 sujets	x	x	x	PM	
	1. 5. Construction d' 01 ferme municipale de production porcine d'une capacité de 400 porcelets	x	x	x	PM	
	1.9. Construction et équipement d'une cité municipale	x	x	x	PM	
	2.1. Formation des populations au montage des projets et PME : 02/an	x	x	x	PM	
	2.2. Appui aux coopératives et associations de la Commune	x	x	x	PM	
	3.1. Création des pépinières communales de palmier à huile et de cacao de 100.000 plants respectivement	x	x	x	PM	
	3.2. Aménagement de plus de 150km de voies d'accès inter-village	x	x	x	PM	
	3.3. Aménagement de la route principale du village environ 70 km	x	x	x	PM	
	3.4. Ouverture d'au moins 10 pistes agricoles dans les villages : MVEBEKONE, NGUINDA II (Ava-Mvom : 5 km), EBOLBOUMOU (Onden avec 02 ponts sur 15 km, Bissong-Nguinda sur 15 km), NSAMBA (chefferie sur 2 km), NGUINDA I (Mebessa 1 km, Mvombo 1 km, Nkossa : 2 km), AKOMO I (Zalom : 4 km, Nlan Nlan 2 km, Ngoulmebo : 2 km), MELEN (Nkolayop : 3 km, Djong Ebamba : 3 km)	x	x	x	PM	
	3.5. Electrification d'au moins 25 villages de la Commune en panneaux solaires	x	x	x	PM	

	TOTAL	PM	
--	--------------	-----------	--

4.17. COUT ESTIMATIF DU PCD

Tableau36 : Coût estimatif du PCD

N°	SECTEUR	SOUS SECTEUR	MONTANT
1	AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT DURABLE		1 075 000 000
2	ELEVAGE PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES		451300000
3	SANTE		1 133 500 000
4	VIH/SIDA		65 000 000
5	TRAVAUX PUBLICS		1 765 000 000
6	EDUCATION DE BASE		632 750 000
7	ARTS ET CULTURE		1 305 000 000
8	AFFAIRES SOCIALES		80 000 000
9	EAU		3 350 000 000
10	ENERGIE		5 631 000 000
11	ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES		828 500 000
12	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE		130 000 000
13	TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE		201 000 000
14	PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE		186 000 000
15	TOURISME ET LOISIRS		895 000 000
16	FORET ET FAUNE		40 000 000
17	ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE LA NATURE ET DEVELOPPEMENT DURABLE		192 350 000
18	HABITAT ET DEVELOPPEMENT URBAIN		180 000 000
19	DOMAINE, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES		43 000 000
20	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION		142 000 000
21	COMMERCE		2 040 000 000
22	JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE		96 744 000
23	SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE		178 000 000
24	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT		165 000 000
25	TRANSPORTS		64 000 000
26	INDUSTRIES MINES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE		341 000 000
27	POSTES ET TELECOMMUNICATION		500 000 000
28	COMMUNICATION		470 000 000
29	ADMINISTRATION TERRITORIALE DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE		99 000 000
30	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR		15 200 000
31	INSTITUTION COMMUNALE		103 604 568
32	ECONOMIE LOCALE		PM
	TOTAL		22 398 948 568

V. PLANIFICATION

5.1. VISION ET OBJECTIFS DU PCD

En plénière, en présence des parties prenantes à savoir : les chefs de villages, les élus locaux, les sectoriels y compris le MINEPAT, les présidents de CC, le PNDP, l'OAL, les organisations de la société civile, les élites, les ONG et associations, solennellement, le maire a énoncé sa vision de développement de la Commune de Lembe- Yezoum. Celle-ci se formule comme suit :

« A l'horizon 2025, la Commune de Lembe-Yezoum est économiquement stable et est dotée des infrastructures sanitaires, scolaires, énergétiques, hydrauliques et routières de qualité dans le but de promouvoir le développement socio-économique de ses populations dans le long terme».

5.1.1 Objectifs du PCD

L'objectif du PCD ici est de traduire en actions concrètes la vision de développement énoncée. Cette vision est structurée autour de 03 programmes techniques à savoir : le programme amélioration de l'offre des services sociaux de base, le programme promotion du développement économique et protection de la nature et le programme promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse. Ces programmes techniques quant à eux dégagent 09actions qui font en réalité l'ossature de la vision de développement du Maire.

- Le **secteur des infrastructures** comprenant le MINTP, le MINEE, le MINTRANSPORT, le MINPOSTEL, le MINHDU, et le MINDCAF. entend améliorer à travers le PCD, de 50% le taux d'accès aux infrastructures de communication, énergétiques, et de télécommunication notamment avec l'aménagement de plus de 250 km de route communale la création des centrales solaires, l'installation de nouvelles antennes téléphoniques et la création d'une radio communautaire à grande portée.
- Le **secteur rural** comprenant le MINADER, le MINEPIA, le MINFOF et le MINEPDED où la Commune compte améliorer la production agricole, animale et halieutique en passant de 40% à 70% afin d'assurer l'autosuffisance et l'augmentation des revenus des populations dans le respect de l'environnement.
- Le **secteur des industries et services** comprenant le MINIMIDT, le MINPMEESA, le MINCOMMERCE et le MINTOUL où le PCD veut contribuer à la promotion des PME, et de l'industrie permettant ainsi la création d'emploi
- le **secteur de l'éducation** incluant : le MINEDUB, le MINESEC, le MINESUP et le MINRESI où le PCD cherche à passer d'un taux d'alphabétisation et de scolarisation de 60% à un taux de 80 % à l'horizon 2022.
- le **secteur santé.** Le PCD veut contribuer conformément à la stratégie 2016 -2027 de ce secteur à assurer un développement humain sain, productif et capable de porter une croissance forte, inclusive et durable. A cet effet, le PCD prévoit l'augmentation des structures de formation sanitaires, l'augmentation d'un personnel qualifié, la facilitation de l'accès aux médicaments, la facilitation de l'accès aux soins de santé aux personnes vulnérables, et l'accentuation de la prise en charge des personnes vivant avec le VIH SIDA et des EOV.
- le **secteur social** qui couvre : le MINJEC, le MINAS, le MINPROFF, le MINSEP, le MINTSS et le MINEFOP, le PCD veut s'arrimer à la stratégie sectorielle dont l'objectif est de Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs. Dans cette optique la prise en compte des aspects liés genre, des personnes vulnérables, l'accentuation de la formation des jeunes

et l'assurance de la sécurité sociale aux travailleurs constituent commune veut s'appuyer pour améliorer ce secteur.

- le **secteur Gouvernance** intègre lui, le MINFOPRA, le MINATD, le MINJUSTICE. Dans ce secteur le PCD veut contribuer à la gestion institutionnelle de la Mairie qui montre quelques faiblesses notamment dans la gestion financières où il faut par exemple améliorer le processus ou la stratégie de recouvrement, la gestion des ressources humaines dont il faut améliorer la quantité et la qualité, la gestion du patrimoine qui devient vieillissant et qu'il faut renouveler et enfin la gestion des relations où il est urgent d'intensifier les partenariats avec des bailleurs de fonds.

5.2. ELEMENTS DE CADRAGE

5.2.1. CADRAGE BUDGETAIRE

Le cadrage budgétaire est un exercice qui permet de dégager la capacité financière de la Commune sur recettes propres et autres ressources. S'inspirant des comptes administratifs des trois derniers comptes administratifs de 2015, 2016, et 2017 et les ressources sûres de la Commune en l'occurrence les différentes allocations reçues, le cadrage budgétaire de la Commune de Lembe-Yezoum se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 37 : Evaluation de la capacité d'investissement de la Commune de Lembe-Yezoum

ANNEE	budget	TOTAL CA	MONTANT TOTAL INVESTISSEMENT REALISE	INVESTISSEMENT SUR RESSOURCES SURES	CAPACITE PROPRE D'INVESTISSEMENT	OBSERVATION
2015	345 176 860	199 469 706	62 864 371	45 032 822,6	45 032 822,6	RAS
2016	318 478 965	159 647 563	101 836 151	42 767 066,8	42 767 066,8	RAS
2017	904 410 980	235 753 866	174 432 688	42 670 346	42 670 346	RAS
TOTAL SUR 3 ANS	-	478 286 616	218 021 459	130 470 234	130 470 234	RAS
MOYENNE ANNUUEL SUR 3 ANS	-	159428872	72673819,7	43490078,1	43 490 078,1	RAS
PROSPECTION ANNUELLE				588 079 646,1	43 490 078,1	Aux ressources propres, sont rajoutées les ressources certaines du MINDEVEL, du PNDP, du BIP, du MINTP qui constituent des différentes dotations reçues pour le compte de l'année 2019

Tableau 38 : Projection des investissements sur 05 ans

Année	2019	2020	2021	2022	2023	TOTAL
Ressources sûres	43 490 078	43 490 078	43 490 078	43 490 078	43 490 078	217 450 390
MINDDEVEL	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	500 000 000
PNDP	86 105 568	-	-	-	-	86 105 568
MINTP	27 778 000	27 778 000	27 778 000	27 778 000	27 778 000	138 890 000
BIP	330 707 000	-	-	-	-	330 707 000
TOTAL	588 079 646	171 268 078	171 268 078	171 268 078	171 268 078	1 273 151 958

Une fois la moyenne des ressources sur trois exercices obtenu, nous avons fait une projection sur 05 ans et obtenu un montant de : 217 450 390 soit 43 490 078/ an. A ces ressources propres de la Commune, s'ajoutent les

ressources du MINDDEVEL qui s'élèvent à 100 000 000/an Comme l'indique le tableau ci-dessus, la dotation du PNDP pour la construction d'un hangar de marché au centre urbain, la dotation du MINTP pour l'entretien des routes, et le BIP pour l'exercice 2019 ce qui porte le montant des investissements prévus à un montant de 688 080 646. Suivant les orientations du MINDDEVEL, les activités du PCD doivent désormais mettre un accent particulier sur les secteurs Culture, sports et jeunesse. Suivant cette orientation, la Commune a décidé d'allouer un montant de 15 000 par an à ces projets, ce montant est déduit de la dotation annuelle du MINDDEVEL.

5.2.2. RANKING/ORDRE DE FINANCEMENT DES VILLAGES

L'exercice de planification est une activité qui vise à organiser la réalisation des projets au sein de la Commune dans le respect des principes d'équité, d'urgence, de pertinence et de faisabilité en rapport avec la disponibilité des ressources nécessaires.

A cet effet, il s'impose au préalable un Ranking général des villages et un ranking multisectoriel dans le PCD. Il s'agit en fait d'un classement des villages en fonction de la priorité d'intervention ou d'investissement sur la base des ressources sûres de la Commune et d'un classement des villages par secteurs suivant les projets retenus dans le plan quinquennal.

Tableau 39 : Ranking/ordre de financement des villages

RANG	LOCALITE	Justifications
1	Espace Urbain/ Villages /Commune	L'espace est prioritaire pour impulser le développement de la Commune
1	NSAMBA	Le village ne dispose d'aucune infrastructure
2	NGUINDA II	Le village est vaste et assez peuplé mais ne dispose d'aucune infrastructure
3	MELEN	Le village ne dispose d'aucune infrastructure
4	MENGUEME	Le village ne dispose d'aucune infrastructure
5	MESSESSA	Le village ne dispose d'aucune infrastructure
6	ENGONG	Le village ne dispose d'aucune infrastructure
7	ATOLO	Le village ne dispose d'aucune infrastructure
8	LEMBE III	Le village dispose d'au moins une infrastructure
9	MEZA'A	Le village dispose d'au moins une infrastructure
10	MEYETE	Le village dispose d'au moins une infrastructure
11	EKANG	Le village dispose d'au moins une infrastructure
12	MEBANG	Le village dispose de 02 infrastructures
13	MELO	Le village dispose de 02 infrastructures
14	ZOA II	Le village dispose de 02 infrastructures
15	NLONG	Le village dispose de 02 infrastructures
16	KOKOA	Le village dispose de 02 infrastructures
17	EBOLBOUMOU	Le village dispose de 02 infrastructures
18	SIMBANE	Le village dispose de 4 infrastructures
19	ENDOUM	Le village dispose de 4 infrastructures
20	BANA	Le village dispose de 4 infrastructures
21	NKOBIBA	Le village dispose de 4 infrastructures
22	MVEBEKONE I	Le village dispose de 4 infrastructures
23	NGUINDA I	Le village dispose de 4 infrastructures
24	AKOMO	Le village dispose de 4 infrastructures
25	MBANG	Le village dispose de 4 infrastructures
26	ZOA I	Le village est celui qui dispose de plus d'infrastructures dans la Commune

Tableau 40 : Ranking multisectoriel

SECTEURS	LOCALITE	LIBELLE DU PROJET	RANG	JUSTIFICATION
COMMERCE	Espace Urbain/ Villages /Commune	Construction d'un marché : équipé des hangars de marché de 32 comptoirs, d'un bloc de 10 boutiques, d'un bloc latrine avec 04 cabines et un forage PMH	1	L'espace est prioritaire pour impulser le développement de la Commune
	ZOA I	Construction d'un hangar de marché avec comptoirs à ZOA Centre (première phase)	2	localité ayant un fort potentiel de production et une bonne position géographique pour la construction d'un marché
	ZOA I	Construction d'un hangar de marché avec comptoirs à ZOA Centre (première phase)	3	localité ayant un fort potentiel de production et une bonne position géographique pour la construction d'un marché
	NLONG	Construction et équipement d'un hangar de marché à EKANG	4	existence d'un fort potentiel pour le développement des activités commerciales
TRAVAUX PUBLICS	NSAMBA	Aménagement de la route : NLONG-NSAMBA-MELO : 6 km NSAMBA-LEMBE : 9 km	1	mauvais état du réseau routier, et des voies d'accès du village
	NGUINDA II	Aménagement de la route du Carrefour MESSAK-NKOLOYACK sur 7km	2	
	MENQUEME	Aménagement de la route axe Akomo-Mvebekone : 4 km	3	mauvais état du réseau routier
	AKOMO	Aménagement de la route : AKOMO-MEBOLO 14 km passant par NDANGA	4	mauvais état du réseau routier; faible circulation des biens et des personnes
	ENGONG	Aménagement de la route principale du village sur 05 km	5	enclavement de la localité
	MEYETE	Aménagement de la route ZOA-MEYETTE : 05 km avec un pont sur 3m en matériaux provisoires	6	mauvais état du réseau routier
EAU	MELEN	Construction d'un forage équipé de PMH à MELEN Centre	1	insuffisance des points d'eau potable
	MENQUEME	Construction d'un forage équipé de PMH à MBAKA	2	
	MESSESSA	Construction d'un forage équipé de PMH à MINDI-ASSI	3	
	ENGONG	Construction d'un forage équipé de PMH à ANDOM	4	
	ATOLO	Construction d'un forage équipé de PMH à ATOLO Chefferie	5	
	LEMBE III	Construction d'un forage équipé de PMH au quartier NKOMESSE	6	
	MEZA'A	Construction d'un forage équipé de PMH à NGUEM	7	inexistence de point d'eau potable
	MEYETE	Construction d'un forage équipé de PMH à MEYETE Plateau	8	
	MELO	Construction d'un forage équipé de PMH à BIWONG	9	
	ZOA II	Construction d'un forage équipé de PMH à Azong	10	
	EBOLBOUMU	Construction d'un forage équipé de PMH à MEKA'A	11	
	SIMBANE	Construction d'un forage équipé de PMH à NKOLABANDA	12	
	NKOBIBA	Construction d'un forage équipé de PMH à l'EP d'Obo'o	13	

SECTEURS	LOCALITE	LIBELLE DU PROJET	RANG	JUSTIFICATION
	MVEBEKONE I	Construction d'un forage équipé de PMH à BIKIT	14	
	NGUINDA I	Construction d'un forage équipé de PMH à l'école publique	15	
	MBANG	Construction d'un puits à PMH à la chefferie MBANG	16	insuffisance de points d'eau potable
	LEMBE II	Construction d'un forage équipé de PMH à LEMBE II	17	insuffisance des points d'eau potable
	NSAMBA	Construction d'un forage équipé de PMH à NSAMBA Plateau	18	
	NGUINDA II	Construction d'un forage équipé de PMH à la chefferie	19	
	MELEN	Construction d'un forage équipé de PMH à MENGUA	20	
	MESSESSA	Construction d'un forage à AVA'A MVOAN	21	insuffisance des points d'eau potable
	ATOLO	Construction d'un forage équipé de PMH dans le hameau d'AKOA	22	inexistence de point d'eau potable
	LEMBE III	Construction d'un forage équipé de PMH au quartier AKAMBA	23	insuffisance de point d'eau potable
EDUCATION DE BASE	EKANG	Construction de 02 blocs de 02 salles de classe à l'EP d'EKANG	1	insuffisance de salles de classes
	MEBANG	Construction et équipement de 02 salles de classe à l'EP de MEBANG	2	
	MEZA'A	Construction et équipement d'un bloc de deux salles de classe à l'EP	3	insuffisance de salles de classes
CULTURE	Espace Urbain/ Villages /Commune	Organisation d'un festival culturel annuel pour la promotion de la Culture	1	faible promotion de la culture, disparition de la culture locale
	Espace Urbain/ Villages /Commune	Organisation d'un festival culturel annuel pour la promotion de la Culture locale	2	faible promotion de la culture, disparition de la culture locale
	Espace Urbain/ Villages /Commune	Organisation d'un festival culturel annuel pour la promotion de la Culture	3	faible promotion de la culture, disparition de la culture locale
JEUNESSE	Espace Urbain/ Villages /Commune	Organisation des campagnes d'éducation civique, intégration nationale et de volontariat	1	Le village dispose de 02 infrastructures
	Espace Urbain/ Villages /Commune	formation des jeunes dans, la création des AGR. le montage des projets et la recherche de financement	2	faible insertion socioprofessionnelle des jeunes
	Espace Urbain/ Villages /Commune	Organisation des campagnes d'éducation civique, d'intégration nationale et de volontariat dans la Commune (02 fois par an)	3	faible promotion des jeunes et du vivre ensemble
	Espace Urbain/ Villages /Commune	formation des jeunes dans, la création des AGR. le montage des projets et la recherche de financement	4	faible épanouissement des jeunes, difficulté d'insertion socioprofessionnelle

SECTEURS	LOCALITE	LIBELLE DU PROJET	RANG	JUSTIFICATION
	Villages /Commune			
	Espace Urbain/ Villages /Commune	Organisation des campagnes d'éducation civique, d'intégration nationale et de volontariat dans la Commune (02 fois par an)	5	faible promotion des jeunes et du vivre ensemble
	Espace Urbain/ Villages /Commune	formation des jeunes dans, la création des AGR. le montage des projets et la recherche de financement	6	faible insertion socioprofessionnelle des jeunes
	Espace Urbain/ Villages /Commune	formation des jeunes dans, la création des AGR. le montage des projets et la recherche de financement	7	faible insertion socioprofessionnelle des jeunes
	Espace Urbain/ Villages /Commune	Organisation des campagnes d'éducation civique, intégration nationale et de volontariat	8	faible promotion des jeunes et du vivre ensemble
SPORT	Espace Urbain/ Villages /Commune	Organisation d'un championnat de vacance	1	faible promotion du sport dans la localité
	Espace Urbain/ Villages /Commune	Appui aux associations sportives	2	
	Espace Urbain/ Villages /Commune	Appui à l'organisation des compétitions Fenasco	3	
	Espace Urbain/ Villages /Commune	Organisation d'un championnat de vacance	4	faible promotion du sport dans la localité
	Espace Urbain/ Villages /Commune	Appui à l'organisation des compétitions Fenasco A et B	5	
	Espace Urbain/ Villages /Commune	Appui aux associations sportives	6	
	Espace Urbain/ Villages /Commune	Organisation d'un championnat de vacance	7	faible promotion du sport dans la localité

SECTEURS	LOCALITE	LIBELLE DU PROJET	RANG	JUSTIFICATION
	Espace Urbain/ Villages /Commune	Appui aux associations sportives	8	
	Espace Urbain/ Villages /Commune	Appui à l'organisation des compétitions FENASCO (A et B)		
	Espace Urbain/ Villages /Commune	Appui à l'organisation des compétitions Fenasco A et B	9	faible promotion du sport
	Espace Urbain/ Villages /Commune	Organisation d'un championnat de vacance	10	faible promotion du sport
	Espace Urbain/ Villages /Commune	Appui aux associations sportives	11	
ENERGIE	BANA	Construction d'une centrale photovoltaïque (première phase)	1	difficulté d'accès à l'énergie électrique
	BANA	Construction d'une centrale photovoltaïque (première phase)	2	difficulté d'accès à l'énergie électrique
	KOKOA	Electrification du village KOKOA sur 09 km	3	difficulté d'accès à l'énergie électrique
SANTE	ENDOUM	Equipement du CSI d'ENDOUMDAN	4	difficulté d'accès aux soins de santé de qualité

5.2.3. RESSOURCES MOBILISABLES ET ECHEANCES

Hormis les ressources propres de la Commune, il est nécessaire de mobiliser les autres sources de financement qui vont permettre l'élaboration du CDMT et du PIA.

Tableau 41 : Ressources mobilisables

SOURCE DE FINANCEMENT	MONTANT	UTILISATION			ECHEANCES
		INTITULE	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	
COMMUNE (ressources propres)	43 490 078	Financement des Microprojets	0	43 490 078	2019
PNDP	86 104 568	Financement des Microprojets	0	86 104 568	2019
MINDDEVEL	100 000 000	Construction des logements sociaux	0	100 000 000	2019
BIP	330 707 000	Construction des forages, des salles de classe, l'équipement des salles de classe, L'ouverture d'une piste agricole, réhabilitation d'une route, réhabilitation et équipement des formations sanitaire, etc.	0	330 707 000	2019
MINTP	27 778 000	Ouverture de la route rurale EKOMBA-MEKAN	0	27 778 000	2019
TOTAL	588 079 646				

5.3. PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Sur la base des ressources propres de la Commune dont le total projeté sur 05 ans s'élève à 223 235 295FCFA l'an, l'on a pu sur la base du Ranking des villages et sur la base des projets prioritaires notamment sur la priorité des priorités, la planification dont la quintessence se trouve dans le tableau ci-dessous a pu être élaborée.

5.3.1. Elaboration des programmes techniques (sur 05 ans)

Tableau 42 : Elaboration des programmes techniques (sur 05 ans)

RANG	ANNEES	VILLAGE	ACTIVITES	COÛTS	COÛTS CUMULES	PROGRAMMES	ACTIONS
0	2019	MELO	Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP	17000000	17000000	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EDUCATION
0	2019	ZOA II	Equiperment de 02 salles de classe en tables bancs (44) et bureaux de maître (02) à l'EP de MOUMA	1570000	18570000	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EDUCATION
0	2019	MELO	Equiperment de 02 salles de classe en tables bancs (44) et bureaux de maître (02) à l'EP	1570000	20140000	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EDUCATION
0	2019	ZOA II	Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP	17000000	37140000	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EDUCATION
0	2019	LEMBE-YEZOOM	Equiperment du CMPJ	4244000	41384000	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	JEUNESSE
0	2019	LEMBE-YEZOOM	Construction des logements sociaux	10000000	141384000	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	HABITAT ET DEVELOPPEMENT RBAIN
0	2019	LEMBE II	Construction d'un forage équipé de PMH	8 000 000	149 384 000	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
0	2019	MEZA'A	Construction d'un forage équipé de PMH	8000000	157 384 000	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
0	2019	FANG	Construction d'une case communautaire	20000000	177 384 000	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	CULTURE
0	2019	LEMBE-YEZOOM	Ouverture d'une piste agricole : LEMBE-MELO	24000000	201 384 000	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	AGRICULTURE
0	2019	ZOA	Electrification du village	50000000	251 384 000	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	ENERGIE
0	2019	YEBE HAMEAU DENSE (LEMBE III)	Construction d'une adduction d'eau potable	42500000	293 884 000	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
0	2019	ZOA	Construction d'un forage équipé de PMH	8500000	302 384 000	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
0	2019	NLONG	Construction d'un forage équipé de PMH	8500000	310 884 000	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
0	2019	BISSO (SIMBANE)	Construction d'un forage équipé de PMH	8000000	318 884 000	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
0	2019	LEMBE-YEZOOM	Ouverture de la route rurale EKOMBA-MEKAN	27778000	346 662 000	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	TRAVAUX PUBLICS

0	2019	LEMBE-YEZOUM	Réhabilitation de la route NKAKOMBO-ANGONDOM-LEMBE-YEZOUM avec 2 ponts semi définitifs sur la rivière Sele	48823000	395 485 000	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	TRAVAUX PUBLICS
0	2019	LEMBE-YEZOUM	Construction des logements d'astreinte des médecins au CMA	35000000	430 485 000	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	SANTE
0	2019	LEMBE-YEZOUM	Réhabilitation du CMA de LEMBE	15000000	445 485 000	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	SANTE
0	2019	MVEBEKONE	Réhabilitation du CSI	10000000	455 485 000	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	SANTE
0	2019	LEMBE-YEZOUM	Appui en appareillages aux personnes socialement vulnérables	3000000	458 485 000	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	AFFAIRES SOCIALES
0	2019	Espace urbain (LEMBE 1, LEMBE 2, MEVONG)	Construction d'un marché : équipé des hangars de marché de 32 comptoirs, d'un bloc de 10 boutiques, d'un bloc latrine avec 04 cabines et un forage PMH	86104568	544 589 568	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	COMMERCE
1	2019	NSAMBA	Aménagement de la route : NLONG-NSAMBA-MELO : 6 km NSAMBA-LEMBE : 9 km	43 490 078	588 079 646	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	TRAVAUX PUBLICS
2	2020	NGUINDA II	Aménagement de la route du Carrefour MESSAK-NKOLOYACK sur 7km	21000000	609 079 646	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	TRAVAUX PUBLICS
3	2020	MELEN	Construction d'un forage équipé de PMH à MELEN Centre	8 500 000	617 579 646	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
4	2020	MENGUEME	Construction d'un forage équipé de PMH à MBAKA	8500000	626 079 646	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
5	2020	MESSESSA	Construction d'un forage équipé de PMH à MINDI-ASSI	8500000	634 579 646	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
6	2020	ENGONG	Construction d'un forage équipé de PMH à ANDOM	8 500 000	643 079 646	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU

7	2020	ATOLO	Construction d'un forage équipé de PMH à ATOLO Chefferie	8 500 000	651 579 646	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
8	2020	LEMBE III	Construction d'un forage équipé de PMH au quartier NKOMESSE	8500000	660 079 646	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
9	2020	MEZA'A	Construction d'un forage équipé de PMH à NGUEM	8 500 000	668 579 646	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
10	2020	MEYETE	Construction d'un forage équipé de PMH à MEYETE Plateau	8500000	677 079 646	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
11	2020	EKANG	Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP d'EKANG	18 000 000	695 079 646	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EDUCATION
			Plantation de 25 arbres au sein de l'école publique	75 000	695 154 646	Promotion du développement économique et protection de la nature	ENVIRONNEMENT
			Construction d'un bloc de 3 latrines à l'EP	2000000	697 154 646	Promotion du développement économique et protection de la nature	ENVIRONNEMENT
			Dotation de 2 bacs à ordures à l'EP	100000	697 254 646	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	ENVIRONNEMENT
12	2020	MEBANG	Construction et équipement de 02 salles de classe à l'EP de MEBANG	18000000	715 254 646	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EDUCATION
	2020		Etudes de faisabilité	1315078	716 569 724	Gouvernance et administration locale	MATURATION DES PROJETS
	2020	COMMUNE	Organisation d'un festival culturel annuel pour la promotion de la Culture	2500000	719 069 724	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	CULTURE
	2020	COMMUNE	Organisation des campagnes d'éducation civique, intégration nationale et de volontariat	2000000	721 069 724	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	JEUNESSE
	2020	COMMUNE	formation des jeunes dans, la création des AGR. le montage des projets et la recherche de financement	2500000	723 569 724	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	JEUNESSE
	2020	COMMUNE	Organisation d'un championnat de vacance	3000000	726 569 724	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	SPORT

	2020	COMMUNE	Appui aux associations sportives	3000000	729 569 724	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	SPORT
	2020	COMMUNE	Entretien du réseau routier	27778000	757 347 724	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	TRAVAUX PUBLICS
	2020	COMMUNE	Appui à l'organisation des compétitions Fenasco	2000000	759 347 724	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	SPORT
13	2021	MELO	Construction d'un forage équipé de PMH à BIWONG	8500000	767 847 724	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
14	2021	ZOA II	Construction d'un forage équipé de PMH à Azong	8500000	776 347 724	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
15	2021	NLONG	Construction et équipement d'un hangar de marché à EKANG	15000000	791 347 724	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	COMMERCE
16	2021	KOKOA	Electrification du village KOKOA sur 09 km	27000000	818 347 724	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	ENERGIE
17	2021	EBOLBOUMOU	Construction d'un forage équipé de PMH à MEKA'A	8 500 000	826 847 724	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
18	2021	SIMBANE	Construction d'un forage équipé de PMH à NKOLABANDA	8500000	835 347 724	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
19	2021	ENDOUM	Equipement du CSI d'ENDOUMDAN	8 000 000	843 347 724	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	SANTE
20	2021	BANA	Construction d'une centrale photovoltaïque (première phase)	40000000	883 347 724	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	ENERGIE
	2021		Etudes de faisabilité	4 490 078	887 837 802	Gouvernance et administration locale	MATURATION DES PROJETS
	2021	COMMUNE	Organisation d'un championnat de vacance	3000000	890 837 802	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	SPORT
	2021	COMMUNE	Appui à l'organisation des compétitions Fenasco A et B	2000000	892 837 802	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	SPORT
	2021	COMMUNE	Appui aux associations sportives	3000000	895 837 802	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	SPORT
	2021	COMMUNE	Organisation des campagnes d'éducation civique, d'intégration nationale et de volontariat dans la Commune (02 fois par an)	2000000	897 837 802	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	JEUNESSE
	2021	COMMUNE	formation des jeunes dans, la création des AGR. le montage des projets et la recherche de financement	2500000	900 337 802	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	JEUNESSE
	2021	COMMUNE	Entretien du réseau routier	27778000	928 115 802	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	TRAVAUX PUBLICS

	2021		Organisation d'un festival annuel pour la promotion de la culture locale	2500000	930 615 802	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	CULTURE
	2022	BANA	Construction d'une centrale photovoltaïque (première phase)	60000000	990 615 802	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	ENERGIE
21	2022	NKOBIBA	Construction d'un forage équipé de PMH à l'EP d'Obo'o	8500000	999 115 802	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
22	2022	MVEBEKONE I	Construction d'un forage équipé de PMH à BIKIT	8500000	1 007 615 802	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
23	2022	NGUINDA I	Construction d'un forage équipé de PMH à l'école publique	8500000	1 016 115 802	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
24	2022	AKOMO	Aménagement de la route : AKOMO-MEBOLO 14 km passant par NDANGA	28000000	1 044 115 802	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	TRAVAUX PUBLICS
25	2022	MBANG	Construction d'un puits à PMH à la chefferie MBANG	8 500 000	1 052 615 802	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
26	2022	ZOA I	Construction d'un hangar de marché avec comptoirs à ZOA Centre (première phase)	5 000 000	1 057 615 802	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	COMMERCE
	2022		Etudes de faisabilité	1 490 078	1 059 105 880	Gouvernance et administration locale	MATURATION DES PROJETS
	2022	COMMUNE	Organisation d'un championnat de vacance	3 000 000	1 062 105 880	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	SPORT
	2022	COMMUNE	Appui aux associations sportives	3 000 000	1 065 105 880	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	SPORT
	2022	COMMUNE	Appui à l'organisation des compétitions FENASCO (A et B)	2 000 000	1 067 105 880	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	SPORT
	2022	COMMUNE	Organisation des campagnes d'éducation civique, d'intégration nationale et de volontariat dans la Commune (02 fois par an)	2 000 000	1 069 105 880	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	JEUNESSE
	2022	COMMUNE	formation des jeunes dans, la création des AGR. le montage des projets et la recherche de financement	2 500 000	1 071 605 880	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	JEUNESSE

	2022	COMMUNE	Entretien du réseau routier de la Commune	27 778 000	1 099 383 880	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	TRAVAUX PUBLICS
	2022	COMMUNE	Organisation d'un festival culturel annuel pour la promotion de la Culture locale	2 500 000	1 101 883 880	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	CULTURE
27	2023	ZOA I	Construction d'un hangar de marché avec comptoirs à ZOA Centre (première phase)	10 000 000	1 111 883 880	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	COMMERCE
28	2023	LEMBE II	Construction d'un forage équipé de PMH à LEMBE II	8 500 000	1 120 383 880	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
29	2023	NSAMBA	Construction d'un forage équipé de PMH à NSAMBA Plateau	8 500 000	1 128 883 880	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
30	2023	NGUINDA II	Construction d'un forage équipé de PMH à la chefferie	8 500 000	1 137 383 880	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
31	2023	MELEN	Construction d'un forage équipé de PMH à MENGOA	8 500 000	1 145 883 880	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
32	2023	MENGUEME	Aménagement de la route axe Akomo-Mvebekone : 4 km	8 000 000	1 153 883 880	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	TRAVAUX PUBLICS
33	2023	MESESSA	Construction d'un forage à AVA'A MVOAN	8 500 000	1 162 383 880	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
34	2023	ENGONG	Aménagement de la route principale du village sur 05 km	15 000 000	1 177 383 880	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	TRAVAUX PUBLICS
35	2023	ATOLO	Construction d'un forage équipé de PMH dans le hameau d'AKOA	8 500 000	1 185 883 880	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
	2023	LEMBE III	Construction d'un forage équipé de PMH au quartier AKAMBA	8 500 000	1 194 383 880	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EAU
	2023	MEZA'A	Construction et équipement d'un bloc de deux salles de classe à l'EP	16 500 000	1 210 883 880	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	EDUCATION
			Plantation de 25 arbres au sein de l'EP	75000	1 210 958 880	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	ENVIRONNEMENT
			Dotation de 02 bacs à ordures à l'EP	100000	1 211 058 880	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	ENVIRONNEMENT
	2023	MEYETE	Aménagement de la route ZOA-MEYETTE : 05 km avec un pont sur 3m en matériaux provisoires	18 000 000	1 229 058 880	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	TRAVAUX PUBLICS
	2023		Etudes de faisabilité	1 315 078	1 230 373 958	Gouvernance et administration locale	MATURATION DES PROJETS
	2023	COMMUNE	Organisation d'un festival culturel annuel pour la promotion de la Culture	2 500 000	1 232 873 958	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	CULTURE

	2023	COMMUNE	Appui à l'organisation des compétitions Fenasco A et B	2 000 000	1 234 873 958	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	SPORT
	2023	COMMUNE	formation des jeunes dans, la création des AGR. le montage des projets et la recherche de financement	2 500 000	1 237 373 958	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	JEUNESSE
	2023	COMMUNE	Organisation d'un championnat de vacance	3 000 000	1 240 373 958	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	SPORT
	2023	COMMUNE	Appui aux associations sportives	3 000 000	1 243 373 958	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	SPORT
	2023	COMMUNE	Organisation des campagnes d'éducation civique, intégration nationale et de volontariat	2 000 000	1 245 373 958	Promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse	JEUNESSE
	2023	COMMUNE	Entretien du réseau routier de la Commune	27 778 000	1 273 151 958	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	TRAVAUX PUBLICS
total				1273151958			

A l'issue de cette planification quinquennale, il ressort que sur un total de 71 projets, le programme amélioration de l'accès aux services sociaux de base prend du large avec 42 projets soit 45,16%, le programme promotion du développement économique et protection de l'environnement avec 25 projets soit 26,88%, le programme promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse 26 projets soit 27,95%. A ces programmes, vient se greffer le programme gouvernance et administration locale qui prend en compte les études de faisabilité et l'institution communale contient dans le cadre de ce plan quinquennal 4 projets relatifs à la maturation des projets et 4 Projets de l'institution communale. 5,97%.

Ces programmes ont généré des actions représentées ici par les secteurs tels que : l'eau, l'éducation, la santé, le commerce, les travaux publics, la jeunesse, la culture, les sports, etc. Ces actions sont récapitulées dans le tableau ci-après :

Tableau 43 : Synthétique des programmes et actions

PROGRAMMES	NOMBRE	POIDS	ACTIONS	NOMBRE	POIDS
AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE	42	45.16	EAU	29	32.22
			EDUCATION	7	7.77
			SANTE	4	4.44
PROMOTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	25	26.88	TRAVAUX PUBLICS	12	13.33
			ENERGIE	4	4.44
			HABITAT ET DEVELOPEMENT URBAIN	1	1.11
			COMMERCE	4	4.44
PROMOTION DE LA CULTURE, DES SPORTS ET APPUI A LA JEUNESSE	26	27.95	CULTURE	5	5.55
			SPORTS	12	13.33
			JEUNESSE	9	10
GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION LOCALE	8		INSTITUTION COMMUNALE	4	
			MATURATION DES PROJETS	4	4.44
TOTAL				95	100%

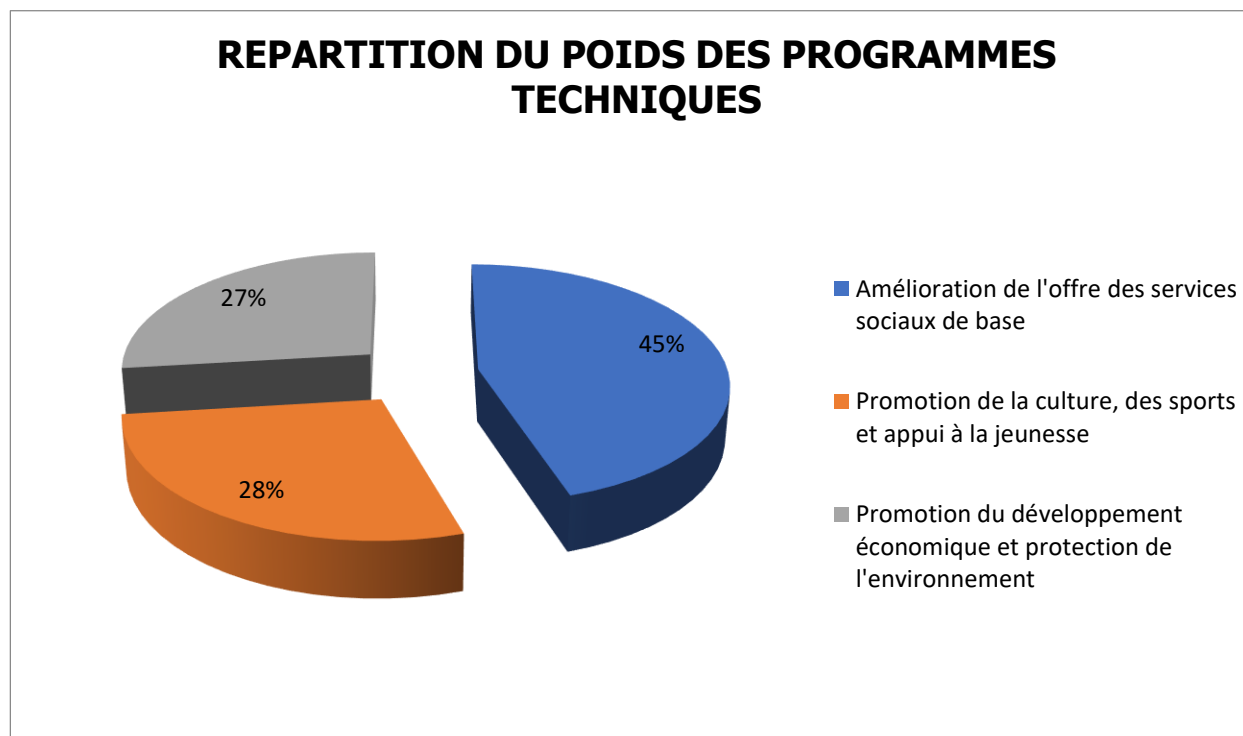


Figure 5 : poids des programmes techniques dans la planification quinquennale

Il ressort de cette figure que le programme amélioration de l'offre des services sociaux de base est plus représentatif dans le plan quinquennal, le problème d'accès à l'eau potable qui s'impose avec acuité dans la Commune vient expliquer cet état des choses. Un accent devra être mis sur les projets de construction des points d'eau.

5.3.1.1. PROGRAMME AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE

5.3.1.1.1. Action1 : EAU

Améliorer de 33% à 60,33% l'accès à l'eau potable dans la Commune d'ici 2023

Indicateur : 95% de la population de la Commune ont accès à l'eau potable

Projet : Construction de 28 forages équipés d'une PMH et 01 adduction d'eau dans les villages

Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023	
					qté	cout en FCFA	qté	cout	qté	cout	qté	cout	qté	cout
Construction d'un forage équipé de PMH	Espace urbain/Commune/village	PV de réception	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	1	8 000 00	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'un forage équipé de PMH	Espace urbain/Commune/village	PV de réception	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	1	8 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'une adduction d'eau potable	Espace urbain/Commune/village	PV de réception	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	1	42 500 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'un forage équipé de PMH	Espace urbain/Commune/village	PV de réception	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	1	8 500 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'un forage équipé de PMH	Espace urbain/Commune/village	PV de réception	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	1	8 500 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'un forage équipé de PMH	Espace urbain/Commune/village	PV de réception	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	1	8 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

Construction d'un forage équipé de PMH	MELEN CENTRE	PV de réception	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	0	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>8 500 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Construction d'un forage équipé de PMH	MENGUEME (MBAKA)	PV de réception	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	0	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>8 500 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Construction d'un forage équipé de PMH	MINDI-ASSI (MESSESSA)	PV de réception	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	0	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>8 500 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Construction d'un forage équipé de PMH	ANDOM (ENGONG)	PV de réception	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	0	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>8 500 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Construction d'un forage équipé de PMH	ATOLO CHEFFERIE	PV de réception	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	0	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>8 500 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Construction d'un forage équipé de PMH	NKOMESSE (LEMBE III)	PV de réception	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	0	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>8 500 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Construction d'un forage équipé de PMH	NGUEM (MEZA'A)	PV de réception	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	0	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>8 500 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Construction d'un forage équipé de PMH	MEYETE PLATEAU	PV de réception	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	0	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>8 500 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Construction d'un forage équipé de PMH	BIWONG (MELO)	PV de réception	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	0	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>8 500 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>

Construction d'un forage équipé de PMH	AZONG (ZOA II)	PV réception de	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	0	0	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>8 500 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	0	<u>0</u>
Construction d'un forage équipé de PMH	MEKA'A (EBOLBOUM OU)	PV réception de	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	0	0	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>8 500 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	0	<u>0</u>
Construction d'un forage équipé de PMH	SIMBANE (NKOLABAN DA)	PV réception de	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	0	0	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>8 500 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	0	<u>0</u>
Construction d'un forage équipé de PMH	NKOBIBA à l'EP d'Obo'o	PV réception de	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	0	0	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>8 500 000</u>	0	<u>0</u>
Construction d'un forage équipé de PMH	BIKIT (MVEBEKON E)	PV réception de	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	0	0	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>8 500 000</u>	0	<u>0</u>
Construction d'un forage équipé de PMH	NGUINDA I à l'EP	PV réception de	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	0	0	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>8 500 000</u>	0	<u>0</u>
Construction d'un forage équipé de PMH	MBANG à la chefferie	PV réception de	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	0	0	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>8 500 000</u>	0	<u>0</u>
Construction d'un forage équipé de PMH	LEMBE II	PV réception de	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	0	0	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	1	<u>8 500 000</u>
Construction d'un forage équipé de PMH	NSAMBA (NSAMBA Plateau)	PV réception de	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	0	0	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	1	<u>8 500 000</u>

Construction d'un forage équipé de PMH	NGUINDA II à la chefferie	PV réception de	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	0	0	0	0	0	0	0	0	1	8 500 000
Construction d'un forage équipé de PMH	MELEN (MENGOA)	PV réception de	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	0	0	0	0	0	0	0	0	1	8 500 000
Construction d'un forage équipé de PMH	MESSESSA (AVA'A MVOAN)	PV réception de	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	0	0	0	0	0	0	0	0	1	8 500 000
Construction d'un forage équipé de PMH	ATOLO (Hameau d'AKOA)	PV réception de	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	0	0	0	0	0	0	0	0	1	8 500 000
Construction d'un forage équipé de PMH	LEMBE III (quartier AKAMBA)	PV réception de	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	0	0	0	0	0	0	0	0	1	8 500 000

5.3.1.1.2. Action2 : EDUCATION DE BASE

Améliorer de 74.4% à 80.8% l'accès aux infrastructures scolaires de qualité dans la Commune d'ici 2023

Indicateur : Nombre de nouvelles infrastructures construites dans les établissements scolaires

Projet : Construction des salles de classe dans les écoles

Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023	
					qté	coût	qté	cout	qté	cout	qté	cout	qté	cout
Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP	Espace urbain/Commune/village	PV de réception	Rapports Commune Rapports IAEB	Commune MINDDEV EL BIP	1	17 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

Equipement de 02 salles de classe en tables bancs (44) et bureaux de maître (02) à l'EP	Espace urbain/Commune/village	PV de réception	Rapports Commune Rapports IAEB	Commune MINDDEV EL BIP	<u>1</u>	<u>1 570 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Equipement de 02 salles de classe en tables bancs (44) et bureaux de maître (02) à l'EP	Espace urbain/Commune/village	PV de réception	Rapports Commune Rapports IAEB	Commune MINDDEV EL BIP	<u>1</u>	<u>1 570 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP	Espace urbain/Commune/village	PV de réception	Rapports Commune Rapports IAEB	Commune MINDDEV EL BIP	<u>1</u>	<u>17 000 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Construction d'un bloc de deux salles de classe	EP EKANG	PV de réception	Rapports Commune Rapports IAEB	Commune MINDDEV EL	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>18 000 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Construction d'un bloc de deux salles de classe	EP MEBANG	PV de réception	Rapports Commune Rapports IAEB	Commune MINDDEV EL	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>18 000 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Construction d'un bloc de deux salles de classe	EP MEZA'A	PV de réception	Rapports Commune Rapports IAEB	Commune MINDDEV EL	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>18 000 000</u>

5.3.1.1.3. Action 3 : SANTE

Améliorer de 41,67% à 50% l'accès aux infrastructures sanitaires de qualité dans la Commune d'ici 2023

Indicateur : Nombre de nouvelles structures sanitaires construites, réhabilitées et ou équipées

Projet : Réhabilitation, Equipement des centres de santé intégré e construction des logements d'astreinte

Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023	
					qt é	coût	qt é	cout	qt é	cout	qté	cout	qté	cout
Construction des logements d'astreinte au CMA	ESPACE URBAIN/COMMUNE /VILLAGE	PV de réception	Rapports Commune Rapports Chef District de santé	Commune MINSANTE	<u>1</u>	<u>35 000 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Réhabilitation du CMA	ESPACE URBAIN/COMMUNE /VILLAGE	PV de réception	Rapports Commune Rapports Chef District de santé	Commune MINSANTE	<u>1</u>	<u>15 000 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Réhabilitation du CSI	ESPACE URBAIN/COMMUNE /VILLAGE	PV de réception	Rapports Commune Rapports Chef District de santé	Commune MINSANTE	<u>1</u>	<u>10 000 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Equipement du CSI	ENDOUMDANE	PV de réception	Rapports Commune Rapports Chef District de santé	Commune MINDDEVEL	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>8 000 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>

5.3.1.1.4. Action 4 : Habitat et développement urbain

Améliorer de 0% à 03% l'accès aux infrastructures sociales dans la Commune d'ici 2023

Indicateur : Nombre de structures d'accueil construites

Projet : Construction des logements sociaux

activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023	
					qté	coût	qté	cout	qté	cout	qté	cout	qté	cout
Construction des logements sociaux	ESPACE URBAIN/COMMUNE/VILLAGE	PV de réception	Rapports Commune Rapports MINDDEVEL	Commune MINDDEVEL	<u>1</u>	<u>100 000 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>

5.3.1.1.5. Action 5 : Affaires sociales

Objectif : Faciliter l'accès à l'appareillage aux personnes socialement vulnérables

Indicateur : Nombre de personnes socialement vulnérables bénéficiaires

Projet : Appui en appareillages aux personnes socialement vulnérables

Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023	
					qté	coût	qté	cout	qté	cout	qté	cout	qté	cout

Appui en appareillages aux personnes socialement vulnérables	ESPACE URBAIN/COMMUNE/VILLAGE	PV de réception	Rapports Commune Rapports Chef centre social	Commune MINAS	1	3 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
--	--------------------------------------	-----------------	---	---------------	----------	------------------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------

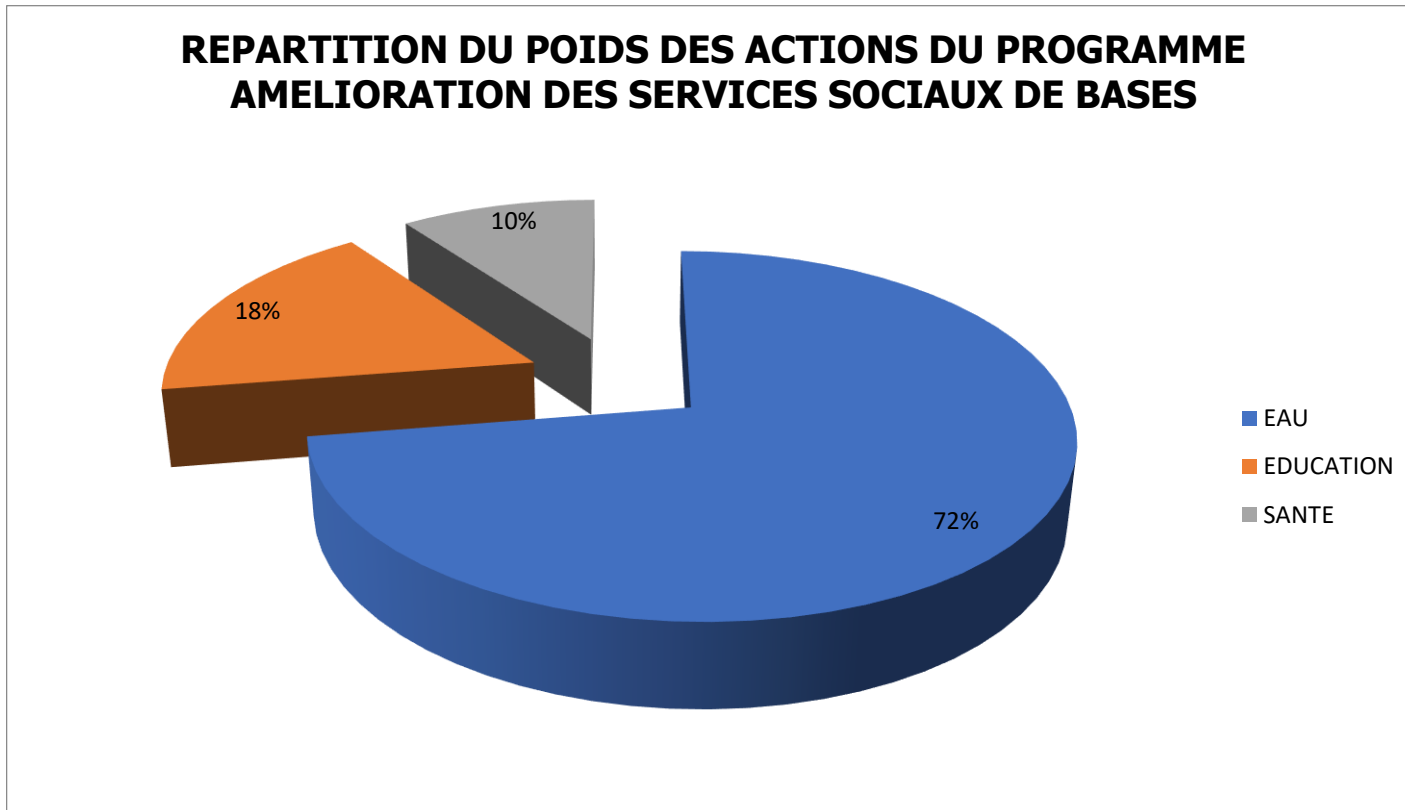


Figure 6 : Répartition du poids des actions du programme amélioration des services sociaux de bases

5.3.1.2. PROGRAMME PROMOTION DE LA CULTURE, DES SPORTS ET APPUI A LA JEUNESSE

5.3.1.2.1. Action 1 : Culture

Améliorer la situation de la promotion de la culture dans la Commune d'ici 2023

Indicateur : Nombre de manifestations culturelles organisées

PROJET : Organisation d'un festival culturel annuel dans la Commune et construction d'une case communautaire

Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023	
					qté	coût	qté	coût	qté	coût	qté	coût	qté	coût
Construction d'une case communautaire	ESPACE URBAIN/COMMUNE/VILLAGE	PV de réception	Rapports de la Commune DDMINAC	Commune	<u>1</u>	<u>20 000 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Organisation d'un festival culturel annuel pour la promotion de la culture locale	COMMUNE	Liste des participants Photos Affiches Banderoles	Rapports de la Commune DDMINAC	Commune MINDDEVEL	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>2 500 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Organisation d'un festival culturel annuel pour la promotion de la culture locale	COMMUNE	Liste des participants Photos Affiches Banderoles	Rapports de la Commune Rapport DDMINAC	Commune MINDDEVEL	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>2 500 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Organisation d'un festival culturel annuel pour la	COMMUNE	Liste des participants Photos Affiches	Rapports de la Commune Rapport DDMINAC	Commune MINDDEVEL	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>2 500 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>

promotion de la culture locale		Banderoles												
Organisation d'un festival culturel annuel pour la promotion de la culture locale	COMMUNE	Liste des participants Photos Affiches Banderoles	Rapports de la Commune Rapports DDMINAC	Commune MINDDEVEL	0	0	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>2 500 000</u>

5.3.1.2.2. Action 2 : Sports

Faciliter l'organisation des manifestations sportives la Commune d'ici 2023

Indicateur : Nombre de manifestations sportives organisées

PROJET : Appui à l'organisation des manifestations sportives dans la Commune

Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsables	2019		2020		2021		2022		2023	
					qté	coût	qté	coût	qté	coût	qté	coût	qté	coût
Organisation d'un championnat de vacance	COMMUNE	Rapport du comité d'organisation	Rapports de la Commune DDMINSEP	Commune MINDDEVEL	0	0	<u>1</u>	3 000 000	0	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Appui aux associations sportives	COMMUNE	Rapports Commune Rapports DASEP	Rapports de la Commune Rapport DDMINSEP	Commune MINDDEVEL	0	0	<u>1</u>	<u>3 000 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Appui à l'organisation des compétitions Fenasco (A et B)	COMMUNE	Rapports Commune Rapports DASEP	Rapports de la Commune Rapport DDMINSEP	Commune MINDDEVEL	0	0	<u>1</u>	<u>2 000 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Organisation d'un championnat de vacance	COMMUNE	Rapport comité d'organisation	Rapports de la Commune Rapports DDMINSEP	Commune MINDDEVEL	0	0	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>3 000 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>2 000 000</u>
Appui à l'organisation des compétitions Fenasco (A et B)	COMMUNE	Rapports Commune Rapports DASEP	Rapports de la Commune Rapports DDMINSEP	Commune MINDDEVEL	0	0	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>2 000 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>

Appui aux associations sportives	COMMUNE	Rapports Commune Rapports DASEP	Rapports de la Commune Rapports DDMINSEP	Commune MINDDEVEL	0	0	0	0	1	3 000 000	0	0	0	0
Organisation d'un championnat de vacances	COMMUNE	Rapport comité d'organisation	Rapports de la Commune Rapports DDMINSEP	Commune MINDDEVEL	0	0	0	0	0	0	1	3 000 000	0	0
Appui aux associations sportives	COMMUNE	Rapports Commune Rapports DASEP	Rapports de la Commune Rapports DDMINSEP	Commune MINDDEVEL	0	0	0	0	0	0	1	3 000 000	0	0
Appui à l'organisation des compétitions Fenasco (A et B)	COMMUNE	Rapports Commune Rapports DASEP	Rapports de la Commune Rapports DDMINSEP	Commune MINDDEVEL	0	0	0	0	0	0	1	2 000 000	0	0
Organisation d'un championnat de vacances	COMMUNE	Rapport comité d'organisation	Rapports de la Commune Rapports DDMINSEP	Commune MINDDEVEL	0	0	0	0	0	0	0	0	1	3 000 000
Appui aux associations sportives	COMMUNE	Rapports Commune Rapports DASEP	Rapports de la Commune Rapports DDMINSEP	Commune MINDDEVEL	0	0	0	0	0	0	0	0	1	3 000 000
Appui à l'organisation des compétitions Fenasco (A et B)	COMMUNE	Rapports Commune Rapports DASEP	Rapports de la Commune Rapports DDMINSEP	Commune MINDDEVEL	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2 000 000

5.3.1.2.3. Action 3 : Jeunesse

Faciliter l'autonomisation des jeunes dans la Commune d'ici 2022

Indicateur : Nombre de jeunes ayant bénéficié d'une formation, Nombre de jeunes ayant bénéficié d'un appui

PROJET : Formation et appui des microprojets des jeunes dans la Commune, équipement du CMPJ

Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsables	2019		2020		2021		2022		2023	
					qté	coût	qté	coût	qté	coût	qté	coût	qté	coût
Equipement du CMPJ	ESPACE URBAIN/CO	PV réception de	Rapports de la Commune	Commune DAJEC	1	4 244 000	0	0	0	0	0	0	0	0

	MMUNE/VIL LAGE		DDMINJEC												
Organisation des campagnes d'éducation civique et d'intégration nationale et de volontariat (02 fois par an)	COMMUNE	Nombre de jeunes ayant participé Nombre de villages concernés Fiches de présence	Rapports de la Commune DDMINJEC	Commune MINDDEVEL	0	0	<u>1</u>	2 000 000	0	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Formation des jeunes dans la création des AGR, le montage des projets et la recherche de financement	COMMUNE	Liste des jeunes ayant bénéficié de la formation Modules de formation Calendrier de formation	Rapports de la Commune Rapport DDJEC	Commune MINDDEVEL	0	0	<u>1</u>	<u>2 500</u> <u>000</u>	0	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Organisation des campagnes d'éducation civique et d'intégration nationale et de volontariat (02 fois par an)	COMMUNE	Nombre de jeunes ayant participé Nombre de villages concernés Fiches de présence	Rapports de la Commune Rapport DDMJEC	Commune MINDDEVEL	0	0	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>2 000</u> <u>000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Formation des jeunes dans la création des AGR, le montage des projets et la recherche de financement	COMMUNE	Liste des jeunes ayant bénéficié de la formation Modules de formation Calendrier de formation	Rapports de la Commune Rapports DDJAC	Commune MINDDEVEL	0	0	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>2 500</u> <u>000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Organisation des campagnes d'éducation civique et d'intégration nationale et de	COMMUNE	Nombre de jeunes ayant participé Nombre de villages concernés	Rapports de la Commune Rapports DDJAC	Commune MINDDEVEL	0	0	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>2 500</u> <u>000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>

volontariat (02 fois par an)		Fiches de présence													
Formation des jeunes dans la création des AGR, le montage des projets et la recherche de financement	COMMUNE	Liste des jeunes ayant bénéficié de la formation Modules de formation Calendrier de formation	Rapports de la Commune Rapports DAJEC	Commune MINDDEVEL	0	0	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>2 500</u> <u>000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	
Organisation des campagnes d'éducation civique et d'intégration nationale et de volontariat (02 fois par an)	COMMUNE	Nombre de jeunes ayant participé Nombre de villages concernés Fiches de présence	Rapports de la Commune Rapports DDJAC	Commune MINDDEVEL	0	0	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>2 500</u> <u>000</u>	
Formation des jeunes dans la création des AGR, le montage des projets et la recherche de financement	COMMUNE	Liste des jeunes ayant bénéficié de la formation Modules de formation Calendrier de formation	Rapports de la Commune Rapports DAJEC	Commune MINDDEVEL	0	0	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>2 500</u> <u>000</u>	

**POIDS DES ACTIONS PAR RAPPORT AU PROGRAMME
PROMOTION DE LA CULTURE, DES SPORTS ET APPUI A LA
JEUNESSE**

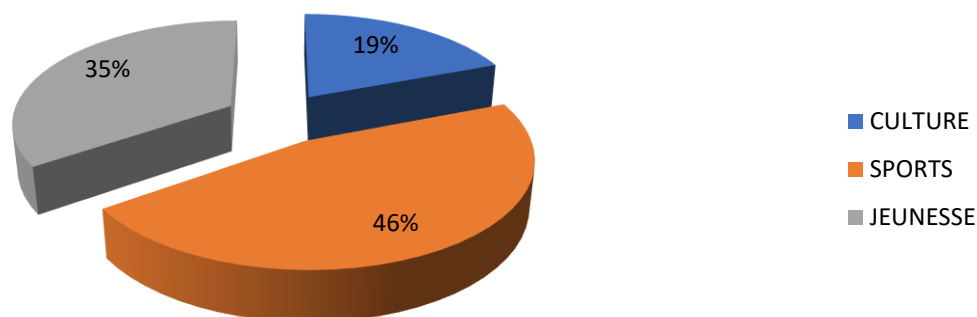


Figure 7 : Répartition des actions du programme promotion du développement économique et protection de l'environnement

5.3.1.3. PROGRAMME PROMOTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

5.3.1.3.1. Action1 : Commerce

Améliorer de 1 % à 12.5% les infrastructures commerciales de la Commune d'ici 2022

Indicateur : Nombre d'infrastructures commerciales construites

PROJET : Construction des hangars de marché dans la Commune

Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023	
					qté	cout	qté	cout	qté	cout	qté	cout	qté	cout
Construction d'un hangar de marché avec 30 comptoirs et 10 boutiques, un bloc latrines de	Espace urbain	PV de réception	Rapports de la Commune	Commune MINDDEVEL	1	86 104 568	0	0	0	0	0	0	0	0

4 compartiments et un forage équipé de PMH														
Construction et équipement d'un hangar de marché à EKANG	NLONG	PV de réception	Rapports de la Commune Rapport DDCOMMERCE	Commune MINDDEVEL	0	0	0	0	1	15 000 000	0	0	0	0
Construction d'un hangar de marché avec comptoirs à Zoa Centre (première phase)	ZOA I	PV de réception	Rapports de la Commune Rapport DDCOMMERCE	Commune MINDDEVEL	0	0	0	0	0	0	1	5 000 000	0	0
Construction d'un hangar de marché avec comptoirs à Zoa Centre (deuxième phase)	ZOA I	PV de réception	Rapports de la Commune Rapports DDCOMMERCE	Commune MINDDEVEL	0	0	0	0	0	0	0	0	1	10 000 000

5.3.1.2.2. Action2 : ENERGIE

Améliorer de 6.9% à 13.8% l'accès aux infrastructures énergétiques dans la Commune d'ici 2023

Indicateur : Nombre d'infrastructures énergétiques construites

Projet : Electrification de 4 villages de la Commune

Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023	
					qté	coût	qté	coût	qté	coût	qté	coût	qté	coût
Electrification du village sur une distance de 9 km	KOKOA	PV de réception	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	0	0	0	0	1	27 000 000	0	0	0	0
Construction d'une centrale	BANA	PV de réception	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	0	0	0	0	1	40 000 000	0	0	0	0

phovoltaïque (première phase)														
Construction d'une centrale photovoltaïque (première phase)	BANA	PV de réception	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	0	0	0	0	0	0	1	60 000 000	0	0
Electrification du village	ESPACE URBAIN/COMMUNE/VILLAGE	PV de réception	Rapports Commune Rapports DDEE	Commune	1	50 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

5.3.1.2.3. Action 3 : Infrastructures routières

Améliorer de 13.33% à 22.66% l'accès aux infrastructures routières dans la Commune d'ici 2023

Indicateur : Nombre de kilomètres de route aménagés

Projet : Aménagement d'environ 100 km de route en milieu rural

Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023	
					qté	coût	qté	coût	qté	coût	qté	coût	qté	coût
Ouverture de la route rurale EKOMBA-MEKAN	ESPACE URBAIN/COMMUNE/VILLAGE	PV de réception	Rapports Commune DDTP	Commune MINTP	<u>1</u>	<u>27 778 000</u>	0	0	0	0	0	0	0	0

Réhabilitation de la route NKAKOMBO-ANGONDOM-LEMBE-YEZOUUM avec 2 ponts semi définitifs sur la rivière Sele	LEMBE-YEZOUUM	PV de réception	Rapports Commune DDTP	Commune MINTP	1	48 823 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Aménagement de la route NLONG-NSAMBA : 6 km et NSAMBA-LEMBE : 9 km	NSAMBA	PV de réception	Rapports Commune DDTP	Commune	1	45 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Aménagement de la route du carrefour MESSACK à NKOLOYACK : 7 km	NGUINDA II	PV de réception	Rapports Commune DDTP	Commune	0	0	1	21 000 000	0	0	0	0	0	0
Entretien du réseau routier de la Commune	LEMBE-YEZOUUM	PV de réception	Rapports Commune DDTP	Commune MINTP	0	0	<u>1</u>	27 778 000	0	0	0	0	0	0
Entretien du réseau routier de la Commune	LEMBE-YEZOUUM	PV de réception	Rapports Commune DDTP	Commune MINTP	0	0	<u>0</u>	0	<u>1</u>	<u>27 778 000</u>	0	0	0	0
Aménagement de la route : AKOMO-MEBOLO passant pas NDANGA : 14 km	AKOMO	PV de réception	Rapports Commune DDTP	Commune MINDDEVEL	0	0	<u>0</u>	0	<u>0</u>	<u>0</u>	1	28 000 000	0	0
Entretien du réseau routier de la Commune	LEMBE-YEZOUUM	PV de réception	Rapports Commune DDTP	Commune MINTP	0	0	<u>0</u>	0	<u>0</u>	<u>0</u>	1	27 778 000	0	0
Aménagement de la route axe AKOMO-MVEBEKONE sur 4 km	MENGUEME	PV de réception	Rapports Commune DDTP	Commune MINDDEVEL	0	0	<u>0</u>	0	<u>0</u>	<u>0</u>	0	0	1	8 000 000
Aménagement de la route principale du village sur 5 km	ENGONG	PV de réception	Rapports Commune DDTP	Commune MINDDEVEL	0	0	<u>0</u>	0	<u>0</u>	<u>0</u>	0	0	1	15 000 000
Aménagement de la route ZOA I-MEYETE sur 5 km avec construction d'un pont sur 3 m en matériaux provisoires	MEYETE	PV de réception	Rapports Commune DDTP	Commune MINDDEVEL	0	0	<u>0</u>	0	<u>0</u>	<u>0</u>	0	0	1	18 000 000

Entretien du réseau routier de la Commune	LEMBE-YEZOUM	PV de réception	Rapports Commune DDTP	Commune MINTP	0	0	<u>0</u>	0	<u>0</u>	<u>0</u>	0	0	1	27 778 000
---	---------------------	-----------------	-----------------------	---------------	---	---	----------	---	----------	----------	---	---	---	------------

5.3.1.2.3. Action 3 : Agriculture

Objectif : Faciliter l'évacuation des produits

Indicateur : Nombre de kilomètres de pistes ouverts

Projet : Ouverture d'une piste agricole en milieu rural

SECTEUR AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023	
					qté	coût	qté	cout	qté	cout	qté	cout	qté	cout
Ouverture d'une piste agricole : LEMBE-MELO	LEMBE-YEZOUM	PV de réception	Rapports Commune Rapports DAADER	Commune MINADER	<u>1</u>	<u>24 000 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>

REPARTITION DU POIDS DES ACTIONS DU PROGRAMME PROMOTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET PROTECTION DE LA NATURE

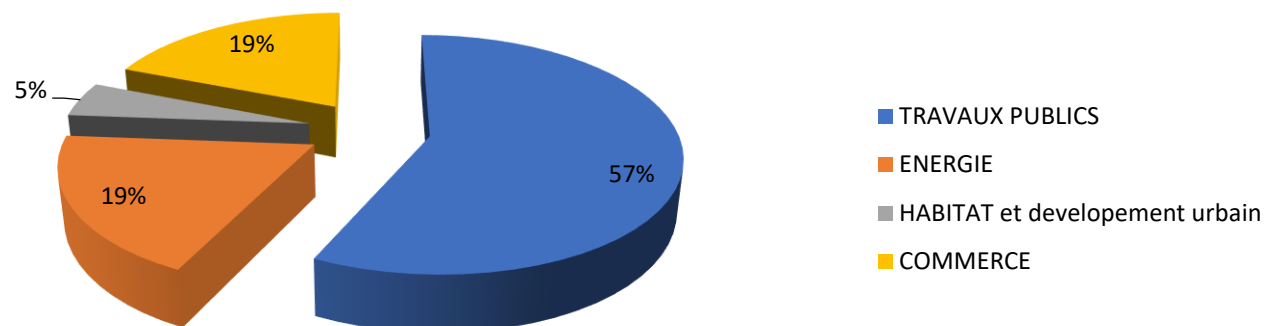


Figure 8 : Répartition du poids des actions dans le programme promotion du développement économique et protection de l'environnement

5.3.1.2.4. Action 4 : Environnement

Objectif : Améliorer la prise en compte des aspects socio-environnementaux dans la construction des édifices publics

Indicateurs : Nombre d'arbres plantés, nombre de latrines construites, nombre de bacs à ordures dotés

Projet : Planting des arbres et construction des latrines au sein des établissements scolaires, dotation des bacs à ordres

Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023	
					qté	cout	qté	cout	qté	cout	qté	cout	qté	cout
Planting de 25 arbres au sein de l'EP	EKANG	Nombre d'arbres plantés	Rapports de la Commune Rapports MINEDUB	Commune	0	0	1	75 000	0	0	0	0	0	0
Construction d'un bloc de 3 latrines à l'EP	EKANG	PV de réception	Rapports de la Commune	Commune	0	0	1	2 000 000	0	0	0	0	0	0

			Rapports MINEDUB											
Dotation de 02 bacs à ordures à l'EP	EKANG		Rapports de la Commune Rapport MINEDUB	Commune	0	0	<u>1</u>	<u>100 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	0	0
Planting de 25 arbres au sein de l'EP	MEZA'A		Rapports de la Commune Rapports MINEDUB	Commune	0	0	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	1	75 000
Dotation de 02 bacs à ordures à l'EP	MEZA'A		Rapports de la Commune Rapports MINEDUB	Commune	0	0	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	1	100 000

5.3.1.4. programme Gouvernance et administration locale

5.3.1.4.1 Action1 : Amélioration de la gestion des ressources humaine de la Commune

Indicateurs :

Projet : Formation du personnel communal et des conseillers municipaux

Secteurs : Institution communale

Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2019	2020	2021	2022	2023
-----------	--------------	-------------	------------------------	-------------	------	------	------	------	------

					qté	cout	qté	cout	qté	cout	qté	cout	qté	cout
Organisation des séminaires annuels de renforcement des capacités du personnel communal	COMMUNE	Plan de formation du personnel	Rapports Commune Budget Compte administratif	Exécutif municipal	1	1 000 000	<u>1</u>	<u>1 000 000</u>	<u>1</u>	<u>1 000 000</u>	<u>1</u>	<u>1 000 000</u>	1	1 000 000
Organisation des séminaires annuels de renforcement des capacités des conseillers dans leur rôle et sur la décentralisation	COMMUNE	Liste des conseillers ayant pris part à la formation Modules de formation	Rapports Commune Budget communal Compte administratif	Exécutif municipal	1	1 000 000	<u>1</u>	<u>1 000 000</u>	<u>1</u>	<u>1 000 000</u>	<u>1</u>	<u>1 000 000</u>	1	1 000 000
Recrutement du personnel qualifié	COMMUNE	Etat nominatif du personnel	Budget communal	Exécutif municipal	0	0	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	0	0

5.3.1.4.2 Action 2 : Amélioration de la gestion des ressources financières de la Commune
Indicateurs : Améliorer les ressources propres de la Commune

Projet : Elaboration d'un fichier des contribuables et identification de nouvelles sources de recettes de la Commune

Secteurs : Institution communale

Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023	
					qté	cout	qté	cout	qté	cout	qté	cout	qté	cout
Elaboration du fichier des contribuables par an	COMMUNE	Fichier de contribuable actualisé	Rapports Commune Budget Compte administratif	Exécutif municipal	1	2 000 000	1	<u>2 000 000</u>	1	<u>2 000 000</u>	1	<u>2 000 000</u>	1	2 000 000
Identification, recensement et valorisation de nouvelles sources de recettes pour l'amélioration de la capacité financière de la Commune	COMMUNE	Fichier des contribuables Montant des ressources propres de la Commune	Rapports Commune Budget communal Compte administratif	Exécutif municipal	0	0	1	<u>1 000 000</u>	0	<u>0</u>	0	<u>0</u>	0	0
Acquisition d'une moto pour la recette municipale pour faciliter le recouvrement des recettes	COMMUNE	PV de réception	Etat du patrimoine roulant	Exécutif municipal	0	0	1	<u>500 000</u>	0	<u>0</u>	0	<u>0</u>	0	0
Accompagnement de la Commune à la mobilisation des finances locales	COMMUNE	Montant des ressources propres	Budget communal Compte administratif	Exécutif municipal	0	0	1	<u>5 000 000</u>	0	<u>0</u>	0	<u>0</u>	0	0

5.3.1.4.3 Action 3 : Amélioration et sécurisation du patrimoine communal

Indicateurs : Nombre d'équipement construits, état du patrimoine disponible à la Commune

Projet : Construction et équipement des infrastructures, Elaboration d'un état du patrimoine

Secteurs : Institution communale

Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023	
					qté	cout	qté	cout	qté	cout	qté	cout	qté	cout
Elaboration d'un état du patrimoine communal	COMMUNE	Etat du patrimoine communal	Budget communal	Commune	1	1 000 000	0	0	0	0	0	0	0	
Production du compte de gestion sommaire de la Commune chaque année	COMMUNE	Compte de gestion		Commune	1	1 000 00	1	1 000 000	1	1 000 000	1	1 000 000	1	1 000 000
Construction et équipement d'une cité municipale	Espace urbain	PV de réception	Compte administratif	Commune	1	100 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction et équipement de la salle des actes (cercle municipal)	Espace urbain	PV de réception	Compte administratif	Commune	0	0	0	0	1	25 000 000	0	0	0	0
Construction et équipement d'une bibliothèque municipale	Espace urbain	PV de réception	Compte administratif	Commune	0	0	0	0	0	0	1	100 000 00	0	0
Construction et équipement d'une menuiserie municipale	Espace urbain	PV de réception	Rapports Commune	Commune	0	0	0	0	0	0	0	0	1	100 000 000

5.3.1.4.4.Action4 : Amélioration de la gestion des relations

Indicateurs :Porte feuille de relation de la Commune

Projet :Instauration d'un cadre de concertation avec les acteurs externes à la Commune

Secteurs : Institution communale

Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023	
					qté	cout	qté	cout	qté	cout	qté	cout	qté	cout
Instauration d'un cadre de concertation trimestriel avec les contribuables	COMMUNE	Fiche de présence PV des séances	Rapports de la Commune	Exécutif municipal	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instauration d'un cadre de concertation trimestriel avec les services techniques de l'Etat	COMMUNE	Fiche de présence PV des séances	Rapports de la Commune	Exécutif municipal	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Instauration d'un jumelage avec les Communes étrangères pour le développement des partenariats	COMMUNE	Liste des partenaires Conventions de partenariat signées Nombre de projets financés et réalisés	Rapports de la Commune Budget communal Compte administratif	Exécutif municipal	1	10 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

5.3.1.4.5.Action 5 : Maturation des projets

Indicateurs : Nombre d'études de faisabilité réalisées

Projet : Réalisation des études de faisabilité pour les projets du plan

Secteurs : Institution communale

Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2019		2020		2021		2022		2023	
					qté	cout	qté	cout	qté	cout	qté	cout	qté	cout
Réalisation des études de faisabilité	COMMUNE	Rapports d'étude	Rapports de la Commune	Commune	0	0	1	<u>1 315</u> <u>078</u>	0	0	0	0	0	0
Réalisation des études de faisabilité	COMMUNE	Rapports d'étude	Rapports de la Commune	Commune	0	0	0	0	1	<u>4 490</u> <u>078</u>	0	0	0	0
Réalisation des études de faisabilité	COMMUNE	Rapports d'étude	Rapports de la Commune	Commune	0	0	0	0	0	0	1	<u>1 490</u> <u>078</u>	0	0
Réalisation des études de faisabilité	COMMUNE	Rapports d'étude	Rapports de la Commune	Commune	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1 315 078

REPARTITION DU POIDS DES ACTIONS DU PROGRAMME GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION LOCALE

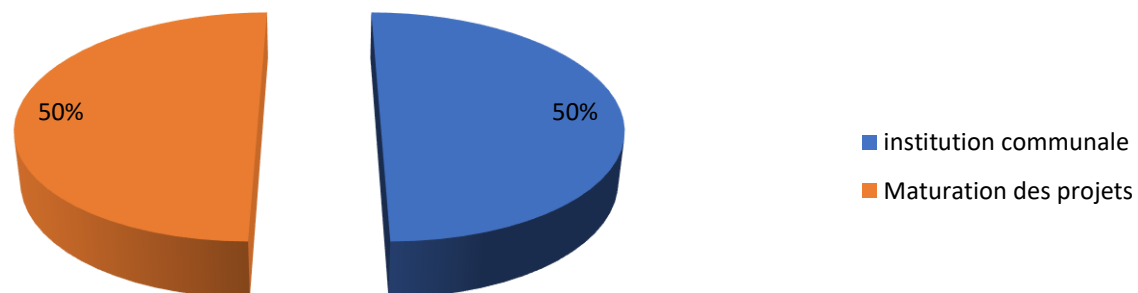


Figure 9 : Poids des actions dans le programme gouvernance et administration locale

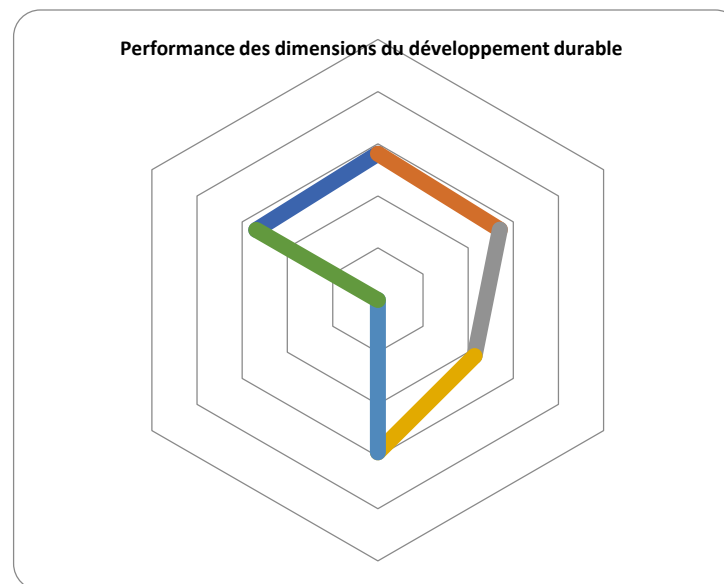
Tableau 44 : Détermination du niveau d'accès aux services sociaux de base

N°	Programme	Actions	Situation initiale (accès initial nombre)	%	Situation souhaitée (accès visé) nombre	%	Population Cible	Normes sectorielle
1	SOCIAL	Eau	existence de 34 points d'eaux aménagés	33	construction de 57 points d'eaux équipés de PMH	60,33	Population	300/point d'eau
		Éducation De Base	93	74,4	101	81,9	Population	60/Salle de classe
		Sante Publique	//	41,67	équipement de 04 CSI	50	Population	//
2	ECONOMIQUE	Commerce	//	1	construction de 02 hangars de marchés équipés en comptoirs	12,5	population	//
		Energie	02 villages électrifiés disposant d'une centrale photovoltaïque	6,9	Electrification des villages	13,8	Population	//
		Routes	50km de route en terre aménagée	13,33	aménagement de 85km de route en terre	22,66	Population	//

5.4. Analyse évaluative des programmes par rapport à l'atteinte des ODD

Il est question ici de comparer les programmes déterminés avec les objectifs du développement Durable pour se rassurer qu'ils sont en droite ligne et que les résultats sont prometteurs et proposer de nouvelles actions dans le cas échéant.

Project :		
Date :		
DIMENSION	Pondération moyenne	Performance moyenne
SOCIALE	1,9	56%
ÉCOLOGIQUE	1,7	54%
ÉCONOMIQUE	1,5	43%
CULTURELLE	1,7	58%
ÉTHIQUE	1,7	0%
GOVERNANCE	2,3	54%

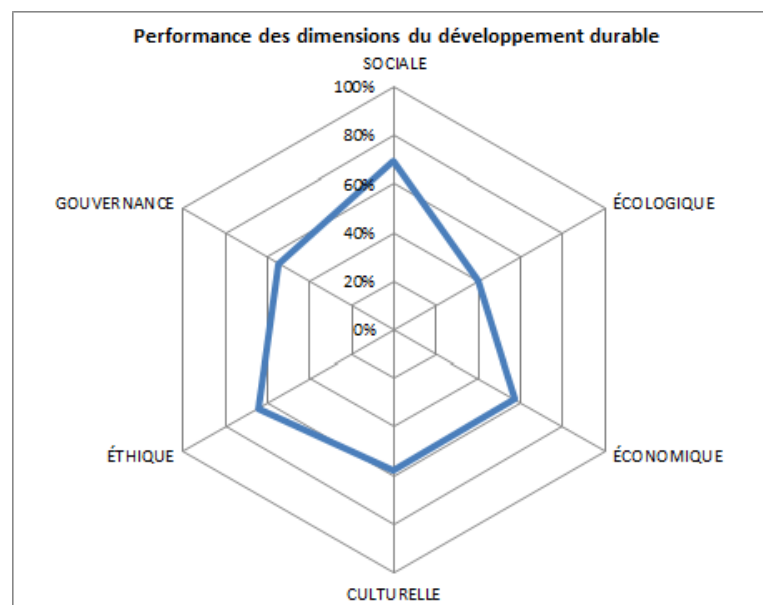


Cas du programme amélioration des services sociaux de base

Le programme social de la Commune de lembe-yezoum ne présente 29 activités dans l'action Eau, 04 activités dans l'action santé, 02 projets dans le sous-programme éducation. La situation souhaitée pour l'action eau passe de 33 à 55,33% d'accessibilité à l'eau potable, ce qui ne lui permettra d'atteindre les **ODD** du secteur. La situation souhaitée pour l'action santé passe de 47,67 à 50% d'accessibilité aux soins de santé et répartition équitable des formations sanitaires, ce qui lui permettra d'atteindre les **ODD** du secteur. La situation souhaitée pour l'action éducation passe de 74,4 à 78.% d'accessibilité à une éducation de qualité et répartition équitable des établissements scolaires, ce qui lui permettra d'atteindre les **ODD** du secteur.

Tableau 45 : Prise en compte de la dimension sociale par le programme

DIMENSION	Pondération moyenne	Performance moyenne
SOCIALE	2,5	69%
ÉCOLOGIQUE	2,0	40%
ÉCONOMIQUE	2,5	57%
CULTURELLE	2,2	58%
ÉTHIQUE	2,6	64%
GOUVERNANCE	2,8	55%

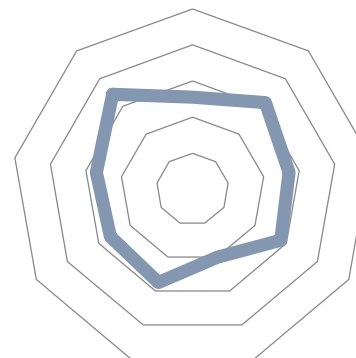


DIMENSION GOUVERNANCE

Elle a pour objectif de répondre à des besoins de participation, de démocratie et de transparence, ainsi que d'efficacité des institutions. Huit (08) thèmes composent celle-ci parmi lesquels les institutions, les instruments et processus, la participation et la citoyenneté, la subsidiarité², l'intégration locale, l'information, l'innovation et la gestion du risque et résilience. Il ressort globalement pour une performance pondérée de 55% où il est indispensable d'agir bien que l'on note que certains sont objectifs restent à «conforter» tels qu'identifier les risques, utiliser les mécanismes de communication appropriés, mettre en place des mesures de suivi et d'évaluation, rendre des comptes de façon transparente et développer des partenariats pour des performances pondérées respectives de 60%, 60%, 70%, 70% et 60%.

DIMENSION SOCIALE		
THÈME	Pondération moyenne	Performance moyenne
Lutte contre la pauvreté	2,7	51%
Eau	2,3	63%
Alimentation	1,4	54%
Santé	1,8	56%
Sécurité	1,0	40%
Éducation	2,0	55%
Collectivité et implication	1,3	53%
Établissements humains	2,0	54%
Genre	2,7	69%

Performance des thèmes de la dimension sociale



² Accorder un pouvoir d'action et de décision aux personnes et aux collectivités les plus concernées par un problème ou dans la mise en œuvre de PSPP en articulant les niveaux de décision, en respectant le principe de subsidiarité, en mutualisant les moyens d'action et en favorisant une responsabilisation des acteurs à tous les niveaux. En affectant les ressources nécessaires et en renforçant les capacités institutionnelles et humaines.

DIMENSION SOCIALE

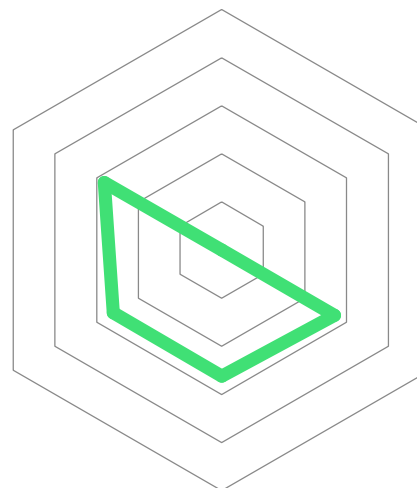
Au sens de la GADD, la dimension sociale comporte neuf (09) thèmes qui mettent en exergue le niveau de prise en compte des objectifs du développement durable pour leur atteinte. En effet, il ressort en termes d'analyse que les volets "collectivité et implication"³, "santé" et "sécuritaire" où l'on enregistre une performance respective de 47%, 62% et 63% sont des axes sur lesquels il est important d'agir. Quant à la lutte contre la pauvreté, l'accès à l'eau, l'alimentation, l'éducation, les établissements humains et le genre, il ne reste plus qu'à renforcer ces axes.

³ (La collectivité est le milieu social où les individus se développent. Dans une perspective de développement durable, les collectivités locales devraient être cohésives, connectées, autonomes et résilientes. L'implication des individus dans leur collectivité réfère à toute forme d'occupation valorisante (dont un emploi, rémunéré ou pas)

Prise en compte de la dimension écologique par le programme

DIMENSION ÉCOLOGIQUE		
THÈME	Pondération moyenne	Performance moyenne
Écosystèmes	0,0	0%
Biodiversité	0,0	0%
Ressources	1,8	54%
Extrants	1,4	52%
Usages du territoire	2,0	52%
Changements climatiques	1,8	56%

Performance des thèmes de la dimension écologique



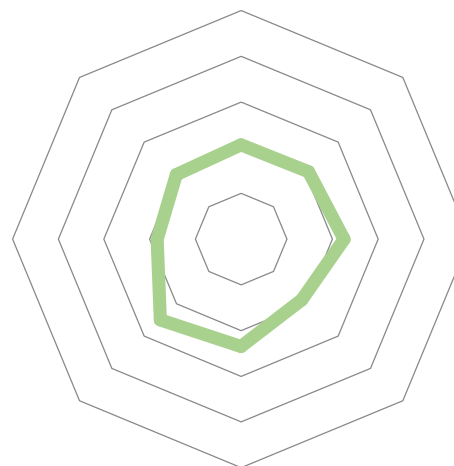
DIMENSION ÉCOLOGIQUE

Six thèmes dominent la dimension écologique dans de la grille d'analyse du développement durable (écosystèmes, biodiversité, Ressources, Extrants, Usages du territoire, Changements climatiques). Pour l'atteinte des ODD, il est important d'agir sur la préservation des écosystèmes marins et littoraux, la fixation des objectifs de restauration des écosystèmes dégradés, la protection des espèces rares, menacées et à statut précaire, la caractérisation des extrants liquides, solides, et gazeux et des impacts liés à leur déversement dans l'environnement, la limitation des conflits d'usages et la réduction des émissions des gaz à effet de serre. En raison des moyens financiers insuffisants, la quantification des émissions de gaz à effet de serre, l'augmentation des puits de carbone et la compensation des émissions de gaz à effet de serre constitueront des priorités à long terme

Prise en compte de la dimension économique par le programme

DIMENSION ÉCONOMIQUE		
THÈME	Pondération moyenne	Performance moyenne
Production responsable	1,6	41%
Consommation responsable	2,0	42%
Viabilité économique	1,0	45%
Travail	1,0	38%
Richesses et prospérité	1,3	47%
Énergie	2,0	50%
Entreprenariat	1,0	37%
Modèles économiques	1,8	40%

Performance des thèmes de la dimension économique



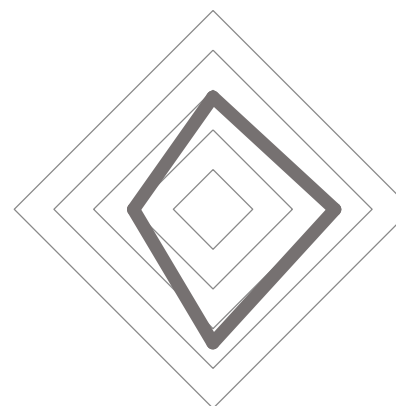
DIMENSION ÉCONOMIQUE

La production responsable, la consommation responsable, la viabilité économique, le travail, les richesses et prospérité⁴, l'énergie, l'entrepreneuriat et les modèles économiques sont les points qui marquent la dimension économique de la GADD. En termes d'analyse, la production responsable faisant référence à la transformation des ressources en biens et services utilisables constitue des enjeux à long terme. Quant aux richesses et à la prospérité, il est important que la commune réagisse sur l'instauration des pratiques de tourisme durable. Il ressort également que l'élimination des distorsions des modèles économiques et la soutenance des modèles économiques novateurs constituent des priorités sur lesquels une action est nécessaire pour l'atteinte des ODD.

Prise en compte de la dimension culture par le programme

DIMENSION CULTURELLE		
THÈME	Pondération moyenne	Performance moyenne
Transmission du patrimoine culturel	1,2	57%
Pratiques culturelles et artistiques	2,0	61%
Diversité culturelle	2,3	67%
Contribution de la culture au développement	1,3	40%

Performance des thèmes de la dimension culturelle



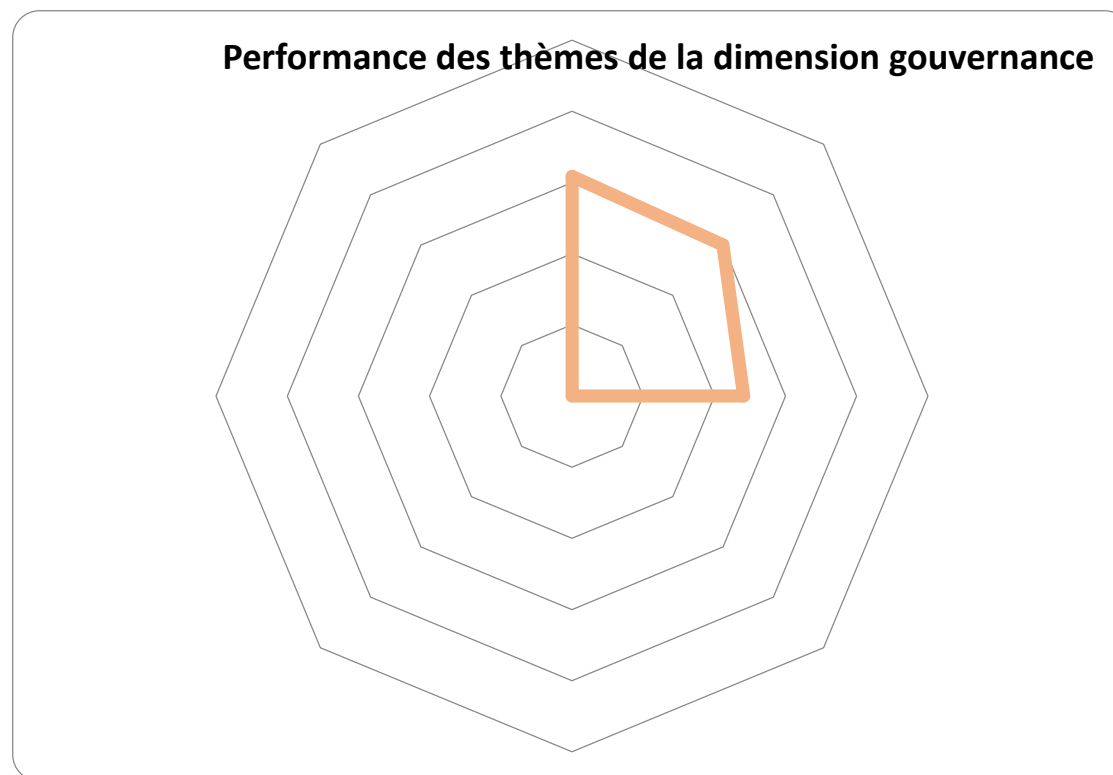
⁴ L'activité économique permet d'améliorer la valeur ajoutée aux ressources qu'elle transforme et met en marché sous forme de biens ou de services, ce qui devrait se traduire par une augmentation de la richesse collective. La richesse doit considérer toutes les formes de capitaux (écologiques, humains, sociaux, infrastructures). La prospérité réfère à une période de croissance globale de la richesse qui s'accompagne d'une amélioration de la qualité de vie

DIMENSION CULTURELLE

Elle vise à répondre aux besoins d'affirmation, d'expression, de protection et de mise en valeur de la diversité des traits culturels. Ainsi, quatre thèmes constituent celle-ci au rang desquels la transmission du patrimoine culturel, les pratiques culturelles et artistiques, la diversité culturelle et la contribution de la culture au développement. Il ressort en termes d'analyse que la transmission du patrimoine culturel est faiblement pris en compte (47%) et nécessite une action dans la conservation, la restauration et la compensation du patrimoine culturel, les représentations culturelles de l'environnement, le développement de la connaissance du passé et de l'histoire et la valorisation de la diversité linguistique. La diversité culturelle est prise en compte pour évaluation de 77% et reste à renforcer. S'agissant de la contribution de la culture au développement, une priorité "d'agir" est indispensable pour l'émergence d'une industrie culturelle génératrice d'emplois et de richesse, rendre explicites les liens entre la culture, le développement, l'emploi et la prospérité économique et s'assurer d'un partage équitable des innovations issues d'acquis culturels ou de connaissances traditionnelles

Prise en compte de la dimension économique par le programme

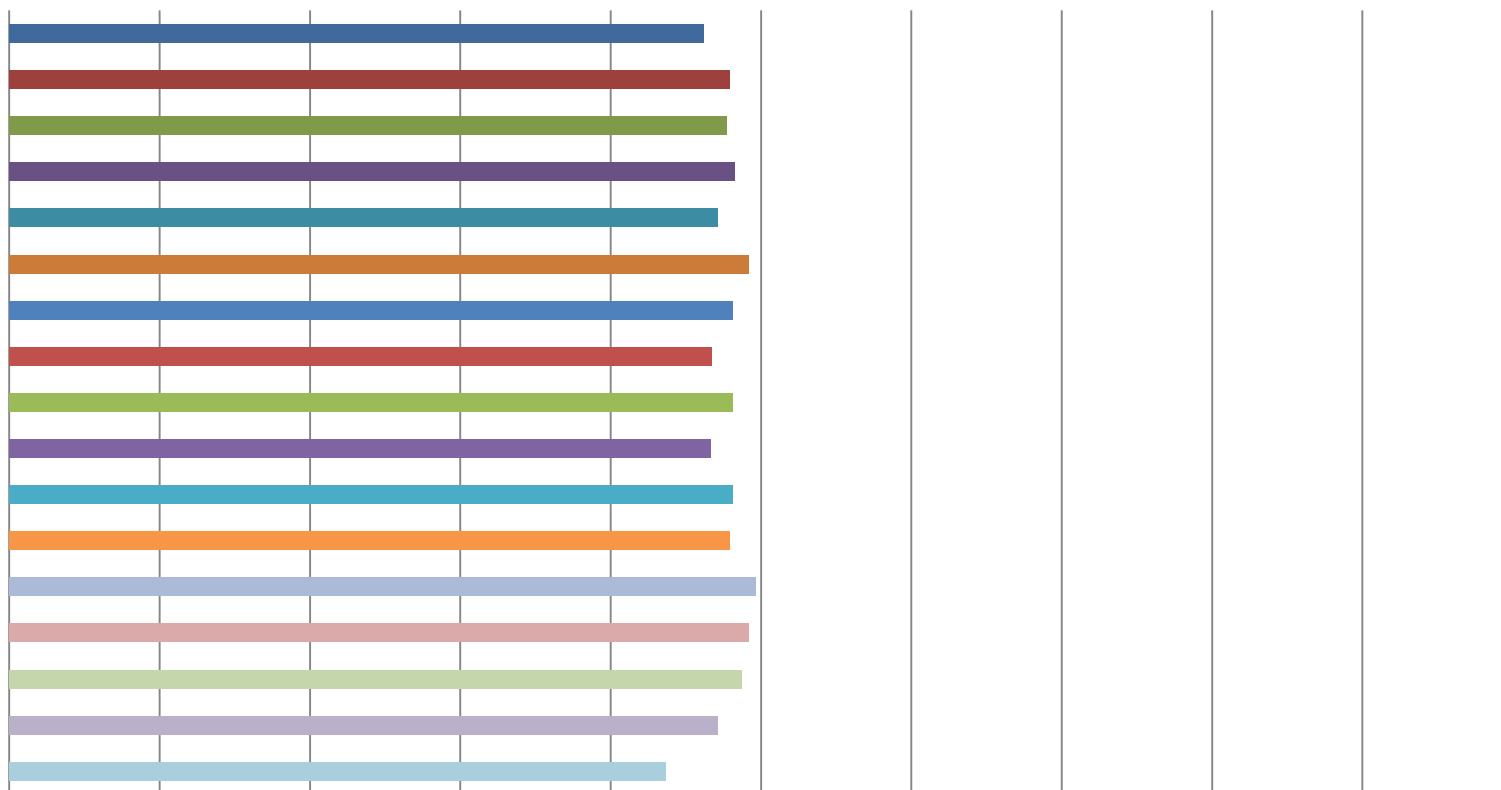
DIMENSION GOUVERNANCE		
THÈME	Pondération moyenne	Performance moyenne
Institutions	2,3	62%
Instruments et processus	2,0	60%
Participation et citoyenneté	2,4	48%
Subsidiarité	0,0	0%
Intégration locale	0,0	0%
Information	0,0	0%
Innovation	0,0	0%
Gestion du risque et résilience	0,0	0%



Niveau de prise en compte des ODD par les programmes

ODD	Libellé	Niveau de réponse aux ODD
ODD 1	Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde	46%
ODD2	Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable	48%
ODD 3	Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges	48%
ODD 4	Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie	48%
ODD 5	Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles	47%
ODD 6	Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau	49%
ODD 7	Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable	48%
ODD 8	Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous	47%
ODD 9	Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation	48%
ODD 10	Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein	47%
ODD 11	Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables	48%
ODD 12	Instaurer des modes de consommation et de production durables	48%
ODD 13	Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions (en tenant compte des accords conclus par la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques)	50%
ODD 14	Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable	49%
ODD 15	Préserver et remettre en état les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité	49%
ODD 16	Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes	47%
ODD 17	Revitaliser le partenariat mondial au service du développement durable et renforcer les moyens d'application de ce partenariat	44%

Niveau de réponse aux ODD



5.5. PLANIFICATION OPERATIONNELLE

5.5.1. Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires

Il s'agit des projets prioritaires financés par les ressources sûres de la Commune. Ces projets seront financés durant les trois prochaines années à partir de l'année 2019.

Tableau 46 : Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) 2019-2021

Actions	Activités	Coût de l'activité	Localisation	Année de réalisation			Indicateurs	Partenaires
				2019	2020	2021		
EDUCATION DE BASE	Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP	17 000 000	MELO				02 blocs de deux salles de classes sont construits à l'EP	MINEDUB
	Equipement de 02 salles de classe en tables bancs (44) et bureaux de maître (02) à l'EP de MOUMA	1 570 000	ZOA II				02 salles de classe et 02 bureaux sont équipés	MINEDUB
	Equipement de 02 salles de classe en tables bancs (44) et bureaux de maître (02) à l'EP	1 570 000	MELO				02 salles de classe et 02 bureaux sont équipés	MINEDUB
	Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP	17 000 000	ZOA II				02 blocs de deux salles de classes sont construits à l'EP	MINEDUB
JEUNESSE	Equipement du CMPJ	4 244 000	LEMBE-YEZOUM				Le CMPJ de LEMBE-YEZOUM est équipé	MINJEC
HABITAT ET DEVELOPPEMENT URBAIN	Construction des logements sociaux	100 000 000	LEMBE-YEZOUM				Les logements sociaux sont construits	MINHDU
EAU	Construction d'un forage équipé de PMH	8 000 000	LEMBE II				01 forage est construit	MINEE

**5.5.1.3. CADRE
SOMMAIRE DE
GESTION**

	Construction d'un forage équipé de PMH	8 000 000	MEZA'A			01 forage est construit	MINEE
	Construction d'une adduction d'eau potable	42 500 000	YEBE HAMEAU DENSE (LEMBE III)			01 adduction d'eau est construite	MINEE
	Construction d'un forage équipé de PMH	8 500 000	ZOA			01 forage est construit	MINEE
	Construction d'un forage équipé de PMH	8 500 000	NLONG			01 forage est construit	MINEE
	Construction d'un forage équipé de PMH	8 000 000	BISSO (SIMBANE)			01 forage est construit	MINEE
CULTURE	Construction d'une case communautaire	20 000 000	FANG			01 case communautaire est construite	MINAC
AGRICULTURE	Ouverture d'une piste agricole : LEMBE-MELO	24 000 000	LEMBE-YEZOOM			01 piste agricole est ouverte	MINADER
ENERGIE	Electrification du village	50 000 000	ZOA			Le village ZOA est électrifié	MINEE
	Ouverture de la route rurale : EKOMBA-MEKAN	27 778 000	LEMBE-YEZOOM			La route EKOMBA-MEKAN est ouverte	MINTP
TRAVAUX PUBLICS	Réhabilitation de la route NKANKOMBO-ANGONDOM-LEMBE YEZOOM avec 2 ponts semi définitifs sur la rivière Sele	48 823 000	LEMBE-YEZOOM			La route NKANKOMBO-ANGONDOM-LEMBE YEZOOM est réhabilitée, 02 ponts sont construits en matériaux semi définitifs	MINTP
SANTE	Construction des logements d'astreinte des médecins au CMA	35 000 000	LEMBE-YEZOOM			Les logements d'astreinte sont construits au CMA	MINSANTE

ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DU CDMT

	Réhabilitation du CMA	15 000 000	LEMBE-YEZOOM			Le CMA de LEMBE-YEZOOM est réhabilité	MINSANTE
	Réhabilitation du CSI	10 000 000	MVEBEKONE			Le CSI de MVEBEKONE est réhabilité	MINSANTE
AFFAIRES SOCIALES	Appui en appareillages aux personnes socialement vulnérables	3 000 000	LEMBE-YEZOOM			Nombre de personnes socialement vulnérables bénéficiaires	MINAS
Travaux publics	Aménagement de la route : NLONG-NSAMBA-MELO : 6 km NSAMBA-LEMBE : 9 km	43 490 078	NSAMBA			Les axes routiers : NLONG-NSAMBA-MELO : 6 km NSAMBA-LEMBE : 9 km sont aménagés	MINTP
Travaux publics	Aménagement de la route du carrefour MESSACK à NKOLOYACK sur 7 km	21000000	NGUINDA II			la route du carrefour MESSACK à NKOLOYACK sur 7 km est aménagée	MINTP
Eau	Construction d'un forage équipé de PMH à Centre	8500000	MELEN			01 forage est construit	MINEE
	Construction d'un forage équipé de PMH à MBAKA	8500000	MENGUEME			01 forage est construit	MINEE
	Construction d'un forage équipé de PMH à MINDI-ASSI	8500000	MESSESSA			01 forage est construit	MINEE
	Construction d'un forage équipé de PMH à ANDOM	8500000	ENGONG			01 forage est construit	
	Construction d'un forage équipé de PMH à la chefferie	8500000	ATOLO			01 forage est construit	

Le cadre sommaire de gestion de l'environnement du CDMT indique les principaux impacts potentiels des microprojets qui s'y trouvent ainsi que les mesures

	Construction d'un forage équipé de PMH à Nkomesse	8500000	LEMBE III			01 forage est construit	MINEE
	Construction d'un forage équipé de PMH à NGUEM	8500000	MEZA'A			01 forage est construit	MINEE
	Construction d'un forage équipé de PMH à MEYETE Plateau	8500000	MEYETE			01 forage est construit	MINEE
EDUCATION DE BASE	Construction et équipement d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP d' EKANG	18000000	EKANG			01 bloc de salles de construit et équipé	MINEDUB
	Construction et équipement d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP de MEBANG	18000000	MEBANG			01 bloc de salles de construit et équipé	MINEDUB
CULTURE	Etudes de faisabilité	3490078				Rapports études	RAS
	Organisation d'un festival culturel annuel pour la promotion de la culture	2500000	COMMUNE			Liste des participants, Affiches, banderoles	MINAC
JEUNESSE	Organisation des campagnes d'éducation civique, d'intégration internationale et volontariat	2000000	COMMUNE			Liste des jeunes ayant participé à la campagne Affiches, banderoles	MINJEC

environnementales qu'il convient de prendre pour les optimiser ou les atténuer. Ce cadre comprend les principaux impacts environnementaux ou sociaux, les principales mesures environnementales envisageables, leurs coûts, et les acteurs de mise en œuvre.

5.5.1.3.1. Cadre sommaire de gestion environnemental

Tableau 47 : Cadre sommaire de gestion environnemental

	Formation des jeunes dans la création des AGR, le montage des projets et la recherche de financement	2500000	COMMUNE				Fiches de présence, Liste des jeunes ayant bénéficié de la formation, Modules	MINJEC
	Organisation d'un championnat de vacance	3000000	COMMUNE				Rapports du comité d'organisation	MINSEP
	Appui aux associations sportives	3000000	COMMUNE				Liste des associations bénéficiaires, type d'appui	MINSEP
SPORT	Appui à l'organisation des compétitions Fenasco (A et B)	2000000	COMMUNE				Rapports Commune, Rapport DASEP	MINSEP
	Construction d'un forage équipé de PMH à BIWONG	8500000	MELO				01 forage est construit	MINEE
Eau	Construction d'un forage équipé de PMH à Azong	8500000	ZOA II				01 forage est construit	MINEE
COMMERCE	Construction et équipement d'un hangar de marché à EKANG	15000000	NLONG				PV de réception	MINCOMMERCE
ENERGIE	Electrification du village KOKOA sur 09 km	27000000	KOKOA				PV de réception	MINEE
Eau	Construction d'un forage équipé de PMH à MEKA'A	8500000	EBOLBOUMOU				PV de réception	MINEE

	Construction d'un forage équipé de PMH à NKOLABANDA	8500000	SIMBANE				PV de réception	MINEE
	Equipement du CSI d'ENDOUMDAN	8000000	ENDEOUM				PV de réception	MINEE
ENERGIE	Construction d'une centrale photovoltaïque (première phase)	40000000	BANA				PV de réception	MINEE
	Études de faisabilité	4490078						RAS
SPORTS	Organisation d'un championnat de vacance	3000000	COMMUNE				Rapports du comité d'organisation	MINSEP
	Appui à l'organisation des compétitions Fenasco A et B	2000000	COMMUNE				Rapports Commune, Rapport DASEP	MINSEP
	Appui aux associations sportives	3000000	COMMUNE				Liste des associations bénéficiaires, type d'appui	MINSEP
JEUNESSE	Organisation des campagnes d'éducation civique, d'intégration nationale et de volontariat dans la Commune (02 fois par an)	2000000	COMMUNE				Liste des jeunes ayant participé à la campagne Affiches, banderoles	MINJEC
	formation des jeunes dans, la création des AGR. le montage des projets et la recherche de financement	2500000	COMMUNE				Fiches de présence, Liste des jeunes ayant bénéficié de la formation, Modules	MINJEC

CULTURE	Organisation d'un festival annuel pour la promotion de la culture locale	2500000	COMMUNE			Liste des participants, Affiches, banderoles	MINAC
	TOTAL	788 955 234					

n°	nature des activités	activités à impact	impacts environnementaux négatifs potentiels	mesure d'atténuation	impact environnementaux positifs potentiel	mesures d'optimisation
1	Projets hydrauliques Construction des points d'eau (forage,)		- Pollution du point d'eau par les produits phytosanitaires, Destruction des cultures pour faire passer les canalisations d'eau	- Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (maintenir une distance d'au moins 300 mètres) -Sécuriser le point de - Associer toutes populations au projet en tenant des consultations publiques.	-l'évaluation environnementale participative en utilisant le formulaire d'examen environnemental lors des études de faisabilité technique et environnementale peut renforcer les systèmes de gouvernance locale	-Mettre sur pied dans chaque village un Comité de Protection de l'environnement (CPE)
		construction des anti boubiers, aire d'assainissement et des margelles pour puits d'eau	Effets des eaux stagnantes (insalubrité) autour du point d'eau - Contamination de la source par les eaux usées de la lessive - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	- Prévoir un espace pouvant servir de buanderie pour chaque point d'eau -Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé	-l'existence des points d'eau dans les lieux publics peut amener les populations à se laver régulièrement les mains et par ricochet	-instaurer dans les écoles une journée hebdomadaire de la propreté et de

n°	nature des activités	activités à impact	impacts environnementaux négatifs potentiels	mesure d'atténuation	impact environnementaux positifs potentiel	mesures d'optimisation
		Choix du site d'implantation de nouveaux points d'eau.	Choix des sites ayant des risques de contamination et d'infiltration des eaux souillées à parties des fosses d'aisance existantes	- Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau.	faire baisser le taux des maladies péri fécales	lavage des mains avec du savon
2	Construction d'infrastructures de services publics Construction des salles de classe, cité municipale	Terrassement pour implantation de chaque chantier et de chaque ouvrage	-Disparition du couvert végétal due à la destruction des arbres sur le site de construction des infrastructures. -Déstabilisation/fragilisation de la structure et de la texture du sol sur le site des travaux. -Accélération des érosions (pluviale et éolienne) sur le site ;	-planter les arbres et fleurs ornementaux après le terrassement pour les salles de classe et autres constructions - Engazonner et mettre en place des plantes stabilisantes ou de bandes anti- érosives sur des pentes déstabilisées.	-l'évaluation environnementale participative en utilisant le formulaire d'examen environnemental lors des études de faisabilité techniques et environnementale peut renforcer les systèmes de gouvernance locale -En offrant un cadre de travail attrayant et convivial dans les formations sanitaires, les écoles, les services publics, le personnel de l'Etat se sentira valorisé et pourront être plus stables à leur poste de	-Mettre sur pied dans chaque village un Comité de Protection de l'environnement (CPE) -instaurer une journée hebdomadaire de la propreté pour contribuer au maintien de la
		travaux de maçonnerie (coulage des structures avec utilisation éventuelle de bétonnière)	-Déversement de l'huile de vidange en pleine nature pour les entreprises utilisant les engins comme les bétonnières.	- Faire les vidanges des bétonnières et autres engins roulant dans les stations-service, ou conserver les huiles de vidanges dans des récipients pour les stations de service		

n°	nature des activités	activités à impact	impacts environnementaux négatifs potentiels	mesure d'atténuation	impact environnementaux positifs potentiel	mesures d'optimisation
		plantation d'arbres pour brise-vent après la construction des bâtiments	- Plantation d'essences non appropriées (comme l'eucalyptus dont les racines pourront fragiliser les structures des bâtiments et occasionner les fissurations les murs.	-Eviter la plantation très près des infrastructures construites, et privilégier les sapins dont les ports peuvent être contrôlés	travail pour un rendement satisfaisant dans le service rendu aux populations.	convivialité de l'environnement de travail.
3	Projets structurants : Construction des infrastructures routières, des infrastructures sanitaires, électrification rurale...	Piquetage et réalisation des fouilles pour implantation des poteaux électriques	Disparition du couvert végétal dû à l'abattage d'arbres sur les itinéraires de cablage des fils.	Préconiser d'abord l'élagage et n'abattre que s'il n'y a pas d'autres possibilités. -Reboiser avec les arbres fruitiers.	-Création des petites activités utilisant l'électricité pour générer les revenus, -désenclavement des localités enclavées	Créer des comités de surveillance des réseaux électriques (existence des cas de vol de câble) -créer un comité de route le doter en petits matériels et assurer la formation des membres du comité à mieux assumer leurs rôles.
		ouverture des voies avec rechargement	- Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunt	- Reboiser avec les arbres les zones d'emprunt de latérite.		
		transport par camions des matériaux (poteaux pour électrification, pierres, latérite, ciment etc pour la	-Impacts liés à la pollution des huiles usées et les poussières	-Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées		

n°	nature des activités	activités à impact	impacts environnementaux négatifs potentiels	mesure d'atténuation	impact environnementaux positifs potentiel	mesures d'optimisation
		construction des caniveaux.)		-arroser en saison sèche dans les agglomérations		

5.5.1.3.2.Cadre sommaire de gestion sociale

Tableau 48 : Cadre sommaire de gestion sociale

n°	nature des activités	activités à impact	impacts sociaux négatifs potentiels	mesure d'atténuation	impact sociaux positifs potentiels	mesures d'optimisation
1	Projets hydrauliques Construction et réhabilitation des points d'eau (forage)	choix du site du microprojet	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet	- Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité du choix d'un site et les critères de choix. - Obtenir un acte de donation de terrain, signé du Chef du village et du propriétaire du site	Augmentation de l'espérance de vie liée à la réduction des maladies d'origine hydrique	-mettre sur pied pour chaque point d'eau et dans chaque village concerné, un comité de gestion et d'entretien du point d'eau. -Construire davantage des points d'eau potable dans la Commune (puits, forages et sources)
		exploitation de l'ouvrage	- Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage	-Mettre en place un comité de gestion du projet incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien		
2	Construction d'infrastructures de services publics	acquisition des sites de construction	-Risques de conflits liés à l'acquisition des terres pour la construction de nouveaux bâtiments -Risques de d'expropriation	-Organiser des consultations publiques pour le choix des sites de construction des infrastructures.	-Flux croissant des élèves dû aux meilleures conditions d'études dans les écoles	-Prévoir une augmentation des tables-bancs dans les écoles

n°	nature des activités	activités à impact	impacts sociaux négatifs potentiels	mesure d'atténuation	impact sociaux positifs potentiels	mesures d'optimisation	
	Construction des salles de classe, foyer communautaire		- Déguerpissement des populations sur les sites de construction des infrastructures	-Obtenir un acte de donation de terrain, signé du Chef du village et des personnes vivant dans les alentours de l'école	<p>- Amélioration de l'engouement des parents, élèves et enseignants pour les études.</p> <p>-l'évaluation environnementale participative en utilisant le formulaire d'examen environnemental lors des consultations publiques peut renforcer les systèmes de gouvernance locale</p>	-aménager un espace adéquat pour la vente des aliments aux enfants dans les écoles,	
		Piquetage et réalisation des fouilles pour implantation des poteaux électriques	Destruction des cultures sur l'emprise des itinéraires de câblage électrique. .	Inclure dans les études de faisabilité les coûts destinés au dédommagement des cultures détruites		-construire des cuisines dans les centres de santé	
		Exécution des travaux de construction des infrastructures	-l'augmentation des revenus des populations (augmentation liée aux retombées de l'approche HIMO) pouvant augmenter la prévalence du VIH/SIDA/IST	- Intensifier la sensibilisation sur les dangers du VIH/SIDA/IST		<p>-Sensibiliser et informer les personnes vivant dans les alentours des écoles et centre de santé</p> <p>-Isoler le chantier du public avec des contrevents</p> <p>- Mettre les panneaux de signalisation du chantier;</p> <p>- Observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.)</p>	-prévoir la construction de nouvelles salles de classe
			- Risques d'accidents divers dans le chantier				
			-Conflits sociaux avec les riverains suite aux dégâts causés par les élèves dans les parcelles voisines	-Associer tous les voisins/riverains dès la conception du projet			

n°	nature des activités	activités à impact	impacts sociaux négatifs potentiels	mesure d'atténuation	impact sociaux positifs potentiels	mesures d'optimisation
				-construire des latrines dans les écoles, Sécuriser le site		
3	<p align="center">Projets structurants :</p> <p>Construction des infrastructures routières, des infrastructures sanitaires, électrification rurale...</p>	<p>Exécution des travaux préliminaires (layonnage , abattage et /ou élagage d'arbres pour travaux</p>	<p>Conflits sociaux liés au déguerpissement ou à l'empiètement des champs et destruction des cultures sur l'itinéraire des câblages électriques ou par l'ouverture de la route</p>	<p>Associer les populations riveraines dès le début du projet et s'assurer de leur participation effective</p>	<p>-Amélioration des conditions de vie des populations liée à l'offre d'emploi temporaire (main d'œuvre qualifiée ou non)</p> <p>-baisse des cas de vol, d'agression et de grand banditisme dans les villages.</p>	<p>Mettre sur pied dans chaque village un Comité de Protection de l'environnement (CPE)</p> <p>-mettre sur pied un comité de gestion du projet</p> <p>-Recruter les prestataires de préférence dans l'espace communal pour valoriser/garantir la méthode HIMO</p>
			<p>-Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA. (Lié à l'augmentation des revenus des populations du fait des retombées de l'approche HIMO)</p>	<p>-Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST et le VIH, et sur le braconnage, par des affiches et réunions</p> <p>Poser des affiches pour la prévention</p>		

5.5.1.3.3. Plan sommaire de gestion environnementale et sociale du CDMT

Le Plan sommaire de gestion environnementale et sociale (PGES) décrit de manière précise les dispositions institutionnelles nécessaires à la mise en œuvre des mesures d'atténuation et de suivi que ce soit en phase de réalisation ou de fonctionnement du projet. Il apporte des informations précises sur les personnes ou organismes chargés de la mise en œuvre de ces mesures en ce qui concerne par ex., l'exploitation, la supervision, la vérification de l'application, le suivi de l'exécution, les mesures correctives, le financement, l'établissement de rapports et la formation du personnel.

Tableau 49 : plan sommaire de gestion environnementale et sociale du CDMT

n°	nature des projets	activités à impact	impacts environnementaux négatifs potentiels	mesure d'atténuation	acteurs de mise en œuvre	période	acteur de suivi	coût	observations
	<p><u>Projets hydrauliques</u></p> <p>Construction des points d'eau (forage,)</p> <p><u>construction d'infrastructures de services publics</u></p> <p>Construction des salles de classe, foyer communautaire</p>		<ul style="list-style-type: none"> - Pollution du point d'eau par les produits phytosanitaires, 	<ul style="list-style-type: none"> - Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage -Sécuriser le point de captage en le clôturant : 	MAIRE, Chefs de villages, CC (délégué de l'eau dans le CC)	2019-2022	MINADER, Chef de village,	PM	coût inclus dans la prise en charge des comités de quartiers, du fonctionnement des CC
			<ul style="list-style-type: none"> Destruction des cultures pour faire passer les canalisations d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> - Associer toutes populations au projet en tenant des consultations publiques. 	consultant chargé d'études de faisabilité du projet	2019-2022	CCSE (Cadre communal chargé du suivi de mise en œuvre des solutions endogènes)	PM	frais inclus dans ceux de l'étude de faisabilité
		<ul style="list-style-type: none"> construction des antibourbiers, aire d'assainissement et des margelles pour puits d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> Effets des eaux stagnantes (insalubrité) autour du point d'eau - Contamination de la source par les eaux usées de la lessive - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage 	<ul style="list-style-type: none"> -Construire une aire d'assainissement pour chaque point d'eau - Prévoir un espace pouvant servir de buanderie pour chaque point d'eau -Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé 	entrepreneur	2019-2022	bureau d'étude chargé du suivi,	suivant étude de faisabilité technique et environnementale	

n°	nature des projets	activités à impact	impacts environnementaux négatifs potentiels	mesure d'atténuation	acteurs de mise en œuvre	période	acteur de suivi	coût	observations
		choix du site d'implantation de nouveaux points d'eau	Choix des sites ayant des risques de contamination et d'infiltration des eaux souillées à parties des fosses d'aisance existantes	- Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau	MAIRE	2019-2022	MINADER, Chef de village,	/	coût inclus dans la prise en charge des comités de vigilance des villages
2	Projets structurants : Construction des infrastructures routières, des infrastructures sanitaires, électrification rurale...	Terrassement pour implantation de chaque chantier et de chaque l'ouvrage	-Disparition du couvert végétal due à la destruction des arbres sur le site de construction des infrastructures.	-planter les arbres et fleurs ornementaux après le terrassement pour les salles de classe	entrepreneur	2019 pour les projets du PIA	PNDP, Délégué départemental MINEPDED, Commune	suivant étude de faisabilité technique et environnementale de chaque projet	Intégrer le coût de l'examen socio environnemental à celui du projet
			Déstabilisation/fragilisation de la structure et de la texture du sol sur le site des travaux. -Accélération des érosions (pluviale et éolienne) sur le site ;	- Engazonner et mettre en place des plantes stabilisantes ou de bandes anti-érosives sur des pentes déstabilisées.	idem	2019-2022	idem	idem	idem
		travaux de maçonnerie (coulage des structures avec utilisation de bétonnière)	-Déversement de l'huile de vidange en pleine nature pour les entreprises utilisant les engins comme les bétonnières.	- Faire les vidanges des bétonnières et autres engins roulant dans les stations service, ou conserver les huiles de vidanges dans des	entrepreneur	2019-2022	MINEPDED, Commune	suivant étude de faisabilité technique et environnementale	

n°	nature des projets	activités à impact	impacts environnementaux négatifs potentiels	mesure d'atténuation	acteurs de mise en œuvre	période	acteur de suivi	coût	observations
				réceptifs pour les stations de service					
		fonçage des fosses pour latrines	-contamination des eaux des puits dans les alentours des latrines	- Respecter une distance d'au moins 50m du point d'eau pour la construction des latrines	MAIRE	2019-2022	entrepreneur	suivant étude de faisabilité technique et environnementale	
		plantation d'arbres pour brise-vent après la construction des bâtiments	- Plantation d'essence non appropriée (dont les racines pourront fragiliser les structures des bâtiments.	-Eviter la plantation très près des infrastructures construites, et privilégier les sapins dont les ports sont contrôlable	entrepreneur	2019-2022	entrepreneur	suivant étude de faisabilité technique et environnementale	
3		Layonnage, abattage et /ou élagage d'arbres pour travaux	-Disparition du couvert végétal due à la destruction des arbres sur le site.	Restreindre les coupes aux arbres ayant des grands ports	Entrepreneur	2019-2022	Bureau d'étude chargé du suivi,	/	Coût inclus dans frais de suivi
		construction des rigoles et canaux de ruissèlement	-Ensablement du fait des eaux de ruissèlement des parcelles fertiles dans les bas-fonds.	-Construire les rigoles en les orientant hors des parcelles cultivées.	entrepreneur	2019-2022	bureau d'étude chargé du suivi,	/	coût inclus dans frais de suivi

n°	nature des projets	activités à impact	impacts environnementaux négatifs potentiels	mesure d'atténuation	acteurs de mise en œuvre	période	acteur de suivi	coût	observations
							Commune (ACD)		
		aménagement des voies avec rechargement	- Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunt	- Reboiser avec les arbres les zones d'emprunt de latérite.	entrepreneur	2019-2022	bureau d'étude chargé du suivi,	suivant étude de faisabilité technique et environnementale	coût inclus dans frais de suivi
		transport par camions des matériaux (pierres, latérite, ciment etc.)	-Impacts liés à la pollution des huiles usées et les poussières	-Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées -arroser en saison sèche dans les agglomérations	entrepreneur	2019-2022	MINEPDED, Commune	suivant étude de faisabilité technique et environnementale	

5.5.2. Plan d'investissement annuel (PIA)

Le plan d'investissement annuel uniquement prend en compte les projets à réaliser en première année du CDMT. Celui-ci s'appuie sur 04 programmes techniques : Le programme technique Amélioration de l'offre des services sociaux de base constitué des Actions : EDUCATION, EAU, HABITAT, SANTE, AFFAIRES SOCIALES, etc. le programme technique promotion du développement économique et protection de l'environnement constitué des actions : AGRICULTURE, INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES, le programme technique promotion de la culture, des sports et appui à la jeunesse constitué des actions CULTURE, JEUNESSE.

Tableau 50 : plan d'investissement annuel 2019

Il s'agit ici du plan d'investissement annuel des projets financés par les ressources propres de la Commune.

Programmes	Actions	Activités	Coût Total	Lieu d'implantation	Période de réalisation				Acteurs/Partenaires	Observations
					T1	T2	T3	T4		
AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE	EDUCATION DE BASE	Construction d'un bloc de 02 salles	17 000 000	EP MELO					MINEDUB	RAS
AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE	EDUCATION	Equipement de 02 salles de classe en tables bancs (44) et bureaux de maître (02)	1 570 000	EP MOUMA					MINEDUB	RAS
AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE	EDUCATION DE BASE	Equipement de 02 salles de classe en tables bancs (44) et bureaux de maître (02)	1 570 000	EP MELO					MINEDUB	RAS
AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE	EDUCATION DE BASE	Construction d'un bloc de 02 salles de classe	17 000 000	EP MOUMA					MINEDUB	RAS
PROMOTION DE LA CULTURE, DES SPORTS ET APPUI A LA JEUNESSE	JEUNESSE	Equipement du CMPJ	4 244 000	LEMBE-YEZOOM					MINJEC	RAS
AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE	HABITAT ET DEVELOPPEMENT URBAIN	Construction des logements sociaux	100 000 000	LEMBE-YEZOOM					MINH DU	RAS

AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE	EAU	Construction d'un forage équipé de PMH	8 000 000	LEMBE II				MINEE	RAS
AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE	EAU	Construction d'un forage équipé de PMH	8 000 000	MEZA'A				MINEE	RAS
AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE	EAU	Construction d'une adduction d'eau potable	42 500 000	YEBE HAMEAU (LEMBE II)				MINEE	RAS
AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE	EAU	Construction d'un forage équipé de PMH	17 000 000	ZOA et NLONG				MINEE	RAS
AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE	EAU	Construction d'un forage équipé de PMH	8 000 000	BISSO (SIMBANE)				MINEE	RAS
PROMOTION DE LA CULTURE, DES SPORTS ET APPUI A LA JEUNESSE	CULTURE	Construction d'une case communautaire	20 000 000	FANG				MINAC	RAS
PROMOTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	AGRICULTURE	Ouverture d'une piste agricole Lembe-Melo	24 000 000	LEMBE				MINADER	RAS
PROMOTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	ENERGIE	Electrification du village	50 000 000	ZOA I				MINEE	RAS
PROMOTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS	Ouverture de la route rurale EKOMBA-MEKAN	27 778 000	LEMBE-YEZOOM				MINTP	RAS

PROMOTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	TRAVAUX PUBLICS	Réhabilitation de la route NANKOMBO-ANGONDOM-LEMEBE YEZOUM avec deux ponts semi définitifs sur la rivière Sele	48 823 000	LEMBE-YEZOOM					MINTP	RAS
AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE	SANTE	Construction des logements d'astreinte des médecins au CMA	35 000 000	LEMBE-YEZOOM					MINSANTE	RAS
AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE	SANTE	Réhabilitation du CMA	15 000 000	LEMBE-YEZOOM					MINSANTE	RAS
AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE	SANTE	Réhabilitation du CSI	10 000 000	MVEBEKONE					MINSANTE	RAS
AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE	AFFAIRES SOCIALES	Appui en appareillages aux personnes socialement vulnérables	3 000 000	LEMBE-YEZOOM					MINAS	RAS
PROMOTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	COMMERCE	Construction d'un hangar de marché équipé des hangars de marché de 32 comptoirs d'un bloc de 10 boutiques, d'un bloc latrine avec 04 cabines et un forage équipé de PMH	86 104 568	LEMBE CENTRE					MINCOMMERCE	RAS
AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE	TRAVAUX PUBLICS	Aménagement de la route : NLONG-	43 490 078	NSAMBA					MINTP	RAS

		NSAMBA-MELO : 6 km, NSAMBA- LEMBE : 9 km							
TOTAL			588 079 646						

5.5.3. Populations vulnérables

Le tableau ci-après fait état du plan opérationnel en faveur des personnes vulnérables, élaborés à la suite des diagnostics DEUC et DPNV qui nous ont permis de faire un état des lieux sur la situation de cette couche de personnes et d'identifier leurs besoins.

Tableau 51 : plan opérationnel en faveur des personnes vulnérables 2019

TYPE DE VULNERABILITE	Activités envisagées	INDICATEURS	PERIODE												RESPONSABLES	COUT	SOIURCES DE FINANCEMENTS		
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D					
ACCES A LA CITOYENNETE	Identification et établissement des actes de, naissances à tous les enfants de 0 à 14 ans non pourvus	-2000 actes de naissances sont établis ; - les Parents et les chefs appréhendent mieux l'importance des pièces officielles															MINATD commune	500.000	Budget fonctionnement commune MINAS
ACCES AUX VACCINS	Vaccins essentiels pour les formations hospitalières (Hôpital de district, CSI) et transport vers les sites des bénéficiaires Administration des vermifuges dans les écoles et villages Dotation des moustiquaires	Les formations sanitaires concernées sont pourvues de vaccins ; Nombre d'OEUV vaccinés Nombre d'OEUV ayant reçus des vermifuges															Mairie -Centres d'état civil -CMA, CSI, Hôpital de district	5. 000 000	Budget fonctionnement commune MINSANTE

NUTRITION	Appui nutritionnel pour les PV - Distribution des suppléments nutritifs dans les écoles et villages Organisation des séances de formation pratiques sur la connaissance des aliments nutritifs dans les villages	Des capacités d'au moins 04 structures d'accueil et des formations sanitaires sont renforcées Nombre d'enfants ayant bénéficié de suppléments nutritifs ; -Nombre de séances de formation pratiques organisées sur la connaissance des aliments nutritifs dans les villages																	MINSANTE PNDP/UNICEF	5.000 000	Budget fonctionnement commune MINSANTE
EDUCATION DE BASE	Fournitures et manuels scolaires pour les écoles classiques en faveur des EOY ET Orphelins vulnérables	2.000 enfants en âge préscolaire et scolaire																	MINEDUB HAUTE SANAGA PNDP/UNICEF	2 000 000	Budget fonctionnement commune MINEDUB
HANDICAPES VISUELS, ET MOTEURS,	35 chaises roulantes, 108 paires de lunettes, 15 tricycles, 70 cannes anglaises, 50 béquilles, 20 prothèses auditives, 20 cannes blanches	250. Personnes vulnérables sont touchées																	MINAS HAUTE SANAGA PNDP/Mairie	5 000 000	Budget fonctionnement commune MINAS
AUTONOMIE FINANCIERE DES PERSONNES VULNERABLES	Appui à la création et à la mise en place des activités génératrices de revenus (AGR) en agriculture et élevage)	500 agriculteurs et éleveurs handicapés formés (matériel agricole, végétal élevage et formation) ; Superficie mise en valeur ou augmentée ; Rendements obtenus pour les principales spéculations Nombre de têtes de volailles, porcs et bovin augmenté.																	MINADER/MIN EPIA HAUTE SANAGA	5 000 000	Budget fonctionnement commune MINAS
CITOYENNETE	Formation des vulgarisateurs actifs de la citoyenneté	60 soit 02 par village																	MINATD Commune	500 000	Budget fonctionnement commune MINAS

5.5.4. CADRE SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONNEMENTAL DU PIA

n°	nature des projets	activités à impact	impacts environnementaux négatifs potentiels	mesure d'atténuation	acteurs de mise en œuvre	Période de réalisation	acteur de suivi	coût	observations
	Construction d'un hangar de marché équipé des hangars de marché de 32 comptoirs d'un bloc de 10 boutiques, d'un bloc latrine avec 04 cabines et un forage équipé de PMH		- Pollution du point d'eau par les produits phytosanitaires,	- Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage -Sécuriser le point de captage en le clôturant :	MAIRE, Chefs de villages, CC (délégué de l'eau dans le CC)	2019-2022	MINADER, Chef de village,	PM	coût inclus dans la prise en charge des comités de quartiers, du fonctionnement des CC
		construction des antibourbiers, aire d'assainissement et des margelles pour puits d'eau	Effets des eaux stagnantes (insalubrité) autour du point d'eau - Contamination de la source par les eaux usées de la lessive - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	-Construire une aire d'assainissement pour chaque point d'eau - Prévoir un espace pouvant servir de buanderie pour chaque point d'eau -Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé	entrepreneur	2019-2022	bureau d'étude chargé du suivi,	suivant étude de faisabilité technique et environnementale	
		choix du site d'implantation de nouveaux points d'eau	Choix des sites ayant des risques de contamination et d'infiltration des eaux souillées à parties des fosses d'aisance existantes	- Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau	MAIRE	2019-2022	MINADER, Chef de village,	/	coût inclus dans la prise en charge des comités de vigilance des villages
2	Aménagement de la route : NLONG-NSAMBA-MELO : 6 km, NSAMBA-LEMBE : 9 km	Terrassement pour implantation de chaque chantier et de chaque l'ouvrage	-Disparition du couvert végétal due à la destruction des arbres sur le site de construction des infrastructures.	-planter les arbres et fleurs ornementaux après le terrassement pour les salles de classe	entrepreneur	2019 pour les projets du PIA	PNDP, Délégué départemental MINEPDED, Commune	suivant étude de faisabilité technique et environnementale de chaque projet	Intégrer le coût de l'examen socio environnemental à celui du projet
			Déstabilisation/fragilisation de la structure et de la texture du sol sur le site des travaux. -Accélération des érosions (pluviale et éolienne) sur le site ;	- Engazonner et mettre en place des plantes stabilisantes ou de bandes anti- érosives sur des pentes déstabilisées.	idem	2019-2022	idem	idem	idem

n°	nature des projets	activités à impact	impacts environnementaux négatifs potentiels	mesure d'atténuation	acteurs de mise en œuvre	Période de réalisation	acteur de suivi	coût	observations
		construction des rigoles et canaux de ruissèlement	-Ensablement du fait des eaux de ruissèlement des parcelles fertiles dans les bas-fonds.	-Construire les rigoles en les orientant hors des parcelles cultivées.	entrepreneur	2019-2022	bureau d'étude chargé du suivi, Commune (ACD)	/	coût inclus dans frais de suivi
		aménagement des voies avec rechargement	- Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunt	- Reboiser avec les arbres les zones d'emprunt de latérite.	entrepreneur	2019-2022	bureau d'étude chargé du suivi,	suyant étude de faisabilité technique et environnementale	coût inclus dans frais de suivi
		transport par camions des matériaux (pierres, latérite, ciment etc.)	-Impacts liés à la pollution des huiles usées et les poussières	-Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées -arroser en saison sèche dans les agglomérations	entrepreneur	2019-2022	MINEPDED, Commune	suyant étude de faisabilité technique et environnementale	

5.5.5. PLAN DE PASSATION DES MARCHES DU PIA

Tableau 53 : Plan de passation des marchés du PIA 2019

Désignation	partenaire	méthode de sélection	montant (en millier de francs)	préparation termes de référence / élaboration des spécifications Tech 15jour délais		Lancement et sélection délai 55 jours		non objection du bailleur		Attribution 15 jours		exécution et paiement en fonction de la prestation		Réception	
				période prévue	date réelle	période prévue	date réelle	période prévue	date réelle	période prévue	date réelle	période prévue	date réelle	période prévue	date réelle

Construction d'un hangar de marché équipé des hangars de marché de 32 comptoirs d'un bloc de 10 boutiques, d'un bloc latrine avec 04 cabines et un forage équipé de PMH	PNDP	AONO	86 104 568	Janvier-février 2019	-	Fevrier -mars 2019	-	-	-	Avrir-mai2019	-	Juillet-aout2019	-	Sept-oct2019	-
Aménagement de la route : NLONG-NSAMBA-MELO : 6 km, NSAMBA-LEMBE : 9 km	-	AONO	45 000 000	Janvier-février 2019	-	Fevrier -mars 2019	-	-	-	Avrir-mai2019	-	Juillet-aout2019	-	Sept-oct2019	-

VI. MÉCANISME DE SUIVI-ÉVALUATION

6.1. Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD

Dans le souci d'assurer une mise en œuvre efficace et efficiente du PCD, le maire a procédé à la mise sur pied d'un comité de suivi évaluation. Il s'agit d'un groupe mixte composé des élus locaux, des chefs traditionnels, et des élites.

6.1.1. Eligibilité et Composition du comité de suivi-évaluation

Le comité communal de suivi-évaluation du plan communal de développement a été mis en place au courant du Conseil municipal élargi aux sectoriels portant validation du PCD par le conseil municipal. Ce conseil vient succéder au comité de pilotage préalablement mis en place au début du processus pour le suivi de la conduite du processus. Ce conseil communal de suivi-évaluation a été mis en place par un arrêté municipal. Le comité est composé des postes suivants : **un président, un rapporteur et des membres.**

6.1.2 Attributions du comité communal de suivi-évaluation du PCD

En tant que membres du CCSE, Les principaux acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PCD de Lembe-Yezoum ont pour principale mission de s'assurer que le Plan s'exécute pleinement dans le respect de la programmation initialement prévue. A cet effet, chacun apporte sa pierre à l'édifice.

Le Maire de la Commune : En tant que président du CCSE, anime le Comité et coordonne ses activités. A ce titre, il :

- Convoque et préside les réunions du CCSE et les assemblées générales de la Commune;
- Signe, conjointement avec les partenaires au développement identifiés, les contrats de prestations de services;
- Procède à l'ordonnancement des dépenses;
- Signe les documents administratifs, tels que les convocations et invitations aux réunions, les correspondances de toute nature adressées à des tiers, les P-V de réunions ;
- Est le cosignataire sur le compte de la Commune auprès des établissements financiers ;
- Représente la Commune en justice et dans les actes de la vie civile.

Le Secrétaire Général : il assure le secrétariat du Comité. A ce titre il :

- Prépare pour soumettre à la signature du président les convocations, invitations et toutes correspondances;
- Rédige les procès-verbaux et les comptes rendus des réunions et assemblées générales de la communauté ;
- Conserve les archives de la communauté.

Les Représentants des associations des Communautés à la base. Etant devenus des acteurs au développement au niveau local, leur participation au CSE permet de tenir compte des besoins de la base qu'ils représentent. Les chefs traditionnels : Garants de l'autorité au niveau local, ils ont un rôle consultatif au sein du Comité.

6.1.3. Noms et attributs des membres du CCSE du PCD

Le comité communal de suivi-évaluation est composé ainsi qu'il suit :

PRESIDENT : ANGOULA ADJEME Albert (Conseiller Municipal, Président de la commission des finances)

RAPPORTEUR : BOUNOUNGOU Linus (CCD)

MEMBRES :

ALIMA Brigitte Marlyse (CCF)

AMBARA OLINGA Georges (Conseiller municipal)

ANGOULA EBAH Mathieu (Agent communal, chef de services état civil)

Les représentants des secteurs.

Généralement, une Commune est divisée en secteur. Les Conseillers municipaux étant originaires de l'un ou de l'autre secteur de la Commune, ils ont un double rôle. En effet, le rôle d'un conseiller est de prendre les préoccupations de la base afin de les présenter aux sessions du Conseil, puis de tenir les populations de son secteur au courant des décisions du conseil. Ils sont donc les yeux de la Commune répandus à travers la Commune. Les personnalités ressources. Ils sont les détenteurs de l'influence morale du CCSE. Sélectionnés parmi l'intelligentsia de la Commune, ils peuvent donner des avis éclairés utiles à ceux qui décident.

6.2. INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION DU PIA

Tableau 54 : Indicateurs de suivi et d'évaluation du PIA

SECTEUR	ACTIVITES	INDICATEURS DE SUIVI	INDICATEURS D'EVALUATION
Commerce	Construction d'un hangar de marché équipé des hangars de marché de 32 comptoirs d'un bloc de 10 boutiques, d'un bloc latrine avec 04 cabines et un forage équipé de PMH	<ul style="list-style-type: none"> • PV de réception • 10 boutiques construits • 04 boutiques construits • 01 forage construit • 02 bloc latrine avec 4 cabines construit 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'expertise du DDCOMMERCE •
Travaux Publics	Aménagement de la route : NLONG-NSAMBA-MELO sur 6 km NSAMBA-LEMBE : 9 km	Nombre de kilomètres de route aménagés	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'expertise sur la qualité des travaux • Aménagement des rigoles

6.3. DISPOSITIFS, OUTILS ET FREQUENCES DU REPORTING

Tableau 55 : Dispositif du reporting

Acteurs	Outils	Fréquence du reporting
Les membres du Comité Communal de Suivi-Evaluation (CCSE) du PCD	Réunion d'évaluation ; Descentes de terrain ; Production des Rapports mensuels CCD et PV, rapports trimestriels pour le CCSE	La fréquence de suivi des activités se fera de manière trimestrielle cependant, le CCD recruté fera des descentes mensuelles afin de faciliter les activités du CCSE

Dispositif de suivi des réunions

Un modèle de tableau de suivi des réunions qui permettra au Comité de Suivi et aux différents mouvements associatifs de la Commune de capitaliser les différents points à l'ordre du jour et de toujours clore les réunions par les résolutions qu'on évaluera à la prochaine réunion.

Tableau 56 : Modèle de tableau de suivi des réunions

Type de réunion	Date	Ordre du jour	Activités	Résultats attendus
Sensibilisation interne	Restitution des travaux des Ateliers de planification communale ; Plan de sensibilisation par village.	Information porte à porte ; convocation, invitations	Nombre de personnes sensibilisées et vivants dans la Commune.
			Jeux de questions réponses ;	
			Recueil des points de vue	
Sensibilisation externe	Plan de sensibilisation des forces vives résidant de la Commune	Rédaction des lettres de transmission ; Expédition desdites lettres.	Nombre de personnes sensibilisées et vivants à l'extérieur de la Commune

Etats et rapports attendus

Les états

Les différents états issus des données de suivi évaluation (hors microprojets) sont les suivants :

- Les termes de référence de chaque responsable,
- La liste détaillée des activités (i.e. le rapport d'activité),
- Le chronogramme des activités,
- L'analyse des investissements,
- Les tableaux synthétiques des indicateurs globaux,
- Les tableaux et cartes synthétiques des indicateurs sur la population bénéficiaire.
- Les rapports

Contenu du rapport mensuel

C'est un rapport de travail qui ne concerne principalement que les acteurs directs du Projet. Il comprend les rubriques ci-après :

- Appréciations générales sur l'avancement du Projet lors du mois précédent,
- Grandes réalisations par composante,
- Tâches inachevées ou ajournées,
- Grandes activités en perspective,
- Problèmes majeurs rencontrés,
- Solutions et recommandations envisagées,
- La liste des tâches par responsable c'est-à-dire les termes de référence de chacun.

Contenu du rapport trimestriel

Un rapport trimestriel présentant l'état technique et financier du projet sera rédigé. Ce rapport comprendra :

Un chapitre d'introduction présentant de façon assez détaillée l'avancement du projet en précisant pour le trimestre écoulé :

- Les grandes réalisations par composante
- Les tâches inachevées ou ajournées
- Les grandes activités en perspective
- Les problèmes majeurs rencontrés
- Les solutions et recommandations envisagées
- Le bilan détaillé des activités (i.e. le rapport d'activité) ;
- Le tableau de bord des microprojets accompagné d'analyses ad hoc pertinentes ;
- Le tableau d'utilisation des fonds par activité du projet pour le trimestre écoulé ;
- Le tableau global d'avancement des activités pour le trimestre écoulé ;
- Le tableau des contrats passés et en cours ;
- Le tableau de suivi des décaissements des fonds alloués au projet.

Contenu du rapport annuel

Une fois par an, le rapport sera accompagné d'une annexe qui présentera l'ensemble des résultats des enquêtes annuelles sur le terrain. Plus précisément, cette annexe, qui sera élaborée sur la base d'enquêtes sur le terrain, regroupe: Un chapitre introductif présentant la situation pour l'année écoulée, les évolutions passées et les perspectives, ainsi que les problèmes majeurs suivants :

- Evaluation Du Projet Par Les Bénéficiaires,
- Situation sociale et sanitaire des bénéficiaires dans les zones d'intervention
- Les tableaux présentant les indicateurs sur la population (pauvreté, évaluation du projet)
- Les tableaux et cartes synthétiques présentant les indicateurs de suivi de l'impact social.

6.4. MECANISME DE PREPARATION DU PIA ET DE REVISION DU PCD

Elaboration du nouveau PIA

Pour préparer le PIA, la Commune devrait conduire les étapes ci-après:

- Evaluation des activités de l'année écoulée : il s'agira ici d'évaluer les activités précédentes du PIA, afin de faire un état des lieux des activités qui ont été réalisées et de reconduire dans le prochain PIA celles qui n'ont pas été réalisées.
- Production du rapport annuel des activités qui ont été menées.
- Evaluation des sources disponibles au niveau de la Commune : il s'agit ici pour la Commune de présenter les ressources financières disponibles pour l'année en cours ce qui permettra d'enclencher la prochaine étape.
- Identification des activités à inscrire dans le nouveau PIA : il s'agira ici d'identifier les activités à conduire la nouvelle année ces activités devront sortir du CDMT qui a été élaboré lors de l'atelier de planification.

Mécanisme de Révision du PCD

Pour une gestion efficace des ressources financières, l'actualisation du PCD se fera après trois triennales. La révision dudit document se fera par un appel à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un organisme d'appui local pour l'accompagnement de la réactualisation du PCD.

Le cadre communal de développement aura la charge de monter le dossier d'appel d'offre (DAO) ; et la commission de passation des marchés aura la charge de sélectionner le prestataire selon les principes des marchés publics.

IL est aussi important de savoir à la suite de ce processus qu'un plan de communication a été élaboré pour faire connaître le PCD aux partenaires et aux acteurs de développement.

VII. PLAN DE COMMUNICATION

Le plan de communication qui est proposé ici énumère les actions qui seront entreprises pour faire connaître le PCD non seulement au grand public, mais surtout aux partenaires et acteurs de développement. Mais avant, il est important de définir au préalable les objectifs, la cible et les actions qui seront menées dans le cadre de cette campagne.

Objectif :

Ce plan de communication a pour objectif :

- Faire le marketing du PCD de LEMBE YEZOOM auprès des partenaires au développement;
- Attirer les partenaires au développement pour le financement des projets qui y sont contenus.

Cible :

- Les partenaires au développement ;
- Les élites ;
- Les ministères techniques en fonction des thématiques identifiées ici ;
- Les potentiels bailleurs de fonds externes ;
- Les populations de LEMBE YEZOOM ;
- Les élus locaux.

Les actions qui seront menées :

Il faudra au préalable synthétiser le document pour qu'il soit moins long et plus facile à lire ;

- Il faudra concevoir une publicité radio et télé pour présenter le document ;
- Il faut élaborer et mettre en place un blog sur la Commune de LEMBE YEZOOM sur internet ;

Choix des médias : CRTV ; Canal 2, vision 4, équinoxe TV, STV2, Cameroun Tribune ; le Messenger ; Radio communale, etc.

Choix du hors média : une soirée de collecte des données ; mailing List ; publi postage ; les associations sur le plan local, national et même international ; une soirée (diner) avec les ministères techniques et les ambassadeurs et d'autres potentiel bailleurs de fonds pour la présentation du PCD.

6.1. STRATEGIE ET ESQUISSE DE PLAN DE COMMUNICATION

Tableau 57 : Plan de communication à court terme

objectifs	Canal	cibles	activités	indicateurs	Coûts FCFA
Global : Faire connaître le PCD de Lembe-Yezoum auprès des partenaires au développement	Médias (publics et privés) : Radio, Télévision, presse écrite, internet	Autorités administratives partenaires techniques et financiers ; projets et programmes de développement ; autorités traditionnelles ONG, Association, GIC... ; Elus locaux, sectoriels élites; Fondations FEICOM Ambassades	Organisation d'un atelier local de promotion du PCD	Nombre de billets d'invitations ventilés	10.000.000
spécifiques 1. Mettre en œuvre une politique de marketing du PCD	Médias (publics et privés) : Radio, Télévision, presse écrite, internet	Le grand public Les bailleurs de fonds Les OSC Les communes externes	Recrutement d'un expert en communication	Contrat de l'expert disponible	4.500.000
	Médias (publics et privés) : Radio, Télévision, presse écrite, internet		Elaboration du plan média	plan média disponible et opérationnel	1.000.000
	Médias (publics et privés) : Radio, Télévision, presse écrite, internet		Conception de spots publicitaires média et hors média	spots publicitaires à la portée du grand public	5.000.000
	Médias (publics et privés) : Radio, Télévision, presse écrite, internet		Elaboration d'un site WEB de la Commune	Site Web disponible et fonctionnel	1.000.000
	Médias (publics et privés) : Radio, Télévision, presse écrite, internet		Elaboration d'une Synthèse du document	PCD succinct disponible	1.000.000
2. Faire connaître le PCD à la communauté nationale et internationale	Médias (publics et privés) : Radio, Télévision, presse écrite, internet	Les bailleurs de fonds	Multiplication des exemplaires du PCD version dure et version numérique	Nombre d'exemplaires version dure imprimés et version numérique nombre de rencontre	//

	Des rencontres physiques		Correspondance des copies du PCD aux bailleurs de fonds potentiels	Nombre d'exemplaires envoyés/distribués	5.00.000
3. Assurer Le suivi – évaluation du marketing du PCD	Médias (publics et privés) : Radio, Télévision, presse écrite, internet	Le grand public Les bailleurs de fonds	Elaboration d'un calendrier de suivi	Rapport de suivi	1.000.000
TOTAL provisoire : 28.500.000					

NB : le coût total du plan ici est provisoire car le nombre d'exemplaires de PCD à produire dépendra du nombre de partenaires à qui la commune jugera nécessaire d'envoyer une copie dure.

CONCLUSION

Engagée à s'impliquer activement dans le processus d'émergence amorcée par le Cameroun à l'horizon 2035, la Commune de Lembe-Yezoum a engagé toutes les forces vives de son territoire dans un projet de développement à savoir : l'actualisation de son plan communal de développement (PCD). Comme tout projet, cette activité s'est structurée autour des étapes successives en l'occurrence les 07 étapes du processus de planification communale dont les 05 opératoires à savoir: la préparation du processus, les diagnostics participatifs, la planification, la mobilisation des ressources et la programmation. La mise en œuvre et le suivi-évaluation restent dans ce cas des étapes d'accompagnement.

Les diagnostics participatifs menés dans la Commune ont permis d'identifier les besoins de développement dans 28 secteurs d'activités et suite à cela, la Commune a pu élaborer sa vision de développement qui s'énonce comme suit : « **A l'horizon 2027, la Commune de LEMBE YEZOUM est économiquement stable et est dotée des infrastructures sanitaires, scolaires, énergétiques, hydrauliques, et routières de qualité dans le but de promouvoir le développement socio-économique de ses populations dans le long terme** ». Cette vision qui s'est appuyée sur le DSCE lui-même arrimé aux ODD, a pu s'agripper à la politique nationale structurée sur le budget programme. Dans cette optique, deux programmes techniques ont été élaborés à savoir le programme technique social et le programme technique économique dont les poids respectifs sur la planification quinquennale sur ressources propres de la Commune sont de 57,57% et de 42,42%.

Le programme support gouvernance lui, a intégré des aspects liés à la gestion de l'institution communale. Sur la base des ressources propres et externes fiables de la Commune et s'appuyant sur les projets prioritaires des villages et de l'espace urbain classés selon l'ordre de priorité notamment sur la priorité des priorités, il a été élaboré un cadre de dépenses à moyens termes (CDMT) évalué à 788 955 234 F CFA et un plan d'investissement annuel (PIA) qui s'élève à, **588 079 646 F CFA**. Par ailleurs, sur la base des 32 cadres logiques y compris l'institution communale et le VIH/SIDA, le PCD dégage globalement la somme de 22 398 948 568 **FCFA**.

Afin d'assurer la mise en œuvre et le suivi du PCD à travers l'opérationnalisation du dispositif de suivi-évaluation et la valorisation de son plan de communication, sous l'impulsion des instances communales et avec le soutien de toutes les parties prenantes, il a été mis sur pieds à travers un arrêté communal, un comité de suivi-évaluation qui a pour tâches d'implémenter cette dynamique.

La mise en œuvre du PCD passera donc par un dynamisme accru des responsables communaux qui doivent relever les défis majeurs notamment celui de l'augmentation des recettes propres qui restent jusqu'ici assez faibles soit une moyenne d'environ 44 million par an. Nous espérons qu'à travers la réalisation du projets porteurs inscrits dans le PCD, et comptant sur l'établissement des partenariats, des conventions, des franchises collaborations avec des élites internes et externes, des bailleurs de fonds, l'Etat du Cameroun, d'autres Communes, le secteur privé, les banques, les ONG, les programmes de développements, la Commune va pouvoir participer activement à l'émergence escomptée par l'Etat du Cameroun à l'horizon 2035.

BIBLIOGRAPHIE

Tableau 59 : Références bibliographie.

Titre de l'ouvrage	Auteur	Date de parution	Editeur
Comptes administratifs	Commune de Lembe-Yezoum	2015-2016	Commune de Lembe-Yezoum
rapport du DIC et du DEUC,	OAL RADA	2018	Commune de Lembe-Yezoum
rapport consolidé du DIC, DEUC, DPNV	OAL RADA	2017	Commune de Lembe-Yezoum
PCD de la Commune de Lembe-Yezoum	PNDP/RADA	2011	Commune de Lembe-Yezoum
Rapport de suivi des Ecoles Primaires et Maternelles du département de la Haute Sanaga	DDMINEDUB/ Haute Sanaga	2014/2015	DD/MINEDUB
Manuel du praticien des appuis au processus d'élaboration des PDC	PNDP	2017	PNDP/CNC
Document de formation en planification communale "	PNDP CRC du Centre	2017 ,2018	PNDP/CNC

ANNEXES

ANNEXE 1 : Arrêté de mise en place du Comité de Pilotage

ANNEXE 2 : Arrêté constatant la composition du Comité de suivi

ANNEXE 3 : Délibération municipale approuvant le PCD

FICHE DE VALIDATION DU PCD

Le présent Plan Communal de Développement a été validé par les administrations compétentes ci-après :

VISA DU MAIRE

VISA DU MINEPAT

LEMBE YEZOUM le.....

LEMBE YEZOUM le.....

Visa Du Préfet

LEMBE YEZOUM LE